

2002

LES COMPTES DES REGIONS

LES COMPTES DES REGIONS 2002

La présente brochure a été réalisée à partir de l'exploitation de l'ensemble des comptes de gestion définitifs des régions de métropole et d'outre-mer tenus par les payeurs régionaux, comptables du Trésor.

Les dépenses totales des régions ont progressé de 18,1% de 2001 à 2002, essentiellement en raison du transfert de compétence en matière ferroviaire.

Les dépenses de fonctionnement croissent de 22,8%, sous l'effet des participations et subventions versées au secteur du transport ferroviaire. La politique de désendettement des cinq dernières années et la faiblesse des taux d'intérêts aboutissent à une **diminution de 16,8 % des charges financières des régions**. L'autofinancement est en progression de 8,5% en valeur absolue, mais le taux de couverture des dépenses définitives d'investissement par l'autofinancement net des remboursements d'emprunts diminue depuis 2000 (56,6% en 2002 contre 63,7 % en 2000).

Les dépenses d'investissement augmentent de 13,8%. La progression plus rapide des dépenses que des recettes d'investissement se traduit par une baisse du résultat de la section d'investissement qui reste cependant positif (91 millions d'euros de capacité de financement).

Les régions ont profité de conditions d'emprunts favorables pour s'endetter à hauteur de 162 millions d'euros (emprunts moins remboursements), ce qui pourrait marquer la **fin d'un cycle de désendettement**.

Le résultat de la section d'investissement, conjugué à l'endettement net, permet aux régions de renforcer leur fonds de roulement en fin d'exercice (19 jours de dépenses contre 16,6 en 2001).

Au-delà de ces quelques éléments, je souhaite que cette publication apporte aux lecteurs l'information la plus complète sur les comptes des régions. Mes services, soucieux d'élaborer une base documentaire aussi précise et exhaustive que possible pour l'étude de la situation économique et financière du secteur public local, se tiennent à votre disposition pour répondre à toute demande de précisions complémentaires et pour prendre en compte toutes suggestions et remarques sur ce document.

Jean Bassères

Directeur Général de la Comptabilité Publique

SOMMAIRE

Analyse d'ensemble.....	4
Eléments de contexte.....	page 5
Analyse des résultats.....	page 7
Analyse patrimoniale	page 22
Tableaux de synthèse.....	page 26
Tableaux comptables.....	page 33
Fiches individuelles de situation financière.....	40
Présentation des fiches.....	page 41
Définitions comptables des rubriques.....	page 43
Fiches individuelles de situation financière.....	page 45
Méthodologie et lexique.....	149
Méthodologie.....	page 150
Lexique.....	page 154

1. Analyse d'ensemble

Éléments de contexte

Région	Dépenses totales de la région en millions d'euros	Population 1999*	PIB régional 2002 en millions d'euros*	Dépenses totales en euros par habitant	Part des dépenses totales dans le PIB régional
ILE-DE-FRANCE	2 607	10 952 011	430 183	238	0,61%
RHONE-ALPES	1 286	5 645 407	145 427	228	0,88%
NORD-PAS-DE-CALAIS	1 016	3 996 588	79 931	254	1,27%
PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	920	4 506 151	105 826	204	0,87%
PAYS DE LA LOIRE	709	3 222 061	73 715	220	0,96%
AQUITAINE	669	2 908 359	66 717	230	1,00%
BRETAGNE	629	2 906 197	63 485	216	0,99%
CENTRE	598	2 440 329	54 965	245	1,09%
MIDI-PYRENEES	565	2 551 687	57 577	222	0,98%
LANGUEDOC-ROUSSILLON	514	2 295 648	46 121	224	1,11%
PICARDIE	502	1 857 834	37 482	270	1,34%
ALSACE	488	1 734 145	44 268	282	1,10%
LORRAINE	467	2 310 376	47 071	202	0,99%
NORMANDIE(HAUTE-)	434	1 780 192	41 479	244	1,05%
CORSE	420	260 196	5 052	1 614	8,31%
POITOU-CHARENTES	392	1 640 068	33 887	239	1,16%
AUVERGNE	387	1 308 878	27 586	295	1,40%
CHAMPAGNE-ARDENNE	372	1 342 363	30 839	277	1,21%
NORMANDIE(BASSE-)	367	1 422 193	29 666	258	1,24%
BOURGOGNE	355	1 610 067	36 418	221	0,98%
REUNION	354	706 300	n.d	501	n.d
GUADELOUPE	290	422 496	n.d	686	n.d
FRANCHE-COMTE	282	1 117 059	24 727	252	1,14%
MARTINIQUE	227	381 427	n.d	594	n.d
LIMOUSIN	210	710 939	14 659	296	1,43%
GUYANE	92	157 213	n.d	585	n.d
France	15 151	60 186 184	1 519 972	252	1,00%

* source : INSEE

L'analyse des comptes des régions doit être appréciée au regard des **particularités de ce type de collectivité**. En particulier, le faible nombre de régions (26) peut rendre délicate l'interprétation des évolutions moyennes chiffrées : en effet **une seule collectivité peut influencer largement l'évolution moyenne observée**.

Par exemple, la région Ile-de-France représentant à elle seule 17,2% du montant total des dépenses de toutes les régions, les évolutions propres aux finances de cette région ont un effet sur les évolutions de la masse globale. Aussi, dans l'analyse infra sera-t-il précisé lorsque le résultat moyen est impacté en grande partie par une ou deux régions seulement.

La place particulière de **l'Ile-de-France** dans la population (18,2%) et l'économie (28,3% du PIB) de la France entière explique **le poids de cette collectivité dans les comptes agrégés de toutes les régions**. La particularité de l'Ile de France apparaît sous une autre forme lorsqu'on rapporte le montant des dépenses de la région au nombre d'habitants ou au PIB régional. En effet, l'Ile de France se révèle être la région où la part du PIB consacrée aux dépenses publiques régionales est la plus faible (61 centimes pour 100 euros de PIB), la moyenne nationale étant de 1 euro pour 100 euros de PIB, tandis que les dépenses de cette région par habitant sont de 238 euros, ce qui est proche de la moyenne nationale (252 euros par habitant) .

En revanche, le **poids important des régions d'outre-mer et de la Corse dans l'économie de leurs territoires respectifs** est caractérisé par une dépense régionale par habitant au moins deux fois supérieure à la moyenne des régions de métropole (hors Corse). En particulier, la région Corse est très présente dans l'économie de l'île puisque la dépense de la région par habitant est de 1614 euros contre 243 euros en moyenne pour les autres régions de métropole et 591 euros pour les régions d'outre-mer.

Etant donné la place importante des régions d'outre-mer dans l'économie de ces territoires, un court paragraphe spécifique leur est consacré à la fin de chaque partie d'analyse.

De même, dans les fiches financières individuelles, la comparaison des agrégats financiers de chacune de ces collectivités s'effectue par rapport à la moyenne par habitant des quatre régions d'outre-mer.

Il existe une **homogénéité entre les régions de métropole** (hors Corse et Ile de France) puisque la dépense régionale par habitant varie de 200 à 300 euros et la dépense régionale rapportée au PIB varie de 0,88 à 1,43%. C'est pourquoi les fiches financières individuelles de ces collectivités présentent pour chaque agrégat la moyenne par habitant des régions de métropole (hors Ile de France et Corse).

Analyse des résultats

Section de fonctionnement

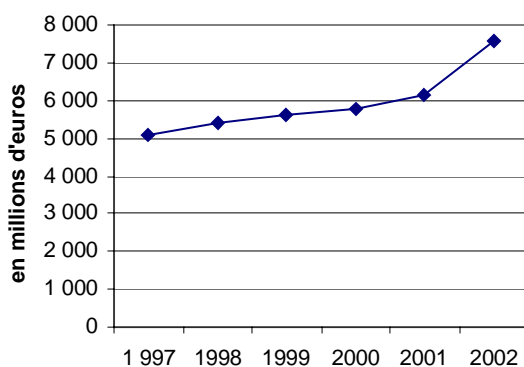
(en millions d'euros)

	2000	2001	évolution 2001/2000	2002	évolution 2002/2001
Achats et charges externes	363	394	8,5%	532	35,4%
Frais de personnel	398	429	7,8%	472	10,0%
Participations et subventions	4 338	4 668	7,6%	5 926	26,9%
Charges financières	485	463	-4,5%	385	-16,8%
Autres charges de fonctionnement	178	197	10,6%	237	20,7%
Total des charges de fonctionnement	5 761	6 150	6,8%	7 552	22,8%
Transferts reçus	2 828	2 886	2,0%	4 238	46,9%
Impôts et taxes	5 835	5 000	-14,3%	5 079	1,6%
Compensations fiscales	1 389	2 468	77,7%	2 807	13,7%
Autres produits de fonctionnement	124	136	9,7%	139	1,8%
Total des produits de fonctionnement	10 177	10 491	3,1%	12 264	16,9%
Autofinancement brut	4 416	4 340	-1,7%	4 711	8,5%
Remboursements d'emprunts	1 056	1 113	5,4%	1 244	11,8%
Marge d'autofinancement courant	3 360	3 227	-4,0%	3 467	7,4%

Les charges de fonctionnement progressent de façon soutenue

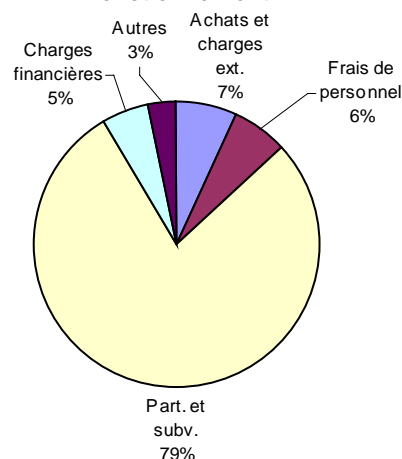
Les charges de fonctionnement sont en forte hausse (+22,8%) en raison de la généralisation des participations versées en faveur du transport ferroviaire.

Evolution du montant global des charges de fonctionnement



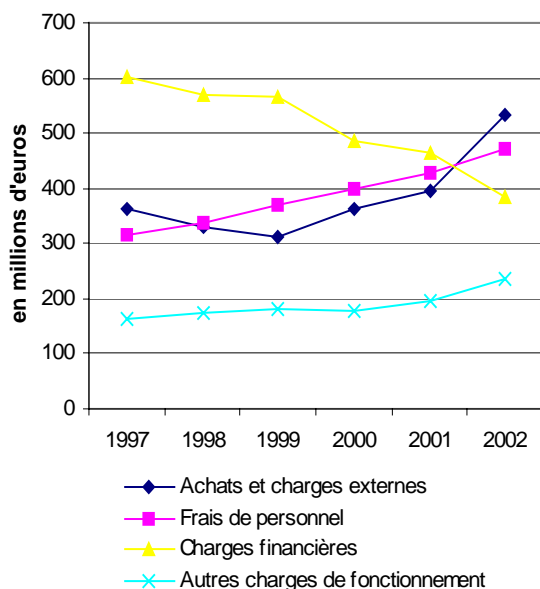
Les participations versées restent prépondérantes dans les charges de fonctionnement

Composition des charges de fonctionnement



compétences de formation professionnelle et d'apprentissage².

Evolution du montant des charges de fonctionnement - détail par poste (hors participations et subventions)



Les achats et charges externes demeurent marginaux

Ce poste évolue fortement entre 2001 et 2002 (+35,4%) sous l'effet de la **requalification des participations à la formation professionnelle** (comptes 647 et 6409) en **prestations de service** (compte 662) comptabilisées en achats et charges externes, suite à l'entrée en vigueur du nouveau code des marchés publics. Malgré cette augmentation, ce poste demeure de faible importance dans le total des charges de fonctionnement (7%).

Les frais de personnel sont tirés vers le haut par l'exercice de nouvelles compétences

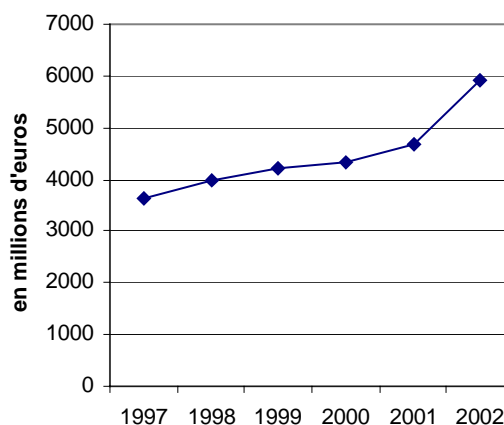
Les frais de personnel s'accroissent de **10%** entre 2001 et 2002. Ils demeurent toutefois marginaux dans les charges de fonctionnement (6,2%).

Cette forte croissance s'explique en grande partie par les **recrutements nécessités par la mise en place des nouvelles compétences** : transport ferroviaire¹, élargissement des

¹ Loi du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain

Les participations et subventions progressent de façon significative

Participations et subventions



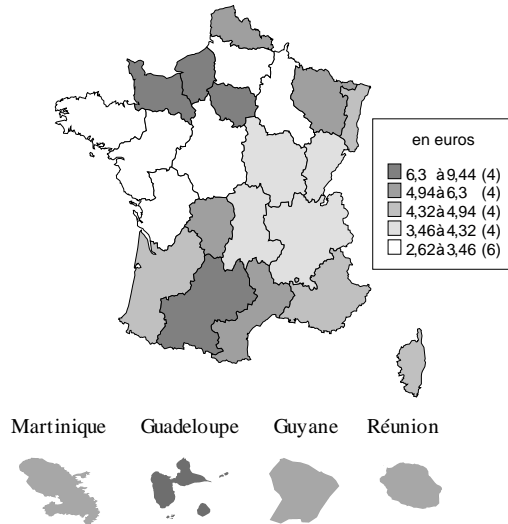
Avec une croissance de +26,9% en 2002 soit 1,26 milliards d'euros d'augmentation, ce poste de dépenses contribue à hauteur de 92% à la forte augmentation des charges de fonctionnement en 2002. Le facteur principal est **l'extension de la compétence de transport ferroviaire à l'ensemble des régions de métropole** sauf l'Ile-de-France et la Corse. La prise en charge des frais de fonctionnement du transport ferroviaire régional de voyageurs devrait être complète à partir de 2003.

En revanche, les participations et subventions accordées à la formation professionnelle diminuent suite à la requalification de ces participations en achats et charges externes (application du nouveau code des marchés publics). Mais cette baisse n'est pas visible en raison de l'ampleur des nouvelles dépenses relatives au transport ferroviaire.

² Article 107 de la loi du 27 février 2002 (prise en charge de l'indemnité compensatrice forfaitaire versée aux employeurs).

Les charges financières bénéficient d'une gestion plus active de la dette

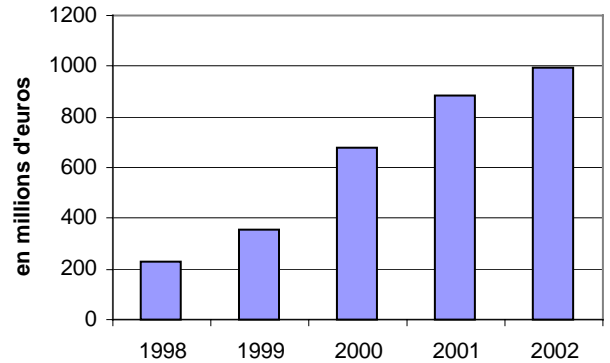
Montant des charges financières pour 100 euros de dette



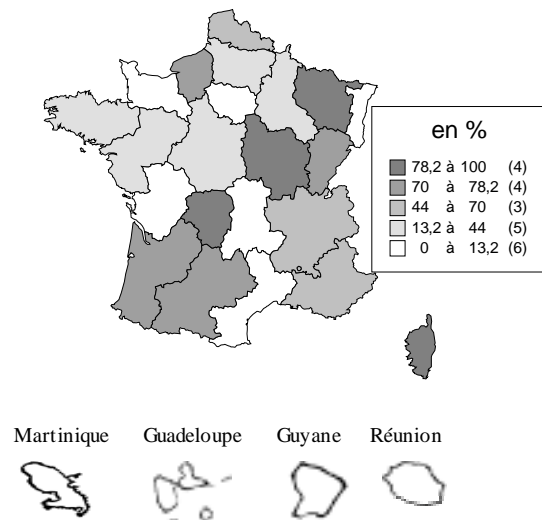
Les charges financières **diminuent de 16,8%** entre 2001 et 2002. Plusieurs facteurs contribuent à cette évolution :

- Les régions bénéficient des **fruits de leur politique de désendettement** menée de 1998 à 2001.
- Les **taux d'intérêts à long terme sont en baisse**
- Les régions recourent de façon plus intensive aux lignes de trésorerie.

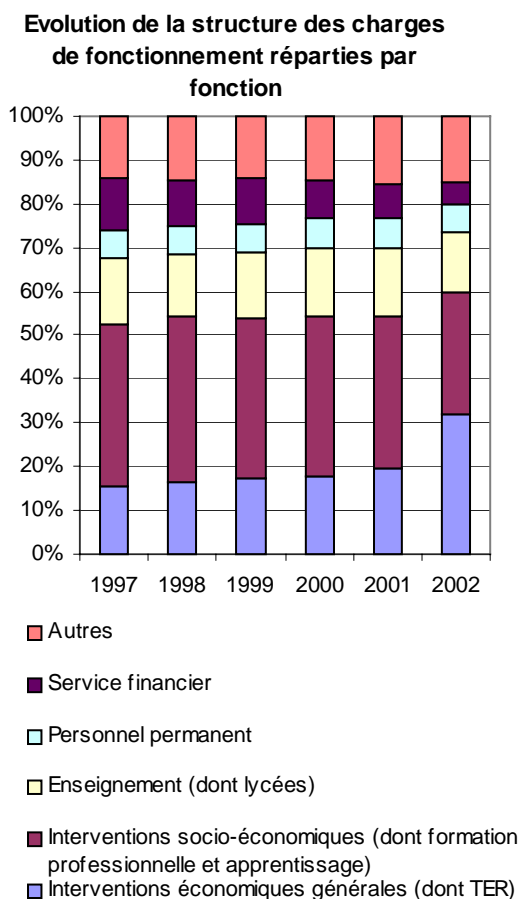
Montant des opérations d'aller et retour sur le compte 16 (refinancements, opérations sur emprunts avec option de tirage sur ligne de trésorerie)



Intensité d'utilisation des crédits avec option de tirage sur ligne de trésorerie (pour 100 euros d'emprunts, montant des opérations de gestion de dette)



La ventilation des dépenses des régions par fonction reflète leurs principaux domaines d'intervention.



Interventions économiques générales (dont TER)

De 1997 à 2001, ce poste de dépenses évolue de façon soutenue en raison notamment de l'expérimentation du transfert de compétence ferroviaire à 6 puis 7 régions. De 2001 à 2002, **ce poste double de volume du fait de la généralisation du transfert de compétence** à l'ensemble des régions de métropole (sauf l'Ile-de-France et la Corse). Ces régions consacrent désormais 32,3% (contre 10,4% pour les régions d'outre-mer) de leurs dépenses de fonctionnement au secteur des interventions économiques générales qui comprend les dépenses relatives au TER.

Interventions socio-économiques (dont formation professionnelle et apprentissage)

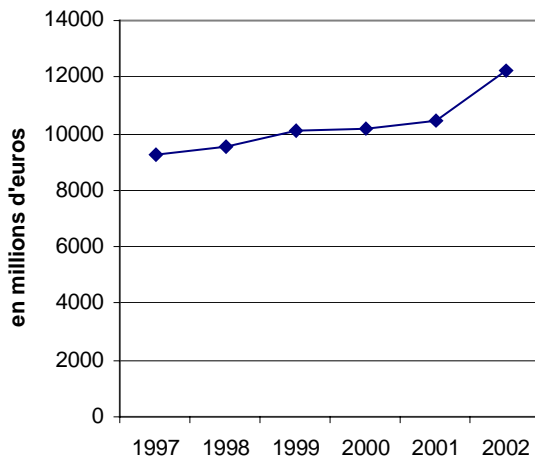
Ce poste stagne depuis 2 ans (+1,4% en 2001, -1,4% en 2002). A la fois pour des raisons conjoncturelles et juridiques : l'application du code des marchés publics aux contrats de formation professionnelle entraîne une modification du financement des organismes de formation professionnelle. Auparavant les participations étaient versées à 50% dès la signature du contrat. Depuis **l'application du nouveau CMP**, les versements sont étalés sur toute la durée du marché. Par conséquent, **en 2002, année de basculement de l'ancien système vers le nouveau, la charge de ce poste de dépense se trouve temporairement allégée.**

Enseignement (dont lycées)

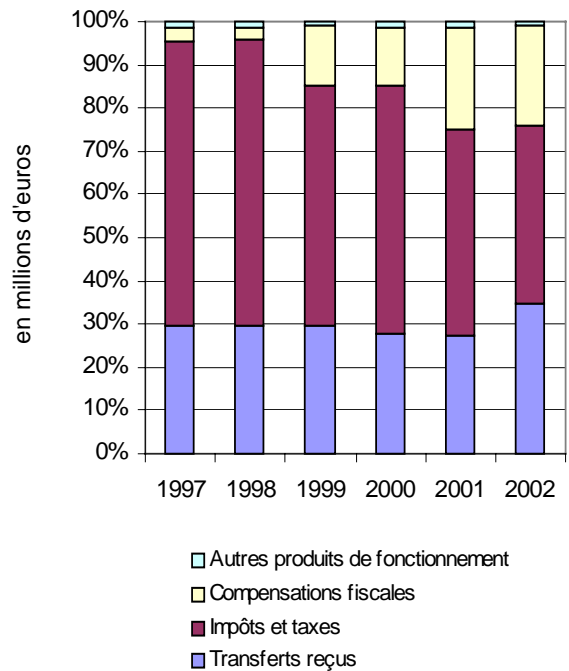
Les charges de fonctionnement relatives à ce secteur croissent de **6,9%** de 2001 à 2002. Depuis cinq ans ce poste de dépense augmente régulièrement (+7,5% en moyenne chaque année). Ces dépenses correspondent aux charges d'exploitation des lycées et sont consacrées principalement aux ouvrages de rénovation, de sécurisation et d'équipement technologique qui génèrent des frais de fonctionnement et de maintenance croissants.

La hausse des produits de fonctionnement couvre l'augmentation des charges

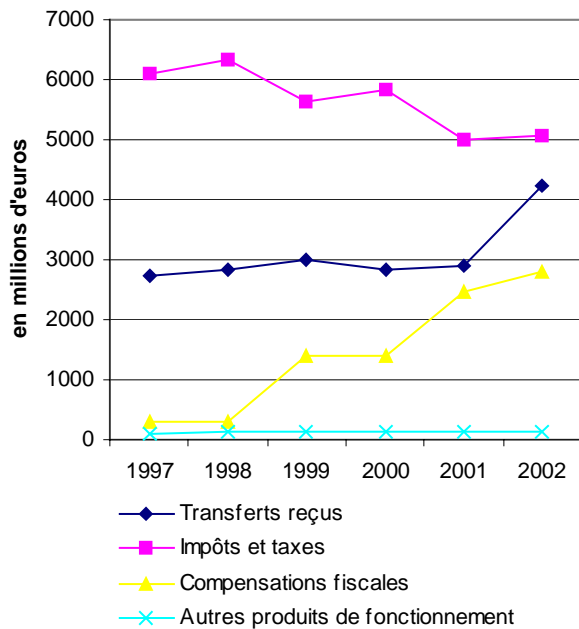
Evolution du montant global des produits de fonctionnement



Evolution de la structure des produits de fonctionnement



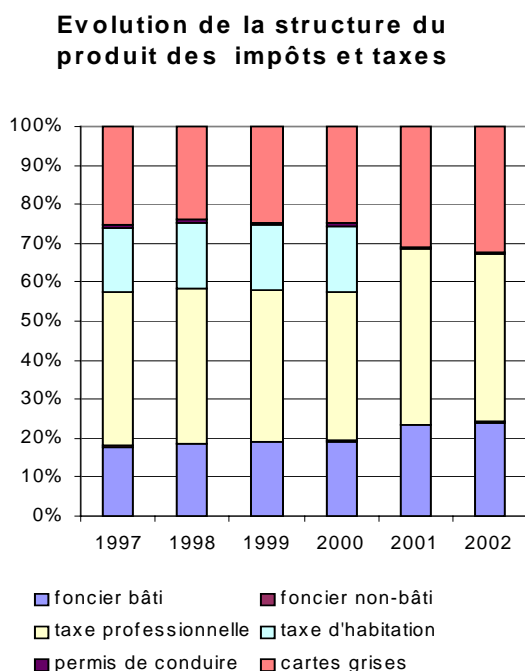
Evolution du montant des produits de fonctionnement - détail par poste



La hausse totale des produits de fonctionnement est de 16,9% soit 1,77 milliard de produits de fonctionnement en plus. Cette hausse excède l'augmentation de 1,4 milliard d'euros des charges de fonctionnement, permettant ainsi de dégager un autofinancement supérieur à celui de 2001. Cette croissance des produits de fonctionnement recouvre des évolutions variées.

Les impôts et taxes sont relativement stables

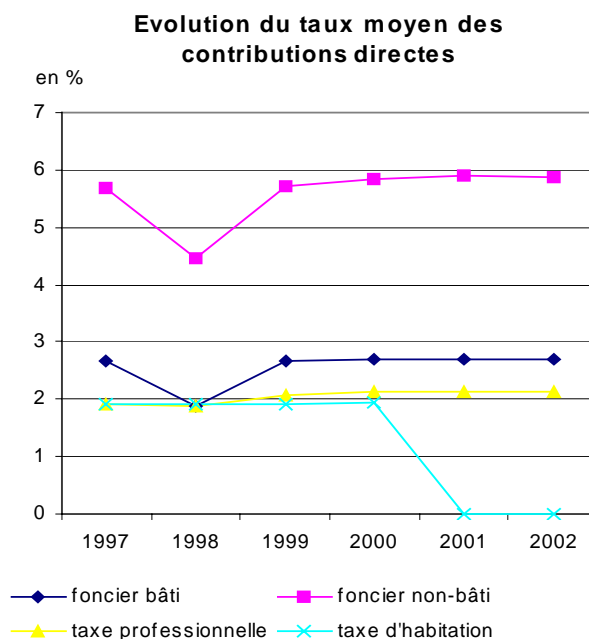
Ce poste évolue peu entre 2001 et 2002 (+1,6%).



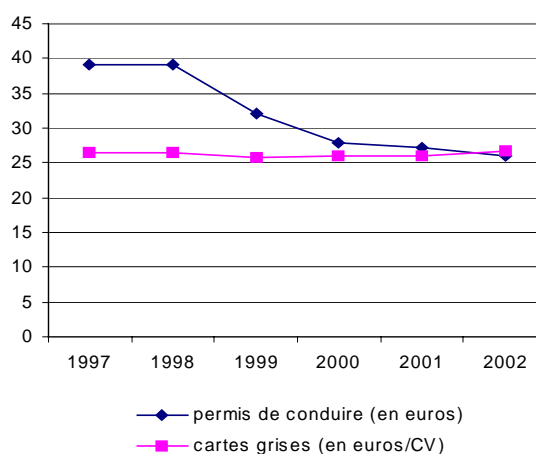
La suppression progressive de la part régionale de la taxe d'habitation a été intégralement réalisée en 2001, ce qui explique largement la baisse de 14,3% du produit des impôts et taxes. La suppression de la part salariale de la taxe professionnelle (résultant de la loi de finances de 1999) entre dans sa quatrième et dernière année d'application et induit une réduction supplémentaire de la base imposable, entraînant une baisse de 3,9% du produit de cette taxe. Celle-ci est compensée par la progression du produit de la taxe sur le foncier bâti (+3,3%) et du produit de la taxe sur les certificats d'immatriculation (+4,8%).

La part de chaque imposition dans le total des produits fiscaux reste stable : malgré la réforme des bases de **taxe professionnelle**, celle-ci constitue toujours la **part prépondérante du total des produits fiscaux (42,9%)**, suivie du produit de la taxe sur les certificats d'immatriculation (32,4%) et de la taxe sur le foncier bâti (24%)

Les taux moyens des contributions directes sont stables en 2002.



Evolution de la tarification unitaire moyenne des taxes sur les véhicules

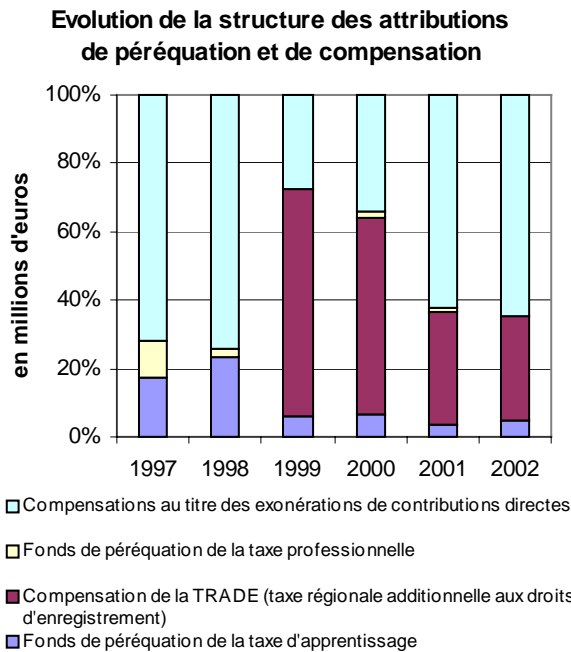


La tarification moyenne des taxes sur les véhicules évolue dans le sens d'un allègement de la taxe sur le permis de conduire (-3,9%) et d'une augmentation de la taxe sur les certificats d'immatriculation (+3,1%).

Les régions d'outre-mer bénéficient du produit des taxes qui leur sont spécifiques : droit additionnel d'octroi de mer et taxe sur les carburants, qui représentent 59,2% de leurs produits de fonctionnement.

Le produit total de ces deux taxes a augmenté de 13,6% de 2001 à 2002 (+11,8% pour le droit additionnel d'octroi de mer, +14,9% pour la taxe sur les carburants).

Les attributions fiscales de péréquation et de compensation progressent sous l'impact des réformes fiscales



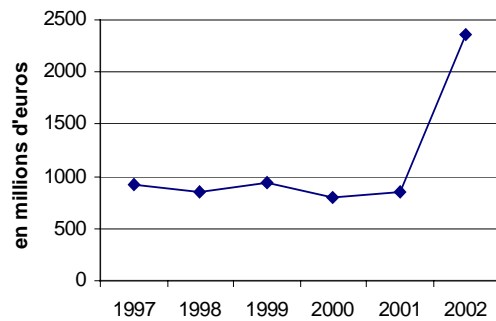
Ce poste **croît de 13,7%** de 2001 à 2002. Après les fortes augmentations de 1999 (suppression de la taxe régionale additionnelle aux droits d'enregistrement) et de 2001 (suppression de la part régionale de la taxe d'habitation), ce poste de recette connaît une évolution moins marquée. L'augmentation est due pour l'essentiel à la **compensation de la taxe d'habitation** (+62 millions d'euros) et à **celle de la taxe professionnelle** (+183 millions) dont la réforme s'achève en 2003.

Les transferts reçus progressent corrélativement à l'exercice des nouvelles compétences

Les transferts reçus **s'accroissent de 46,9%** entre 2001 et 2002, soit 1,32 milliard d'euros d'augmentation. Cette augmentation est due en quasi-totalité à la DGD (+1,52 milliard d'euros) qui inclut la **dotation de l'État visant**

à compenser le transfert de compétence ferroviaire (les participations antérieures liées à l'expérimentation du transfert de compétence sont désormais incluses dans la DGD, ce qui explique que l'augmentation de la DGD soit supérieure à l'augmentation totale du poste).

Evolution de la DGD

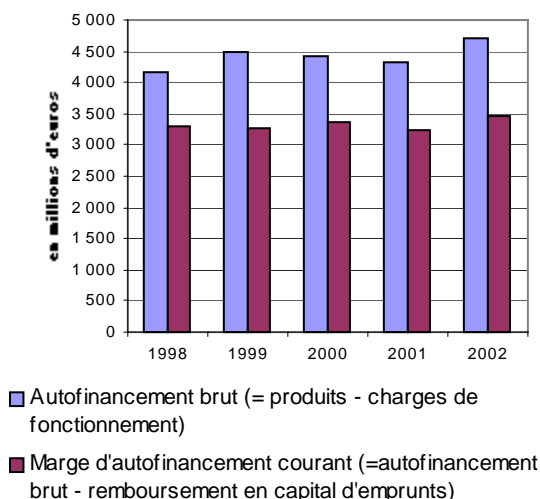


Les participations de l'État en faveur de la formation professionnelle sont en augmentation (+58 millions d'euros) en raison des conventions pluriannuelles ciblées sur les programmes régionaux pour l'emploi des jeunes.

Les autres transferts reçus représentent une part minoritaire de ce poste de recette (6,2%), mais augmentent de 129 millions d'euros, qui proviennent pour l'essentiel de subventions de l'État à destination des régions d'outre-mer (dans le cadre de programmes pluriannuels de développement) et de subventions communautaires ponctuelles. Les fonds communautaires représentent au total 157 millions d'euros en 2002, revenant ainsi à leur niveau de 1999 après une baisse jusqu'en 2001 (où elles s'élevaient à 66 millions d'euros).

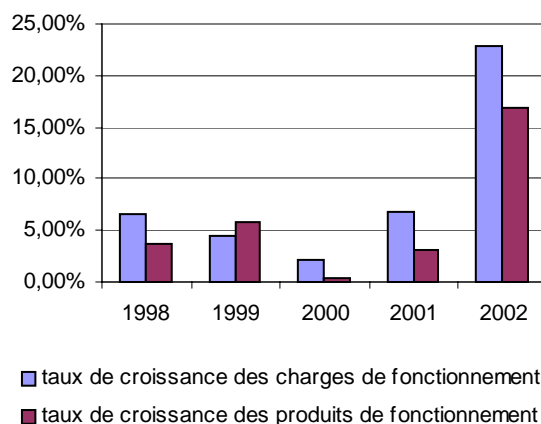
Résultat de la section (autofinancement)

Evolution de l'autofinancement

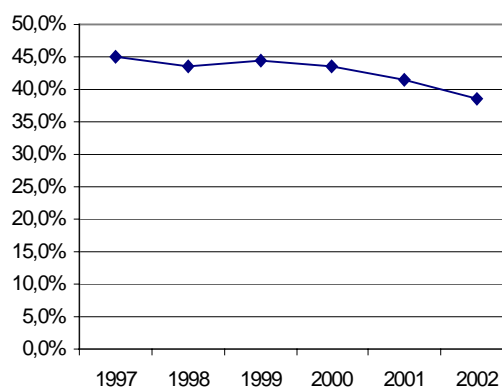


Le solde de la section de fonctionnement est **en progression de 8,55%**, de même que la marge d'autofinancement courant (+7,75%) (égale à l'autofinancement brut diminué des remboursements en capital d'emprunts et dettes assimilées) qui représente l'épargne nette disponible pour financer les investissements. L'autofinancement progresse de 371 millions d'euros **mais sa part dans le total des produits de fonctionnement diminue peu à peu** (on passe de 45,1% en 1997 à **38,4%** en 2002) à cause d'une progression relative des charges plus rapide que celle des produits sur les trois dernières années.

Comparaison des taux d'évolution des charges et des produits de fonctionnement

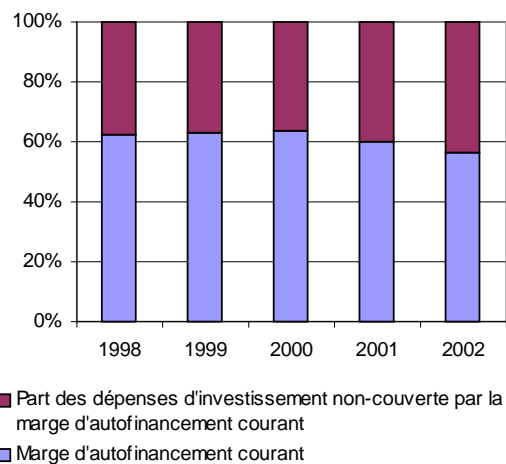


Part de l'autofinancement rapportée aux produits de fonctionnement



La progression de la marge d'autofinancement courant (+7,75%) n'est pas aussi rapide que celle des dépenses définitives d'investissement (+13,8%) d'où un **taux de couverture des dépenses définitives d'investissement par l'épargne nette ayant tendance à diminuer** (63,7% en 2000, 56,6% en 2002). Par conséquent les régions recourent plus à d'autres modes de financement des investissements (emprunt notamment).

**Taux de couverture des dépenses
définitives d'investissement par
l'épargne nette**



Les régions d'outre-mer connaissent une progression rapide de leur autofinancement brut (+30%) en raison d'une progression plus rapide des recettes que des charges de fonctionnement.

Section d'investissement

(en millions d'euros)

	2000	2001	évolution 2001/2000	2002	évolution 2002/2001
Dépenses d'investissement direct	2 131	2 151	0,9%	2 280	6,0%
Subventions d'équipement versées	3 110	3 199	2,8%	3 806	19,0%
Autres dépenses d'investissement	51	48	-5,4%	51	6,1%
Dépenses définitives d'investissement	5 292	5 398	2,0%	6 137	13,7%
DRES	529	539	1,8%	559	3,8%
FCTVA	299	300	0,5%	291	-3,1%
Autres subventions et dotations d'équipement reçues	419	420	0,2%	587	39,8%
Autres recettes définitives	47	49	4,8%	79	60,8%
Recettes définitives d'investissement	1 294	1 308	1,1%	1 517	15,9%
Autofinancement brut	4 416	4 340	-1,7%	4 711	8,5%
Capacité de financement (besoin si négatif)	418	251	-40,0%	91	-63,7%

Les dépenses définitives³ d'investissement progressent plus fortement qu'en 2001

Les dépenses définitives d'investissement **s'accroissent de 13,7%** de 2001 à 2002, soit 739 millions d'euros en valeur absolue. Cette forte augmentation est due en grande partie au **transfert de compétence en matière**

³ Dépenses définitives d'investissement = dépenses d'investissement – remboursements en capital d'emprunts – créances à long terme nouvelles (cf. lexique)

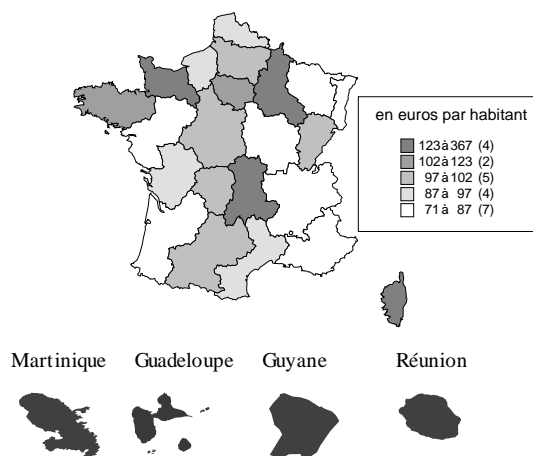
ferroviaire et à la politique de modernisation du parc roulant menée par de nombreuses régions. La **reprise des investissements prévus dans la politique contractuelle** peut être également mise en avant dans l'explication de cette évolution.

Les dépenses destinées au transport ferroviaire prennent la forme de subventions d'équipement tandis que les dépenses d'équipement des lycées sont effectuées directement par les régions. Les opérations liées à la dette sont étudiées dans la partie suivante.

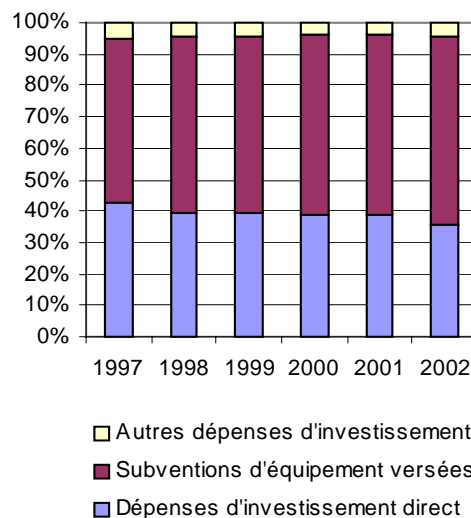
Sur le plan structurel, les dépenses d'investissement constituent toujours une part prépondérante des dépenses totales des régions d'outre-mer (62,1%), alors que les régions de métropole consacrent depuis 2001 une part majoritaire de leurs dépenses à la section de

fonctionnement (50,4% en 2001, 52,5% en 2002).

Dépenses définitives d'investissement en euros par habitant



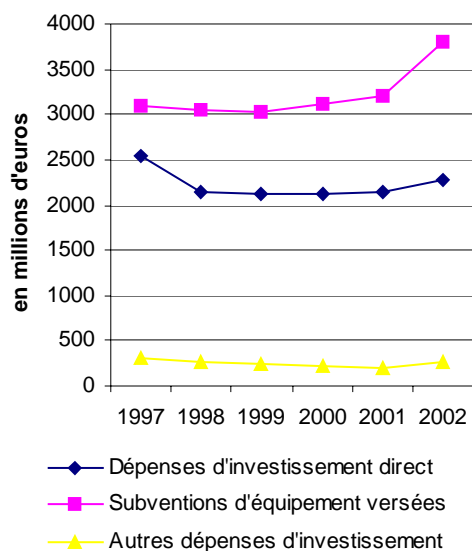
Evolution de la structure des dépenses d'investissement



Les subventions d'équipement versées représentent une part prépondérante des dépenses d'investissement

Etude par nature

Dépenses définitives d'investissement - évolution



Ce poste connaît **croissance de 19%** en 2002. Les régions tendent à déléguer de plus en plus leurs dépenses d'investissements puisque les subventions d'équipement versées représentaient 44,3% des dépenses totales d'investissement en 1997 contre 50,2% en 2002, alors que les dépenses d'investissement direct suivent une évolution inverse, passant de 36,5% à 30% des dépenses totales d'investissement.

Le **secteur des transports** est le premier bénéficiaire de ces subventions avec 43% du total. Viennent ensuite l'action économique (aides au secteur privé notamment) avec 16,4%, puis l'enseignement (14,6%) et le développement rural et l'aménagement du territoire (11,5%).

Les dépenses d'investissement direct progressent plus lentement

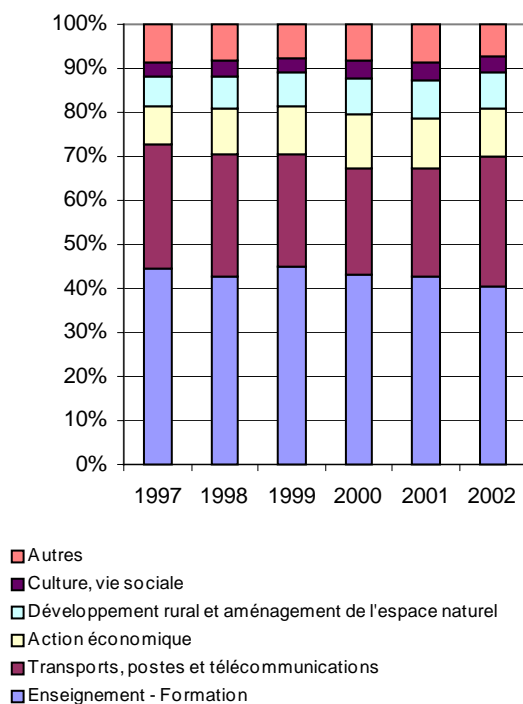
Ce poste évolue peu entre 2001 et 2002 si on le rapporte à la croissance des autres types de dépenses d'investissement (+6%). La plus grande partie des dépenses d'investissement direct des régions se rapportent aux **lycées** qui

absorbent 83% de ce type de dépense d'investissement et représentent les trois quarts de l'augmentation de ce poste.

Les régions d'outre-mer se caractérisent par une part plus importante d'investissement direct (48,4% des dépenses totales d'investissement) au détriment des subventions d'équipement (29,4%).

L'enseignement et les transports sont les premiers bénéficiaires des investissements régionaux

Evolution de la structure des dépenses d'investissement par fonction



L'année 2002 marque un net **effort d'investissement des régions dans leurs principaux domaines de compétence** : enseignement et formation (+7,7%), développement économique (+7,5%, après une décrue en 2001), développement rural et aménagement de l'espace (+7,7%), et transports (+37,2% en raison du transfert de compétence).

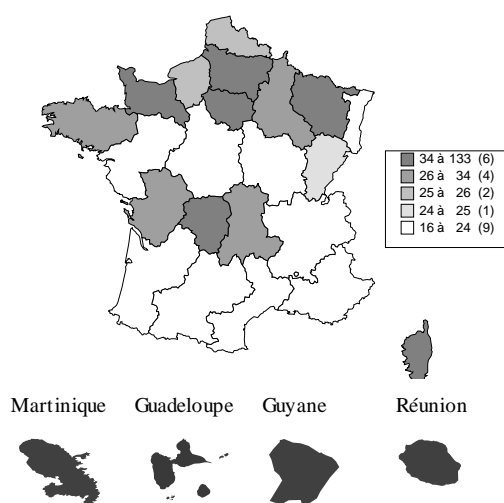
Malgré la nouvelle compétence ferroviaire des régions, **l'enseignement demeure le premier**

poste d'investissement des régions avec 40,5% des dépenses totales d'investissement. Les investissements dans ce domaine sont désormais tournés vers la modernisation et la sécurisation des locaux plutôt que vers la construction de nouveaux bâtiments.

Le secteur des transports était déjà le deuxième poste d'investissement et renforce sa position (29,6% des investissements totaux). Les régions prennent en effet une part active à la modernisation des lignes ferroviaires régionales. Les actions en faveur du développement économique (11%) constituent toujours le troisième poste d'investissement des régions.

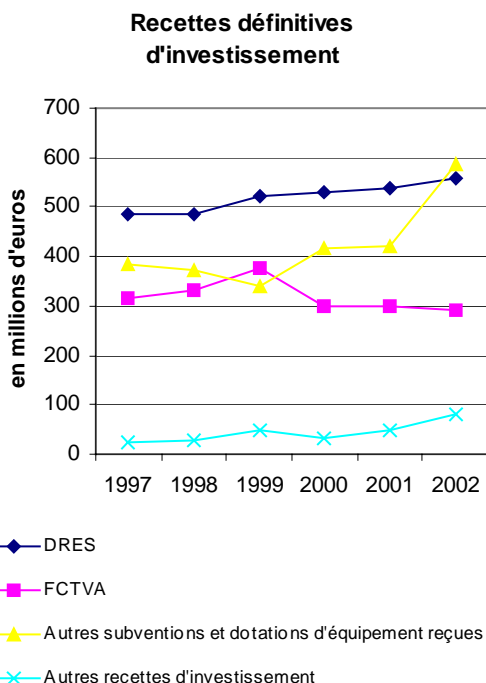
Les régions d'outre-mer investissent en premier lieu dans le secteur des transports, poste et télécommunications avec 33,5% des dépenses totales d'investissement. L'enseignement est le deuxième secteur (27,6%) et le développement économique le troisième (18,4%).

Dépenses d'investissement dans les transports, postes et télécommunications en euros par habitant

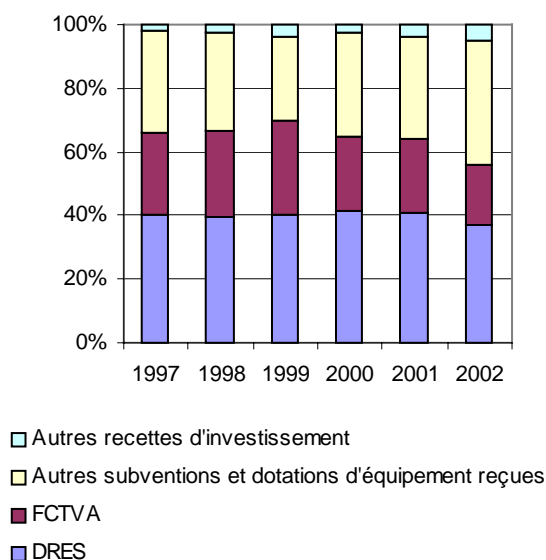


Martinique Guadeloupe Guyane Réunion

Les recettes définitives⁴ d'investissement connaissent des évolutions moins marquées



Structure des recettes définitives d'investissement



Dotation régionale d'équipement scolaire (DRES)

La DRES est destinée à compenser la partie investissement du transfert des équipements scolaires du second degré. Cette dotation augmente de 3,8% de 2001 à 2002. Elle suit **un rythme stable** depuis 1999.

Fonds de compensation de la TVA (FCTVA)

Le FCTVA **diminue de 3,1%** de 2001 à 2002. Cette dotation est versée en considérant le montant des dépenses d'équipement de l'avant-dernière année. Les dépenses d'équipement direct s'étaient légèrement infléchies de 1999 à 2000.

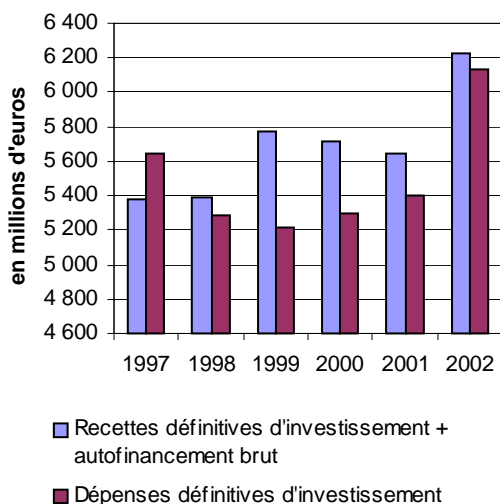
Autres subventions d'équipement

Ce poste croît de 39,8% de 2001 à 2002, soit 167 millions d'euros. Le produit de la redevance pour création de bureaux en Ile de France s'est accru de 112 millions d'euros de 2001 à 2002, essentiellement en raison d'un report de recettes de 2001 sur 2002, mais aussi grâce au dynamisme du marché immobilier de bureaux dans cette région depuis 2000. Les autres régions bénéficient d'une augmentation des fonds de dotation de 55 millions d'euros par rapport à 2001 du fait de la reprise des investissements prévus dans le cadre des politiques partenariales et contractuelles.

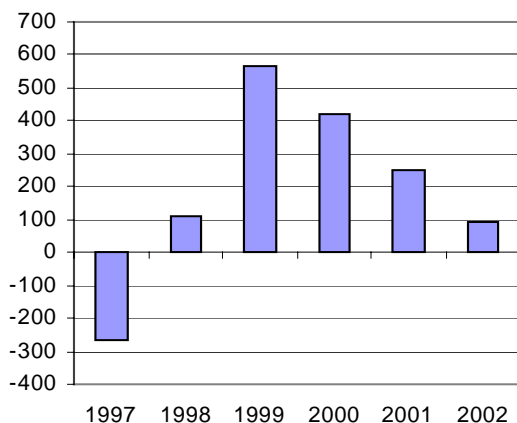
⁴ Recettes définitives d'investissement : recettes d'investissement – emprunts nouveaux – remboursements de créances à long terme

La capacité de financement⁵ se réduit

Formation du solde de la section d'investissement



Capacité de financement (besoin si négatif) de la section d'investissement



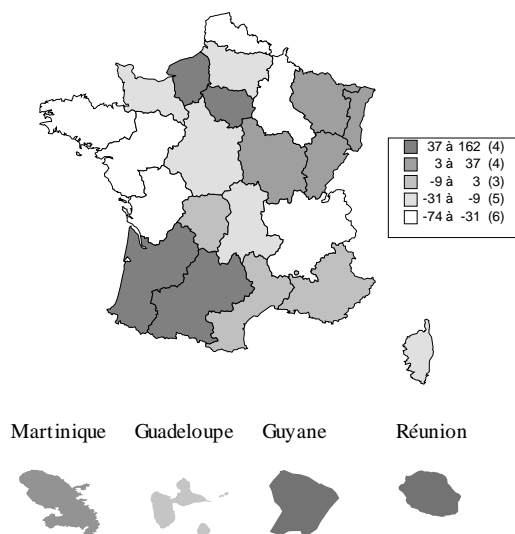
Le financement des dépenses définitives d'investissement (c'est-à-dire hors remboursements d'emprunts et acquisition

⁵ Capacité de financement de la section d'investissement = recettes définitives d'investissement + autofinancement brut (solde de la section de fonctionnement) – dépenses définitives d'investissement.

d'immobilisations financières) est toujours assuré sur des fonds propres depuis 1998. De 1997 à 1998, les régions ont réduit leurs dépenses d'investissement (-6,4%), ce qui a permis la formation d'une capacité de financement. De 1998 à 1999, une nette amélioration du solde de la section de fonctionnement (+7,6%) a permis d'accroître la capacité de financement. L'année 2002 marque un pallier : en effet les dépenses définitives d'investissement ont fortement augmenté (+13,7%). L'autofinancement s'est certes accru (8,5%) tout comme les recettes définitives d'investissement (+15,9%) mais cette croissance des ressources n'est pas aussi rapide que celle des dépenses, ce qui aboutit à **une réduction de la capacité de financement** dégagée les années précédentes (de 564 millions d'euros en 1999, la capacité de financement des régions s'est réduite à 91 millions d'euros en 2002).

Cette évolution est tout à fait conforme aux cycles historiques d'investissement des collectivités publiques, cycles qui correspondent aux cycles électoraux : on observe généralement un ralentissement des dépenses d'investissement après les élections puis une augmentation qui précède les élections suivantes (le début de l'augmentation correspondant le plus souvent au mi-mandat).

Capacité de financement (besoin si négatif) de la section d'investissement en 2002 (en millions d'euros)



En revanche, les régions d'outre-mer dégagent en 2002 une capacité de financement très

nettement supérieure à celle de 2001 (140 millions d'euros contre 19), grâce à une progression notable (+52%) des dotations des autres collectivités publiques (Etat et Union Européenne) conjuguée à une progression moins rapide des dépenses d'investissement (+12,6%).

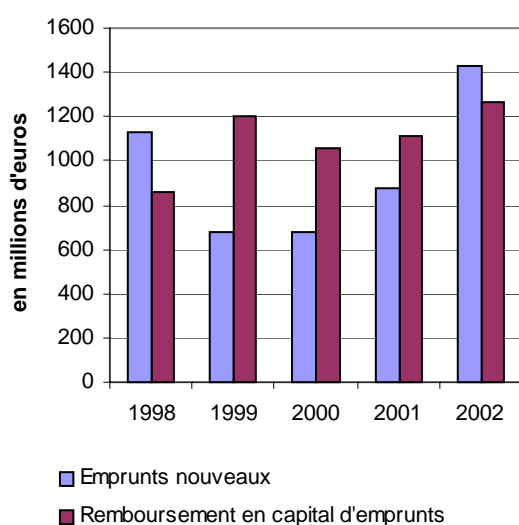
Le résultat de la section d'investissement (capacité de financement) impacte le patrimoine des régions. **Les régions ont utilisé la capacité de financement qu'elles dégagent en 2002 pour abonder leur fonds de roulement (cf. infra : fonds de roulement et trésorerie).**

Analyse patrimoniale

Dettes et créances à long terme

Dettes à long terme

Flux de dettes sur emprunts



Remboursements d'emprunts

Les remboursements progressent de 13,4%.

La diminution du stock de dettes jusqu'en 2001 (voir ci-dessous) montre que les amortissements sont plus élevés non pas à cause d'un stock d'emprunts plus élevé mais parce que **les régions réduisent la durée d'amortissement de leurs emprunts** (ce qui accroît le montant annuel de l'amortissement).

Emprunts nouveaux

Après une période de modération dans le recours à l'emprunt en 1999 et 2000 (moins de 700 millions d'euros d'emprunts par an sur cette période), **les régions ont de nouveau emprunté de façon significative** en 2001 (873 millions d'euros) et plus encore en 2002 (1425 millions). Deux types de raisons expliquent cette évolution :

- Des raisons d'opportunité financière : les **taux d'intérêt à long terme diminuent** de

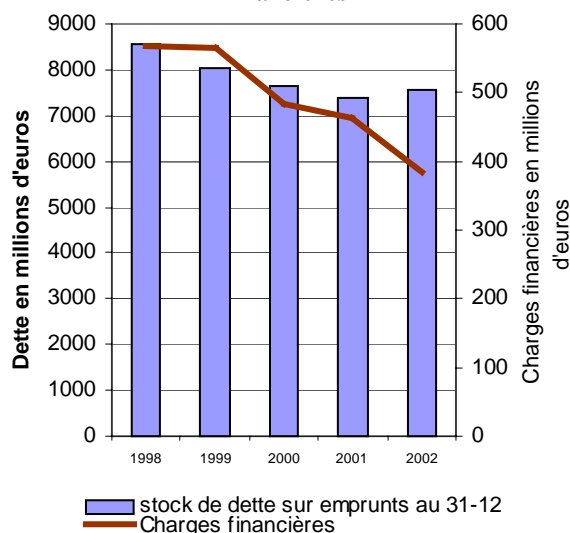
1998 à 2002, ce qui permet aux régions de s'endetter sans pour autant accroître les charges financières liées aux intérêts ;

- Des raisons économiques : **les programmes d'investissement des régions se développent** en raison des transferts de compétences (les régions investissent dans le transport ferroviaire régional de voyageurs) et de la reprise des investissements prévus dans le cadre de politiques partenariales et contractuelles. Ce surcroît d'investissement crée des besoins de financement supplémentaires.

Stock de dettes

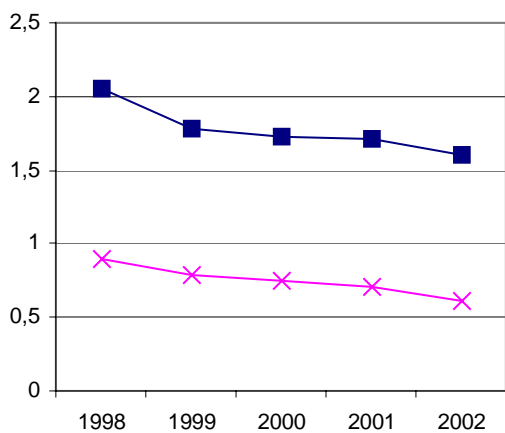
En raison de la progression plus rapide des emprunts (+63,1%) que des remboursements (+13,4%), **les régions s'endettent de nouveau en 2002** après cinq années de désendettement. Le stock de dette sur emprunts au 31 décembre ne s'accroît cependant que modérément (+2,4%, soit 181 millions d'euros).

Dettes sur emprunts et charges financières



Le désendettement jusqu'en 2001 a permis une diminution du montant des charges financières de 1998 à 2001 (-9% par an). Le retour à l'endettement pourrait entraîner en 2003 un accroissement des charges financières, mais le faible taux des nouveaux emprunts devrait limiter cette hausse.

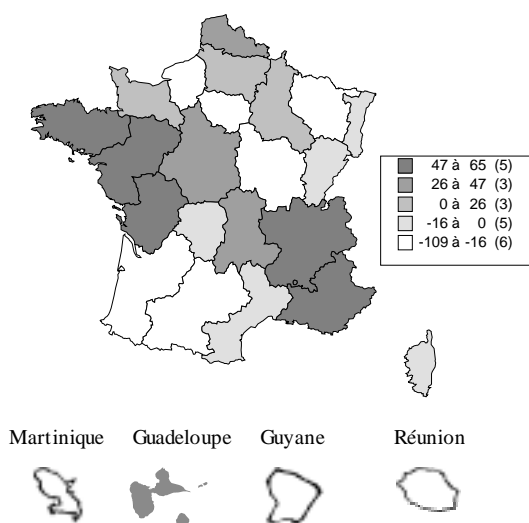
Poids de la dette rapporté aux ressources globales



- Encours de la dette en années d'autofinancement brut
- × Encours de la dette en années de produits de fonctionnement

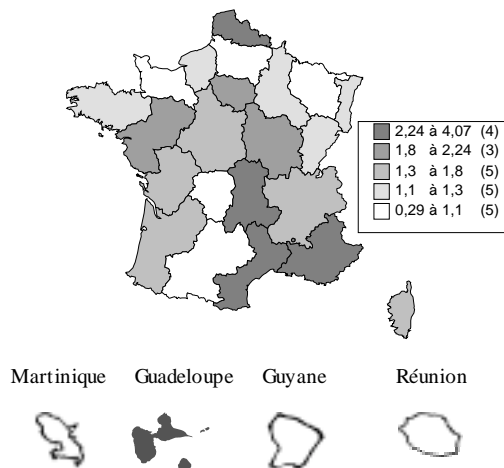
Le retour à l'endettement ne fragilise pas la situation financière des régions, qui reste très saine. En effet le montant de la dette exprimé en années d'autofinancement brut est de 1,61 (les régions ne mettraient que 1,61 année pour rembourser la totalité du capital de leur dette si elles y consacraient la totalité de leur épargne brute). En 1998, ce ratio était déjà bon (2,05 années d'autofinancement).

Variation de l'endettement de 2001 à 2002 (emprunts – remboursements, en millions d'euros)



Au contraire des régions de métropole, les régions d'outre-mer poursuivent leur désendettement grâce à la capacité de financement qu'elles ont dégagé en 2002. L'encours de leur dette passe ainsi de 415 à 377 millions d'euros.

Dette en années d'autofinancement brut



Créances à long terme

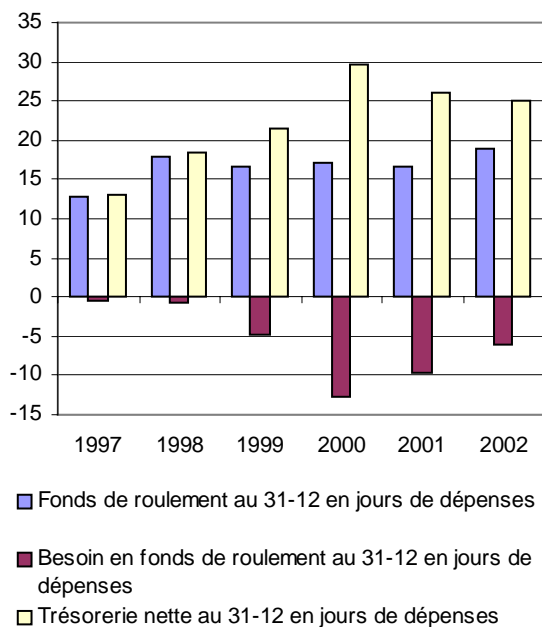
En 2002, les régions ont octroyé pour 212 millions d'euros de prêts et avances et ont bénéficié de 172 millions de remboursements, soit 40 millions d'euros de créances nouvelles nettes.

Fonds de roulement et trésorerie

	1997	1998	1999	2000	2001	2002
en jours de dépenses totales						
Fonds de roulement au 31-12 en jours de dépenses	12,8	17,8	16,7	17,1	16,6	19,0
Besoin en fonds de roulement au 31-12 en jours de dépenses*	-0,4	-0,7	-4,9	-12,6	-9,6	-6,2
Trésorerie nette au 31-12 en jours de dépenses	13,2	18,5	21,5	29,7	26,2	25,1
en valeur absolue (millions d'euros)						
Fonds de roulement au 31-12	428,0	578,3	566,5	581,6	590,2	798,8
Besoin en fonds de roulement au 31-12	-11,9	-21,7	-165,1	-430,0	-340,5	-259,2
Trésorerie nette au 31-12	439,8	600,0	731,6	1011,6	930,7	1058,0

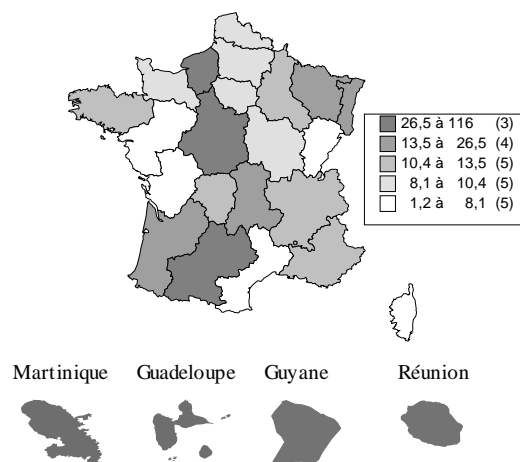
*dégagement de fonds de roulement si négatif

Structure financière en jours de dépenses totales



croissance de 14,4% par rapport à 2001, où il en représentait 16,6. Comme le montre le tableau d'équilibre financier général, la capacité de financement de l'exercice 2002 (86 millions d'euros), augmentée d'un flux d'emprunts de 162 millions d'euros a permis un **abondement du fonds de roulement** de 208 millions d'euros (après octroi de 40 millions d'euros sous forme de prêts et avances à long terme).

Fonds de roulement au 31-12 en jours de dépenses



En 2002, le fonds de roulement assure **19 jours de dépenses**, ce qui représente une

Le besoin en fonds de roulement des régions est toujours négatif en 2002 (le montant des dettes à court terme est supérieur à celui des créances à court terme), mais cette situation favorable se dégrade un peu de 2001 à 2002 (le dégagement de fonds de roulement généré par l'excédent des dettes à court terme sur les créances à court terme passe de 9,6 à 6,2 jours de dépenses).

En conséquence, **le fonds de roulement se retrouve en totalité dans la trésorerie des régions** puisque celle-ci couvre 25 jours de dépenses, ce qui constitue une situation intermédiaire entre celle de 2000 où la trésorerie couvrait 30 jours de dépenses et celle de 1998 où elle n'en couvrait que 18,5.

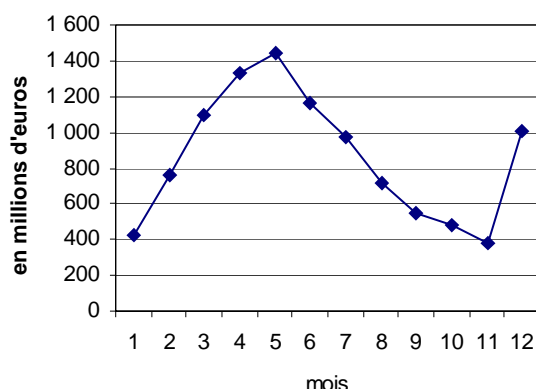
Par rapport à 2001 la trésorerie nette au 31-12 est un peu plus élevée (1058 millions d'euros contre 931 millions d'euros) mais cette première approche doit être complétée par une étude de la trésorerie sur l'ensemble de l'année 2002.

l'augmentation du montant des dépenses totales entre 2001 et 2002 (+18,3%).

La trésorerie nette en fin d'exercice des régions d'outre-mer passe de 56 à 88 jours de dépenses. Les liquidités importantes accumulées à la fin de l'exercice 2002 par ces régions tiennent à l'existence de décalages entre des recettes perçues en 2002 et les dépenses qui y correspondent, prévues pour 2003.

Les régions ont cherché à garantir leur sécurité financière en empruntant suffisamment pour ne pas réduire leur fonds de roulement et couvrir les besoins de liquidités liés aux dépenses supplémentaires consécutives aux transferts de compétences.

Evolution du solde de fin de mois du compte au Trésor des régions en 2002



L'augmentation de la trésorerie au mois de décembre est plus marquée qu'en 2001, signe que les régions recourent de plus en plus aux emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (en fin d'exercice, les collectivités mobilisent et consolident ces produits afin d'équilibrer la section d'investissement). Le pic observé en mai-juin est lui aussi plus accentué (maximum de 1442 millions d'euros en mai 2002 contre 1194 en mai 2001), ce qui correspond à une croissance de 20%. Cette évolution du maximum de trésorerie en mai est proportionnelle à

Tableaux de synthèse

Comptes des régions par nature

(en millions d'euros)

SECTION DE FONCTIONNEMENT (CHARGES)	1997	98/97	1998	99/98	1999	00/99	2000	01/00	2001	02/01	2002
Achats et charges externes	363	-9,5%	329	-5,4%	311	16,7%	363	8,3%	393	35,4%	532
Charges de personnel	317	6,8%	338	8,9%	368	8,0%	398	7,8%	429	10,0%	472
Impôts et Taxes, reversements et restitutions	5	11,5%	6	53,2%	8	22,9%	10	39,5%	15	168,9%	39
Transferts versés	3 618	10,2%	3 987	5,7%	4 214	2,9%	4 338	7,6%	4 668	26,9%	5 926
<i>Contingents et participations au profit des EPLE</i>	3 019	8,5%	3 276	4,5%	3 422	1,7%	3 481	7,5%	3 741	21,2%	4 535
<i>au profit de la formation pro. autres</i>	678	5,7%	716	3,1%	738	2,8%	759	5,6%	801	4,1%	834
<i>Subventions et allocations</i>	1 759	9,6%	1 929	0,5%	1 938	1,2%	1 961	0,4%	1 969	-3,3%	1 904
Charges financières	582	8,5%	631	18,1%	746	2,1%	762	27,5%	971	85,1%	1 797
<i>Intérêts des emprunts</i>	599	18,7%	711	11,4%	792	8,2%	857	8,2%	927	50,1%	1 391
Autres charges diverses	608	-5,8%	572	-0,5%	570	-14,9%	485	-4,5%	463	-16,8%	385
<i>Autres charges diverses</i>	496	-4,8%	472	-6,5%	442	-6,6%	412	-3,1%	400	-14,3%	343
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	5 065	6,5%	5 394	4,5%	5 638	2,2%	5 761	6,8%	6 150	22,8%	7 552
AUTOFINANCEMENT BRUT	4 167	0,1%	4 173	7,6%	4 491	-1,7%	4 416	-1,7%	4 340	8,5%	4 711
SECTION DE FONCTIONNEMENT (PRODUITS)	1997	98/97	1998	99/98	1999	00/99	2000	01/00	2001	02/01	2002
Ventes, prestations et autres produits	2	0,9%	2	10,8%	2	10,0%	2	1,4%	2	-14,5%	2
Transferts reçus	2 725	3,2%	2 812	6,4%	2 993	-5,5%	2 828	2,0%	2 886	46,9%	4 238
<i>Participations de l'Etat hors DGF-DGD</i>	1 494	6,3%	1 587	10,3%	1 751	-3,7%	1 686	6,2%	1 790	-16,0%	1 505
<i>DGF-DGD et FC DR (1)</i>	957	0,1%	958	0,2%	960	-1,3%	948	2,2%	968	155,1%	2 469
<i>Remboursements, subventions et autres participations</i>	275	-2,8%	267	5,5%	282	-30,9%	195	-34,6%	127	107,6%	264
Impôts locaux	3 681	2,6%	3 778	0,6%	3 800	3,9%	3 948	-21,7%	3 091	-2,4%	3 017
Impôts indirects et autres taxes	2 419	5,6%	2 555	-28,5%	1 827	3,3%	1 887	1,2%	1 910	8,0%	2 063
<i>Taxe sur les cartes grises</i>	1 170	7,9%	1 262	6,2%	1 340	2,4%	1 373	2,9%	1 412	6,4%	1 503
<i>Taxe sur les permis de conduire</i>	49	-10,4%	44	-26,0%	32	-26,1%	24	-7,8%	22	-1,8%	22
<i>Taxe régionale additionnelle aux droits d'enregistrement (TRADE)</i>	805	6,0%	854	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Autres taxes</i>	395	0,1%	395	15,0%	454	8,0%	490	-3,0%	476	13,1%	538
Compensation liée à la suppression de la TRADE	-	-	-	-	927	-14,1%	797	2,2%	814	4,8%	854
Autres attributions de compensation fiscale ou de péréquation	293	2,2%	300	55,1%	465	27,5%	593	179,0%	1 654	18,1%	1 954

Autres produits courants non financiers	41	28,7%	53	-20,9%	42	39,7%	58	-5,2%	55	6,7%	59
Produits courants financiers	59	-2,9%	57	-9,9%	52	6,7%	55	1,3%	56	17,9%	66
Produits exceptionnels	12	-14,7%	10	98,6%	20	-57,9%	9	166,1%	23	-48,2%	12
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	9 232	3,6%	9 568	5,9%	10 128	0,5%	10 177	3,1%	10 491	16,9%	12 264

SECTION D'INVESTISSEMENT (DEPENSES)	1997	98/97	1998	99/98	1999	00/99	2000	01/00	2001	02/01	2002
Immobilisations incorporelles	7	-27,2%	5	54,1%	8	22,5%	10	1,3%	10	11,7%	11
Immobilisations corporelles	311	-21,8%	243	-6,0%	229	6,9%	245	13,0%	276	6,5%	294
Immobilisations en cours	2 118	-10,8%	1 890	0,0%	1 889	-0,6%	1 877	-0,6%	1 866	5,9%	1 975
DEPENSES D'INVESTISSEMENT DIRECT	2 436	-12,2%	2 138	-0,6%	2 126	0,3%	2 131	1,0%	2 152	6,0%	2 280
Subventions d'équipement versées	3 087	-1,6%	3 039	-0,5%	3 024	2,8%	3 110	2,9%	3 199	19,0%	3 806
Remboursements sur subventions et participations	62	-9,5%	56	-77,9%	12	-36,1%	8	-58,6%	3	178,5%	9
Divers	57	-15,5%	48	0,3%	48	-9,8%	44	1,2%	44	-5,0%	42
DEPENSES DEFINITIVES D'INVESTISSEMENT	5 642	-6,4%	5 281	-1,3%	5 211	1,6%	5 292	2,0%	5 398	13,7%	6 137
Remboursements d'emprunts et dettes assimilées	1 026	11,1%	1 139	45,9%	1 663	4,2%	1 734	15,4%	2 001	11,9%	2 239
Immobilisations financières	195	-37,3%	122	51,0%	185	-7,5%	171	-13,3%	148	43,0%	212
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	6 863	-4,7%	6 543	7,9%	7 058	2,0%	7 197	4,9%	7 547	13,8%	8 589
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT	-69	n.s	184	n.s	-10	n.s	15	n.s	8	n.s	213
SECTION D'INVESTISSEMENT (RECETTES)	1997	98/97	1998	99/98	1999	00/99	2000	01/00	2001	02/01	2002
Dotations et fonds divers	949	5,0%	996	8,0%	1 076	-2,2%	1 052	2,2%	1 075	13,7%	1 222
<i>FCTVA</i>	314	5,1%	330	14,0%	376	-20,6%	299	0,5%	300	-3,1%	291
<i>Dotation régionale</i>											
<i>d'équipement scolaire</i>	485	0,1%	485	7,3%	521	1,7%	529	1,8%	539	3,8%	559
Subv. et participations d'équipement reçues	235	-17,9%	193	-17,1%	160	22,2%	195	-5,7%	184	17,0%	215
Aliénation d'immo. autres que financières	2	87,7%	3	24,3%	4	-24,1%	3	67,3%	5	44,0%	7
Recettes diverses	21	20,0%	25	80,9%	45	-2,3%	44	0,4%	44	62,8%	72
RECETTES DEFINITIVES D'INVESTISSEMENT	1 206	0,9%	1 217	5,5%	1 284	0,7%	1 294	1,1%	1 308	15,9%	1 517
Emprunts et dettes assimilées	1 311	-13,4%	1 136	-0,3%	1 132	20,0%	1 359	29,6%	1 761	36,4%	2 401
Remboursements de prêts et avances	110	82,1%	201	-29,5%	141	1,7%	144	1,2%	146	18,3%	172
RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT	2 627	-2,8%	2 554	0,2%	2 558	9,3%	2 796	15,0%	3 214	27,2%	4 090
Autofinancement	4 167	0,1%	4 173	7,6%	4 491	-1,7%	4 416	-1,7%	4 340	8,5%	4 711
RECETTES D'INVESTISSEMENT	6 794	-1,0%	6 727	4,8%	7 048	2,3%	7 212	4,7%	7 555	16,5%	8 801

(1) Dotation Globale de Fonctionnement, Dotation Générale de Décentralisation, et Fonds de Correction des Déséquilibres Régionaux

Comptes des régions par fonction

(en millions d'euros)

DEPENSES D'INVESTISSEMENT DIRECT	1997	98/97	1998	99/98	1999	00/99	2000	01/00	2001	02/01	2002
Services généraux	7	31,9%	9	39,4%	12	17,5%	14	94,2%	27	-51,7%	13
Enseignement-formation	2 059	-13,2%	1 786	2,2%	1 826	-2,7%	1 776	1,3%	1 799	5,4%	1 896
Culture-vie sociale	20	-29,0%	14	1,1%	14	43,1%	20	-1,7%	20	16,9%	23
Logement	0	ns	0	ns	0	ns	0	ns	0	82,2%	0
Développement urbain	8	35,1%	10	-72,7%	3	-25,7%	2	54,5%	3	-53,3%	2
Développement rural et aménagement de l'espace	23	-3,3%	22	39,5%	30	27,3%	39	9,0%	42	1,6%	43
Transport et télécommunications	197	0,9%	199	-9,9%	179	15,6%	207	-14,0%	178	-0,1%	178
Action économique	18	39,4%	26	-43,2%	15	-7,0%	14	-5,1%	13	257,3%	46
Opérations immobilières et mobilières hors programme	101	-29,2%	72	-34,3%	47	26,9%	60	15,0%	69	15,1%	79
Autres	4	-82,1%	1	ns	0	ns	0	ns	0	ns	0
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DIRECT	2 436	-12,2%	2 138	-0,6%	2 126	0,3%	2 131	1,0%	2 152	6,0%	2 280
SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES	1997	98/97	1998	99/98	1999	00/99	2000	01/00	2001	02/01	2002
à l'Etat	657	-17,5%	542	0,1%	543	-5,4%	514	3,4%	531	18,4%	628
à des communes, des départements, des régions	611	-1,3%	603	1,9%	614	9,1%	670	4,8%	702	-5,4%	664
à des groupements et à des EPL	206	14,0%	235	-4,5%	224	9,0%	245	-8,6%	224	17,4%	263
à des particuliers et des entreprises	381	0,3%	382	4,3%	398	18,2%	471	5,3%	496	8,7%	539
à des organismes publics ou semi-publics	875	3,8%	908	-8,8%	828	-7,4%	767	1,3%	776	48,7%	1 155
Autres subventions d'équipement	356	3,4%	368	13,1%	417	6,6%	444	5,8%	470	18,5%	557
TOTAL DES SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES	3 087	-1,6%	3 039	-0,5%	3 024	2,8%	3 110	2,9%	3 199	19,0%	3 806
OPERATIONS DE FONCTIONNEMENT	1997	98/97	1998	99/98	1999	00/99	2000	01/00	2001	02/01	2002
Services financiers	611	-6,3%	573	0,0%	573	-15,2%	486	-4,6%	464	-15,2%	393
Personnel permanent	291	6,6%	310	8,2%	335	8,2%	363	7,9%	391	11,2%	435
Ensembles immobiliers et mobiliers	56	-0,1%	56	2,4%	57	20,5%	69	-8,4%	63	34,0%	84
Administration générale	190	-0,5%	189	7,7%	203	6,9%	217	3,2%	224	13,7%	255
Voierie et réseaux divers	6	-3,4%	5	23,8%	7	-3,5%	6	19,5%	8	18,5%	9
Relations publiques	66	-15,4%	56	14,1%	64	11,9%	71	7,0%	76	14,3%	87
Enseignement	779	-0,3%	776	14,1%	885	11,2%	984	9,5%	1 078	23,3%	1 328
<i>Lycées et autres EPLE</i>	738	-0,6%	733	-3,0%	711	5,6%	751	6,3%	798	6,4%	849

<i>Enseignement supérieur</i>	29	-5,0%	28	17,7%	33	29,1%	43	-10,3%	38	13,1%	43
Sport et beaux arts	200	-0,8%	198	23,6%	245	11,2%	272	7,1%	292	15,6%	337
Services sociaux	4	-11,0%	4	27,2%	4	25,0%	6	19,7%	7	4,1%	7
Interventions économiques générales	824	12,1%	924	9,3%	1 010	-3,1%	979	14,6%	1 122	91,3%	2 146
Interventions en matière agricole	65	6,5%	69	1,1%	70	4,9%	73	38,9%	101	0,2%	102
Interventions en matière industrielle et commerciale	71	13,6%	80	2,3%	82	6,9%	88	39,0%	122	4,8%	128
Interventions en matière socio-économique	1 855	10,2%	2 045	0,7%	2 061	2,1%	2 104	1,4%	2 133	-1,4%	2 104
<i>Formation professionnelle</i>	1 473	10,0%	1 620	2,4%	1 659	0,8%	1 673	1,9%	1 704	-0,6%	1 695
Charges non affectées, reversements de taxes, autres	50	122,1%	110	-61,6%	42	1,7%	43	62,2%	70	95,7%	137
TOTAL DES OPERATIONS DE FONCTIONNEMENT	5 065	6,5%	5 394	4,5%	5 638	2,2%	5 761	6,8%	6 150	22,8%	7 552

Résultat par section et équilibre financier

(en millions d'euros)

	1997	98/97	1998	99/98	1999	00/99	2000	01/00	2001	02/01	2002
FONCTIONNEMENT											
Produits de fonctionnement	9 232	3,6%	9 568	5,9%	10 128	0,5%	10 177	3,1%	10 491	16,9%	12 264
Charges de fonctionnement	5 065	6,5%	5 394	4,5%	5 638	2,2%	5 761	6,8%	6 150	22,8%	7 552
Autofinancement brut	4 167	0,1%	4 173	7,6%	4 491	-1,7%	4 416	-1,7%	4 340	8,5%	4 711
INVESTISSEMENT											
Recettes définitives (*) d'investissement	1 206	0,9%	1 217	5,5%	1 284	0,7%	1 294	1,1%	1 308	16,0%	1 517
Dépenses définitives (**) d'investissement	5 642	-6,4%	5 281	-1,3%	5 211	1,6%	5 292	2,0%	5 398	13,8%	6 142
Besoin de financement (***)	269	-140,5%	-109	418,1%	-564	-26,0%	-418	-39,9%	-251	-65,5%	-86
EQUILIBRE FINANCIER											
Variation de dettes à long et moyen terme	285	n.s	-4	n.s	-531	n.s	-375	n.s	-240	n.s	1 228
Variations de créances à long et moyen terme	-85	n.s	78	n.s	-44	n.s	-27	n.s	-3	n.s	40
Variation du fonds de roulement	-69	n.s	184	n.s	-10	n.s	15	n.s	8	n.s	208

(*) recettes totales d'investissement - emprunt nouveaux et dettes assimilées - prêts et avances remboursés aux régions

(**) dépenses totales d'investissement - remboursements des emprunts et dettes assimilées - immobilisations financières

(***) Solde des rubriques "dépenses définitives-recettes définitives-autofinancement brut".

Dette à long et moyen terme

(en millions d'euros)

DETTE RESULTANT D'EMPRUNTS A LONG ET MOYEN TERME	1997	98/97	1998	99/98	1999	00/99	2000	01/00	2001	02/01	2002
Crédit Local de France	2 814	-2,0%	2 759	-9,3%	2 502	-7,5%	2 316	-9,8%	2 088	0,6%	2 100
Emissions dans le public	1 117	16,9%	1 305	7,7%	1 406	-3,5%	1 356	2,5%	1 390	-9,9%	1 252
Banques et établissements assimilés	1 447	-3,1%	1 403	-21,6%	1 100	3,2%	1 135	-20,2%	905	23,6%	1 119
Caisse des dépôts et consignations	1 173	-12,4%	1 027	-21,0%	811	-2,5%	791	-9,8%	713	-5,0%	678
Caisses d'épargne	804	0,5%	808	-31,8%	551	4,5%	576	15,0%	662	31,8%	873
Crédit foncier	241	-8,4%	221	-13,2%	192	-11,3%	170	-30,6%	118	-16,6%	99
Autres établissements et prêts divers	952	7,2%	1 020	42,4%	1 453	-10,7%	1 297	17,7%	1 527	-4,1%	1 465
DETTE RESULTANT D'EMPRUNTS A LONG ET MOYEN TERME	8 548	-0,1%	8 543	-6,2%	8 015	-4,7%	7 641	-3,1%	7 404	2,4%	7 585
ENGAGEMENTS A LONG ET MOYEN TERME SANS RECEPTION DE FONDS	226	37,6%	311	-9,2%	282	-8,6%	258	-2,5%	252	-7,1%	234
DETTE A LONG ET MOYEN TERME	8 774	0,9%	8 854	-6,3%	8 297	-4,8%	7 900	-3,1%	7 656	2,1%	7 819

Tableaux comptables

Opérations de fonctionnement de l'exercice 2002 - Charges réelles

	(en milliers d'euros)		Total national
	Métropole hors Ile de France	Ile de France	
60 Denrées et fournitures consommées	14 688	1 386	16 074
61 Frais de personnel	421 752	50 129	471 882
62 Impôts et taxes	4 608	234	4 842
63 Travaux et services extérieurs	145 077	14 326	159 403
64 Participations et prestations au bénéfice de tiers	3 837 045	724 225	4 561 269
65 Allocations et subventions	1 452 603	63 793	1 516 396
66 Frais de gestion générale et de transport	369 626	42 533	412 159
67 Frais financiers	275 359	116 635	391 994
68 Dotations aux comptes d'amortissement	10 442	0	10 442
69 Charges exceptionnelles	3 554	55	3 610
Total de la classe 6 - Charges par nature	6 534 755	1 013 317	7 548 072
82 Résultats antérieurs	12 909	1 923	14 832
83 Excédent de fonctionnement capitalisé	3 742 433	498 950	4 241 383
Total de la classe 8 - Résultats de fonctionnement	3 755 342	500 872	4 256 214
TOTAL GENERAL	10 290 097	1 514 189	11 804 286

Opérations de fonctionnement de l'exercice 2002 - Produits réels

	(en milliers d'euros)		Total national
	Métropole hors Ile de France	Ile de France	
70 Produits de l'exploitation	1 114	0	1 114
71 Produits domaniaux	11 520	0	11 520
72 Produits financiers	22 699	45 545	68 245
73 Remboursements, subventions, participations	1 854 857	433 512	2 288 369
74 Dotations versées par l'Etat	1 976 325	150 682	2 127 006
75 Impôts indirects	2 361 733	554 449	2 916 182
77 Contributions directes	4 177 320	356 475	4 533 796
78 Travaux d'équipement en régie et réduction de charges	13	0	13
79 Produits exceptionnels	8 854	361	9 215
Total de la classe 7 - Produits par nature	10 414 436	1 541 025	11 955 460
82 Résultats antérieurs	2 147	0	2 147
Total de la classe 8 - Résultats de fonctionnement	2 147	0	2 147
TOTAL GENERAL	10 416 582	1 541 025	11 957 607

Opérations d'investissement de l'exercice 2002 - Dépenses réelles

	(en milliers d'euros)		
	Métropole hors Ile de France	Ile de France	Total national
10 Dotations	118	-	118
13 Frais d'investissement	3 006 636	833 957	3 840 593
14 Participation à des travaux d'équipement	2 980	6 477	9 456
16 Emprunts et dettes à moyen et long terme	1 879 644	358 317	2 237 961
18 Dettes à long ou moyen terme (sans réception de fonds)	33 912	-	33 912
Total de la classe 1 - Capitaux permanents	4 923 290	1 198 750	6 122 040
21 Immobilisations	258 162	47 057	305 219
23 Immobilisations en cours	1 033 897	185 745	1 219 642
24 Immobilisations sinistrées	-	15	15
25 Prêts, avances, créances à long ou moyen terme	758 850	153 115	911 965
26 Titres et valeurs	24 382	6 973	31 355
27 Dépôts et cautionnements versés	4 125	13	4 139
Total de la classe 2 - Valeurs immobilisées	2 079 415	392 919	2 472 334
TOTAL GENERAL	7 002 705	1 591 669	8 594 374

Opérations d'investissement de l'exercice 2002 - Recettes réelles

	(en milliers d'euros)		
	Métropole hors Ile de France	Ile de France	Total national
10 Dotation	168 682	2 411	171 094
11 Réserves	3 739 136	498 950	4 238 086
13 Frais d'investissement	30 448	1 285	31 734
14 Participation à des travaux d'équipement	769 834	804 101	1 573 935
16 Emprunts et dettes à moyen et long terme	2 151 283	250 000	2 401 283
18 Dettes à long ou moyen terme sans réception de fonds	-	-	-
Total de la classe 1 - Capitaux permanents	6 859 384	1 556 748	8 416 131
21 Immobilisations	17 731	55	17 786
23 Immobilisations en cours	25 446	-	25 446
24 Immobilisations sinistrées	3 788	11 687	15 475
25 Prêts, avances, créances à long ou moyen terme	128 701	30 864	159 564
26 Titres et valeurs	4 368	-	4 368
27 Dépôts et cautionnements versés	8 220	23	8 243
Total de la classe 2 - Valeurs immobilisées	188 254	42 628	230 883
TOTAL GENERAL	7 047 638	1 599 376	8 647 014

Bilan au 31 décembre 2002 - Actif

(en milliers d'euros)

	Métropole hors Ile de France	Ile de France	Total national
21 Immobilisations	11 448 052	1 400 414	12 848 466
23 Immobilisations en cours	14 167 972	3 574 853	17 742 825
24 Immobilisations sinistrées	-20 373	-11 746	-32 119
25 Prêts, avances, créances à long ou moyen terme	1 690 432	1 348 935	3 039 368
26 Titres et valeurs	295 126	12 976	308 102
27 Dépôts et cautionnements versés	84 276	432	84 708
28 Affectations	449 070	3 106	452 176
29 Dépenses imprévues	0	0	0
Total de la classe 2 - Valeurs immobilisées	28 114 556	6 328 970	34 443 526
40 Créanciers ordinaires	389	62	451
41 Débiteurs ordinaires	444 039	45 688	489 727
42 Personnel	16	0	16
43 Etat	34	0	34
46 Débiteurs et créditeurs divers	102 198	14 994	117 192
49 Comptes d'attente et de régularisation	43 510	6	43 516
Total de la classe 4 - Comptes de tiers	590 186	60 750	650 935
51 Prêts et avances à court terme	19	0	19
52 Effets à payer	9	0	9
54 Chèques	4	0	4
56 Disponibilités au Trésor	1 022 907	89 985	1 112 892
58 Disponibilités chez les régisseurs	29 315	76	29 391
Total de la classe 5 - Comptes financiers	1 052 254	90 061	1 142 316
TOTAL GENERAL	29 756 996	6 479 781	36 236 777

Bilan au 31 décembre 2002 - Passif

(en milliers d'euros)

	Métropole hors Ile de France	Ile de France	Total national
10 Dotation	2 995 929	89 352	3 085 282
11 Réserves	45 678 313	6 606 106	52 284 419
12 Report à nouveau	1 643 735	24 020	1 667 755
13 Frais d'investissement	-38 449 738	-15 049 249	-53 498 987
14 Participations à des travaux d'équipement	10 932 223	13 082 761	24 014 984
15 Provisions pour pertes et charges	38 928	0	38 928
16 Emprunts et dettes à long ou moyen terme	5 968 694	1 616 357	7 585 051
18 Dettes à long ou moyen terme (sans réception de fonds)	233 933	0	233 933
Total de la classe 1 - Capitaux permanents	29 042 017	6 369 347	35 411 364
40 Créanciers ordinaires	711 225	0	711 225
41 Débiteurs ordinaires	502	1	503
42 Personnel	580	0	580
43 Etat	3 113	0	3 113
44 Autres collectivités locales et E.P.L.	201	1 096	1 297
45 Services à comptabilité distincte	39 963	437	40 400
46 Débiteurs et créditeurs divers	32 597	0	32 597
47 Produits perçus ou comptabilisés d'avance	4 371	223	4 595
49 Comptes d'attente et de régularisation	63 417	0	63 417
Total de la classe 4 - Comptes de tiers	855 969	1 758	857 727
51 Prêts et avances à court terme	0	0	0
52 Effets à payer	14	3 375	3 389
54 Chèques	13	0	13
56 Disponibilités au Trésor	54 850	0	54 850
58 Disponibilités chez les régisseurs	0	0	0
59 Virements internes	0	0	0
Total de la classe 5 - Comptes financiers	54 878	3 375	58 253
Total de la classe 8 - Résultats de fonctionnement	-195 868	105 301	-90 566
TOTAL GENERAL	29 756 996	6 479 781	36 236 777

**Opérations de fonctionnement -
ventilation par service
Total national hors région Ile-
de-France***

(en milliers d'euros)

Chapitres		Dépenses	Recettes
930	Service financier	1 163 008	18 113
931	Personnel permanent	378 962	5 368
932	Ensembles immobiliers et mobiliers	80 452	3 719
934	Administration générale	239 571	4 677
936	Voirie	9 028	159
Total du chapitre 93 - Services indirects		1 871 022	32 036
940	Relations publiques	65 346	549
943	Enseignement	869 388	260 928
945	Sports et beaux-arts	337 024	6 657
946	Frais de fonctionnement des groupes d'élus	9 893	7
Total du chapitre 94 - Services administratifs		1 281 652	268 141
Total du chapitre 95 - Services sociaux		6 952	2
961	Interventions économiques générales	2 148 549	1 032 501
962	Interventions en matière agricole	101 631	3 871
963	Interventions en matière industrielle et commerciale	127 942	3 578
964	Interventions socio-économiques	1 792 490	804 155
965	Domaine (productif de revenus)	0	1 246
968	Autres services agricoles industriels et commerciaux	70 187	78 252
Total du chapitre 96 - Services économiques		4 240 800	1 923 604
970	Charges et produits non affectés	2 821 471	1 932 176
971	Impôts obligatoires	68 201	5 014 929
977	Service fiscal, impôts complémentaires	0	1 245 695
Total du chapitre 97 - Service fiscal		2 889 672	8 192 800
TOTAL GENERAL		10 290 097	10 416 583

* la région Ile de France utilise une nomenclature fonctionnelle spécifique

**Opérations d'investissement -
ventilation par programme
Total national hors région Ile-
de-France***

		(en milliers d'euros)	
Chapitres		Dépenses	Recettes
900	Services généraux d'intérêt régional	40 048	638
901	Enseignement - Formation	2 016 149	611 105
902	Culture, vie sociale	178 277	3 507
903	Santé	4 629	307
904	Interventions sociales	16 368	0
905	Logements	57 445	3 732
906	Développement urbain	129 116	1 410
907	Développement rural et aménagement de l'espace naturel	378 963	26 893
908	Transports, postes et télécommunications	1 410 812	157 208
909	Action économique	773 026	194 141
Total du chapitre 90 - Programmes et interventions d		5 004 834	998 942
920	Formation professionnelle et apprentissage	888	321
922	Opérations immobilières et mobilières hors programme	84 130	13 672
925	Mouvements financiers	1 910 374	543 094
927	Financement globalisé de la section d'investissement	2 479	5 491 609
Total du chapitre 92 - Opérations hors programme		1 997 871	6 048 695
TOTAL GENERAL		7 002 705	7 047 638

* la région Ile de France utilise une nomenclature fonctionnelle spécifique

2. Fiches individuelles de situation financière

Présentation des fiches individuelles

Les informations présentées dans les pages suivantes ont été établies à partir des opérations effectivement réalisées (opérations réelles) par les régions au cours de l'année 2002 et enregistrées dans les comptes de gestion tenus par les payeurs régionaux.

Les rubriques et ratios financiers sont calculés à partir des opérations réelles, c'est-à-dire déduction faite des opérations d'ordre qui ne se traduisent pas par une dépense ou une recette effective pour l'exercice considéré.

Afin de faciliter les comparaisons, les moyennes nationales de la même strate figurent également sur la fiche individuelle. Il convient néanmoins de souligner que, si ces informations offrent des éléments de référence indispensables à toute analyse financière, elles doivent être considérées avec certaines réserves qui tiennent à la diversité des régions et des modalités de leurs interventions. Les opérations liées aux renégociations d'emprunts, faisant jouer sur le même exercice et pour des montants équivalents le débit et le crédit du compte 16 ont été exclues des rubriques concernées, de même que les mouvements d'allers et retours sur le compte 16 liés à la gestion de trésorerie que permettent les emprunts avec option de tirage sur ligne de trésorerie, dans la mesure où ces opérations étaient connues et repérées. En revanche, les remboursements anticipés nets retraçant une volonté de désendettement de la région ont été maintenus.

Les spécificités juridiques et budgétaires ont conduit à écarter l'Ile-de-France et la Corse du calcul des ratios de référence. La première strate est donc constituée des régions de métropole hors Ile-de-France et Corse, la seconde des régions d'outre-mer qui ne peuvent être comparées qu'entre elles. Figurent néanmoins sur les fiches des régions Ile-de-France et Corse les ratios de référence des autres régions de métropole permettant ainsi de mesurer la spécificité budgétaire de ces deux collectivités.

Chaque fiche est présentée sur quatre pages.

Les deux premières pages présentent les données de l'année de référence. Les tableaux sont constitués de six colonnes qui présentent successivement les montants en milliers d'euros pour chaque rubrique, les montants en euros par habitant, le montant moyen en euros par habitant de la strate de comparaison à laquelle la région est associée, le libellé de la rubrique, les ratios de structure de la région, enfin ceux de la strate de comparaison.

La première page présente les rubriques de dépenses par nature puis par fonction¹, puis le résultat de la section de fonctionnement (autofinancement brut et net) et le résultat global de l'exercice, les données concernant la dette, enfin des indicateurs financiers (fonds de roulement et trésorerie).

La deuxième page présente les rubriques de recettes avec des données sur la fiscalité votée. Au bas de la deuxième page est présenté un graphique sur l'équilibre financier de la région avec des données sur les cinq dernières années (comme tous les graphiques qui suivent). Ce graphique montre l'articulation entre le résultat de la section d'investissement (besoin ou capacité de financement) et le patrimoine de la collectivité. Pour chaque année, la barre du résultat est égale à la somme des trois autres : la capacité de financement est en effet répartie entre un désendettement (2^{ème} barre), un accroissement des créances à long terme de la collectivité (3^{ème} barre) ou un abondement du fonds de roulement (4^{ème} barre). A l'inverse, un besoin de financement (1^{ère} barre négative) peut être couvert par l'endettement (2^{ème} barre négative), un remboursement des créances à long terme (3^{ème} barre négative) ou un prélèvement sur le fonds de roulement (4^{ème} barre négative). Toute combinaison entre ces différentes évolutions est possible.

La troisième page présente des graphiques décomposant la formation du résultat. La colonne de gauche concerne la section de fonctionnement, celle de droite la section d'investissement. Sont présentés successivement les recettes, les dépenses et le résultat. Le résultat de la section de fonctionnement est présenté sous la forme de l'autofinancement (ou « épargne brute ») et de la marge d'autofinancement courant (autofinancement diminué

¹ des retraitements ont été opérés pour harmoniser la nomenclature fonctionnelle de l'Ile de France avec celle des autres régions

des remboursements d'emprunts, ou « épargne nette »). Le dernier graphique, en bas à droite, retrace le résultat global (recettes totales moins dépenses totales).

La quatrième page présente sur la première colonne des graphiques portant sur les dépenses totales (en distinguant dépenses d'investissement et dépenses de fonctionnement), puis l'évolution du mode de financement des investissements, enfin l'évolution du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie. La deuxième colonne concerne la dette. Un premier graphique porte sur les flux de dette : emprunts, remboursements, et, pour mémoire, une barre retraçant les opérations de gestion de dette (refinancements, opérations d'allers et retours sur le compte d'emprunt liées à la gestion d'emprunts avec options de tirage sur ligne de trésorerie). Les deux graphiques suivants portent sur l'encours de dette, d'abord en valeur absolue et en comparaison avec le montant des charges financières puis en valeur relative (poids de la dette rapporté aux ressources). A cet égard, le montant des charges financières n'est pas seulement fonction du stock de dette mais aussi d'autres facteurs comme les taux d'intérêt, le mode de gestion des emprunts, etc.

Les fiches sont classées par ordre alphabétique.

Définition comptable des rubriques des fiches financières

Libellé	Définition comptable M51 régions
Charges de fonctionnement	Débit net Classe 6 (sauf c/68 et 619) et 828 - crédit net c/782 et 783
Achats et charges externes	Débit net c/60, 63, 641, 643, 644, 645, 649, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 669, 674
Frais de personnel	Débit net c/61 (sauf 619)
Contingents-participations et allocations-subventions	Débit net c/64 (sauf c/641, 643, 644, 645, 649), 650 et 657
Participations aux charges des établissements d'enseignement	Débit net c/6401
Participation à la formation professionnelle	Débit net c/647, et c/6409 du chap. 9646
Intérêts des emprunts, y compris sur LdT	Débit net c/671 (sauf c/6716)
Dépenses réelles d'investissement	Débit c/105, 106, 107, 116, 13 (sauf 138), 14 (sauf 1407), 16, 18 (sauf 180 et 181), 21 (sauf 21x8), 23, 25 (sauf 253), 26, 27, 28 - crédit net c/180, 181
Dépenses d'investissement direct dont :	Débit c/21 (sauf 21x8), 23, 254 (sauf au chap. 909) + [débit-crédit] c/181
<i>Immobilisations corporelles</i>	Débit c/210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 219 (sauf 21x8)
<i>Immobilisations en cours</i>	Débit c/23, 254 (sauf 254 du chap. 909) + [débit-crédit] c/181
dont avances à des tiers pour travaux	Débit c/254 (sauf au chap. 909)
<i>Investissement direct en matière d'enseignement</i>	Aux chap. 901 et 9201 : débit c/21 (sauf 21x8), 23, 254 + [débit-crédit] c/181
Subventions d'équipement versées (sauf établissements d'enseignement)	Débit c/130 + [débit-crédit] c/180
Subv d'équipement versées aux établissements d'enseignement	Débit c/133
Immobilisations financières	Débit c/25(seul), 250, 251, 252, 26, 27, et (254 du chap. 909)
Remboursements en capital d'emprunts et dettes assimilées.	Débit c/16 et 18 (sauf 180 et 181)
Résultats	
Autofinancement brut	Produits de fonctionnement – charges de fonctionnement
Marge d'autofinancement courant	Autofinancement brut – débit c/16, 18 (sauf 180 et 181)
Capacité (besoin si négatif) de financement de la section d'investissement	Recettes définitives d'investissement + autofinancement brut - dépenses définitives d'investissement
Dettes	
Dettes sur emprunts en fin d'exercice	Solde créditeur c/16
Dettes sans réception de fonds	Solde créditeur c/18
Annuité de la dette totale (ou charge de la dette totale)	Débit c/16 et 18 (sauf 180 et 181) + débit net c/671 (sauf c/6716)
<i>Annuité d'emprunt (ou charge de la dette sur emprunt) dont</i>	Débit 16 + débit net c/671 (sf 6716)
Intérêts des emprunts, y compris sur LdT	Débit net c/671 (sauf c/6716)
Remboursements en capital d'emprunts et dettes assimilées.	Débit c/16 et 18 (sauf 180 et 181)
<i>Remboursement de la dette sans réception de fonds</i>	Débit c/18 (sauf 180 et 181)

Fonds de roulement et trésorerie

Fonds de roulement final au 31-12
Disponibilités au 31-12
Trésorerie nette au 31-12
coefficient (ou ratio) de trésorerie

Soldes débiteur Cl. 4 et 5 – soldes créditeurs cl. 4 et 5 (BS)
Solde débiteur Classe 5 (BS)
Solde débiteur c/568 - solde créditeur c/569 (BS)
=Disponibilités au 31-12 / Solde créditeur classes 4 et 5
(BS= balance de sortie)

Répartition fonctionnelle des dépenses**Charges de fonctionnement**

Interventions économiques générales (dont transports)
Int. socio-économiques (dont formation professionnelle et apprentissage)
Enseignement (dont lycées)
Personnel permanent
Service financier

Débit net Classe 6 (sauf c/68 et 619) et 828 - crédit net c/782 et 783 aux chapitres suivants:

961
964
943
931
930

Dépenses d'investissement (hors opérations sur dette et créances à long terme)

Enseignement - Formation
Transports, postes et télécommunications
Action économique
Développement rural et aménagement de l'espace naturel
Développement urbain
Culture, vie sociale

Débit c/21 (sauf 21x8), 23, 254 (sauf au chap. 909) + [débit-crédit] c/181 + débit 130 et 133 + débit net 180 aux chapitres suivants :

901
908
909
907
906
902

Produits de fonctionnement**Transferts reçus****Participations et dotations reçues de l'État dont D.G.D.**

Participations

Autres transferts reçus dont fonds européens**Impôts locaux****Attributions fiscales de péréquation-compensation**

dont compensation liée à la suppression de la TRADE (taxe régionale additionnelle aux droits d'enregistrements)

Impôts indirects et autres taxes dont :

Taxe sur les permis de conduire
Taxe sur les certificats d'immatriculation (cartes grises)
Droit additionnel d'octroi de mer (ROM)
Taxe sur les carburants (ROM)
Autres impôts indirects (Corse et ROM)

Crédits nets Classe 7, c/827 et 829 (sauf 78) + débit c/1407 + crédit c/1471 (R.I.F.)

Crédits nets c/7330, 7331, 7332, 7337, 7338, 736 (sauf 7365), 737, 738, 739, 74

crédits nets c/74, 7371

Crédit net c/749

Crédit net c/7371

Crédits net c/733(seul), 736, 737, 738, 739, 7330, 7332, 7337, 7338 sauf 7365 et 7371

Crédit net c/777 + crédit c/1471 (RIF)

Crédit net c/ 7335, 752, 778 et 779 (les recettes du fonds de correction des déséquilibres régionaux, imputées au crédit du c/744 figurent dans le total des participations et dotations reçues de l'État).

Crédit net c/752

Crédits nets c/75, 76, 712, 715 sauf 752

Crédit net c/751

Crédit net c/753

Crédit net c/756

Crédit net c/7598

Crédit net 7590, 7591, 7597

Recettes réelles d'investissement**Dotations et fonds divers (1) dont :**

FCTVA (remboursements du)
Dotation régionale d'équipement scolaire

Subventions et participations d'équipement reçues (2)

Dotations, fonds et participations de l'État (3=sous-ensemble de 1+2)

Crédit c/105, 106, 107, 116, 13 (sauf 138), 14 (sauf 1407 et 1471), 16, 18 (sauf 180 et 181), 21 (sauf 21X8), 23, 25 (sauf 253), 26, 27, 28 –débit c/1407 + crédit net c/24 et 253

Crédit c/106, 107, 14 (sauf 140, 141, 1471)

Crédit c/1421

Crédit c/144

Crédit c/105, 140 (sauf 1407), 141, 237 + crédit net c/253 - débit 1407

Crédit c/1051, 1401, 1421, 143, 144 + crédit net c/2531

Emprunts et dettes assimilées nouveaux**Cessions d'immobilisations financières**

Crédit c/16, 18 (sauf 180 et 181)

Crédit c/25(seul), 250, 251, 252, 254, 26, 27

ALSACE

fiche 1/4

DEPENSES

Exercice 2002

Strate de comparaison : Métropole hors Ile-de-France et Corse

Population : 1 734 145 habitants

milliers d'euros	en euros/hab.	moy. strate		ratios de structure	moyenne strate
488 165	282	236	Dépenses totales de l'exercice	en % des dépenses totales	
221 745	128	124	Charges de fonctionnement	45,4	52,4
12 123	7	9	Achats et charges externes	2,5	3,9
14 491	8	7	Charges de personnel	3,0	3,1
177 986	103	98	Contingents-participations et allocations-subventions	36,5	41,5
21 107	12	14	<i>dont participations aux charges des ét. d'enseignement</i>	4,3	5,8
39 982	23	31	<i>dont participation à la formation professionnelle</i>	8,2	13,0
4 267	2	5	Intérêts des emprunts (y c. sur lignes de trésorerie)	0,9	2,0
266 421	154	113	Dépenses réelles d'investissement	54,6	47,6
				en % des dépenses d'inv.	
69 684	40	34	Dépenses d'investissement direct	26,2	30,1
9 441	5	5	<i>dont immobilisations corporelles</i>	3,5	4,2
59 244	34	29	<i>dont immobilisations en cours</i>	22,2	25,8
42 267	24	12	<i>dont avance à des tiers pour travaux</i>	15,9	10,8
66 224	38	31	<i>dont : investissements directs en matière d'enseignement</i>	24,9	27,5
78 930	46	55	Subventions d'équipement versées (sauf aux ét d'enseignement)	29,6	49,1
1 353	1	3	Subventions d'équipement aux établissements d'enseignement	0,5	2,7
3 090	2	3	Immobilisations financières	1,2	2,7
112 796	65	17	Remboursement d'emprunts et dettes assimilées	42,3	14,7
Répartition fonctionnelle des dépenses				en %	
221 745	128	124	Charges de fonctionnement	100,0	100,0
103 054	59	40	Interventions économiques générales (dont transports)	46,5	32,3
41 410	24	35	Int. socio-économiques (dont formation professionnelle et apprentissage)	18,7	27,9
26 721	15	18	Enseignement (dont lycées)	12,1	14,1
15 235	9	6	Personnel permanent	6,9	5,2
6 496	4	5	Service financier	2,9	4,2
28 829	17	20	Autres	13,0	16,3
Dépenses d'inv. (hors op. sur dettes et créances à long terme)				en %	
149 967	86	92	Dépenses d'inv. (hors op. sur dettes et créances à long terme)	100,0	100,0
73 874	43	39	Enseignement - Formation	49,3	42,8
39 278	23	25	Transports, postes et télécommunications	26,2	27,6
12 377	7	11	Action économique	8,3	11,7
5 504	3	7	Développement rural et aménagement de l'espace naturel	3,7	7,8
6 812	4	2	Développement urbain	4,5	2,3
5 012	3	3	Culture, vie sociale	3,3	3,3
7 110	4	4	Autres	4,7	4,6
Résultats				en % des produits de fonct.	
136 085	78	73	Autofinancement brut	38,0	37,0
23 289	13	56	Marge d'autofinancement courant	6,5	28,6
10 318	6	-4	Capacité (besoin si négatif) de financement de la SI*	2,9	-2,2
6 514	4	2	Résultat de l'exercice	1,8	1,0
Dettes				en % des produits de fonct.	
150 216	87	116	Dettes sur emprunts au 31 décembre	42,0	59,2
0	0	5	Dettes sans réception de fonds au 31 décembre	0,0	2,5
117 063	68	20	Annuité de la dette totale	32,7	10,3
117 063	68	20	<i>dont annuité de la dette sur emprunts</i>	32,7	10,3
112 796	65	17	<i>dont remboursements en capital d'emprunts</i>	31,5	8,4
4 267	2	5	<i>dont intérêts (y compris sur lignes de trésorerie)</i>	1,2	2,4
0	0	0	<i>dont remboursement de la dette sans réception de fonds</i>	0,0	0,0
Fonds de roulement et trésorerie				en jours de décaissement	
22 722	13	10	Fonds de roulement au 31-12	17,0	15,4
34 190	20	16	Disponibilités au 31-12	25,6	24,5
34 190	20	14	Trésorerie nette au 31-12	25,6	21,8
1,09		1,59	Ratio de trésorerie immédiate (coefficient)		

ALSACE

fiche 2/4

RECETTES

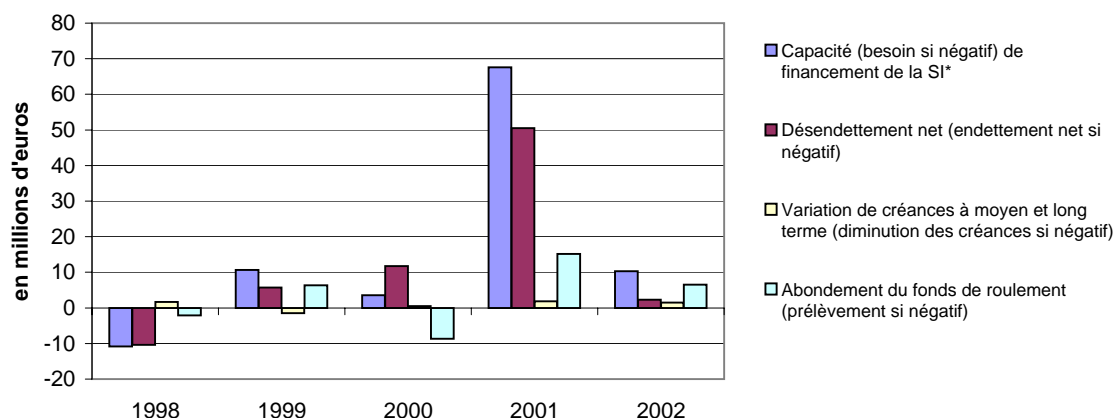
Exercice 2002

Strate de comparaison : Métropole hors Ile-de-France et Corse

Population : 1 734 145 habitants

milliers d'euros	en euros/hab.	moy. strate		ratios de structure		moyenne strate
494 680	285	238	Recettes totales de l'exercice			en % des produits de fonct.
357 829	206	197	Produits de fonctionnement			100,0
133 765	77	68	Transferts reçus :			34,8
133 573	77	64	- participations et dotations reçues de l'État			37,3
30 802	18	22	<i>dont participations</i>			8,6
102 771	59	42	<i>dont dotation générale de décentralisation</i>			28,7
192	0	4	- autres transferts reçus dont fonds européens			0,1
96 650	56	55	Impôts locaux			27,0
72 453	42	46	Attributions fiscales de péréquation-compensation			20,2
19 151	11	12	<i>dont compensation au titre de la suppression de la TRADE**</i>			5,4
46 404	27	25	Impôts indirects et autres taxes			13,0
1 193	1	0	- <i>taxe sur les permis de conduire</i>			0,3
45 211	26	25	- <i>taxe sur les certificats d'immatriculation</i>			12,6
0	0	0	- <i>droit additionnel d'octroi de mer (ROM)</i>			0,0
0	0	0	- <i>taxe sur les carburants (ROM)</i>			0,0
0	0	0	- <i>autres impôts indirects (Corse et ROM)</i>			0,0
			Éléments de fiscalité votée			
			Taux d'imposition :		% dans total voté des impôts locaux	
			de la région	de la strate		
22 040	13	19	1,51%	2,48%	23,3	35,3
217	0	0	7,26%	6,04%	0,2	0,5
72 336	42	35	2,00%	2,31%	76,5	59,3
1 300	1	0	43	21		
45 000	26	24	28	27		
136 850	79	42	Recettes réelles d'investissement			% des recettes d'inv.
23 838	14	12	Dotations et fonds divers (1)			17,4
8 536	5	4	<i>dont FCTVA</i>			6,2
15 302	9	8	<i>dont dotation régionale d'équipement scolaire</i>			11,2
874	1	2	Subventions et participations d'équipement reçues (2)			0,6
23 838	14	13	Dotations, fonds et participations d'État (=sous-ensemble de 1+2)			17,4
110 514	64	23	Emprunts et dettes assimilées			80,8
1 568	1	3	Cessions d'immobilisations financières			1,1

Equilibre financier

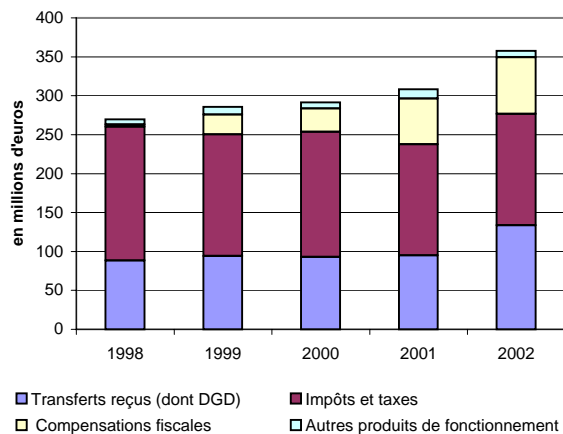


* capacité (besoin si négatif) de financement de la section d'investissement = recettes définitives d'inv. + autofinancement brut - dépenses définitives d'inv.

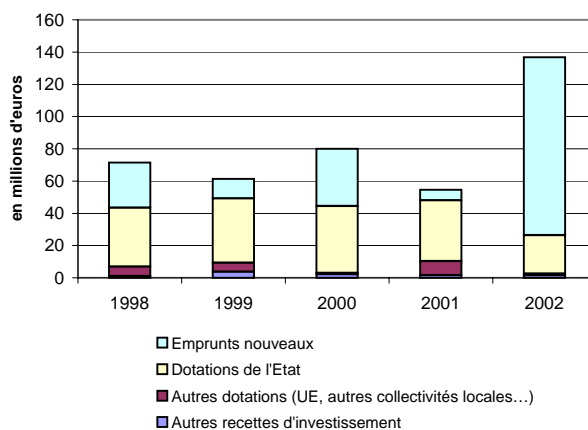
** TRADE : taxe régionale additionnelle aux droits d'enregistrement

*** la tarification indiquée est celle qui est appliquée aux véhicules à propulsion classique

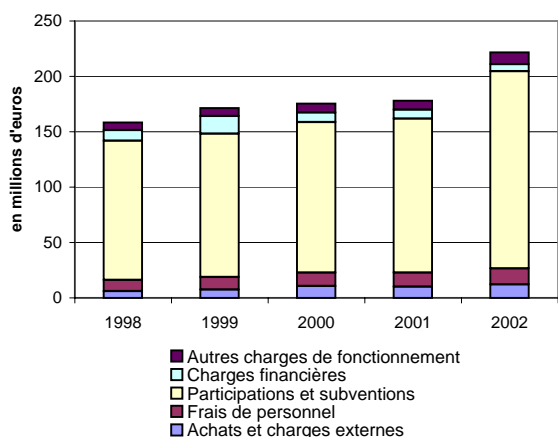
Produits de fonctionnement



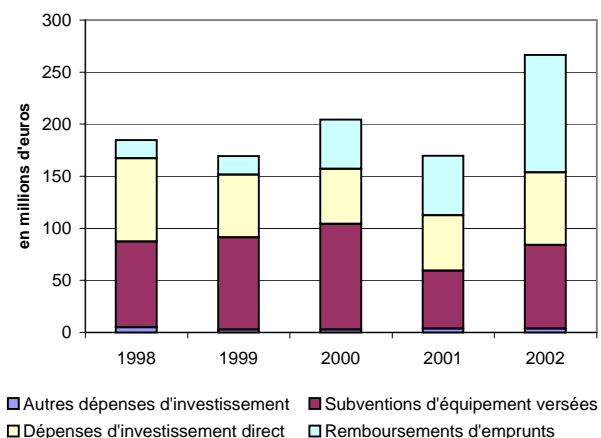
Recettes d'investissement



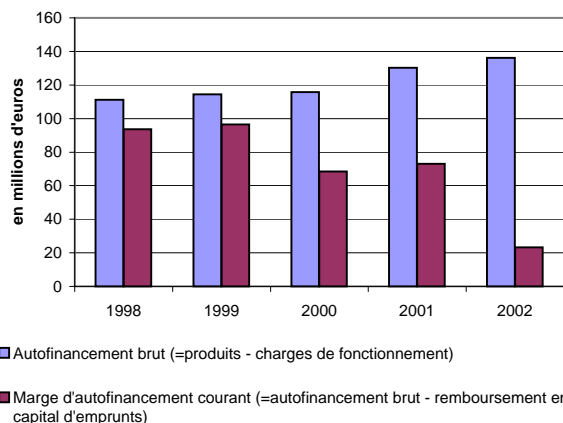
Charges de fonctionnement



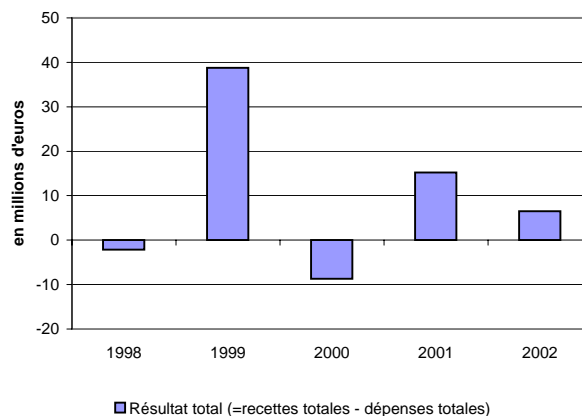
Dépenses d'investissement



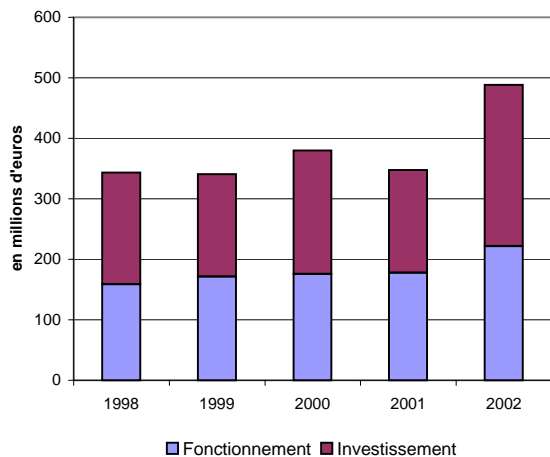
Autofinancement



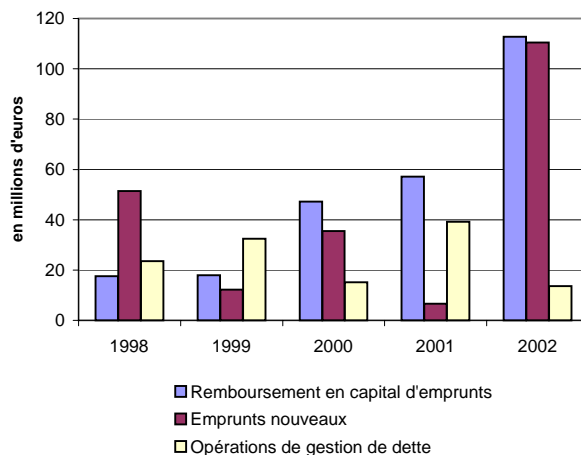
Résultat total



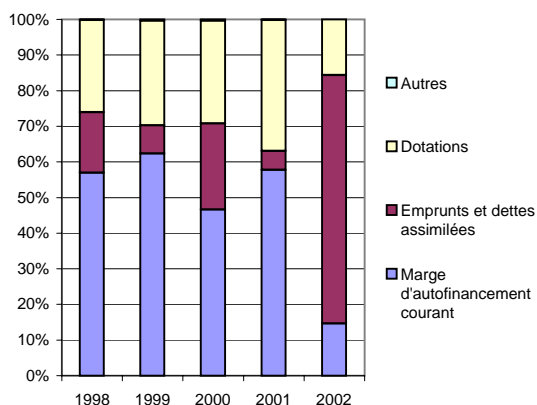
Montant des dépenses par section



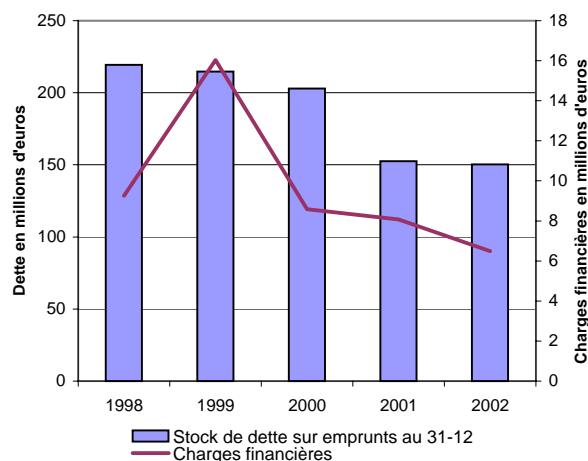
Flux de dette sur emprunts



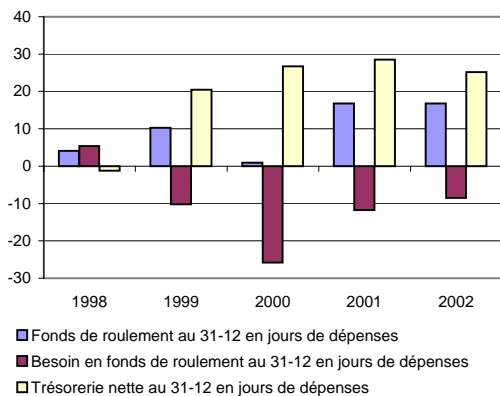
Financement des dépenses définitives d'investissement



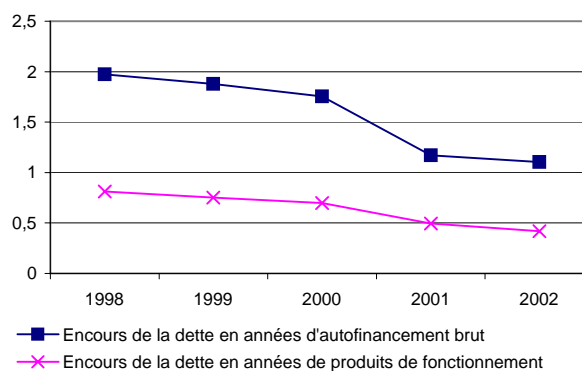
Encours de dette et charges financières



Structure financière en jours de dépenses totales



Poids de la dette sur emprunts rapporté aux ressources



AQUITAINE

fiche 1/4

DEPENSES

Exercice 2002

Strate de comparaison : Métropole hors Ile-de-France et Corse

Population : 2 908 359 habitants

milliers d'euros	en euros/hab.	moy. strate		ratios de structure	moyenne strate
668 857	230	236	Dépenses totales de l'exercice	en % des dépenses totales	
320 977	110	124	Charges de fonctionnement	48,0	52,4
17 270	6	9	Achats et charges externes	2,6	3,9
20 763	7	7	Charges de personnel	3,1	3,1
250 240	86	98	Contingents-participations et allocations-subventions	37,4	41,5
31 814	11	14	<i>dont participations aux charges des ét. d'enseignement</i>	4,8	5,8
94 637	33	31	<i>dont participation à la formation professionnelle</i>	14,1	13,0
21 659	7	5	Intérêts des emprunts (y c. sur lignes de trésorerie)	3,2	2,0
347 880	120	113	Dépenses réelles d'investissement	52,0	47,6
				en % des dépenses d'inv.	
90 610	31	34	Dépenses d'investissement direct	26,0	30,1
2 427	1	5	<i>dont immobilisations corporelles</i>	0,7	4,2
88 019	30	29	<i>dont immobilisations en cours</i>	25,3	25,8
79 501	27	12	<i>dont avance à des tiers pour travaux</i>	22,9	10,8
88 207	30	31	<i>dont : investissements directs en matière d'enseignement</i>	25,4	27,5
148 609	51	55	Subventions d'équipement versées (sauf aux ét d'enseignement)	42,7	49,1
12 611	4	3	Subventions d'équipement aux établissements d'enseignement	3,6	2,7
26 747	9	3	Immobilisations financières	7,7	2,7
69 075	24	17	Remboursement d'emprunts et dettes assimilées	19,9	14,7
			Répartition fonctionnelle des dépenses	en %	
320 977	110	124	Charges de fonctionnement	100,0	100,0
88 937	31	40	Interventions économiques générales (dont transports)	27,7	32,3
104 888	36	35	Int. socio-économiques (dont formation professionnelle et apprentissage)	32,7	27,9
36 484	13	18	Enseignement (dont lycées)	11,4	14,1
21 652	7	6	Personnel permanent	6,7	5,2
22 022	8	5	Service financier	6,9	4,2
46 994	16	20	Autres	14,6	16,3
251 830	87	92	Dépenses d'inv. (hors op. sur dettes et créances à long terme)	100,0	100,0
106 068	36	39	Enseignement - Formation	42,1	42,8
53 250	18	25	Transports, postes et télécommunications	21,1	27,6
64 845	22	11	Action économique	25,7	11,7
9 142	3	7	Développement rural et aménagement de l'espace naturel	3,6	7,8
1 215	0	2	Développement urbain	0,5	2,3
5 520	2	3	Culture, vie sociale	2,2	3,3
11 790	4	4	Autres	4,7	4,6
			Résultats	en % des produits de fonct.	
252 239	87	73	Autofinancement brut	44,0	37,0
183 163	63	56	Marge d'autofinancement courant	32,0	28,6
50 692	17	-4	Capacité (besoin si négatif) de financement de la SI*	8,8	-2,2
-5 370	-2	2	Résultat de l'exercice	-0,9	1,0
			Dettes	en % des produits de fonct.	
450 500	155	116	Dettes sur emprunts au 31 décembre	78,6	59,2
75 269	26	5	Dettes sans réception de fonds au 31 décembre	13,1	2,5
90 734	31	20	Annuité de la dette totale	15,8	10,3
90 734	31	20	<i>dont annuité de la dette sur emprunts</i>	15,8	10,3
69 075	24	17	<i>dont remboursements en capital d'emprunts</i>	12,1	8,4
21 659	7	5	<i>dont intérêts (y compris sur lignes de trésorerie)</i>	3,8	2,4
0	0	0	<i>dont remboursement de la dette sans réception de fonds</i>	0,0	0,0
			Fonds de roulement et trésorerie	en jours de décaissement	
49 185	17	10	Fonds de roulement au 31-12	26,8	15,4
43 599	15	16	Disponibilités au 31-12	23,8	24,5
43 555	15	14	Trésorerie nette au 31-12	23,8	21,8
2,92		1,59	Ratio de trésorerie immédiate (coefficient)		

AQUITAINE

fiche 2/4

RECETTES

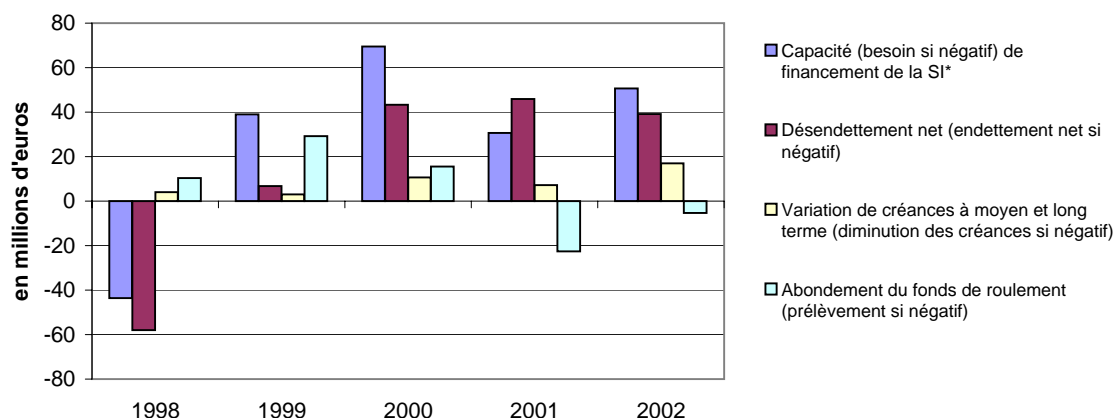
Exercice 2002

Strate de comparaison : Métropole hors Ile-de-France et Corse

Population : 2 908 359 habitants

milliers d'euros	en euros/hab.	moy. strate		ratios de structure	moyenne strate
663 487	228	238	Recettes totales de l'exercice		en % des produits de fonct.
573 215	197	197	Produits de fonctionnement	100,0	100,0
186 219	64	68	Transferts reçus :	32,5	34,8
165 994	57	64	- participations et dotations reçues de l'État	29,0	32,7
64 930	22	22	<i>dont participations</i>	11,3	11,1
101 064	35	42	<i>dont dotation générale de décentralisation</i>	17,6	21,6
20 225	7	4	- autres transferts reçus dont fonds européens	3,5	2,2
170 386	59	55	Impôts locaux	29,7	28,0
127 583	44	46	Attributions fiscales de péréquation-compensation	22,3	23,3
37 308	13	12	<i>dont compensation au titre de la suppression de la TRADE**</i>	6,5	6,3
86 490	30	25	Impôts indirects et autres taxes	15,1	12,9
3 257	1	0	- <i>taxe sur les permis de conduire</i>	0,6	0,2
83 233	29	25	- <i>taxe sur les certificats d'immatriculation</i>	14,5	12,7
0	0	0	- <i>droit additionnel d'octroi de mer (ROM)</i>	0,0	0,0
0	0	0	- <i>taxe sur les carburants (ROM)</i>	0,0	0,0
0	0	0	- <i>autres impôts indirects (Corse et ROM)</i>	0,0	0,0
			Éléments de fiscalité votée	Taux d'imposition :	
				de la région	de la strate
61 836	21	19	Produit foncier bâti	2,65%	2,48%
769	0	0	Produit foncier non bâti	7,82%	6,04%
104 156	36	35	Produit taxe professionnelle	2,98%	2,31%
3 257	1	0	Permis de conduire (en euros)	52	21
83 233	29	24	Carte grise (en euros/CV)***	28	27
				% dans total voté des impôts locaux	
90 272	31	42	Recettes réelles d'investissement	% des recettes d'inv.	
35 539	12	12	Dotations et fonds divers (1)	39,4	29,7
14 325	5	4	<i>dont FCTVA</i>	15,9	10,6
21 214	7	8	<i>dont dotation régionale d'équipement scolaire</i>	23,5	19,1
7 028	2	2	Subventions et participations d'équipement reçues (2)	7,8	5,2
35 977	12	13	<i>Dotations, fonds et participations d'État (=sous-ensemble de 1+2)</i>	39,9	30,9
30 001	10	23	Emprunts et dettes assimilées	33,2	55,6
9 759	3	3	Cessions d'immobilisations financières	10,8	6,2

Equilibre financier

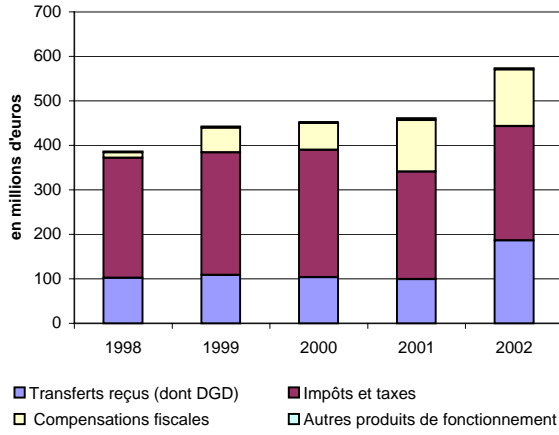


* capacité (besoin si négatif) de financement de la section d'investissement = recettes définitives d'inv. + autofinancement brut - dépenses définitives d'inv.

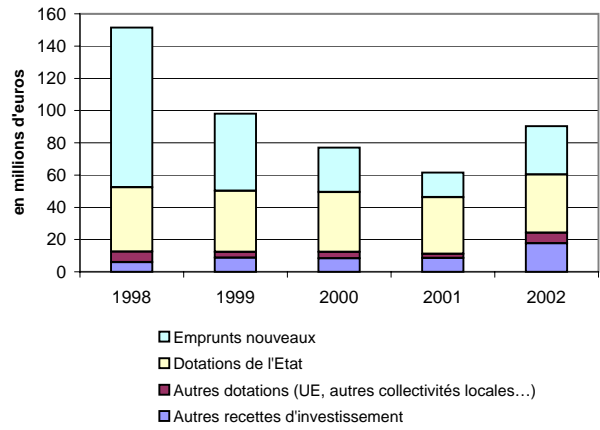
** TRADE : taxe régionale additionnelle aux droits d'enregistrement

*** la tarification indiquée est celle qui est appliquée aux véhicules à propulsion classique

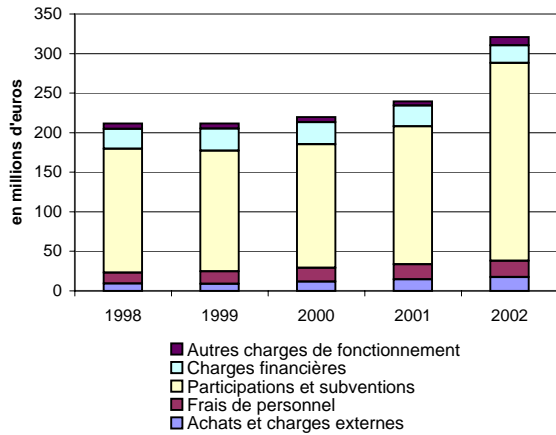
Produits de fonctionnement



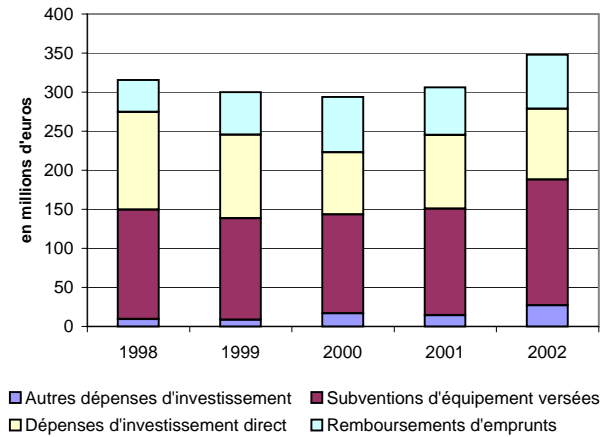
Recettes d'investissement



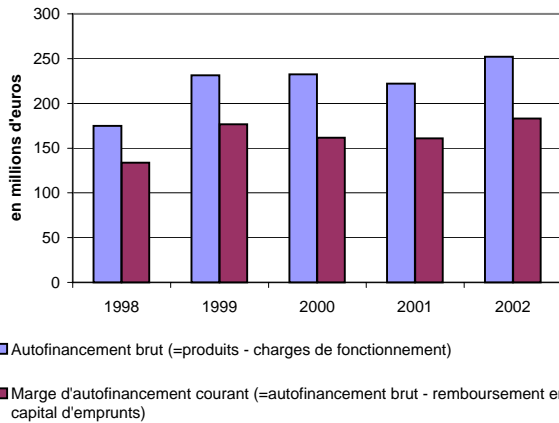
Charges de fonctionnement



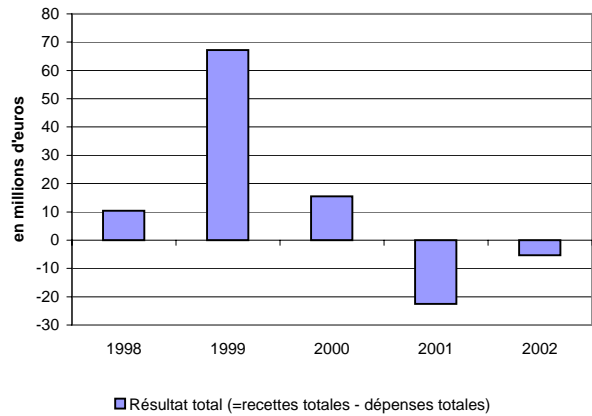
Dépenses d'investissement



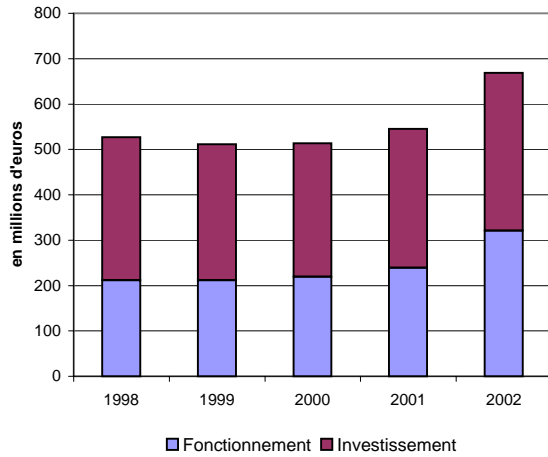
Autofinancement



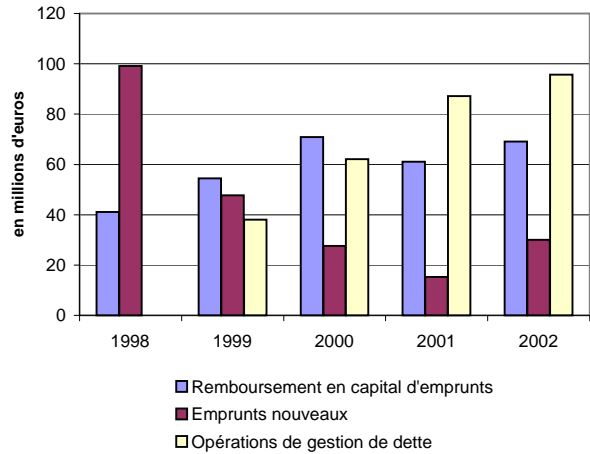
Résultat total



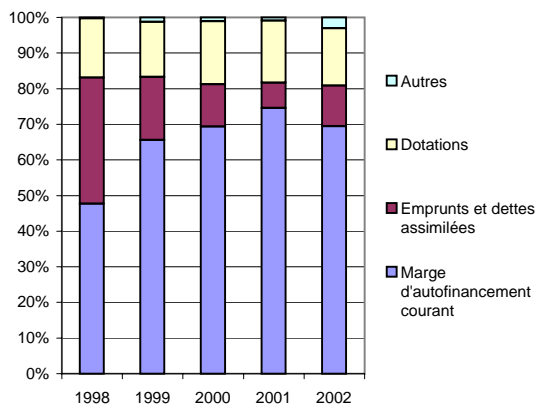
Montant des dépenses par section



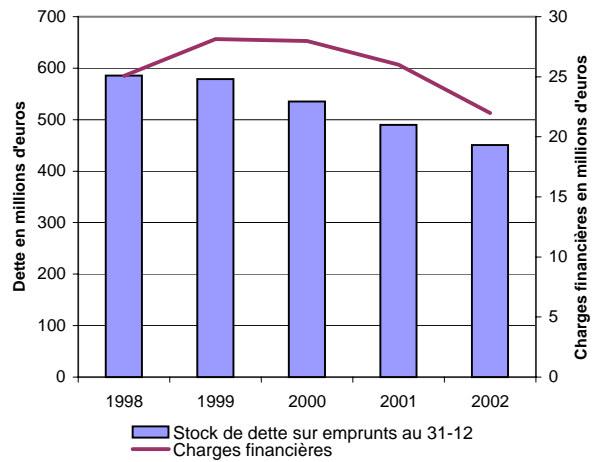
Flux de dette sur emprunts



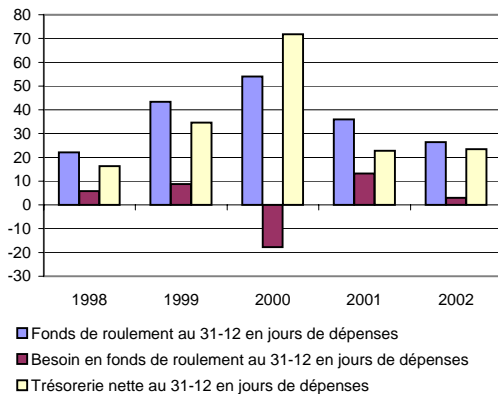
Financement des dépenses définitives d'investissement



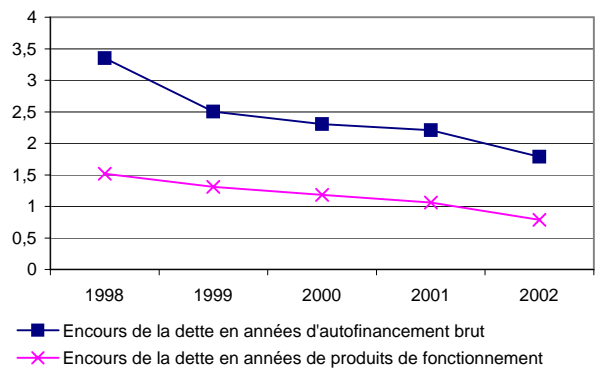
Encours de dette et charges financières



Structure financière en jours de dépenses totales



Poids de la dette sur emprunts rapporté aux ressources



AUVERGNE

fiche 1/4

DEPENSES

Exercice 2002

Strate de comparaison : Métropole hors Ile-de-France et Corse

Population : 1 308 878 habitants

milliers d'euros	en euros/hab.	moy. strate		ratios de structure	moyenne strate
386 667	295	236	Dépenses totales de l'exercice	en % des dépenses totales	
155 267	119	124	Charges de fonctionnement	40,2	52,4
7 244	6	9	Achats et charges externes	1,9	3,9
6 779	5	7	Charges de personnel	1,8	3,1
125 214	96	98	Contingents-participations et allocations-subventions	32,4	41,5
16 587	13	14	<i>dont participations aux charges des ét. d'enseignement</i>	4,3	5,8
35 805	27	31	<i>dont participation à la formation professionnelle</i>	9,3	13,0
11 776	9	5	Intérêts des emprunts (y c. sur lignes de trésorerie)	3,0	2,0
231 400	177	113	Dépenses réelles d'investissement	59,8	47,6
				en % des dépenses d'inv.	
89 869	69	34	Dépenses d'investissement direct	38,8	30,1
6 093	5	5	<i>dont immobilisations corporelles</i>	2,6	4,2
83 749	64	29	<i>dont immobilisations en cours</i>	36,2	25,8
23	0	12	<i>dont avance à des tiers pour travaux</i>	0,0	10,8
36 981	28	31	<i>dont : investissements directs en matière d'enseignement</i>	16,0	27,5
93 067	71	55	Subventions d'équipement versées (sauf aux ét d'enseignement)	40,2	49,1
1 848	1	3	Subventions d'équipement aux établissements d'enseignement	0,8	2,7
19 666	15	3	Immobilisations financières	8,5	2,7
26 590	20	17	Remboursement d'emprunts et dettes assimilées	11,5	14,7
			Répartition fonctionnelle des dépenses	en %	
155 267	119	124	Charges de fonctionnement	100,0	100,0
60 302	46	40	Interventions économiques générales (dont transports)	38,8	32,3
38 143	29	35	Int. socio-économiques (dont formation professionnelle et apprentissage)	24,6	27,9
20 578	16	18	Enseignement (dont lycées)	13,3	14,1
0	0	6	Personnel permanent	0,0	5,2
11 821	9	5	Service financier	7,6	4,2
24 423	19	20	Autres	15,7	16,3
184 784	141	92	Dépenses d'inv. (hors op. sur dettes et créances à long terme)	100,0	100,0
44 951	34	39	Enseignement - Formation	24,3	42,8
44 298	34	25	Transports, postes et télécommunications	24,0	27,6
57 884	44	11	Action économique	31,3	11,7
27 941	21	7	Développement rural et aménagement de l'espace naturel	15,1	7,8
596	0	2	Développement urbain	0,3	2,3
5 373	4	3	Culture, vie sociale	2,9	3,3
3 742	3	4	Autres	2,0	4,6
			Résultats	en % des produits de fonct.	
120 612	92	73	Autofinancement brut	43,7	37,0
94 023	72	56	Marge d'autofinancement courant	34,1	28,6
-30 404	-23	-4	Capacité (besoin si négatif) de financement de la SI*	-11,0	-2,2
71	0	2	Résultat de l'exercice	0,0	1,0
			Dettes	en % des produits de fonct.	
288 979	221	116	Dettes sur emprunts au 31 décembre	104,7	59,2
12	0	5	Dettes sans réception de fonds au 31 décembre	0,0	2,5
38 365	29	20	Annuité de la dette totale	13,9	10,3
38 365	29	20	<i>dont annuité de la dette sur emprunts</i>	13,9	10,3
26 590	20	17	<i>dont remboursements en capital d'emprunts</i>	9,6	8,4
11 776	9	5	<i>dont intérêts (y compris sur lignes de trésorerie)</i>	4,3	2,4
0	0	0	<i>dont remboursement de la dette sans réception de fonds</i>	0,0	0,0
			Fonds de roulement et trésorerie	en jours de décaissement	
16 461	13	10	Fonds de roulement au 31-12	15,5	15,4
24 853	19	16	Disponibilités au 31-12	23,5	24,5
23 780	18	14	Trésorerie nette au 31-12	22,4	21,8
1,96		1,59	Ratio de trésorerie immédiate (coefficient)		

AUVERGNE

fiche 2/4

RECETTES

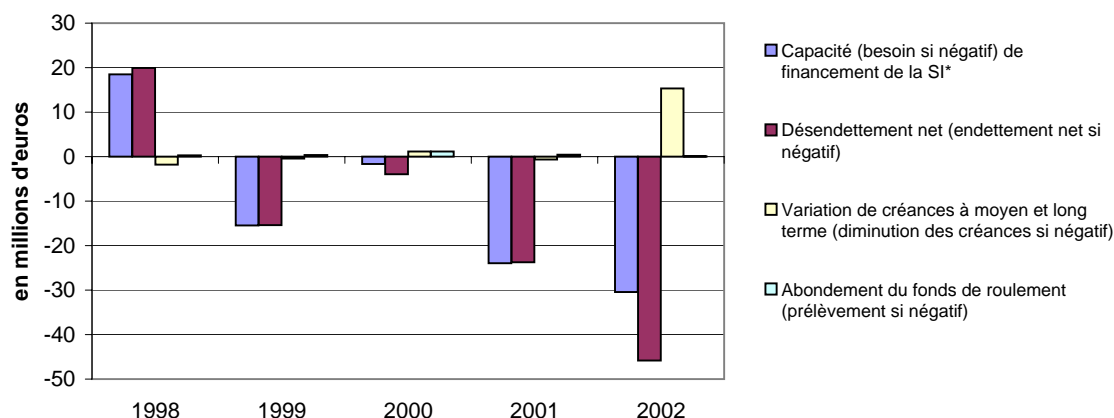
Exercice 2002

Strate de comparaison : Métropole hors Ile-de-France et Corse

Population : 1 308 878 habitants

milliers d'euros	en euros/hab.	moy. strate		ratios de structure	moyenne strate
386 738	295	238	Recettes totales de l'exercice		en % des produits de fonct.
275 880	211	197	Produits de fonctionnement	100,0	100,0
125 703	96	68	Transferts reçus :	45,6	34,8
118 776	91	64	- participations et dotations reçues de l'État	43,1	32,7
34 134	26	22	<i>dont participations</i>	12,4	11,1
79 432	61	42	<i>dont dotation générale de décentralisation</i>	28,8	21,6
6 927	5	4	- autres transferts reçus dont fonds européens	2,5	2,2
68 300	52	55	Impôts locaux	24,8	28,0
53 112	41	46	Attributions fiscales de péréquation-compensation	19,3	23,3
11 482	9	12	<i>dont compensation au titre de la suppression de la TRADE**</i>	4,2	6,3
27 754	21	25	Impôts indirects et autres taxes	10,1	12,9
503	0	0	- <i>taxe sur les permis de conduire</i>	0,2	0,2
27 251	21	25	- <i>taxe sur les certificats d'immatriculation</i>	9,9	12,7
0	0	0	- <i>droit additionnel d'octroi de mer (ROM)</i>	0,0	0,0
0	0	0	- <i>taxe sur les carburants (ROM)</i>	0,0	0,0
0	0	0	- <i>autres impôts indirects (Corse et ROM)</i>	0,0	0,0
			Éléments de fiscalité votée	Taux d'imposition :	
				de la région	de la strate
27 154	21	19	Produit foncier bâti	2,79%	2,48%
152	0	0	Produit foncier non bâti	6,40%	6,04%
40 522	31	35	Produit taxe professionnelle	2,20%	2,31%
540	0	0	Permis de conduire (en euros)	23	21
27 440	21	24	Carte grise (en euros/CV)***	24	27
				% dans total voté des impôts locaux	
110 858	85	42	Recettes réelles d'investissement	% des recettes d'inv.	
15 996	12	12	Dotations et fonds divers (1)	14,4	29,7
5 992	5	4	<i>dont FCTVA</i>	5,4	10,6
10 004	8	8	<i>dont dotation régionale d'équipement scolaire</i>	9,0	19,1
2 941	2	2	Subventions et participations d'équipement reçues (2)	2,7	5,2
16 290	12	13	<i>Dotations, fonds et participations d'État (=sous-ensemble de 1+2)</i>	14,7	30,9
72 398	55	23	Emprunts et dettes assimilées	65,3	55,6
4 331	3	3	Cessions d'immobilisations financières	3,9	6,2

Equilibre financier

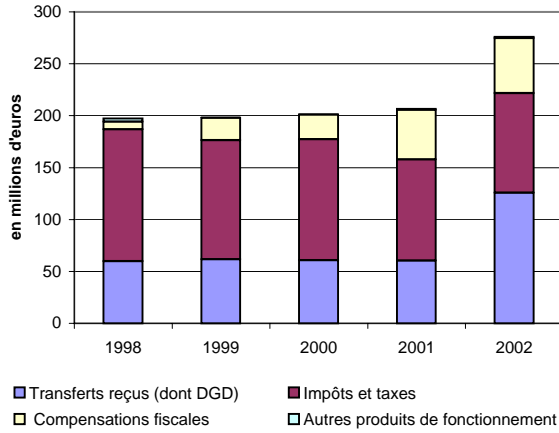


* capacité (besoin si négatif) de financement de la section d'investissement = recettes définitives d'inv. + autofinancement brut - dépenses définitives d'inv.

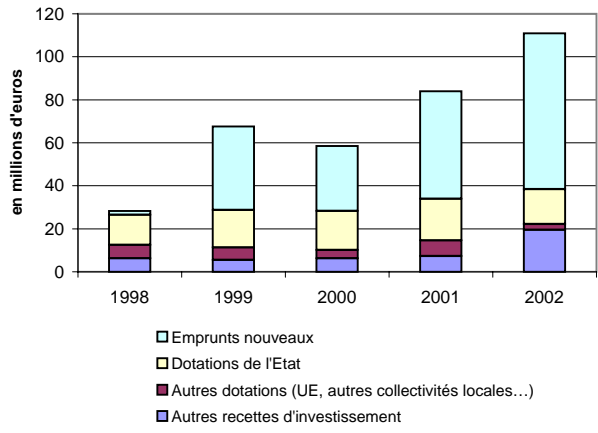
** TRADE : taxe régionale additionnelle aux droits d'enregistrement

*** la tarification indiquée est celle qui est appliquée aux véhicules à propulsion classique

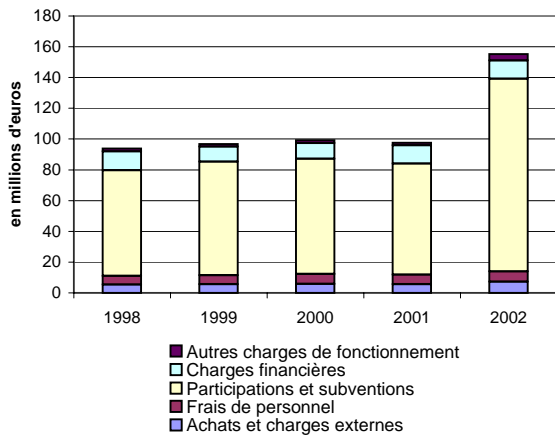
Produits de fonctionnement



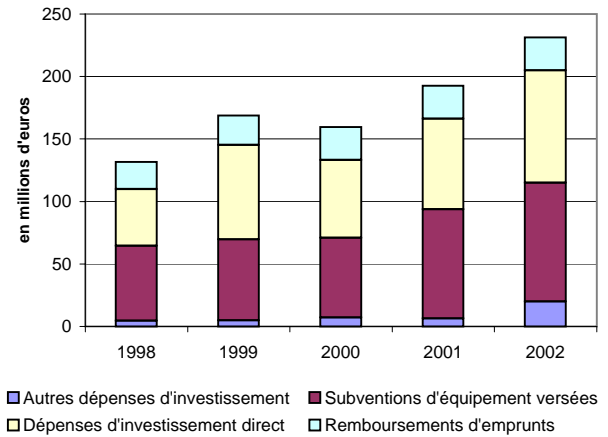
Recettes d'investissement



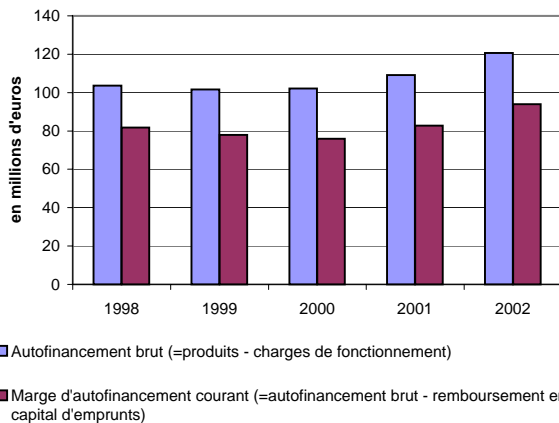
Charges de fonctionnement



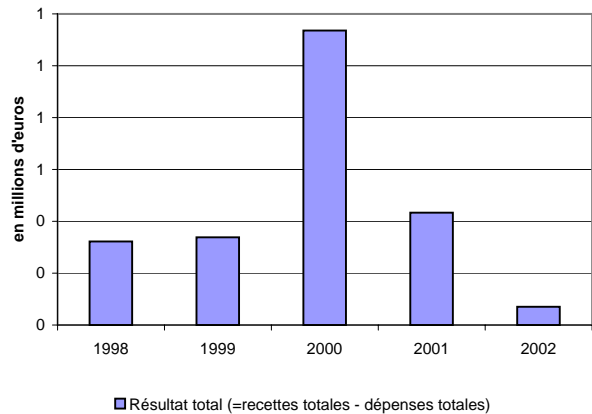
Dépenses d'investissement



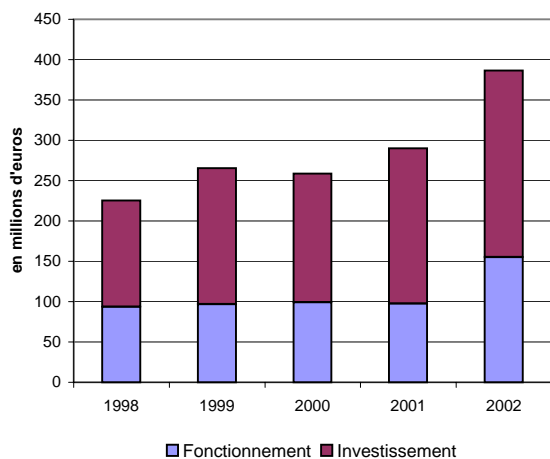
Autofinancement



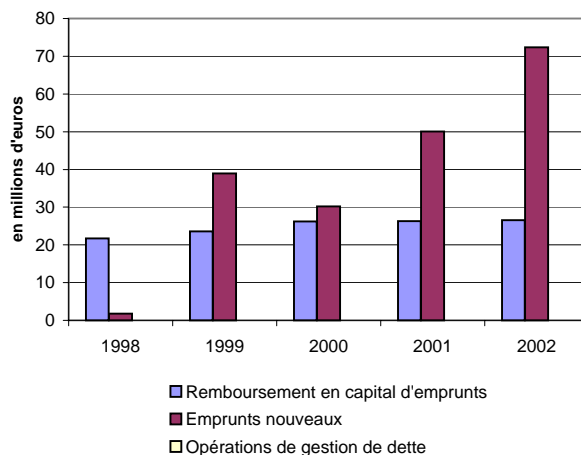
Résultat total



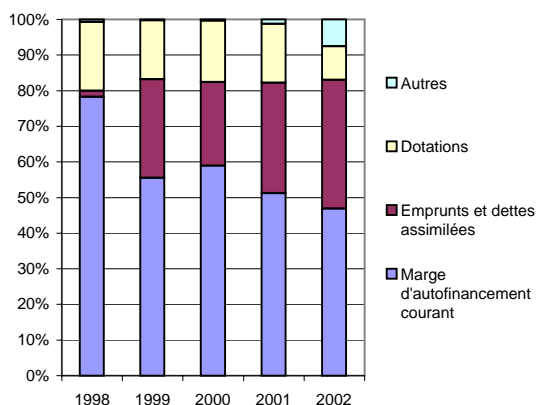
Montant des dépenses par section



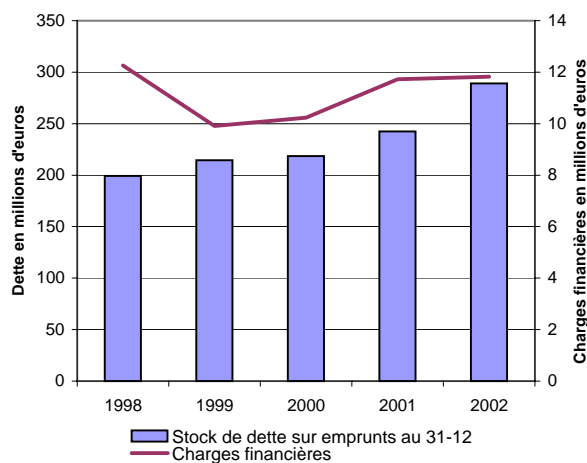
Flux de dette sur emprunts



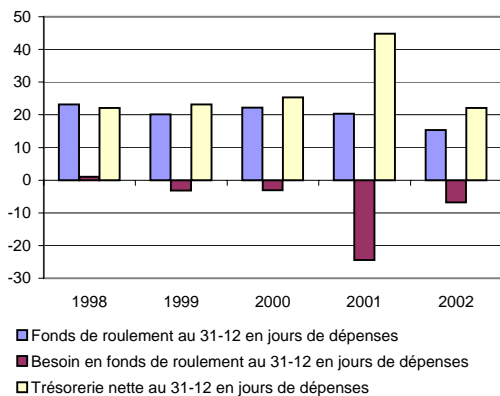
Financement des dépenses définitives d'investissement



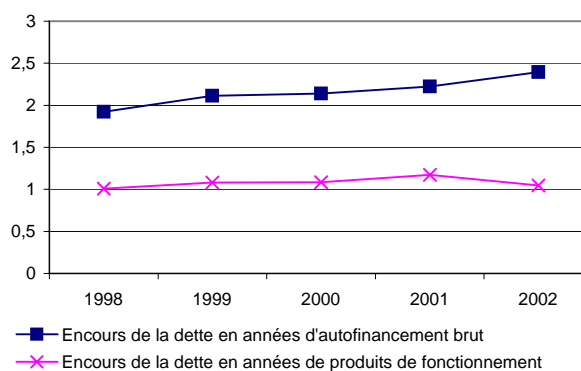
Encours de dette et charges financières



Structure financière en jours de dépenses totales



Poids de la dette sur emprunts rapporté aux ressources



NORMANDIE(BASSE-)

fiche 1/4

DEPENSES

Exercice 2002

Strate de comparaison : Métropole hors Ile-de-France et Corse

Population : 1 422 193 habitants

milliers d'euros	en euros/hab.	moy. strate		ratios de structure	moyenne strate
366 902	258	236	Dépenses totales de l'exercice	en % des dépenses totales	
153 840	108	124	Charges de fonctionnement	41,9	52,4
42 679	30	9	Achats et charges externes	11,6	3,9
7 997	6	7	Charges de personnel	2,2	3,1
96 871	68	98	Contingents-participations et allocations-subventions	26,4	41,5
18 172	13	14	<i>dont participations aux charges des ét. d'enseignement</i>	5,0	5,8
57 891	41	31	<i>dont participation à la formation professionnelle</i>	15,8	13,0
3 698	3	5	Intérêts des emprunts (y c. sur lignes de trésorerie)	1,0	2,0
213 062	150	113	Dépenses réelles d'investissement	58,1	47,6
				en % des dépenses d'inv.	
36 157	25	34	Dépenses d'investissement direct	17,0	30,1
3 715	3	5	<i>dont immobilisations corporelles</i>	1,7	4,2
32 326	23	29	<i>dont immobilisations en cours</i>	15,2	25,8
0	0	12	<i>dont avance à des tiers pour travaux</i>	0,0	10,8
28 963	20	31	<i>dont : investissements directs en matière d'enseignement</i>	13,6	27,5
156 271	110	55	Subventions d'équipement versées (sauf aux ét d'enseignement)	73,3	49,1
11 169	8	3	Subventions d'équipement aux établissements d'enseignement	5,2	2,7
1 743	1	3	Immobilisations financières	0,8	2,7
7 708	5	17	Remboursement d'emprunts et dettes assimilées	3,6	14,7
			Répartition fonctionnelle des dépenses	en %	
153 840	108	124	Charges de fonctionnement	100,0	100,0
35 862	25	40	Interventions économiques générales (dont transports)	23,3	32,3
62 032	44	35	Int. socio-économiques (dont formation professionnelle et apprentissage)	40,3	27,9
21 077	15	18	Enseignement (dont lycées)	13,7	14,1
7 967	6	6	Personnel permanent	5,2	5,2
4 238	3	5	Service financier	2,8	4,2
22 664	16	20	Autres	14,7	16,3
203 596	143	92	Dépenses d'inv. (hors op. sur dettes et créances à long terme)	100,0	100,0
49 753	35	39	Enseignement - Formation	24,4	42,8
87 402	61	25	Transports, postes et télécommunications	42,9	27,6
31 913	22	11	Action économique	15,7	11,7
10 112	7	7	Développement rural et aménagement de l'espace naturel	5,0	7,8
6 320	4	2	Développement urbain	3,1	2,3
7 023	5	3	Culture, vie sociale	3,4	3,3
11 074	8	4	Autres	5,4	4,6
			Résultats	en % des produits de fonct.	
143 464	101	73	Autofinancement brut	48,3	37,0
135 756	95	56	Marge d'autofinancement courant	45,7	28,6
-19 687	-14	-4	Capacité (besoin si négatif) de financement de la SI*	-6,6	-2,2
-19 536	-14	2	Résultat de l'exercice	-6,6	1,0
			Dettes	en % des produits de fonct.	
45 127	32	116	Dettes sur emprunts au 31 décembre	15,2	59,2
3 256	2	5	Dettes sans réception de fonds au 31 décembre	1,1	2,5
11 406	8	20	Annuité de la dette totale	3,8	10,3
9 977	7	20	<i>dont annuité de la dette sur emprunts</i>	3,4	10,3
7 708	5	17	<i>dont remboursements en capital d'emprunts</i>	2,6	8,4
3 698	3	5	<i>dont intérêts (y compris sur lignes de trésorerie)</i>	1,2	2,4
1 429	1	0	<i>dont remboursement de la dette sans réception de fonds</i>	0,5	0,0
			Fonds de roulement et trésorerie	en jours de décaissement	
10 169	7	10	Fonds de roulement au 31-12	10,1	15,4
4 714	3	16	Disponibilités au 31-12	4,7	24,5
4 599	3	14	Trésorerie nette au 31-12	4,6	21,8
0,03		1,59	Ratio de trésorerie immédiate (coefficient)		

NORMANDIE(BASSE-)

fiche 2/4

RECETTES

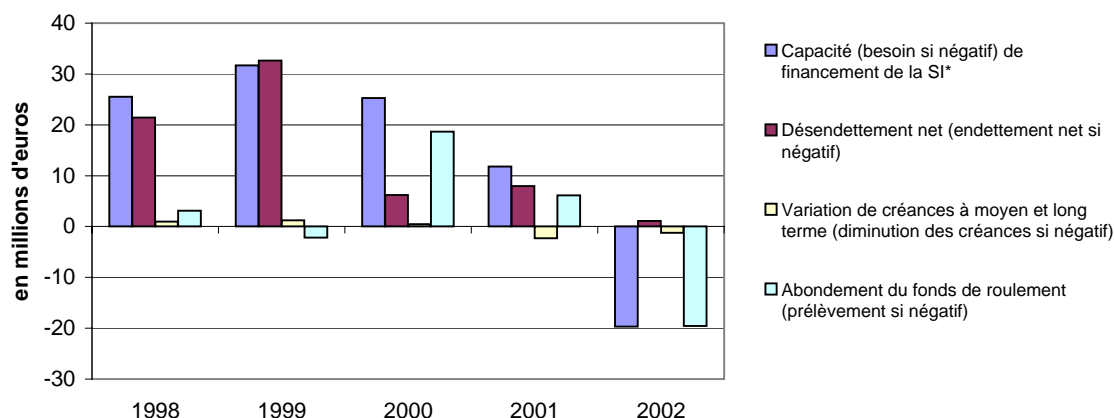
Exercice 2002

Strate de comparaison : Métropole hors Ile-de-France et Corse

Population : 1 422 193 habitants

milliers d'euros	en euros/hab.	moy. strate		ratios de structure	moyenne strate
347 366	244	238	Recettes totales de l'exercice		en % des produits de fonct.
297 304	209	197	Produits de fonctionnement	100,0	100,0
89 289	63	68	Transferts reçus :	30,0	34,8
83 058	58	64	- participations et dotations reçues de l'État	27,9	32,7
36 431	26	22	<i>dont participations</i>	12,3	11,1
46 627	33	42	<i>dont dotation générale de décentralisation</i>	15,7	21,6
6 232	4	4	- autres transferts reçus dont fonds européens	2,1	2,2
101 119	71	55	Impôts locaux	34,0	28,0
65 194	46	46	Attributions fiscales de péréquation-compensation	21,9	23,3
16 582	12	12	<i>dont compensation au titre de la suppression de la TRADE**</i>	5,6	6,3
35 985	25	25	Impôts indirects et autres taxes	12,1	12,9
0	0	0	- <i>taxe sur les permis de conduire</i>	0,0	0,2
35 985	25	25	- <i>taxe sur les certificats d'immatriculation</i>	12,1	12,7
0	0	0	- <i>droit additionnel d'octroi de mer (ROM)</i>	0,0	0,0
0	0	0	- <i>taxe sur les carburants (ROM)</i>	0,0	0,0
0	0	0	- <i>autres impôts indirects (Corse et ROM)</i>	0,0	0,0
			Éléments de fiscalité votée	Taux d'imposition :	
				de la région	de la strate
40 030	28	19	Produit foncier bâti	4,29%	2,48%
399	0	0	Produit foncier non bâti	5,79%	6,04%
59 363	42	35	Produit taxe professionnelle	2,36%	2,31%
0	0	0	Permis de conduire (en euros)	0	21
32 776	23	24	Carte grise (en euros/CV)***	30	27
				% dans total voté des impôts locaux	
50 062	35	42	Recettes réelles d'investissement	% des recettes d'inv.	
16 201	11	12	Dotations et fonds divers (1)	32,4	29,7
4 683	3	4	<i>dont FCTVA</i>	9,4	10,6
11 518	8	8	<i>dont dotation régionale d'équipement scolaire</i>	23,0	19,1
23 534	17	2	Subventions et participations d'équipement reçues (2)	47,0	5,2
16 882	12	13	<i>Dotations, fonds et participations d'État (=sous-ensemble de 1+2)</i>	33,7	30,9
6 634	5	23	Emprunts et dettes assimilées	13,3	55,6
2 967	2	3	Cessions d'immobilisations financières	5,9	6,2

Equilibre financier

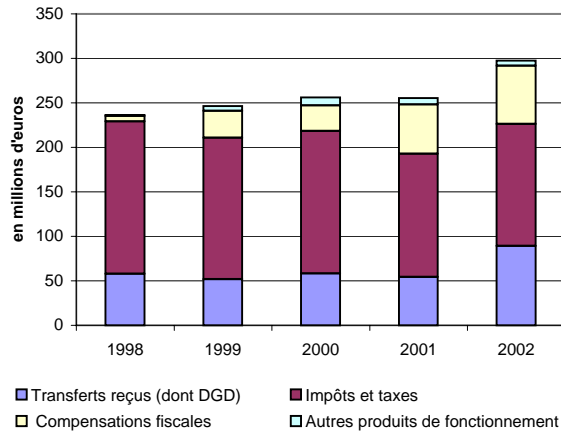


* capacité (besoin si négatif) de financement de la section d'investissement = recettes définitives d'inv. + autofinancement brut - dépenses définitives d'inv.

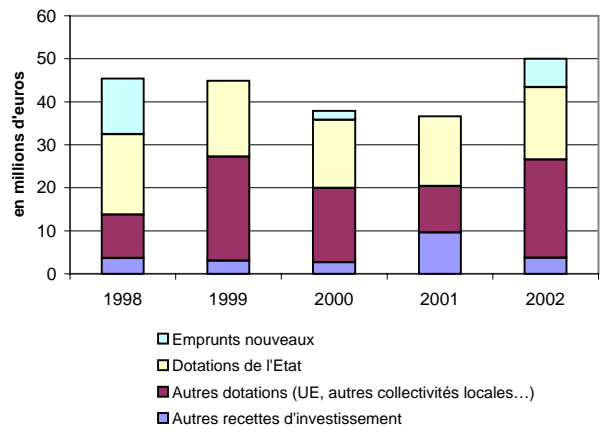
** TRADE : taxe régionale additionnelle aux droits d'enregistrement

*** la tarification indiquée est celle qui est appliquée aux véhicules à propulsion classique

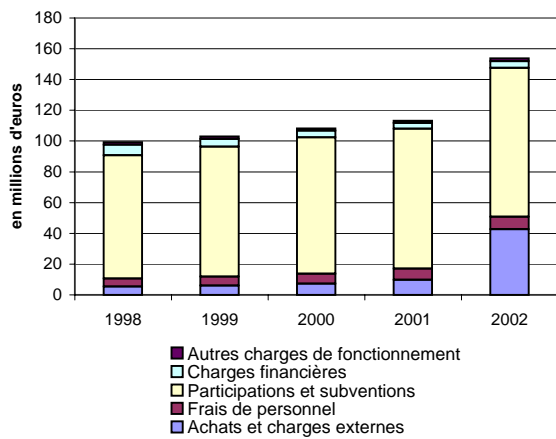
Produits de fonctionnement



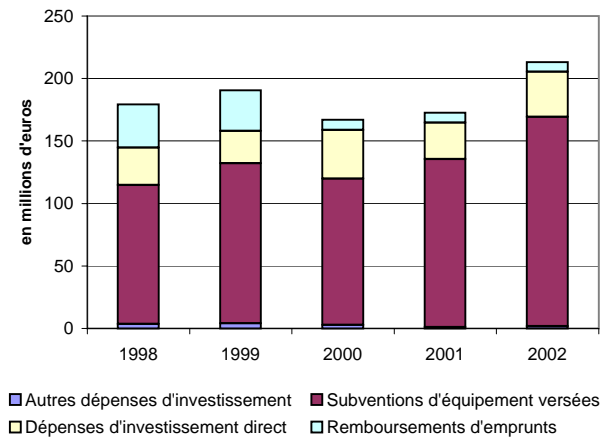
Recettes d'investissement



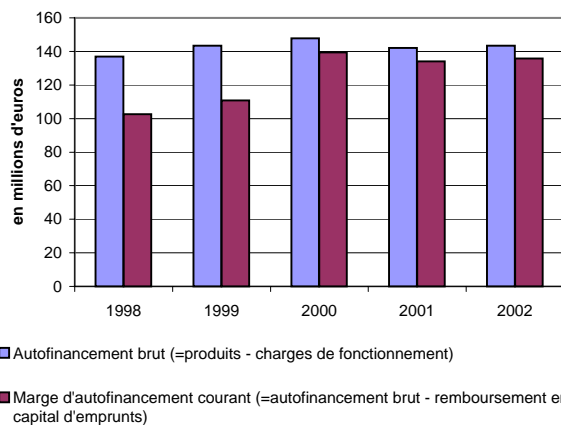
Charges de fonctionnement



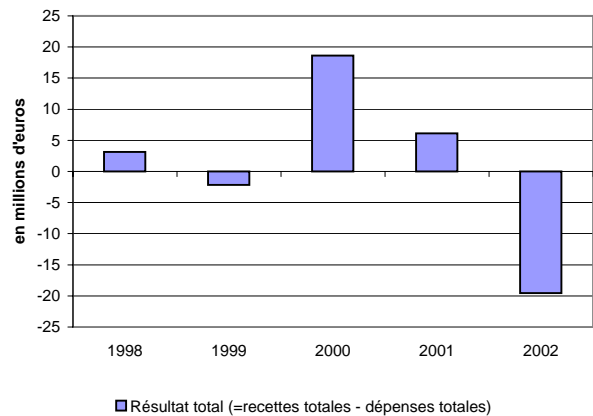
Dépenses d'investissement



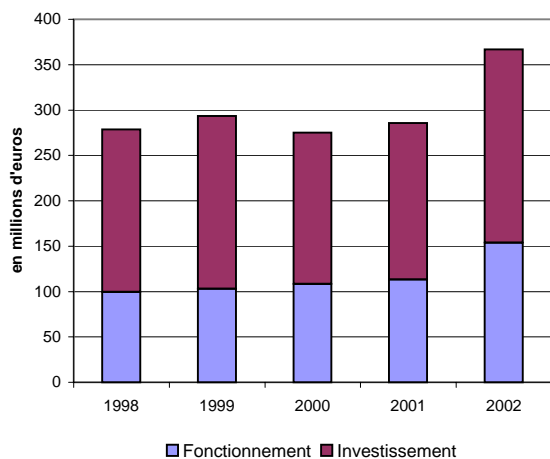
Autofinancement



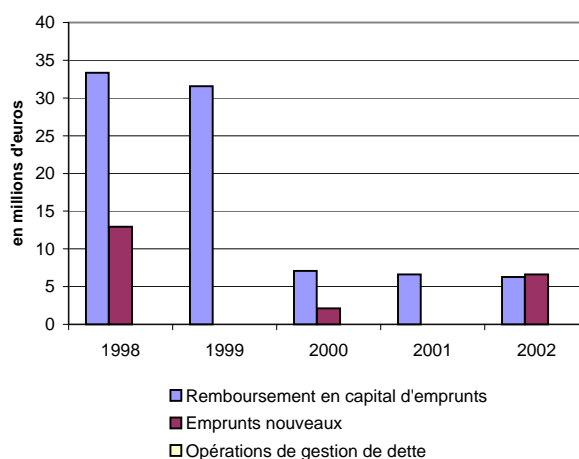
Résultat total



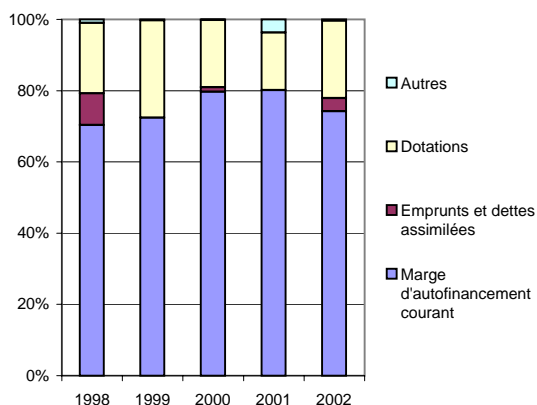
Montant des dépenses par section



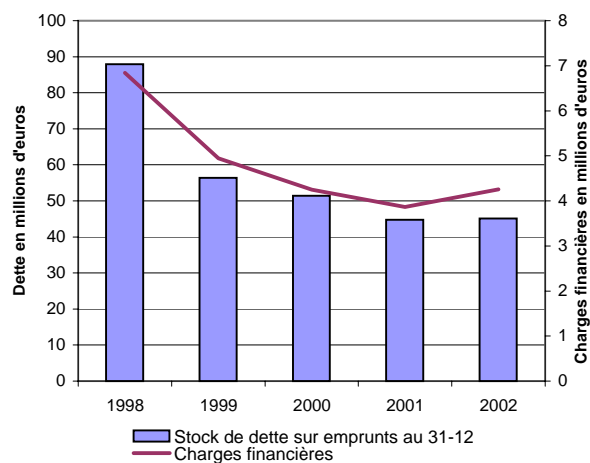
Flux de dette sur emprunts



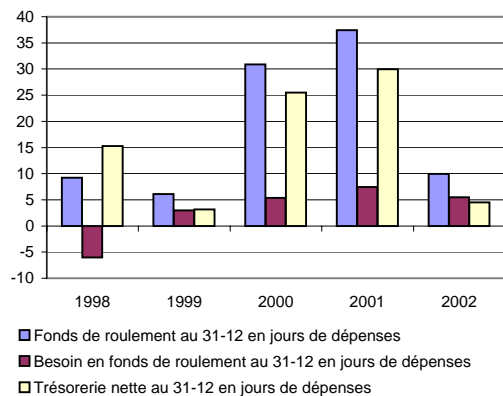
Financement des dépenses définitives d'investissement



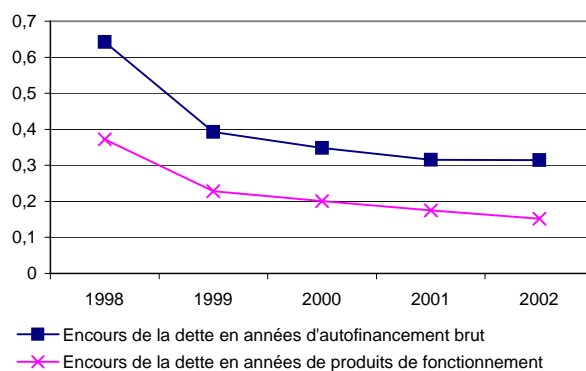
Encours de dette et charges financières



Structure financière en jours de dépenses totales



Poids de la dette sur emprunts rapporté aux ressources



BOURGOGNE

fiche 1/4

DEPENSES

Exercice 2002

Strate de comparaison : Métropole hors Ile-de-France et Corse

Population : 1 610 067 habitants

milliers d'euros	en euros/hab.	moy. strate		ratios de structure	moyenne strate
355 490	221	236	Dépenses totales de l'exercice	en % des dépenses totales	
203 011	126	124	Charges de fonctionnement	57,1	52,4
13 000	8	9	Achats et charges externes	3,7	3,9
10 887	7	7	Charges de personnel	3,1	3,1
159 922	99	98	Contingents-participations et allocations-subventions	45,0	41,5
20 362	13	14	<i>dont participations aux charges des ét. d'enseignement</i>	5,7	5,8
42 601	26	31	<i>dont participation à la formation professionnelle</i>	12,0	13,0
8 575	5	5	Intérêts des emprunts (y c. sur lignes de trésorerie)	2,4	2,0
152 479	95	113	Dépenses réelles d'investissement	42,9	47,6
				en % des dépenses d'inv.	
42 512	26	34	Dépenses d'investissement direct	27,9	30,1
4 917	3	5	<i>dont immobilisations corporelles</i>	3,2	4,2
36 984	23	29	<i>dont immobilisations en cours</i>	24,3	25,8
0	0	12	<i>dont avance à des tiers pour travaux</i>	0,0	10,8
40 963	25	31	<i>dont : investissements directs en matière d'enseignement</i>	26,9	27,5
64 624	40	55	Subventions d'équipement versées (sauf aux ét d'enseignement)	42,4	49,1
7 981	5	3	Subventions d'équipement aux établissements d'enseignement	5,2	2,7
10 082	6	3	Immobilisations financières	6,6	2,7
27 230	17	17	Remboursement d'emprunts et dettes assimilées	17,9	14,7
			Répartition fonctionnelle des dépenses	en %	
203 011	126	124	Charges de fonctionnement	100,0	100,0
7 369	5	40	Interventions économiques générales (dont transports)	3,6	32,3
45 563	28	35	Int. socio-économiques (dont formation professionnelle et apprentissage)	22,4	27,9
25 933	16	18	Enseignement (dont lycées)	12,8	14,1
11 186	7	6	Personnel permanent	5,5	5,2
8 788	5	5	Service financier	4,3	4,2
104 172	65	20	Autres	51,3	16,3
115 118	71	92	Dépenses d'inv. (hors op. sur dettes et créances à long terme)	100,0	100,0
51 659	32	39	Enseignement - Formation	44,9	42,8
37 342	23	25	Transports, postes et télécommunications	32,4	27,6
10 149	6	11	Action économique	8,8	11,7
7 209	4	7	Développement rural et aménagement de l'espace naturel	6,3	7,8
0	0	2	Développement urbain	0,0	2,3
3 594	2	3	Culture, vie sociale	3,1	3,3
5 164	3	4	Autres	4,5	4,6
			Résultats	en % des produits de fonct.	
110 383	69	73	Autofinancement brut	35,2	37,0
83 154	52	56	Marge d'autofinancement courant	26,5	28,6
18 029	11	-4	Capacité (besoin si négatif) de financement de la SI*	5,8	-2,2
4 032	3	2	Résultat de l'exercice	1,3	1,0
			Dettes	en % des produits de fonct.	
214 146	133	116	Dettes sur emprunts au 31 décembre	68,3	59,2
0	0	5	Dettes sans réception de fonds au 31 décembre	0,0	2,5
35 804	22	20	Annuité de la dette totale	11,4	10,3
35 804	22	20	<i>dont annuité de la dette sur emprunts</i>	11,4	10,3
27 230	17	17	<i>dont remboursements en capital d'emprunts</i>	8,7	8,4
8 575	5	5	<i>dont intérêts (y compris sur lignes de trésorerie)</i>	2,7	2,4
0	0	0	<i>dont remboursement de la dette sans réception de fonds</i>	0,0	0,0
			Fonds de roulement et trésorerie	en jours de décaissement	
8 696	5	10	Fonds de roulement au 31-12	8,9	15,4
3 449	2	16	Disponibilités au 31-12	3,5	24,5
3 428	2	14	Trésorerie nette au 31-12	3,5	21,8
3,52		1,59	Ratio de trésorerie immédiate (coefficient)		

BOURGOGNE

fiche 2/4

RECETTES

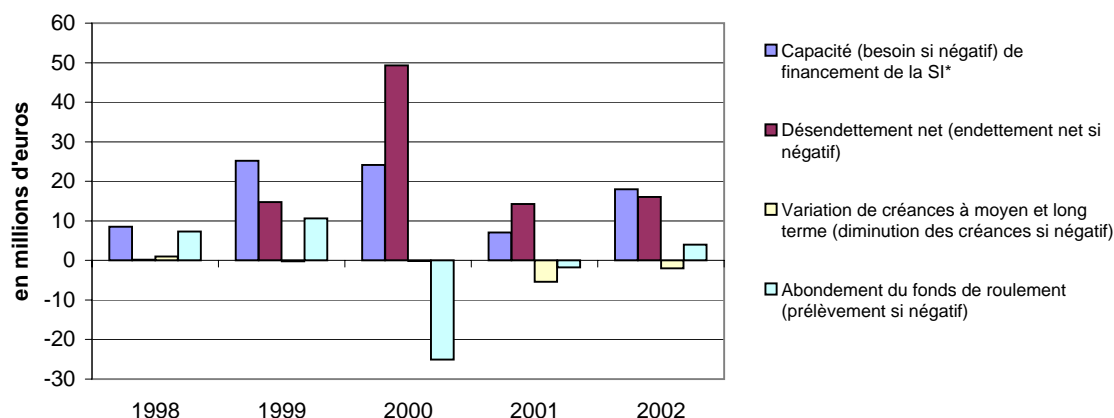
Exercice 2002

Strate de comparaison : Métropole hors Ile-de-France et Corse

Population : 1 610 067 habitants

milliers d'euros	en euros/hab.	moy. strate		ratios de structure	moyenne strate
359 522	223	238	Recettes totales de l'exercice	en % des produits de fonct.	
313 395	195	197	Produits de fonctionnement	100,0	100,0
131 990	82	68	Transferts reçus :	42,1	34,8
131 041	81	64	- participations et dotations reçues de l'État	41,8	32,7
33 078	21	22	<i>dont participations</i>	10,6	11,1
97 963	61	42	<i>dont dotation générale de décentralisation</i>	31,3	21,6
949	1	4	- autres transferts reçus dont fonds européens	0,3	2,2
66 621	41	55	Impôts locaux	21,3	28,0
66 597	41	46	Attributions fiscales de péréquation-compensation	21,3	23,3
18 726	12	12	<i>dont compensation au titre de la suppression de la TRADE**</i>	6,0	6,3
43 865	27	25	Impôts indirects et autres taxes	14,0	12,9
0	0	0	- <i>taxe sur les permis de conduire</i>	0,0	0,2
43 865	27	25	- <i>taxe sur les certificats d'immatriculation</i>	14,0	12,7
0	0	0	- <i>droit additionnel d'octroi de mer (ROM)</i>	0,0	0,0
0	0	0	- <i>taxe sur les carburants (ROM)</i>	0,0	0,0
0	0	0	- <i>autres impôts indirects (Corse et ROM)</i>	0,0	0,0
			Éléments de fiscalité votée	Taux d'imposition :	
				de la région	de la strate
26 959	17	19	Produit foncier bâti	2,28%	2,48%
206	0	0	Produit foncier non bâti	5,72%	6,04%
38 539	24	35	Produit taxe professionnelle	1,69%	2,31%
0	0	0	Permis de conduire (en euros)	0	21
37 350	23	24	Carte grise (en euros/CV)***	30	27
				% dans total voté des impôts locaux	
				41,0	35,3
				0,3	0,5
				58,7	59,3
46 127	29	42	Recettes réelles d'investissement	% des recettes d'inv.	
20 060	12	12	Dotations et fonds divers (1)	43,5	29,7
6 345	4	4	<i>dont FCTVA</i>	13,8	10,6
13 715	9	8	<i>dont dotation régionale d'équipement scolaire</i>	29,7	19,1
1 996	1	2	Subventions et participations d'équipement reçues (2)	4,3	5,2
20 724	13	13	<i>Dotations, fonds et participations d'État (=sous-ensemble de 1+2)</i>	44,9	30,9
11 218	7	23	Emprunts et dettes assimilées	24,3	55,6
12 097	8	3	Cessions d'immobilisations financières	26,2	6,2

Equilibre financier

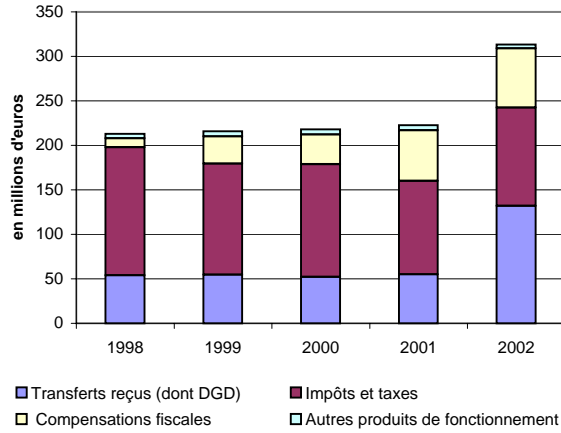


* capacité (besoin si négatif) de financement de la section d'investissement = recettes définitives d'inv. + autofinancement brut - dépenses définitives d'inv.

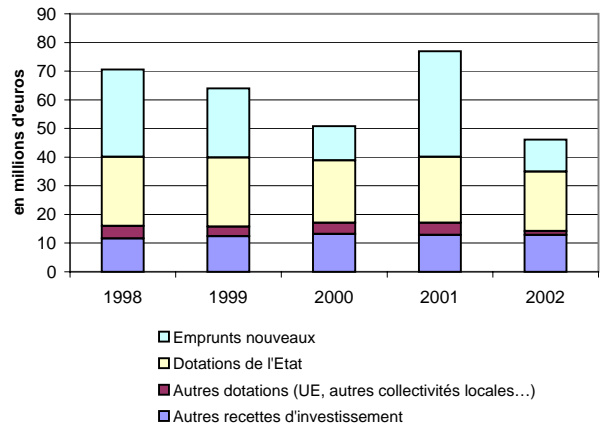
** TRADE : taxe régionale additionnelle aux droits d'enregistrement

*** la tarification indiquée est celle qui est appliquée aux véhicules à propulsion classique

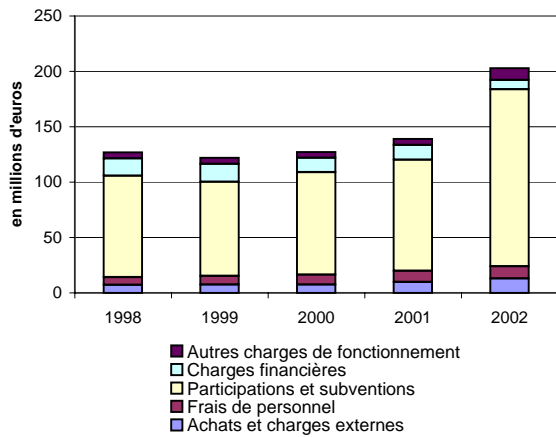
Produits de fonctionnement



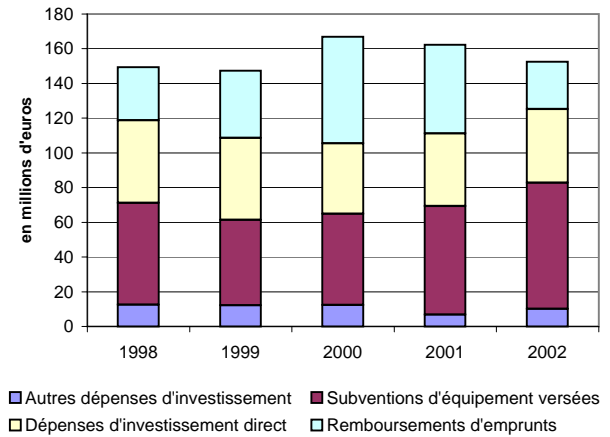
Recettes d'investissement



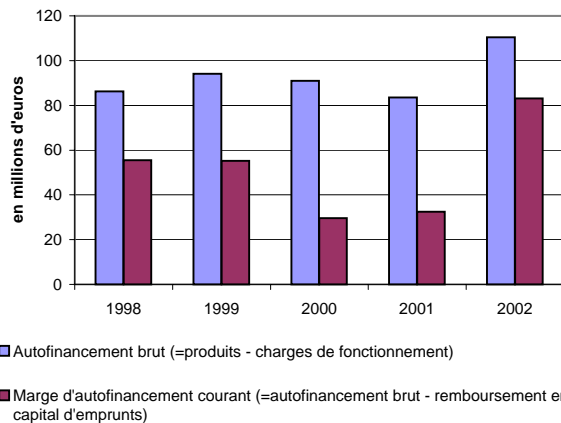
Charges de fonctionnement



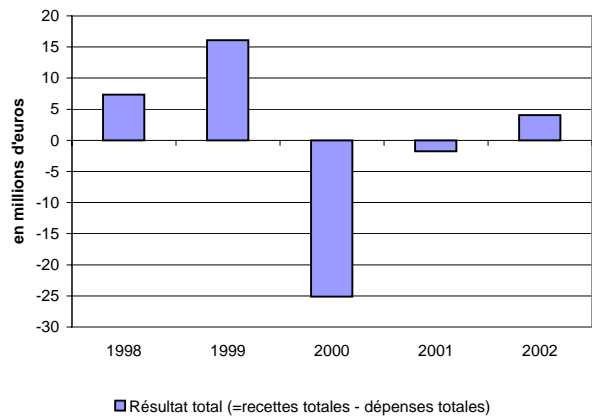
Dépenses d'investissement



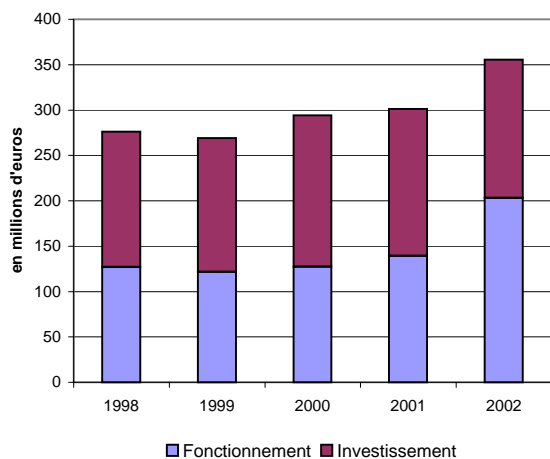
Autofinancement



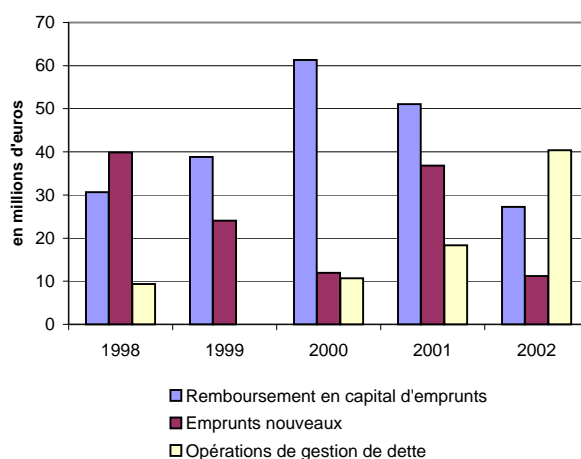
Résultat total



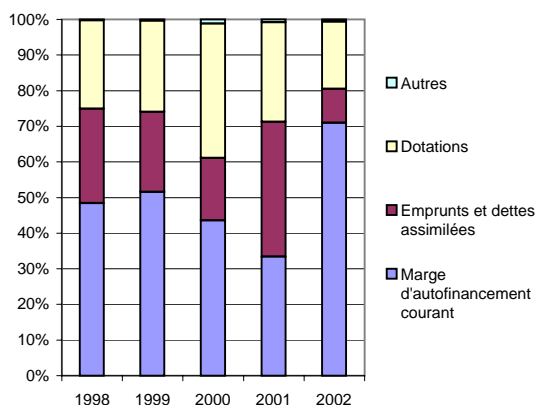
Montant des dépenses par section



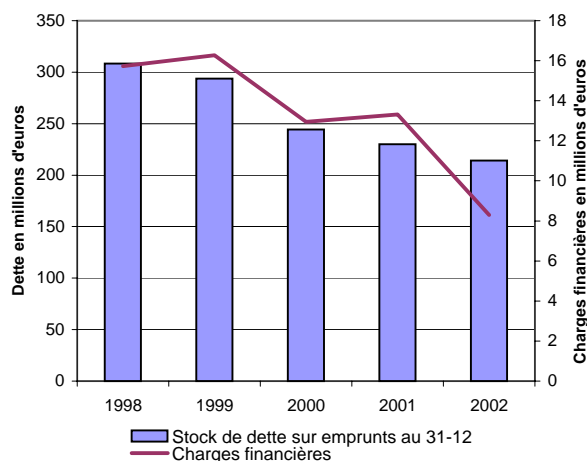
Flux de dette sur emprunts



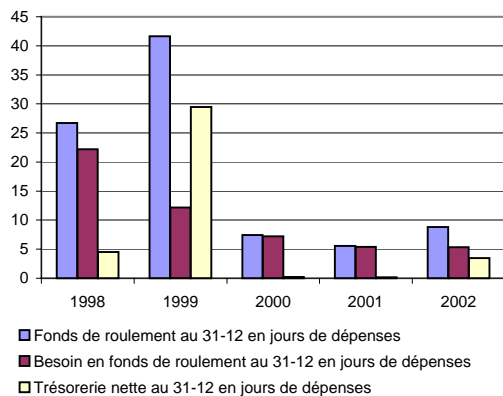
Financement des dépenses définitives d'investissement



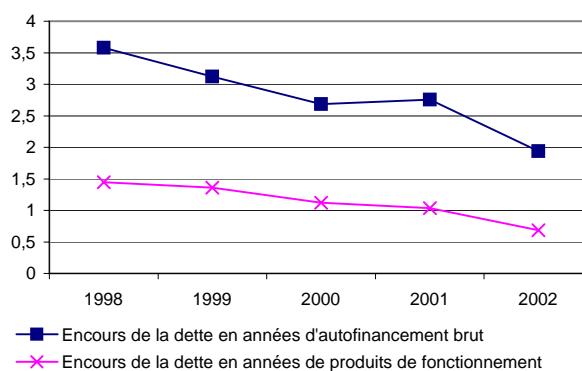
Encours de dette et charges financières



Structure financière en jours de dépenses totales



Poids de la dette sur emprunts rapporté aux ressources



BRETAGNE

fiche 1/4

DEPENSES

Exercice 2002

Strate de comparaison : Métropole hors Ile-de-France et Corse

Population : 2 906 197 habitants

milliers d'euros	en euros/hab.	moy. strate		ratios de structure	moyenne strate
629 040	216	236	Dépenses totales de l'exercice	en % des dépenses totales	
287 328	99	124	Charges de fonctionnement	45,7	52,4
15 265	5	9	Achats et charges externes	2,4	3,9
14 553	5	7	Charges de personnel	2,3	3,1
241 320	83	98	Contingents-participations et allocations-subventions	38,4	41,5
40 566	14	14	<i>dont participations aux charges des ét. d'enseignement</i>	6,4	5,8
81 116	28	31	<i>dont participation à la formation professionnelle</i>	12,9	13,0
6 967	2	5	Intérêts des emprunts (y c. sur lignes de trésorerie)	1,1	2,0
341 712	118	113	Dépenses réelles d'investissement	54,3	47,6
				en % des dépenses d'inv.	
86 244	30	34	Dépenses d'investissement direct	25,2	30,1
11 431	4	5	<i>dont immobilisations corporelles</i>	3,3	4,2
74 437	26	29	<i>dont immobilisations en cours</i>	21,8	25,8
25 397	9	12	<i>dont avance à des tiers pour travaux</i>	7,4	10,8
82 790	28	31	<i>dont : investissements directs en matière d'enseignement</i>	24,2	27,5
209 764	72	55	Subventions d'équipement versées (sauf aux ét d'enseignement)	61,4	49,1
5 762	2	3	Subventions d'équipement aux établissements d'enseignement	1,7	2,7
9 982	3	3	Immobilisations financières	2,9	2,7
17 691	6	17	Remboursement d'emprunts et dettes assimilées	5,2	14,7
			Répartition fonctionnelle des dépenses	en %	
287 328	99	124	Charges de fonctionnement	100,0	100,0
91 335	31	40	Interventions économiques générales (dont transports)	31,8	32,3
90 481	31	35	Int. socio-économiques (dont formation professionnelle et apprentissage)	31,5	27,9
46 821	16	18	Enseignement (dont lycées)	16,3	14,1
14 469	5	6	Personnel permanent	5,0	5,2
8 086	3	5	Service financier	2,8	4,2
36 136	12	20	Autres	12,6	16,3
			Dépenses d'inv. (hors op. sur dettes et créances à long terme)	en %	
301 770	104	92	Dépenses d'inv. (hors op. sur dettes et créances à long terme)	100,0	100,0
117 047	40	39	Enseignement - Formation	38,8	42,8
91 330	31	25	Transports, postes et télécommunications	30,3	27,6
22 517	8	11	Action économique	7,5	11,7
32 540	11	7	Développement rural et aménagement de l'espace naturel	10,8	7,8
10 814	4	2	Développement urbain	3,6	2,3
18 400	6	3	Culture, vie sociale	6,1	3,3
9 122	3	4	Autres	3,0	4,6
			Résultats	en % des produits de fonct.	
206 670	71	73	Autofinancement brut	41,8	37,0
188 979	65	56	Marge d'autofinancement courant	38,3	28,6
-73 566	-25	-4	Capacité (besoin si négatif) de financement de la SI*	-14,9	-2,2
-4 317	-1	2	Résultat de l'exercice	-0,9	1,0
			Dettes	en % des produits de fonct.	
266 086	92	116	Dettes sur emprunts au 31 décembre	53,9	59,2
1 918	1	5	Dettes sans réception de fonds au 31 décembre	0,4	2,5
24 659	8	20	Annuité de la dette totale	5,0	10,3
24 659	8	20	<i>dont annuité de la dette sur emprunts</i>	5,0	10,3
17 691	6	17	<i>dont remboursements en capital d'emprunts</i>	3,6	8,4
6 967	2	5	<i>dont intérêts (y compris sur lignes de trésorerie)</i>	1,4	2,4
0	0	0	<i>dont remboursement de la dette sans réception de fonds</i>	0,0	0,0
			Fonds de roulement et trésorerie	en jours de décaissement	
23 269	8	10	Fonds de roulement au 31-12	13,5	15,4
22 807	8	16	Disponibilités au 31-12	13,2	24,5
19 392	7	14	Trésorerie nette au 31-12	11,3	21,8
0,98		1,59	Ratio de trésorerie immédiate (coefficient)		

BRETAGNE

fiche 2/4

RECETTES

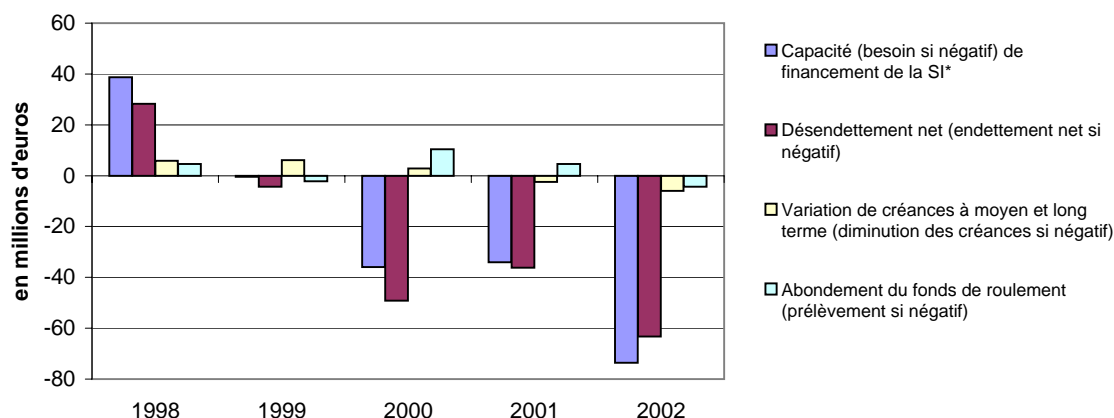
Exercice 2002

Strate de comparaison : Métropole hors Ile-de-France et Corse

Population : 2 906 197 habitants

milliers d'euros	en euros/hab.	moy. strate		ratios de structure	moyenne strate
624 723	215	238	Recettes totales de l'exercice		en % des produits de fonct.
493 999	170	197	Produits de fonctionnement	100,0	100,0
155 620	54	68	Transferts reçus :	31,5	34,8
149 211	51	64	- participations et dotations reçues de l'État	30,2	32,7
53 561	18	22	<i>dont participations</i>	10,8	11,1
89 786	31	42	<i>dont dotation générale de décentralisation</i>	18,2	21,6
6 409	2	4	- autres transferts reçus dont fonds européens	1,3	2,2
136 127	47	55	Impôts locaux	27,6	28,0
135 509	47	46	Attributions fiscales de péréquation-compensation	27,4	23,3
33 803	12	12	<i>dont compensation au titre de la suppression de la TRADE**</i>	6,8	6,3
63 275	22	25	Impôts indirects et autres taxes	12,8	12,9
3	0	0	- <i>taxe sur les permis de conduire</i>	0,0	0,2
63 272	22	25	- <i>taxe sur les certificats d'immatriculation</i>	12,8	12,7
0	0	0	- <i>droit additionnel d'octroi de mer (ROM)</i>	0,0	0,0
0	0	0	- <i>taxe sur les carburants (ROM)</i>	0,0	0,0
0	0	0	- <i>autres impôts indirects (Corse et ROM)</i>	0,0	0,0
			Éléments de fiscalité votée	Taux d'imposition :	
				de la région	de la strate
49 718	17	19	Produit foncier bâti	2,47%	2,48%
326	0	0	Produit foncier non bâti	3,44%	6,04%
81 679	28	35	Produit taxe professionnelle	2,41%	2,31%
0	0	0	Permis de conduire (en euros)	0	21
57 625	20	24	Carte grise (en euros/CV)***	26	27
				% dans total voté des impôts locaux	
130 725	45	42	Recettes réelles d'investissement	% des recettes d'inv.	
28 487	10	12	Dotations et fonds divers (1)	21,8	29,7
9 621	3	4	<i>dont FCTVA</i>	7,4	10,6
18 865	6	8	<i>dont dotation régionale d'équipement scolaire</i>	14,4	19,1
4 159	1	2	Subventions et participations d'équipement reçues (2)	3,2	5,2
28 487	10	13	<i>Dotations, fonds et participations d'État (=sous-ensemble de 1+2)</i>	21,8	30,9
80 936	28	23	Emprunts et dettes assimilées	61,9	55,6
15 986	6	3	Cessions d'immobilisations financières	12,2	6,2

Equilibre financier

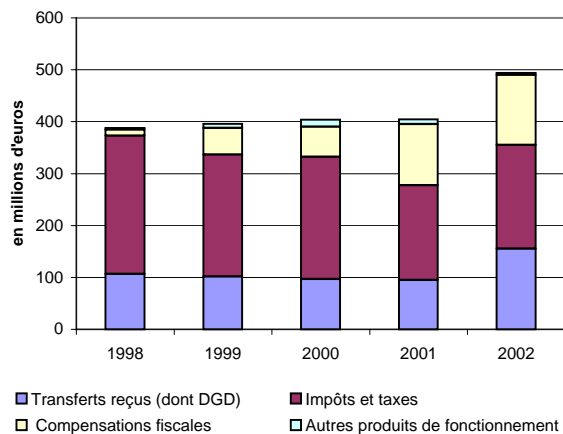


* capacité (besoin si négatif) de financement de la section d'investissement = recettes définitives d'inv. + autofinancement brut - dépenses définitives d'inv.

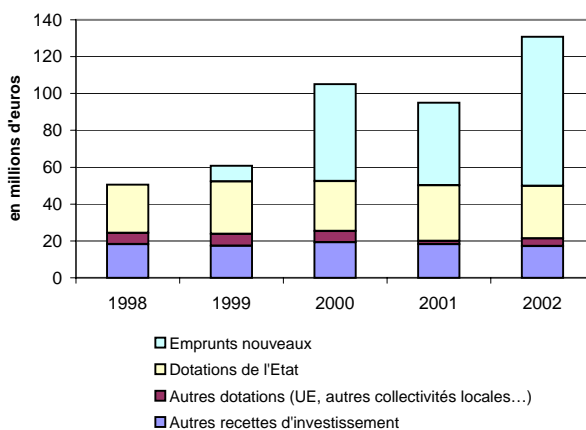
** TRADE : taxe régionale additionnelle aux droits d'enregistrement

*** la tarification indiquée est celle qui est appliquée aux véhicules à propulsion classique

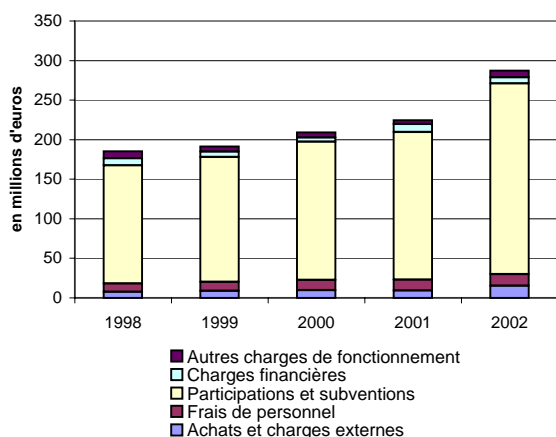
Produits de fonctionnement



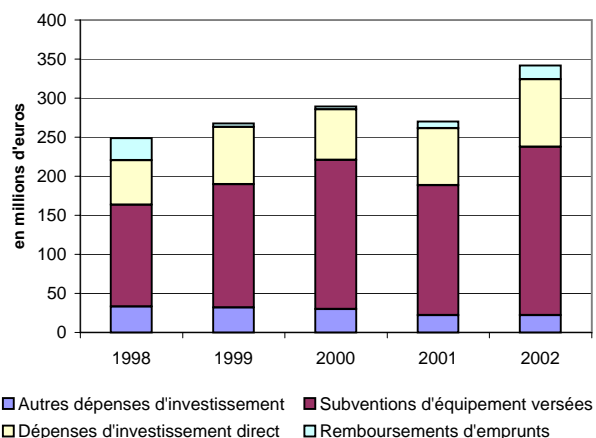
Recettes d'investissement



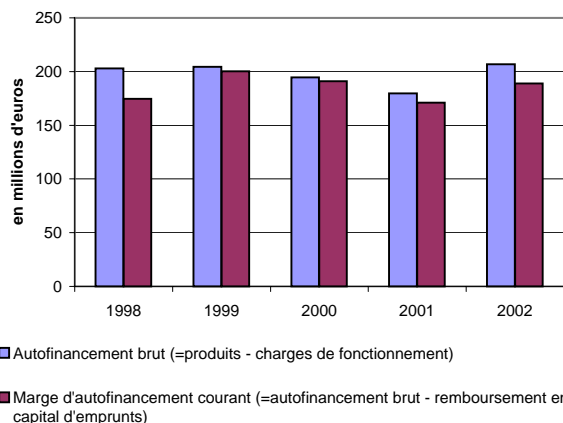
Charges de fonctionnement



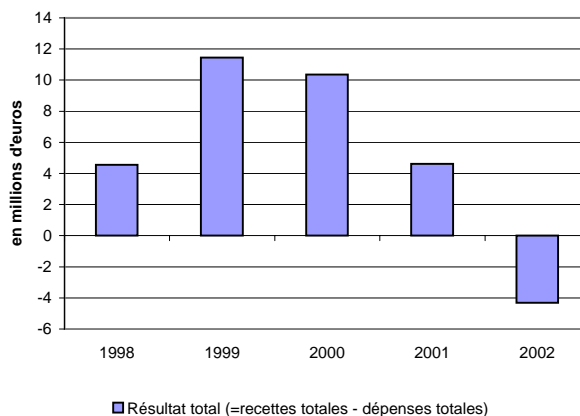
Dépenses d'investissement



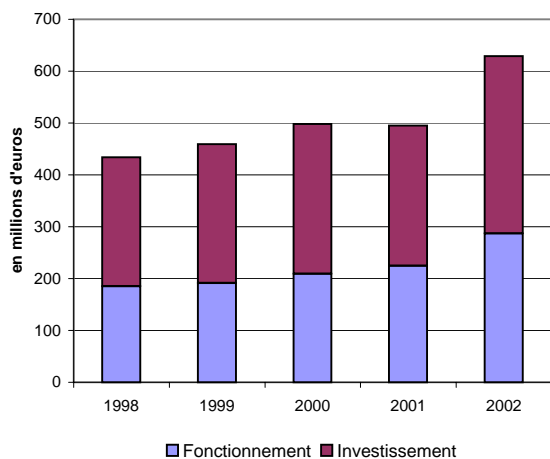
Autofinancement



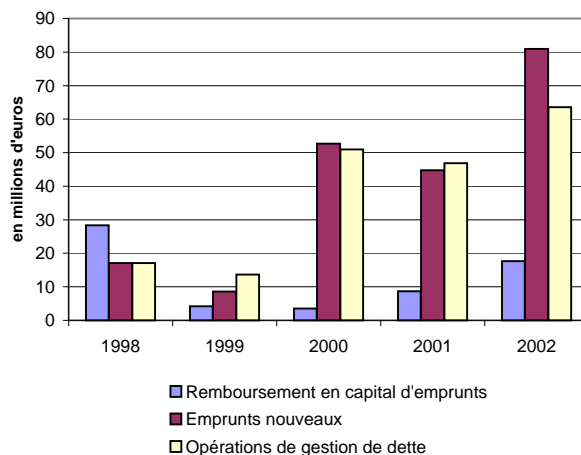
Résultat total



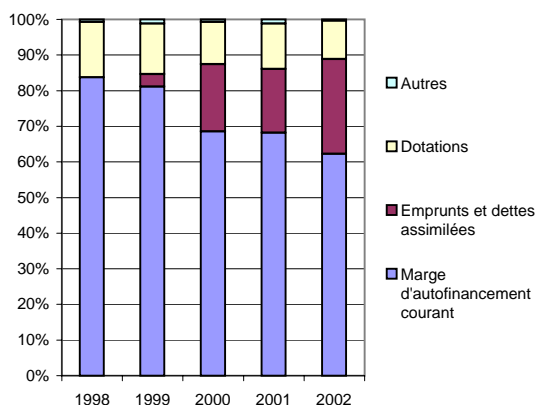
Montant des dépenses par section



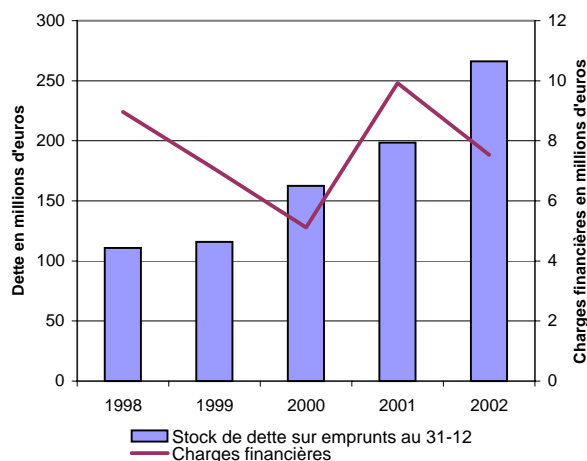
Flux de dette sur emprunts



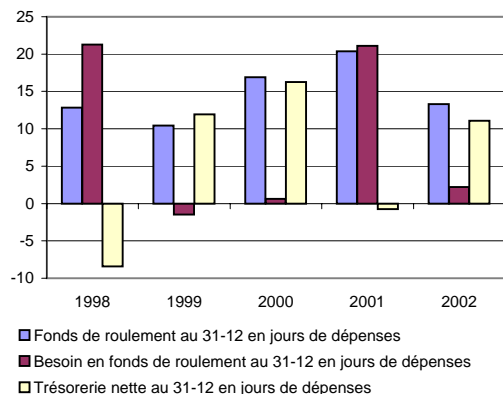
Financement des dépenses définitives d'investissement



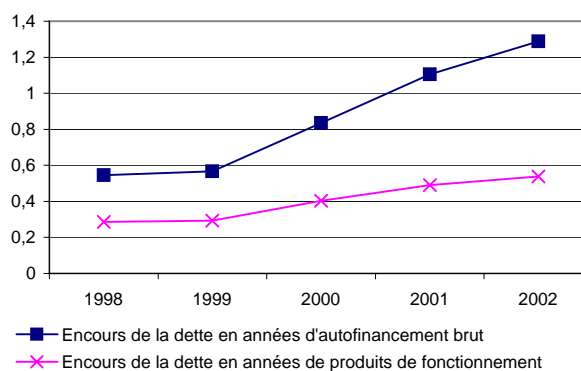
Encours de dette et charges financières



Structure financière en jours de dépenses totales



Poids de la dette sur emprunts rapporté aux ressources



CENTRE

fiche 1/4

DEPENSES

Exercice 2002

Strate de comparaison : Métropole hors Ile-de-France et Corse

Population : 2 440 329 habitants

milliers d'euros	en euros/hab.	moy. strate		ratios de structure	moyenne strate
598 083	245	236	Dépenses totales de l'exercice	en % des dépenses totales	
291 193	119	124	Charges de fonctionnement	48,7	52,4
17 244	7	9	Achats et charges externes	2,9	3,9
15 738	6	7	Charges de personnel	2,6	3,1
243 014	100	98	Contingents-participations et allocations-subventions	40,6	41,5
38 034	16	14	<i>dont participations aux charges des ét. d'enseignement</i>	6,4	5,8
76 792	31	31	<i>dont participation à la formation professionnelle</i>	12,8	13,0
8 177	3	5	Intérêts des emprunts (y c. sur lignes de trésorerie)	1,4	2,0
306 890	126	113	Dépenses réelles d'investissement	51,3	47,6
				en % des dépenses d'inv.	
92 839	38	34	Dépenses d'investissement direct	30,3	30,1
28 165	12	5	<i>dont immobilisations corporelles</i>	9,2	4,2
64 371	26	29	<i>dont immobilisations en cours</i>	21,0	25,8
15 278	6	12	<i>dont avance à des tiers pour travaux</i>	5,0	10,8
88 898	36	31	<i>dont : investissements directs en matière d'enseignement</i>	29,0	27,5
152 808	63	55	Subventions d'équipement versées (sauf aux ét d'enseignement)	49,8	49,1
14	0	3	Subventions d'équipement aux établissements d'enseignement	0,0	2,7
11 611	5	3	Immobilisations financières	3,8	2,7
48 927	20	17	Remboursement d'emprunts et dettes assimilées	15,9	14,7
			Répartition fonctionnelle des dépenses	en %	
291 193	119	124	Charges de fonctionnement	100,0	100,0
93 360	38	40	Interventions économiques générales (dont transports)	32,1	32,3
91 756	38	35	Int. socio-économiques (dont formation professionnelle et apprentissage)	31,5	27,9
40 474	17	18	Enseignement (dont lycées)	13,9	14,1
16 837	7	6	Personnel permanent	5,8	5,2
8 684	4	5	Service financier	3,0	4,2
40 082	16	20	Autres	13,8	16,3
245 661	101	92	Dépenses d'inv. (hors op. sur dettes et créances à long terme)	100,0	100,0
108 174	44	39	Enseignement - Formation	44,0	42,8
57 866	24	25	Transports, postes et télécommunications	23,6	27,6
20 099	8	11	Action économique	8,2	11,7
33 763	14	7	Développement rural et aménagement de l'espace naturel	13,7	7,8
10 980	4	2	Développement urbain	4,5	2,3
10 922	4	3	Culture, vie sociale	4,4	3,3
3 857	2	4	Autres	1,6	4,6
			Résultats	en % des produits de fonct.	
188 658	77	73	Autofinancement brut	39,3	37,0
139 732	57	56	Marge d'autofinancement courant	29,1	28,6
-24 525	-10	-4	Capacité (besoin si négatif) de financement de la SI*	-5,1	-2,2
11 214	5	2	Résultat de l'exercice	2,3	1,0
			Dettes	en % des produits de fonct.	
320 728	131	116	Dettes sur emprunts au 31 décembre	66,8	59,2
601	0	5	Dettes sans réception de fonds au 31 décembre	0,1	2,5
57 103	23	20	Annuité de la dette totale	11,9	10,3
57 103	23	20	<i>dont annuité de la dette sur emprunts</i>	11,9	10,3
48 927	20	17	<i>dont remboursements en capital d'emprunts</i>	10,2	8,4
8 177	3	5	<i>dont intérêts (y compris sur lignes de trésorerie)</i>	1,7	2,4
0	0	0	<i>dont remboursement de la dette sans réception de fonds</i>	0,0	0,0
			Fonds de roulement et trésorerie	en jours de décaissement	
46 439	19	10	Fonds de roulement au 31-12	28,3	15,4
83 922	34	16	Disponibilités au 31-12	51,2	24,5
83 922	34	14	Trésorerie nette au 31-12	51,2	21,8
1,33		1,59	Ratio de trésorerie immédiate (coefficient)		

CENTRE

fiche 2/4

RECETTES

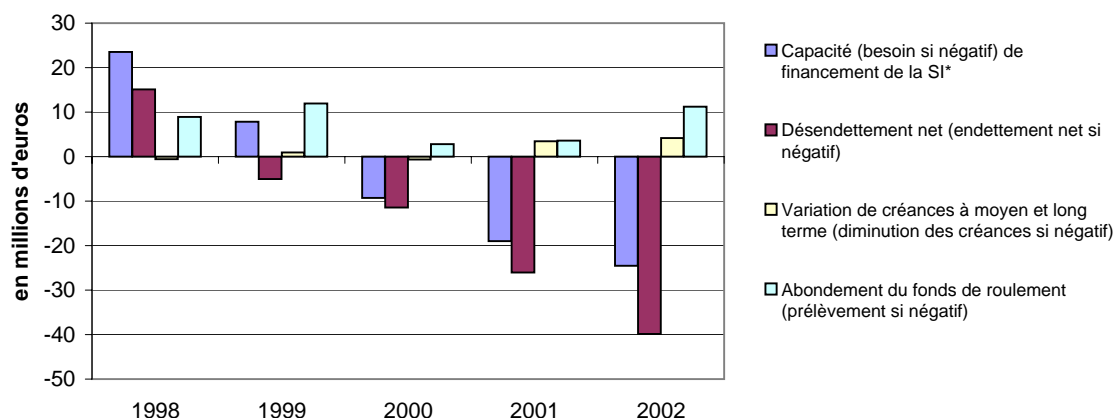
Exercice 2002

Strate de comparaison : Métropole hors Ile-de-France et Corse

Population : 2 440 329 habitants

milliers d'euros	en euros/hab.	moy. strate		ratios de structure		moyenne strate
609 297	250	238	Recettes totales de l'exercice			en % des produits de fonct.
479 851	197	197	Produits de fonctionnement			100,0 100,0
161 328	66	68	Transferts reçus :			33,6 34,8
155 590	64	64	- participations et dotations reçues de l'État			32,4 32,7
48 340	20	22	<i>dont participations</i>			10,1 11,1
107 250	44	42	<i>dont dotation générale de décentralisation</i>			22,4 21,6
5 738	2	4	- autres transferts reçus dont fonds européens			1,2 2,2
142 174	58	55	Impôts locaux			29,6 28,0
125 601	51	46	Attributions fiscales de péréquation-compensation			26,2 23,3
29 587	12	12	<i>dont compensation au titre de la suppression de la TRADE**</i>			6,2 6,3
45 588	19	25	Impôts indirects et autres taxes			9,5 12,9
0	0	0	- <i>taxe sur les permis de conduire</i>			0,0 0,2
45 588	19	25	- <i>taxe sur les certificats d'immatriculation</i>			9,5 12,7
0	0	0	- <i>droit additionnel d'octroi de mer (ROM)</i>			0,0 0,0
0	0	0	- <i>taxe sur les carburants (ROM)</i>			0,0 0,0
0	0	0	- <i>autres impôts indirects (Corse et ROM)</i>			0,0 0,0
			Eléments de fiscalité votée			
			Taux d'imposition :			
			de la région	de la strate	% dans total voté des impôts locaux	
52 039	21	19	3,00%	2,48%	37,4	35,3
548	0	0	7,45%	6,04%	0,4	0,5
86 703	36	35	2,29%	2,31%	62,2	59,3
0	0	0	0	21		
45 588	19	24	21	27		
			Recettes réelles d'investissement			% des recettes d'inv.
129 446	53	42	Dotations et fonds divers (1)			24,0 29,7
31 005	13	12	<i>dont FCTVA</i>			8,9 10,6
11 544	5	4	<i>dont dotation régionale d'équipement scolaire</i>			15,0 19,1
19 461	8	8	Subventions et participations d'équipement reçues (2)			0,8 5,2
1 012	0	2	<i>Dotations, fonds et participations d'État (=sous-ensemble de 1+2)</i>			24,0 30,9
31 058	13	13	Emprunts et dettes assimilées			68,6 55,6
88 812	36	23	Cessions d'immobilisations financières			5,8 6,2
7 464	3	3				

Equilibre financier

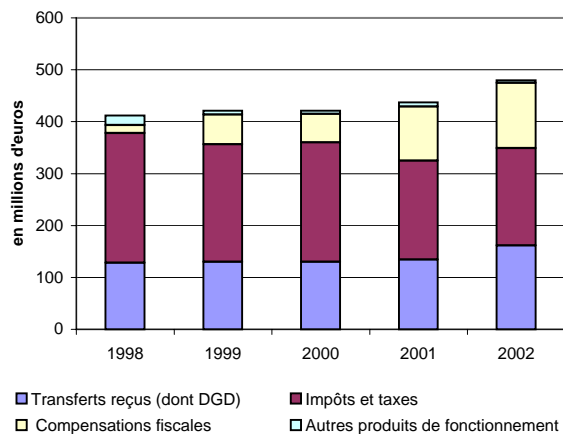


* capacité (besoin si négatif) de financement de la section d'investissement = recettes définitives d'inv. + autofinancement brut - dépenses définitives d'inv.

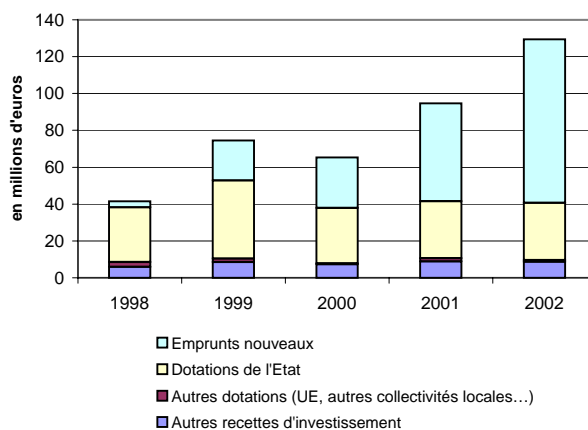
** TRADE : taxe régionale additionnelle aux droits d'enregistrement

*** la tarification indiquée est celle qui est appliquée aux véhicules à propulsion classique

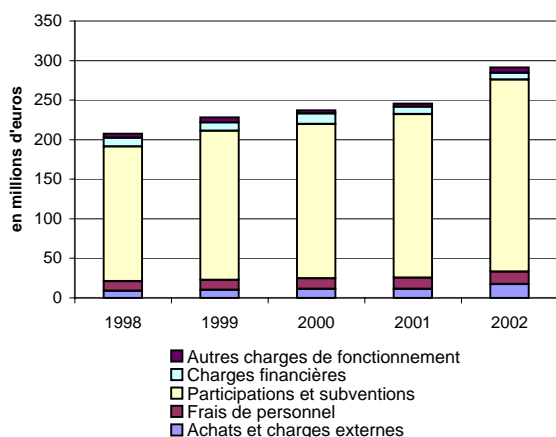
Produits de fonctionnement



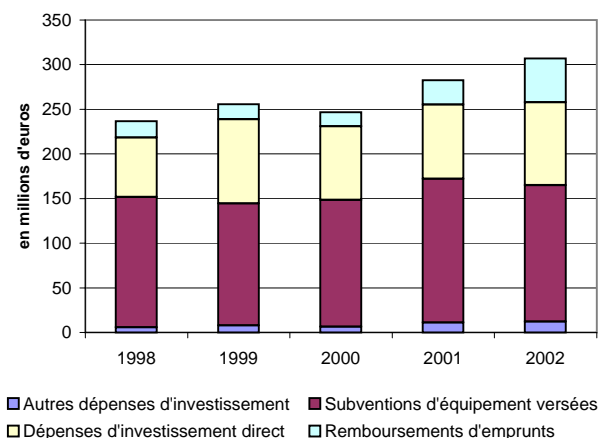
Recettes d'investissement



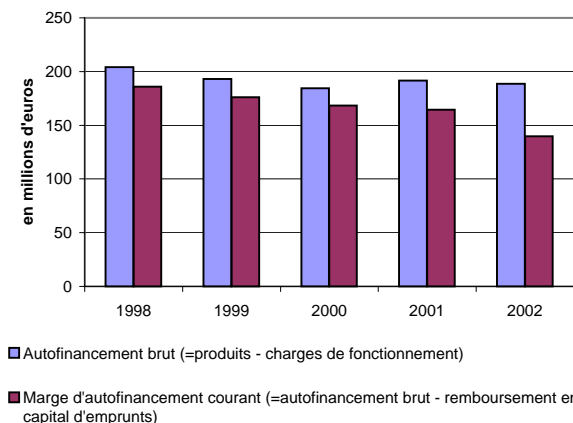
Charges de fonctionnement



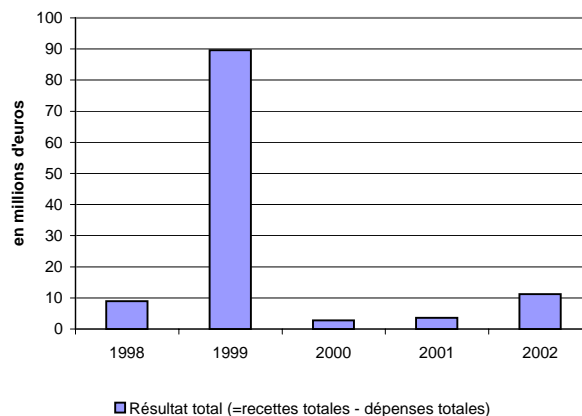
Dépenses d'investissement



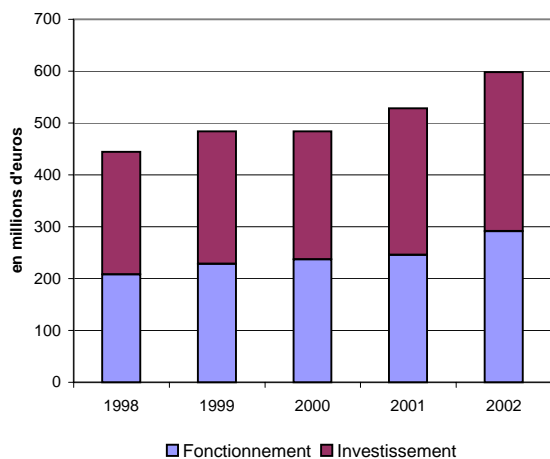
Autofinancement



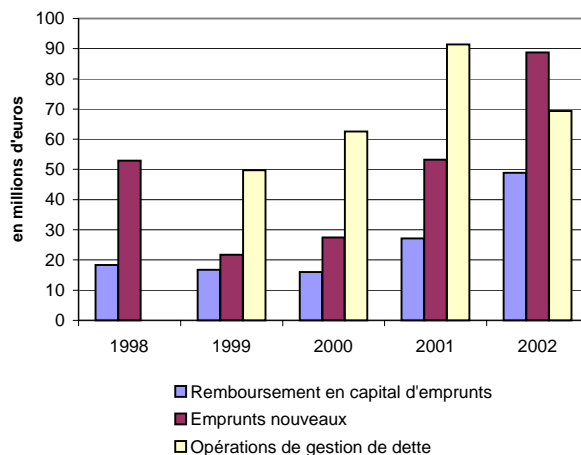
Résultat total



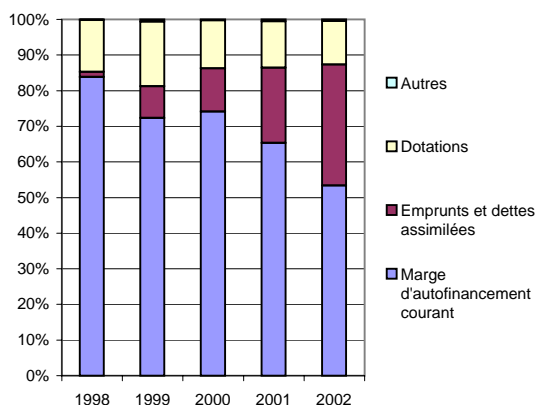
Montant des dépenses par section



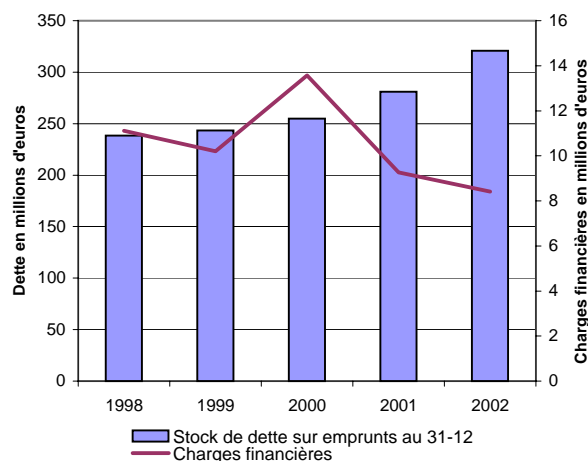
Flux de dette sur emprunts



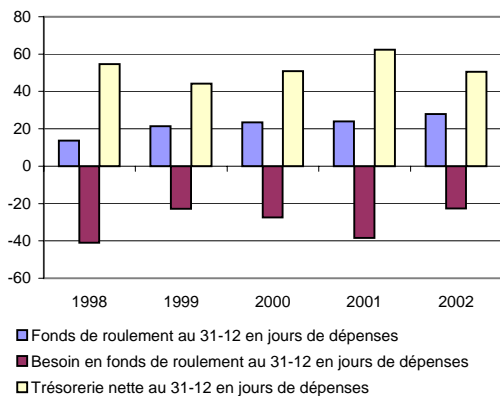
Financement des dépenses définitives d'investissement



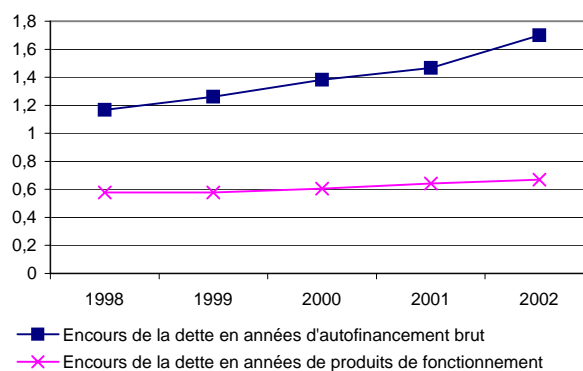
Encours de dette et charges financières



Structure financière en jours de dépenses totales



Poids de la dette sur emprunts rapporté aux ressources



CHAMPAGNE-ARDENNE

fiche 1/4

DEPENSES

Exercice 2002

Strate de comparaison : Métropole hors Ile-de-France et Corse

Population : 1 342 363 habitants

milliers d'euros	en euros/hab.	moy. strate		ratios de structure	moyenne strate
371 758	277	236	Dépenses totales de l'exercice	en % des dépenses totales	
163 745	122	124	Charges de fonctionnement	44,0	52,4
7 466	6	9	Achats et charges externes	2,0	3,9
8 079	6	7	Charges de personnel	2,2	3,1
137 360	102	98	Contingents-participations et allocations-subventions	36,9	41,5
21 875	16	14	<i>dont participations aux charges des ét. d'enseignement</i>	5,9	5,8
47 564	35	31	<i>dont participation à la formation professionnelle</i>	12,8	13,0
3 324	2	5	Intérêts des emprunts (y c. sur lignes de trésorerie)	0,9	2,0
208 013	155	113	Dépenses réelles d'investissement	56,0	47,6
				en % des dépenses d'inv.	
58 687	44	34	Dépenses d'investissement direct	28,2	30,1
3 555	3	5	<i>dont immobilisations corporelles</i>	1,7	4,2
54 957	41	29	<i>dont immobilisations en cours</i>	26,4	25,8
26 078	19	12	<i>dont avance à des tiers pour travaux</i>	12,5	10,8
57 604	43	31	<i>dont : investissements directs en matière d'enseignement</i>	27,7	27,5
104 629	78	55	Subventions d'équipement versées (sauf aux ét d'enseignement)	50,3	49,1
1 867	1	3	Subventions d'équipement aux établissements d'enseignement	0,9	2,7
3 809	3	3	Immobilisations financières	1,8	2,7
38 983	29	17	Remboursement d'emprunts et dettes assimilées	18,7	14,7
			Répartition fonctionnelle des dépenses	en %	
163 745	122	124	Charges de fonctionnement	100,0	100,0
54 280	40	40	Interventions économiques générales (dont transports)	33,1	32,3
48 223	36	35	Int. socio-économiques (dont formation professionnelle et apprentissage)	29,5	27,9
32 524	24	18	Enseignement (dont lycées)	19,9	14,1
8 081	6	6	Personnel permanent	4,9	5,2
3 791	3	5	Service financier	2,3	4,2
16 846	13	20	Autres	10,3	16,3
165 183	123	92	Dépenses d'inv. (hors op. sur dettes et créances à long terme)	100,0	100,0
76 882	57	39	Enseignement - Formation	46,5	42,8
36 599	27	25	Transports, postes et télécommunications	22,2	27,6
24 449	18	11	Action économique	14,8	11,7
15 215	11	7	Développement rural et aménagement de l'espace naturel	9,2	7,8
6 138	5	2	Développement urbain	3,7	2,3
1 438	1	3	Culture, vie sociale	0,9	3,3
4 462	3	4	Autres	2,7	4,6
			Résultats	en % des produits de fonct.	
107 539	80	73	Autofinancement brut	39,6	37,0
68 555	51	56	Marge d'autofinancement courant	25,3	28,6
-31 045	-23	-4	Capacité (besoin si négatif) de financement de la SI*	-11,4	-2,2
569	0	2	Résultat de l'exercice	0,2	1,0
			Dettes	en % des produits de fonct.	
121 223	90	116	Dettes sur emprunts au 31 décembre	44,7	59,2
0	0	5	Dettes sans réception de fonds au 31 décembre	0,0	2,5
42 307	32	20	Annuité de la dette totale	15,6	10,3
42 307	32	20	<i>dont annuité de la dette sur emprunts</i>	15,6	10,3
38 983	29	17	<i>dont remboursements en capital d'emprunts</i>	14,4	8,4
3 324	2	5	<i>dont intérêts (y compris sur lignes de trésorerie)</i>	1,2	2,4
0	0	0	<i>dont remboursement de la dette sans réception de fonds</i>	0,0	0,0
			Fonds de roulement et trésorerie	en jours de décaissement	
11 696	9	10	Fonds de roulement au 31-12	11,5	15,4
5 317	4	16	Disponibilités au 31-12	5,2	24,5
5 317	4	14	Trésorerie nette au 31-12	5,2	21,8
5,66		1,59	Ratio de trésorerie immédiate (coefficient)		

CHAMPAGNE-ARDENNE

fiche 2/4

RECETTES

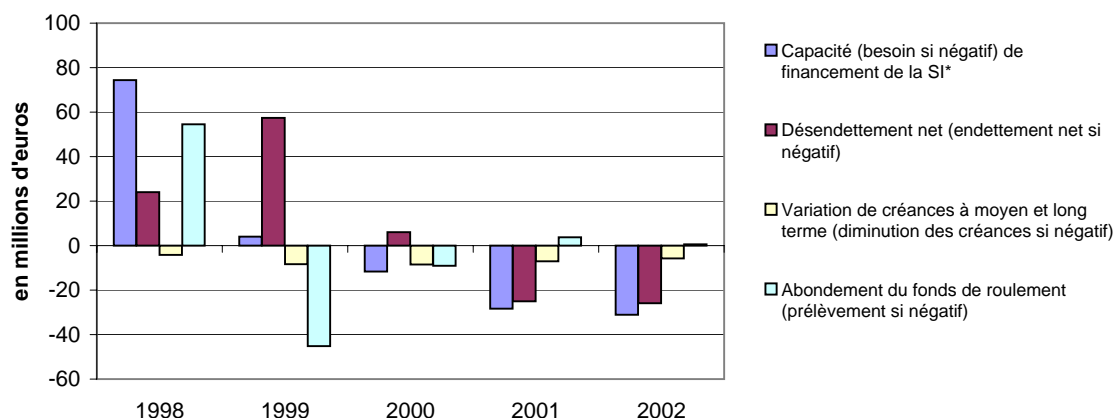
Exercice 2002

Strate de comparaison : Métropole hors Ile-de-France et Corse

Population : 1 342 363 habitants

milliers d'euros	en euros/hab.	moy. strate		ratios de structure	moyenne strate
372 326	277	238	Recettes totales de l'exercice		en % des produits de fonct.
271 283	202	197	Produits de fonctionnement	100,0	100,0
102 625	76	68	Transferts reçus :	37,8	34,8
98 453	73	64	- participations et dotations reçues de l'État	36,3	32,7
31 131	23	22	<i>dont participations</i>	11,5	11,1
67 322	50	42	<i>dont dotation générale de décentralisation</i>	24,8	21,6
4 172	3	4	- autres transferts reçus dont fonds européens	1,5	2,2
70 060	52	55	Impôts locaux	25,8	28,0
60 344	45	46	Attributions fiscales de péréquation-compensation	22,2	23,3
13 802	10	12	<i>dont compensation au titre de la suppression de la TRADE**</i>	5,1	6,3
34 660	26	25	Impôts indirects et autres taxes	12,8	12,9
562	0	0	- <i>taxe sur les permis de conduire</i>	0,2	0,2
34 098	25	25	- <i>taxe sur les certificats d'immatriculation</i>	12,6	12,7
0	0	0	- <i>droit additionnel d'octroi de mer (ROM)</i>	0,0	0,0
0	0	0	- <i>taxe sur les carburants (ROM)</i>	0,0	0,0
0	0	0	- <i>autres impôts indirects (Corse et ROM)</i>	0,0	0,0
			Éléments de fiscalité votée	Taux d'imposition :	
				de la région	de la strate
26 268	20	19	Produit foncier bâti	2,92%	2,48%
134	0	0	Produit foncier non bâti	3,86%	6,04%
42 910	32	35	Produit taxe professionnelle	1,90%	2,31%
610	0	0	Permis de conduire (en euros)	23	21
35 368	26	24	Carte grise (en euros/CV)***	27	27
				% dans total voté des impôts locaux	
101 043	75	42	Recettes réelles d'investissement	% des recettes d'inv.	
23 183	17	12	Dotations et fonds divers (1)	22,9	29,7
7 108	5	4	<i>dont FCTVA</i>	7,0	10,6
16 075	12	8	<i>dont dotation régionale d'équipement scolaire</i>	15,9	19,1
2 986	2	2	Subventions et participations d'équipement reçues (2)	3,0	5,2
23 283	17	13	<i>Dotations, fonds et participations d'État (=sous-ensemble de 1+2)</i>	23,0	30,9
64 859	48	23	Emprunts et dettes assimilées	64,2	55,6
9 547	7	3	Cessions d'immobilisations financières	9,4	6,2

Equilibre financier

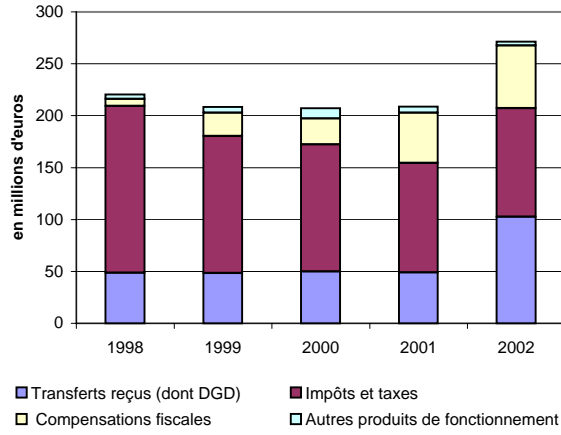


* capacité (besoin si négatif) de financement de la section d'investissement = recettes définitives d'inv. + autofinancement brut - dépenses définitives d'inv.

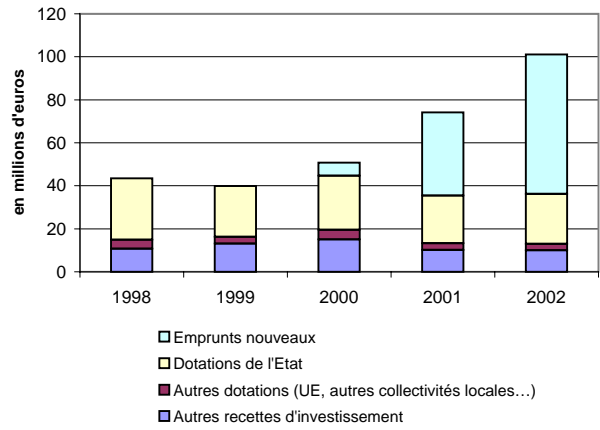
** TRADE : taxe régionale additionnelle aux droits d'enregistrement

*** la tarification indiquée est celle qui est appliquée aux véhicules à propulsion classique

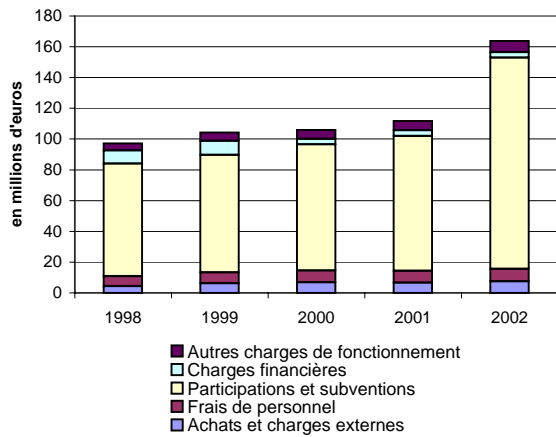
Produits de fonctionnement



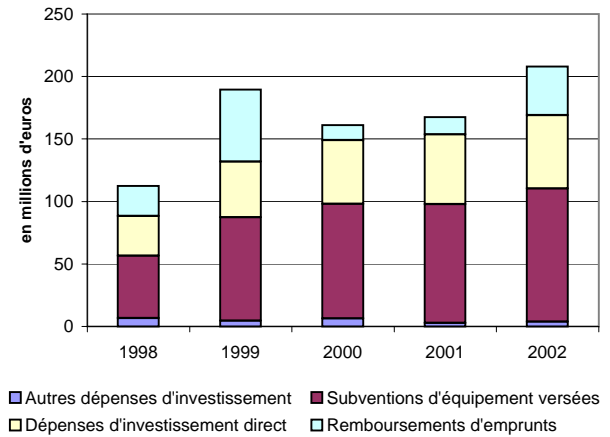
Recettes d'investissement



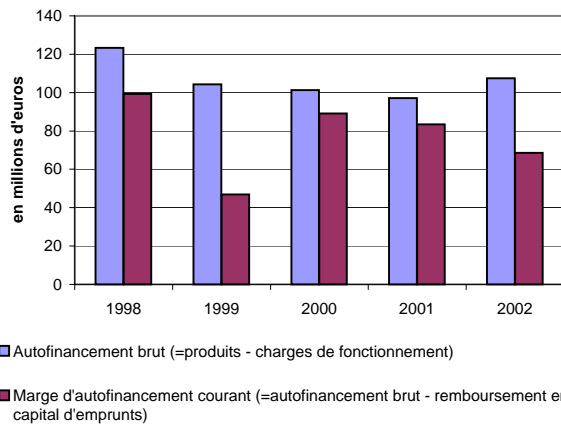
Charges de fonctionnement



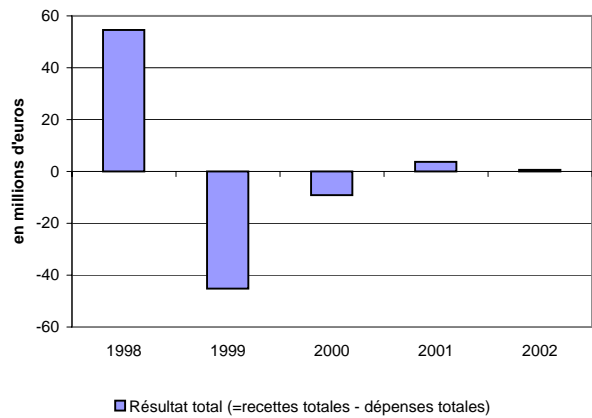
Dépenses d'investissement



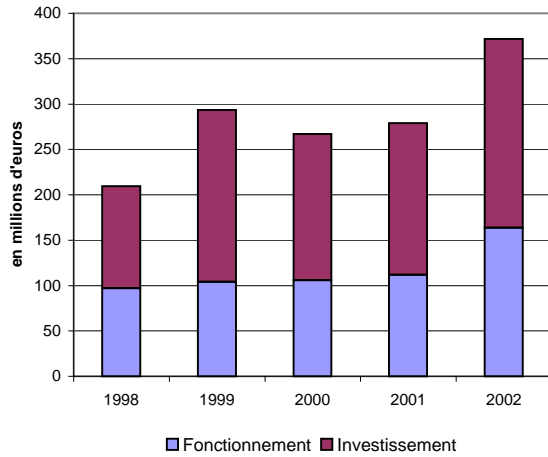
Autofinancement



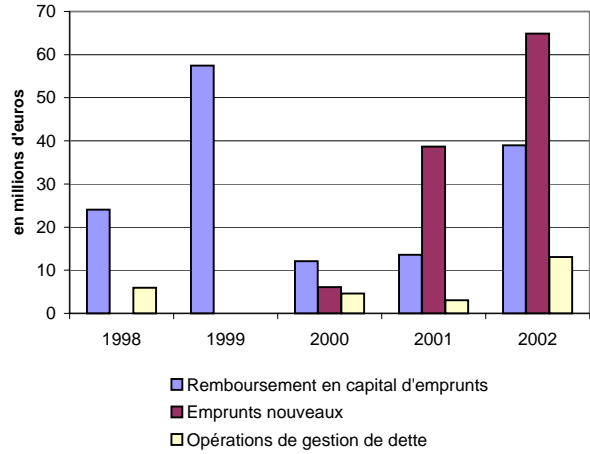
Résultat total



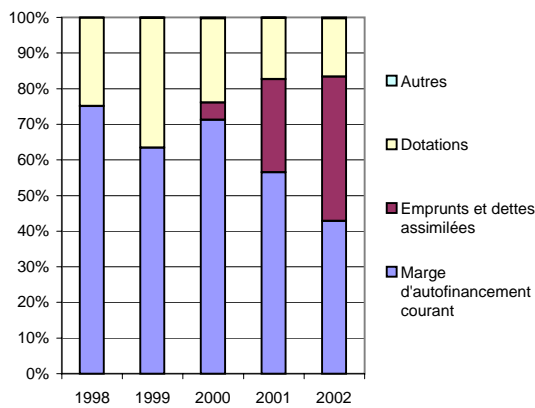
Montant des dépenses par section



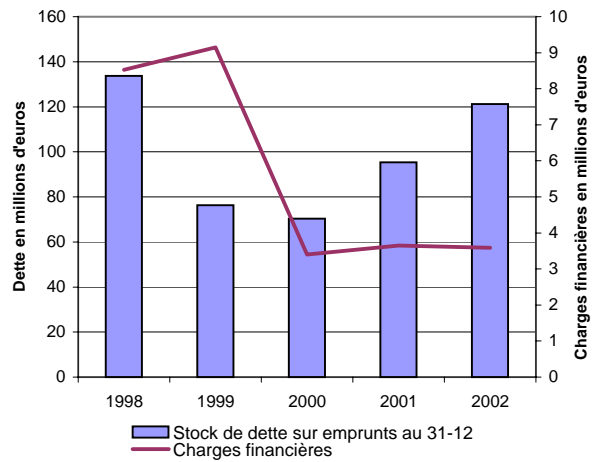
Flux de dette sur emprunts



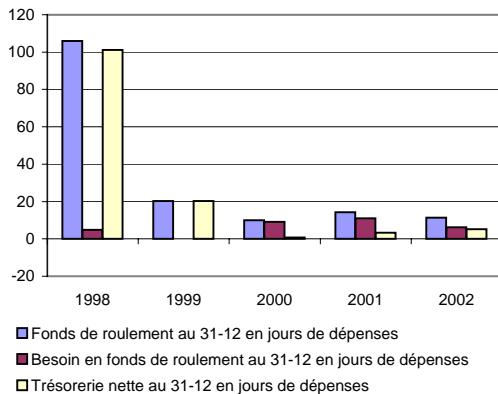
Financement des dépenses définitives d'investissement



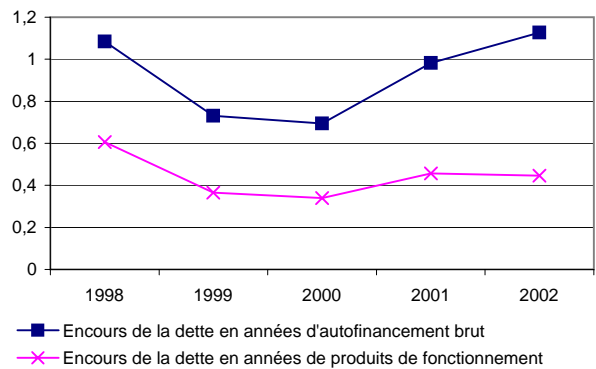
Encours de dette et charges financières



Structure financière en jours de dépenses totales



Poids de la dette sur emprunts rapporté aux ressources



CORSE

fiche 1/4

DEPENSES

Exercice 2002

Strate de comparaison : Métropole hors Ile-de-France et Corse

Population : 260 196 habitants

milliers d'euros	en euros/hab.	moy. strate		ratios de structure	moyenne strate
419 873	1614	236	Dépenses totales de l'exercice	en % des dépenses totales	
317 048	1218	124	Charges de fonctionnement	75,5	52,4
14 060	54	9	Achats et charges externes	3,3	3,9
13 729	53	7	Charges de personnel	3,3	3,1
280 947	1080	98	Contingents-participations et allocations-subventions	66,9	41,5
7 500	29	14	<i>dont participations aux charges des ét. d'enseignement</i>	1,8	5,8
11 350	44	31	<i>dont participation à la formation professionnelle</i>	2,7	13,0
4 138	16	5	Intérêts des emprunts (y c. sur lignes de trésorerie)	1,0	2,0
102 825	395	113	Dépenses réelles d'investissement	24,5	47,6
				en % des dépenses d'inv.	
43 071	166	34	Dépenses d'investissement direct	41,9	30,1
5 252	20	5	<i>dont immobilisations corporelles</i>	5,1	4,2
37 818	145	29	<i>dont immobilisations en cours</i>	36,8	25,8
0	0	12	<i>dont avance à des tiers pour travaux</i>	0,0	10,8
7 188	28	31	<i>dont : investissements directs en matière d'enseignement</i>	7,0	27,5
46 757	180	55	Subventions d'équipement versées (sauf aux ét d'enseignement)	45,5	49,1
1 125	4	3	Subventions d'équipement aux établissements d'enseignement	1,1	2,7
1 422	5	3	Immobilisations financières	1,4	2,7
9 042	35	17	Remboursement d'emprunts et dettes assimilées	8,8	14,7
			Répartition fonctionnelle des dépenses	en %	
317 048	1218	124	Charges de fonctionnement	100,0	100,0
219 384	843	40	Interventions économiques générales (dont transports)	69,2	32,3
21 735	84	35	Int. socio-économiques (dont formation professionnelle et apprentissage)	6,9	27,9
10 238	39	18	Enseignement (dont lycées)	3,2	14,1
13 652	52	6	Personnel permanent	4,3	5,2
4 163	16	5	Service financier	1,3	4,2
47 876	184	20	Autres	15,1	16,3
			Dépenses d'inv. (hors op. sur dettes et créances à long terme)	en %	
90 952	350	92	Dépenses d'inv. (hors op. sur dettes et créances à long terme)	100,0	100,0
9 596	37	39	Enseignement - Formation	10,6	42,8
34 410	132	25	Transports, postes et télécommunications	37,8	27,6
15 560	60	11	Action économique	17,1	11,7
7 042	27	7	Développement rural et aménagement de l'espace naturel	7,7	7,8
630	2	2	Développement urbain	0,7	2,3
5 978	23	3	Culture, vie sociale	6,6	3,3
17 736	68	4	Autres	19,5	4,6
			Résultats	en % des produits de fonct.	
49 110	189	73	Autofinancement brut	13,4	37,0
40 068	154	56	Marge d'autofinancement courant	10,9	28,6
-14 380	-55	-4	Capacité (besoin si négatif) de financement de la SI*	-3,9	-2,2
-21 079	-81	2	Résultat de l'exercice	-5,8	1,0
			Dettes	en % des produits de fonct.	
88 196	339	116	Dettes sur emprunts au 31 décembre	24,1	59,2
0	0	5	Dettes sans réception de fonds au 31 décembre	0,0	2,5
13 180	51	20	Annuité de la dette totale	3,6	10,3
13 180	51	20	<i>dont annuité de la dette sur emprunts</i>	3,6	10,3
9 042	35	17	<i>dont remboursements en capital d'emprunts</i>	2,5	8,4
4 138	16	5	<i>dont intérêts (y compris sur lignes de trésorerie)</i>	1,1	2,4
0	0	0	<i>dont remboursement de la dette sans réception de fonds</i>	0,0	0,0
			Fonds de roulement et trésorerie	en jours de décaissement	
3 709	14	10	Fonds de roulement au 31-12	3,2	15,4
65 637	252	16	Disponibilités au 31-12	57,1	24,5
63 857	245	14	Trésorerie nette au 31-12	55,5	21,8
0,96		1,59	Ratio de trésorerie immédiate (coefficient)		

CORSE

fiche 2/4

RECETTES

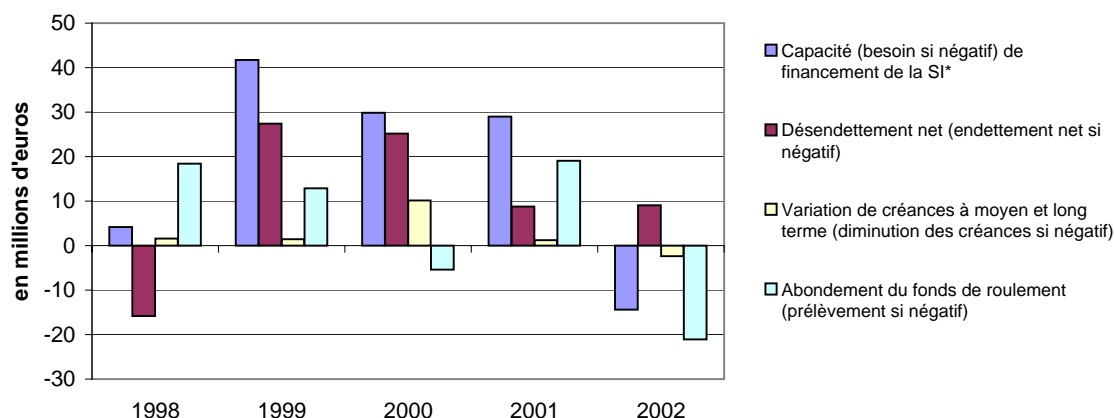
Exercice 2002

Strate de comparaison : Métropole hors Ile-de-France et Corse

Population : 260 196 habitants

milliers d'euros	en euros/hab.	moy. strate		ratios de structure	moyenne strate
398 794	1533	238	Recettes totales de l'exercice		en % des produits de fonct.
366 159	1407	197	Produits de fonctionnement	100,0	100,0
257 967	991	68	Transferts reçus :	70,5	34,8
249 046	957	64	- participations et dotations reçues de l'État	68,0	32,7
8 599	33	22	<i>dont participations</i>	2,3	11,1
233 559	898	42	<i>dont dotation générale de décentralisation</i>	63,8	21,6
8 921	34	4	- autres transferts reçus dont fonds européens	2,4	2,2
1 890	7	55	Impôts locaux	0,5	28,0
20 122	77	46	Attributions fiscales de péréquation-compensation	5,5	23,3
142	1	12	<i>dont compensation au titre de la suppression de la TRADE**</i>	0,0	6,3
85 519	329	25	Impôts indirects et autres taxes	23,4	12,9
224	1	0	- <i>taxe sur les permis de conduire</i>	0,1	0,2
5 301	20	25	- <i>taxe sur les certificats d'immatriculation</i>	1,4	12,7
0	0	0	- <i>droit additionnel d'octroi de mer (ROM)</i>	0,0	0,0
21 625	83	0	- <i>taxe sur les carburants (ROM)</i>	5,9	0,0
31 532	121	0	- <i>autres impôts indirects (Corse et ROM)</i>	8,6	0,0
			Éléments de fiscalité votée	Taux d'imposition :	
				de la région	de la strate
2 277	9	19	Produit foncier bâti	1,02%	2,48%
79	0	0	Produit foncier non bâti	6,24%	6,04%
0	0	35	Produit taxe professionnelle	0,00%	2,31%
165	1	0	Permis de conduire (en euros)	33	21
5 096	20	24	Carte grise (en euros/CV)***	16	27
				% dans total voté des impôts locaux	
32 635	125	42	Recettes réelles d'investissement	% des recettes d'inv.	
9 907	38	12	Dotations et fonds divers (1)	30,4	29,7
9 907	38	4	<i>dont FCTVA</i>	30,4	10,6
0	0	8	<i>dont dotation régionale d'équipement scolaire</i>	0,0	19,1
18 902	73	2	Subventions et participations d'équipement reçues (2)	57,9	5,2
17 851	69	13	<i>Dotations, fonds et participations d'État (=sous-ensemble de 1+2)</i>	54,7	30,9
1	0	23	Emprunts et dettes assimilées	0,0	55,6
3 765	14	3	Cessions d'immobilisations financières	11,5	6,2

Equilibre financier

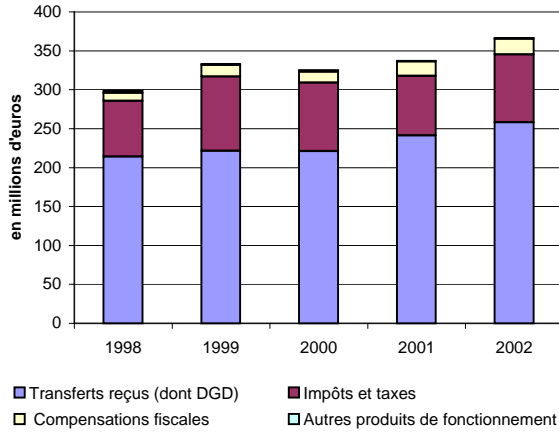


* capacité (besoin si négatif) de financement de la section d'investissement = recettes définitives d'inv. + autofinancement brut - dépenses définitives d'inv.

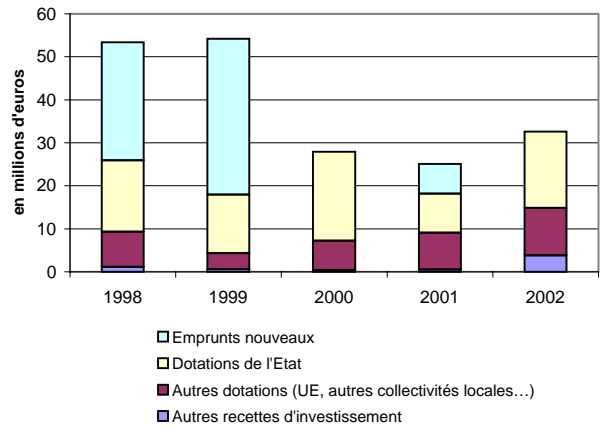
** TRADE : taxe régionale additionnelle aux droits d'enregistrement

*** la tarification indiquée est celle qui est appliquée aux véhicules à propulsion classique

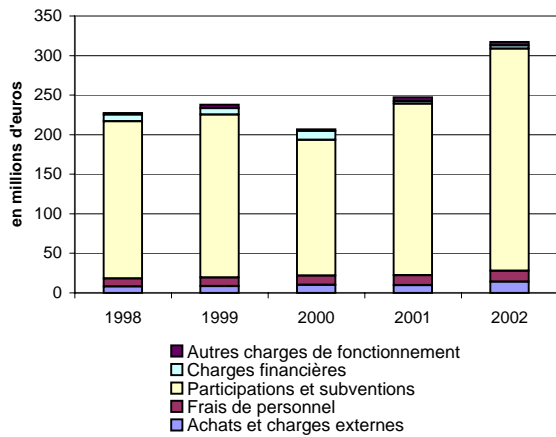
Produits de fonctionnement



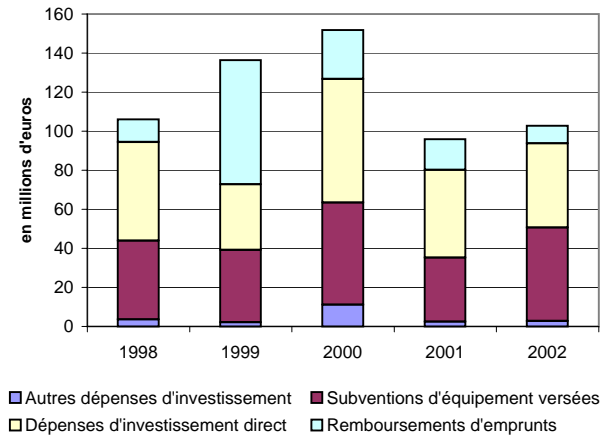
Recettes d'investissement



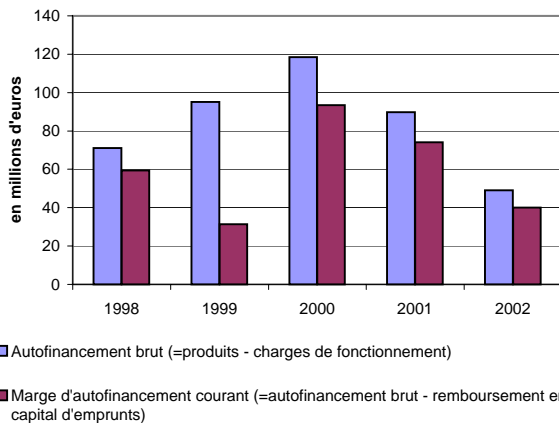
Charges de fonctionnement



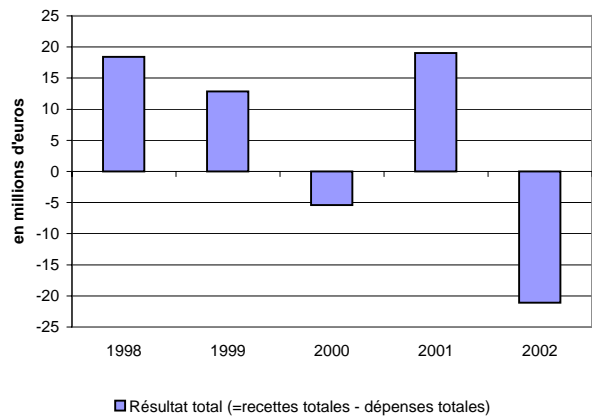
Dépenses d'investissement



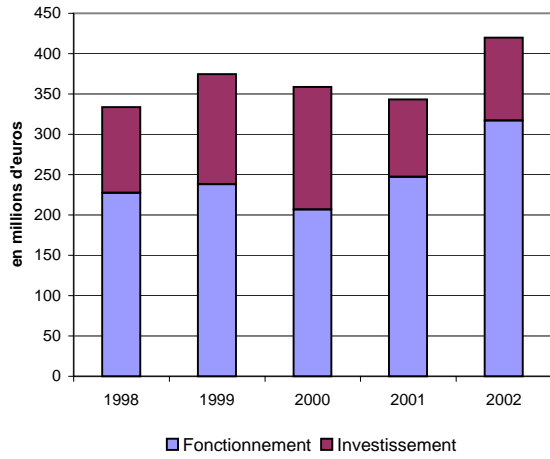
Autofinancement



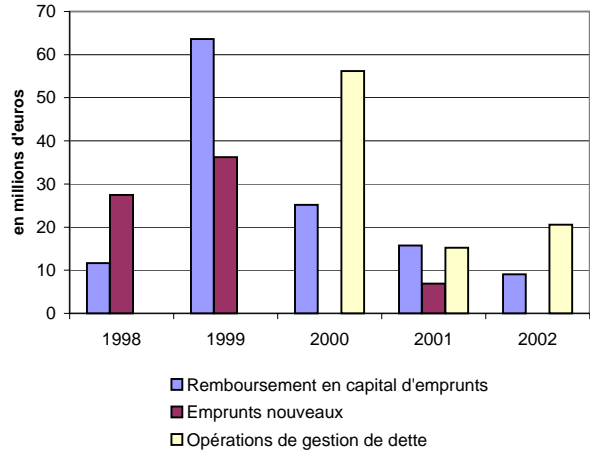
Résultat total



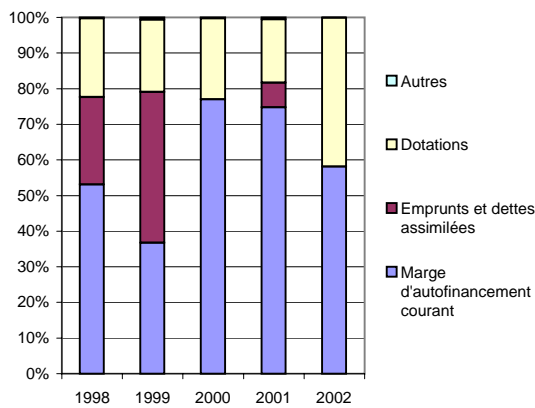
Montant des dépenses par section



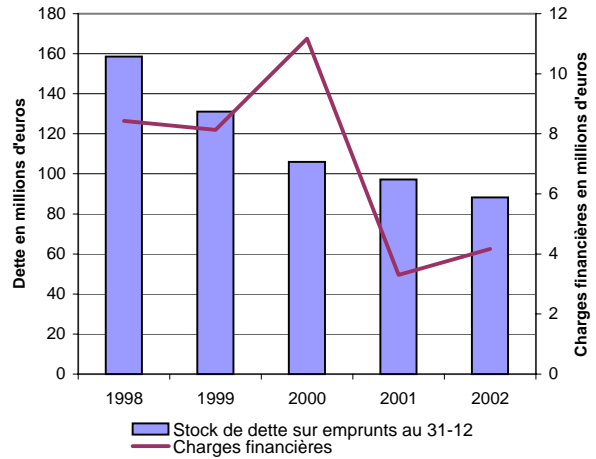
Flux de dette sur emprunts



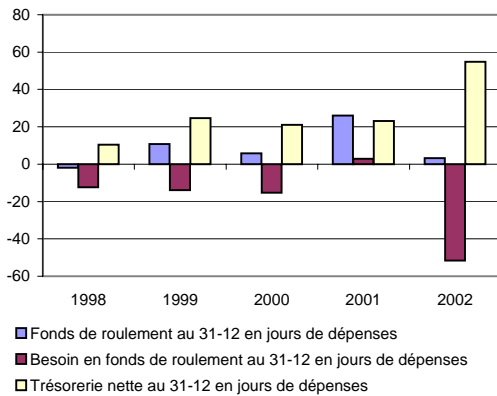
Financement des dépenses définitives d'investissement



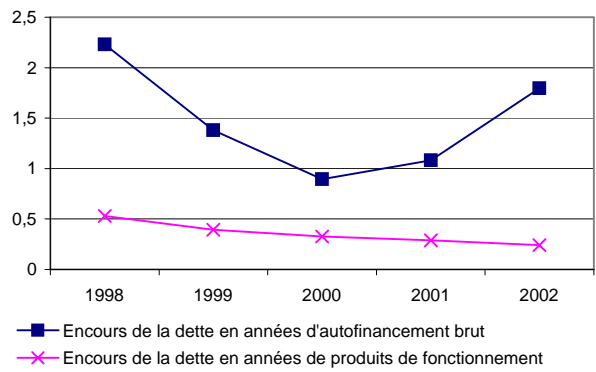
Encours de dette et charges financières



Structure financière en jours de dépenses totales



Poids de la dette sur emprunts rapporté aux ressources



FRANCHE-COMTE

fiche 1/4

DEPENSES

Exercice 2002

Strate de comparaison : Métropole hors Ile-de-France et Corse

Population : 1 117 059 habitants

milliers d'euros	en euros/hab.	moy. strate		ratios de structure	moyenne strate
281 870	252	236	Dépenses totales de l'exercice	en % des dépenses totales	
150 503	135	124	Charges de fonctionnement	53,4	52,4
6 869	6	9	Achats et charges externes	2,4	3,9
9 515	9	7	Charges de personnel	3,4	3,1
126 502	113	98	Contingents-participations et allocations-subventions	44,9	41,5
16 435	15	14	<i>dont participations aux charges des ét. d'enseignement</i>	5,8	5,8
42 856	38	31	<i>dont participation à la formation professionnelle</i>	15,2	13,0
4 502	4	5	Intérêts des emprunts (y c. sur lignes de trésorerie)	1,6	2,0
131 367	118	113	Dépenses réelles d'investissement	46,6	47,6
				en % des dépenses d'inv.	
43 477	39	34	Dépenses d'investissement direct	33,1	30,1
7 234	6	5	<i>dont immobilisations corporelles</i>	5,5	4,2
35 951	32	29	<i>dont immobilisations en cours</i>	27,4	25,8
35 557	32	12	<i>dont avance à des tiers pour travaux</i>	27,1	10,8
39 774	36	31	<i>dont : investissements directs en matière d'enseignement</i>	30,3	27,5
60 637	54	55	Subventions d'équipement versées (sauf aux ét d'enseignement)	46,2	49,1
6 715	6	3	Subventions d'équipement aux établissements d'enseignement	5,1	2,7
1 649	1	3	Immobilisations financières	1,3	2,7
15 866	14	17	Remboursement d'emprunts et dettes assimilées	12,1	14,7
			Répartition fonctionnelle des dépenses	en %	
150 503	135	124	Charges de fonctionnement	100,0	100,0
48 978	44	40	Interventions économiques générales (dont transports)	32,5	32,3
53 158	48	35	Int. socio-économiques (dont formation professionnelle et apprentissage)	35,3	27,9
21 986	20	18	Enseignement (dont lycées)	14,6	14,1
9 098	8	6	Personnel permanent	6,0	5,2
4 534	4	5	Service financier	3,0	4,2
12 750	11	20	Autres	8,5	16,3
			Dépenses d'inv. (hors op. sur dettes et créances à long terme)	en %	
110 830	99	92	Dépenses d'inv. (hors op. sur dettes et créances à long terme)	100,0	100,0
53 584	48	39	Enseignement - Formation	48,3	42,8
27 832	25	25	Transports, postes et télécommunications	25,1	27,6
18 778	17	11	Action économique	16,9	11,7
1 560	1	7	Développement rural et aménagement de l'espace naturel	1,4	7,8
906	1	2	Développement urbain	0,8	2,3
3 954	4	3	Culture, vie sociale	3,6	3,3
4 216	4	4	Autres	3,8	4,6
			Résultats	en % des produits de fonct.	
87 021	78	73	Autofinancement brut	36,6	37,0
71 155	64	56	Marge d'autofinancement courant	30,0	28,6
3 450	3	-4	Capacité (besoin si négatif) de financement de la SI*	1,5	-2,2
915	1	2	Résultat de l'exercice	0,4	1,0
			Dettes	en % des produits de fonct.	
111 513	100	116	Dettes sur emprunts au 31 décembre	46,9	59,2
9 406	8	5	Dettes sans réception de fonds au 31 décembre	4,0	2,5
20 368	18	20	Annuité de la dette totale	8,6	10,3
20 368	18	20	<i>dont annuité de la dette sur emprunts</i>	8,6	10,3
15 866	14	17	<i>dont remboursements en capital d'emprunts</i>	6,7	8,4
4 502	4	5	<i>dont intérêts (y compris sur lignes de trésorerie)</i>	1,9	2,4
0	0	0	<i>dont remboursement de la dette sans réception de fonds</i>	0,0	0,0
			Fonds de roulement et trésorerie	en jours de décaissement	
976	1	10	Fonds de roulement au 31-12	1,3	15,4
8 765	8	16	Disponibilités au 31-12	11,4	24,5
6 944	6	14	Trésorerie nette au 31-12	9,0	21,8
0,72		1,59	Ratio de trésorerie immédiate (coefficient)		

FRANCHE-COMTE

fiche 2/4

RECETTES

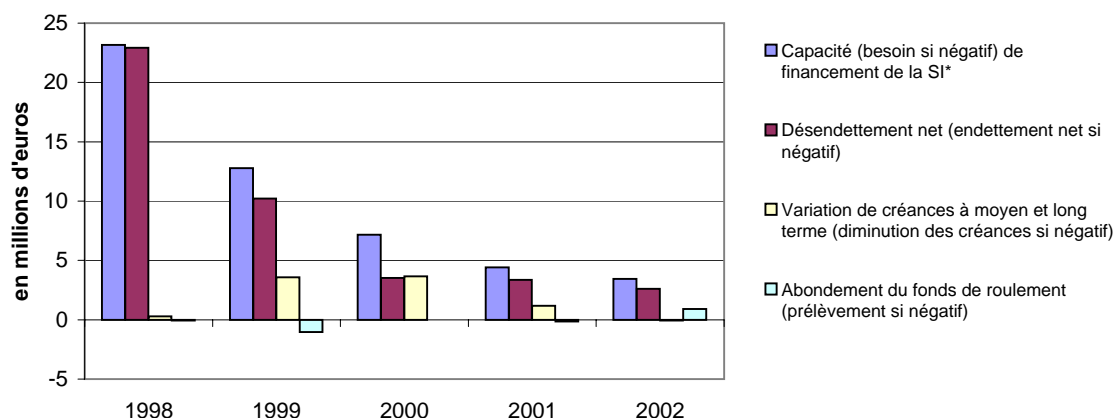
Exercice 2002

Strate de comparaison : Métropole hors Ile-de-France et Corse

Population : 1 117 059 habitants

milliers d'euros	en euros/hab.	moy. strate		ratios de structure	moyenne strate
282 785	253	238	Recettes totales de l'exercice		en % des produits de fonct.
237 524	213	197	Produits de fonctionnement	100,0	100,0
81 275	73	68	Transferts reçus :	34,2	34,8
76 882	69	64	- participations et dotations reçues de l'État	32,4	32,7
21 755	19	22	<i>dont participations</i>	9,2	11,1
55 127	49	42	<i>dont dotation générale de décentralisation</i>	23,2	21,6
4 393	4	4	- autres transferts reçus dont fonds européens	1,8	2,2
73 937	66	55	Impôts locaux	31,1	28,0
50 121	45	46	Attributions fiscales de péréquation-compensation	21,1	23,3
10 453	9	12	<i>dont compensation au titre de la suppression de la TRADE**</i>	4,4	6,3
31 739	28	25	Impôts indirects et autres taxes	13,4	12,9
813	1	0	- <i>taxe sur les permis de conduire</i>	0,3	0,2
30 926	28	25	- <i>taxe sur les certificats d'immatriculation</i>	13,0	12,7
0	0	0	- <i>droit additionnel d'octroi de mer (ROM)</i>	0,0	0,0
0	0	0	- <i>taxe sur les carburants (ROM)</i>	0,0	0,0
0	0	0	- <i>autres impôts indirects (Corse et ROM)</i>	0,0	0,0
			Éléments de fiscalité votée	Taux d'imposition :	
				de la région	de la strate
24 733	22	19	Produit foncier bâti	3,07%	2,48%
141	0	0	Produit foncier non bâti	8,03%	6,04%
48 387	43	35	Produit taxe professionnelle	2,44%	2,31%
958	1	0	Permis de conduire (en euros)	44	21
30 472	27	24	Carte grise (en euros/CV)***	27	27
				% dans total voté des impôts locaux	
45 260	41	42	Recettes réelles d'investissement	% des recettes d'inv.	
19 362	17	12	Dotations et fonds divers (1)	42,8	29,7
4 767	4	4	<i>dont FCTVA</i>	10,5	10,6
14 595	13	8	<i>dont dotation régionale d'équipement scolaire</i>	32,2	19,1
10 054	9	2	Subventions et participations d'équipement reçues (2)	22,2	5,2
26 127	23	13	<i>Dotations, fonds et participations d'État (=sous-ensemble de 1+2)</i>	57,7	30,9
13 257	12	23	Emprunts et dettes assimilées	29,3	55,6
1 723	2	3	Cessions d'immobilisations financières	3,8	6,2

Equilibre financier

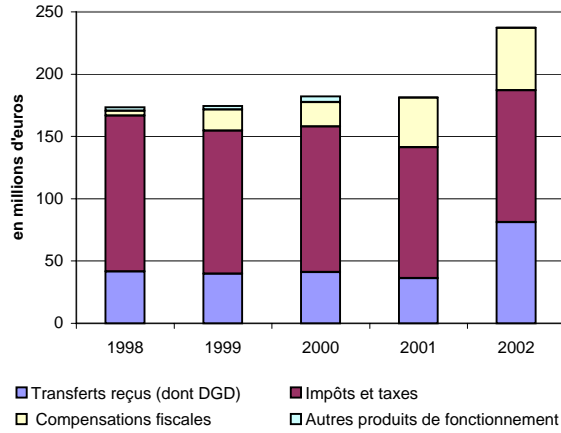


* capacité (besoin si négatif) de financement de la section d'investissement = recettes définitives d'inv. + autofinancement brut - dépenses définitives d'inv.

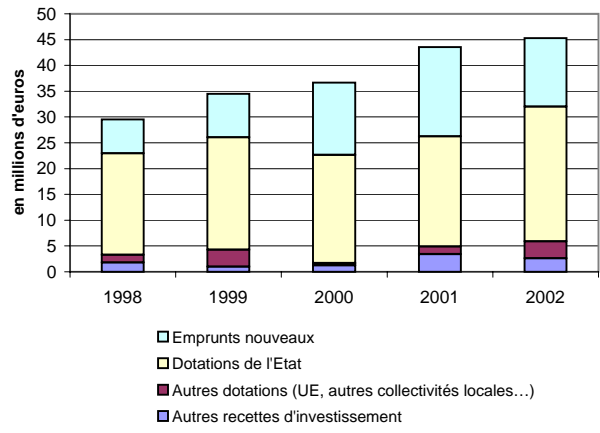
** TRADE : taxe régionale additionnelle aux droits d'enregistrement

*** la tarification indiquée est celle qui est appliquée aux véhicules à propulsion classique

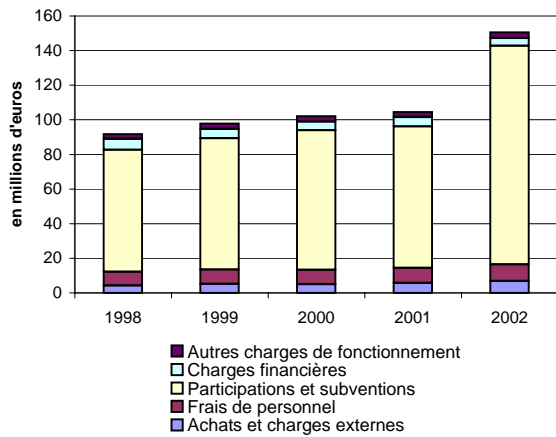
Produits de fonctionnement



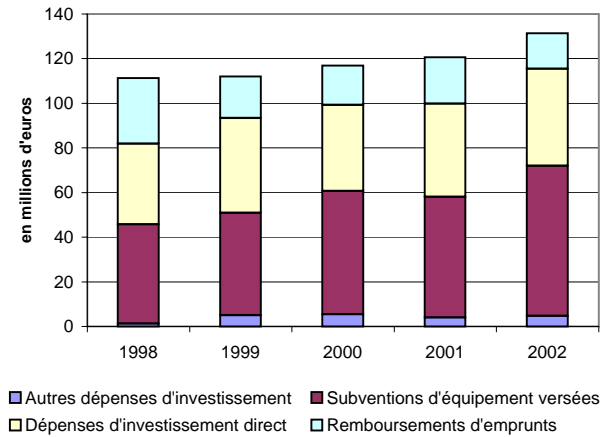
Recettes d'investissement



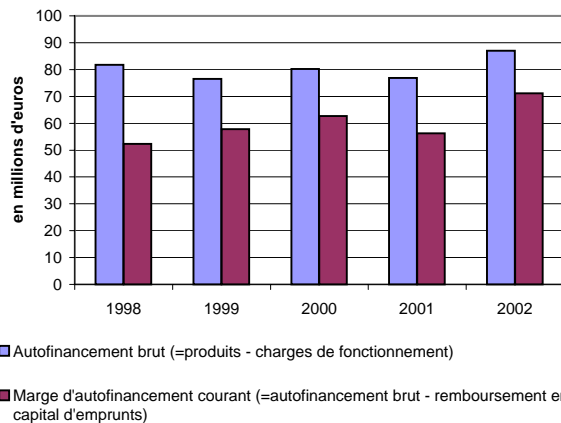
Charges de fonctionnement



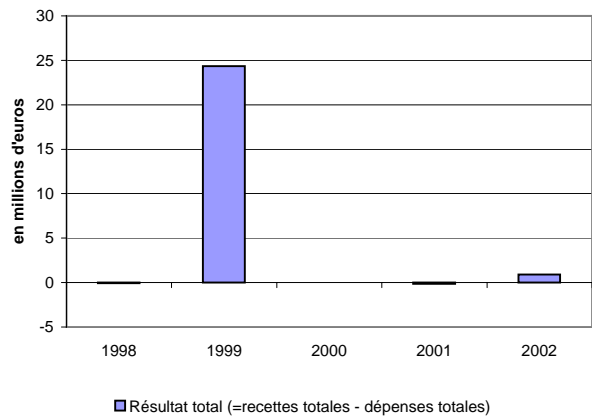
Dépenses d'investissement



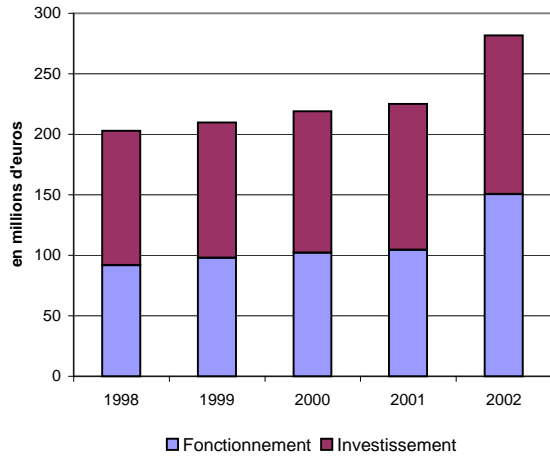
Autofinancement



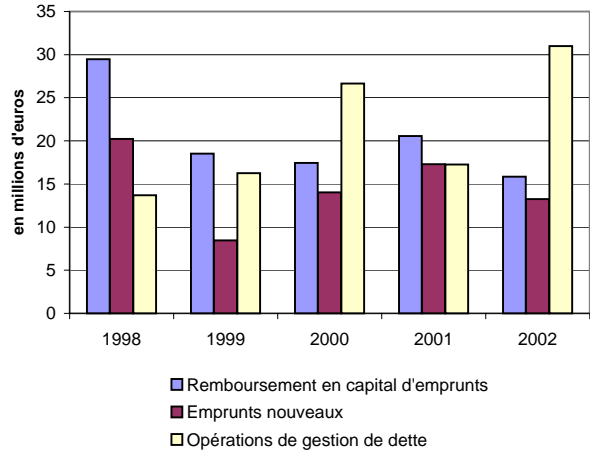
Résultat total



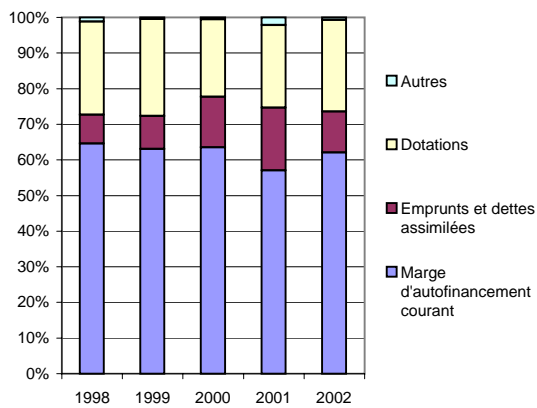
Montant des dépenses par section



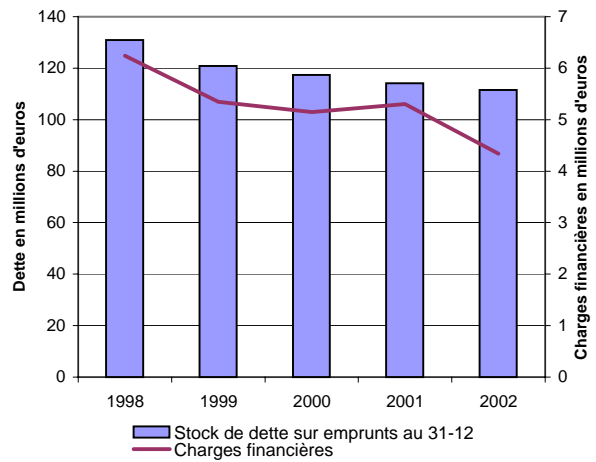
Flux de dette sur emprunts



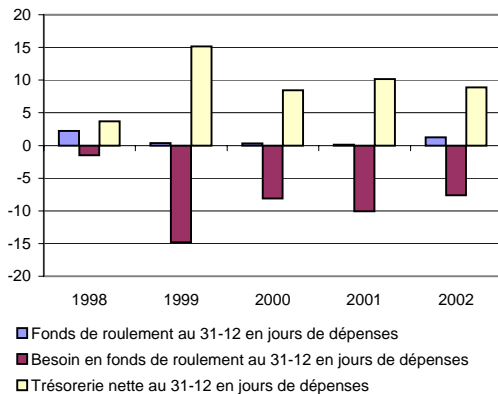
Financement des dépenses définitives d'investissement



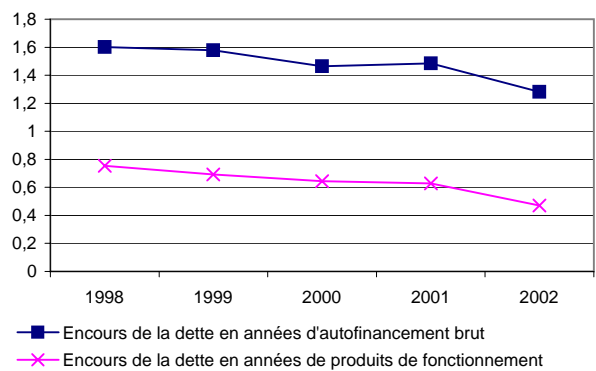
Encours de dette et charges financières



Structure financière en jours de dépenses totales



Poids de la dette sur emprunts rapporté aux ressources



GUADELOUPE

fiche 1/4

DEPENSES

Exercice 2002

Strate de comparaison : Régions d'outre-mer

Population : 422 496 habitants

milliers d'euros	en euros/hab.	moy. strate		ratios de structure	moyenne strate
289 632	686	577	Dépenses totales de l'exercice	en % des dépenses totales	
93 168	221	218	Charges de fonctionnement	32,2	37,8
14 760	35	22	Achats et charges externes	5,1	3,7
19 800	47	34	Charges de personnel	6,8	5,9
41 098	97	139	Contingents-participations et allocations-subventions	14,2	24,1
5 485	13	16	<i>dont participations aux charges des ét. d'enseignement</i>	1,9	2,8
23 421	55	78	<i>dont participation à la formation professionnelle</i>	8,1	13,6
10 087	24	14	Intérêts des emprunts (y c. sur lignes de trésorerie)	3,5	2,4
196 464	465	359	Dépenses réelles d'investissement	67,8	62,2
				en % des dépenses d'inv.	
100 118	237	173	Dépenses d'investissement direct	51,0	48,4
9 462	22	12	<i>dont immobilisations corporelles</i>	4,8	3,4
90 656	215	161	<i>dont immobilisations en cours</i>	46,1	45,0
0	0	29	<i>dont avance à des tiers pour travaux</i>	0,0	8,1
29 721	70	58	<i>dont : investissements directs en matière d'enseignement</i>	15,1	16,2
53 629	127	94	Subventions d'équipement versées (sauf aux ét d'enseignement)	27,3	26,1
0	0	12	Subventions d'équipement aux établissements d'enseignement	0,0	3,3
14 244	34	11	Immobilisations financières	7,3	3,0
27 751	66	67	Remboursement d'emprunts et dettes assimilées	14,1	18,6
			Répartition fonctionnelle des dépenses	en %	
93 168	221	218	Charges de fonctionnement	100,0	100,0
10 185	24	23	Interventions économiques générales (dont transports)	10,9	10,4
27 809	66	82	Int. socio-économiques (dont formation professionnelle et apprentissage)	29,8	37,5
7 767	18	18	Enseignement (dont lycées)	8,3	8,4
21 024	50	35	Personnel permanent	22,6	16,3
10 151	24	15	Service financier	10,9	6,6
16 232	38	45	Autres	17,4	20,7
			Dépenses d'inv. (hors op. sur dettes et créances à long terme)	en %	
153 747	364	279	Dépenses d'inv. (hors op. sur dettes et créances à long terme)	100,0	100,0
29 797	71	77	Enseignement - Formation	19,4	27,6
44 757	106	93	Transports, postes et télécommunications	29,1	33,5
34 766	82	51	Action économique	22,6	18,4
13 205	31	17	Développement rural et aménagement de l'espace naturel	8,6	6,0
13 030	31	10	Développement urbain	8,5	3,5
6 391	15	16	Culture, vie sociale	4,2	5,7
11 801	28	15	Autres	7,7	5,3
			Résultats	en % des produits de fonct.	
78 461	186	234	Autofinancement brut	45,7	51,8
50 710	120	168	Marge d'autofinancement courant	29,5	37,0
-28 091	-66	84	Capacité (besoin si négatif) de financement de la SI*	-16,4	18,6
11 630	28	59	Résultat de l'exercice	6,8	13,0
			Dettes	en % des produits de fonct.	
212 458	503	226	Dettes sur emprunts au 31 décembre	123,8	49,9
0	0	0	Dettes sans réception de fonds au 31 décembre	0,0	0,0
27 751	66	74	Annuité de la dette totale	16,2	16,4
27 751	66	74	<i>dont annuité de la dette sur emprunts</i>	16,2	16,4
27 751	66	67	<i>dont remboursements en capital d'emprunts</i>	16,2	14,7
10 087	24	14	<i>dont intérêts (y compris sur lignes de trésorerie)</i>	5,9	3,0
0	0	0	<i>dont remboursement de la dette sans réception de fonds</i>	0,0	0,0
			Fonds de roulement et trésorerie	en jours de décaissement	
93 208	221	154	Fonds de roulement au 31-12	117,5	97,5
22 148	52	141	Disponibilités au 31-12	27,9	89,3
22 127	52	141	Trésorerie nette au 31-12	27,9	89,2
2,09		2,60	Ratio de trésorerie immédiate (coefficient)		

GUADELOUPE

fiche 2/4

RECETTES

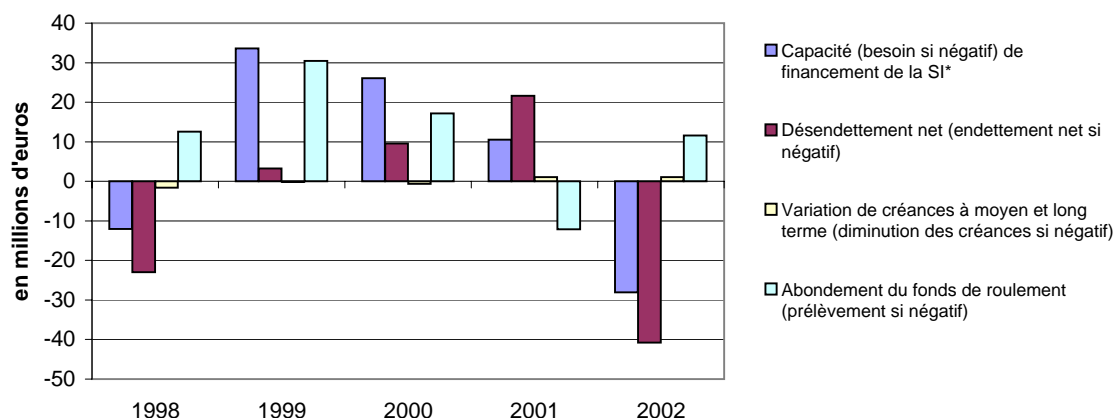
Exercice 2002

Strate de comparaison : Régions d'outre-mer

Population : 422 496 habitants

milliers d'euros	en euros/hab.	moy. strate		ratios de structure	moyenne strate
301 262	713	636	Recettes totales de l'exercice		en % des produits de fonct.
171 629	406	452	Produits de fonctionnement	100,0	100,0
36 374	86	110	Transferts reçus :	21,2	24,3
30 351	72	82	- participations et dotations reçues de l'État	17,7	18,1
25 605	61	67	<i>dont participations</i>	14,9	14,9
3 749	9	9	<i>dont dotation générale de décentralisation</i>	2,2	2,0
6 024	14	28	- autres transferts reçus dont fonds européens	3,5	6,1
6 807	16	28	Impôts locaux	4,0	6,2
6 893	16	20	Attributions fiscales de péréquation-compensation	4,0	4,4
2 233	5	2	<i>dont compensation au titre de la suppression de la TRADE**</i>	1,3	0,5
120 983	286	292	Impôts indirects et autres taxes	70,5	64,5
327	1	1	- <i>taxe sur les permis de conduire</i>	0,2	0,3
5 419	13	16	- <i>taxe sur les certificats d'immatriculation</i>	3,2	3,6
55 906	132	117	- <i>droit additionnel d'octroi de mer (ROM)</i>	32,6	25,9
57 379	136	151	- <i>taxe sur les carburants (ROM)</i>	33,4	33,3
0	0	2	- <i>autres impôts indirects (Corse et ROM)</i>	0,0	0,5
			Éléments de fiscalité votée	Taux d'imposition :	
				de la région	de la strate
4 649	11	14	Produit foncier bâti	2,19%	2,90%
16	0	0	Produit foncier non bâti	1,73%	1,99%
4 077	10	15	Produit taxe professionnelle	1,19%	1,87%
458	1	1	Permis de conduire (en euros)	46	55
7 622	18	17	Carte grise (en euros/CV)***	31	29
				% dans total voté des impôts locaux	
				53,2	48,5
				0,2	0,5
				46,6	44,9
129 633	307	183	Recettes réelles d'investissement	% des recettes d'inv.	
30 401	72	75	Dotations et fonds divers (1)	23,5	41,1
4 703	11	9	<i>dont FCTVA</i>	3,6	4,9
25 698	61	63	<i>dont dotation régionale d'équipement scolaire</i>	19,8	34,4
17 432	41	54	Subventions et participations d'équipement reçues (2)	13,4	29,5
37 708	89	83	Dotations, fonds et participations d'État (=sous-ensemble de 1+2)	29,1	45,5
68 526	162	44	Emprunts et dettes assimilées	52,9	23,9
13 190	31	8	Cessions d'immobilisations financières	10,2	4,6

Equilibre financier

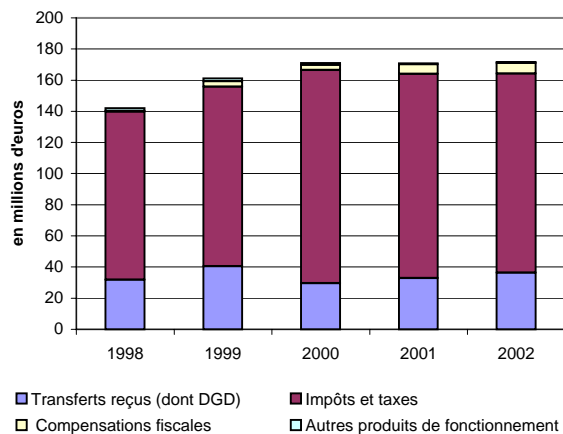


* capacité (besoin si négatif) de financement de la section d'investissement = recettes définitives d'inv. + autofinancement brut - dépenses définitives d'inv.

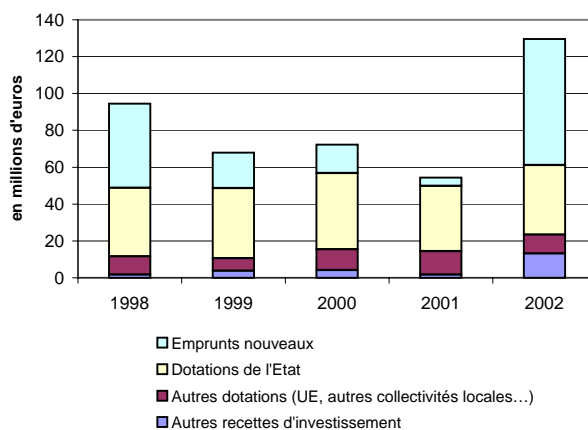
** TRADE : taxe régionale additionnelle aux droits d'enregistrement

*** la tarification indiquée est celle qui est appliquée aux véhicules à propulsion classique

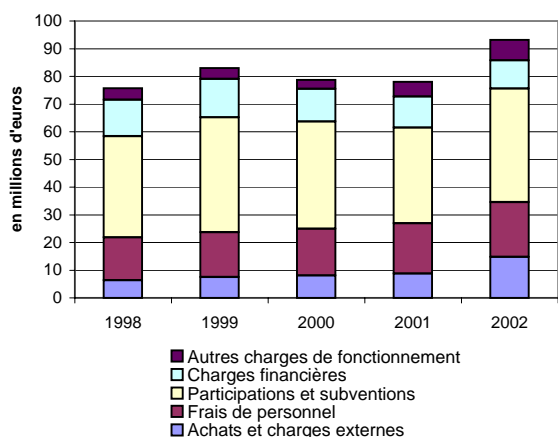
Produits de fonctionnement



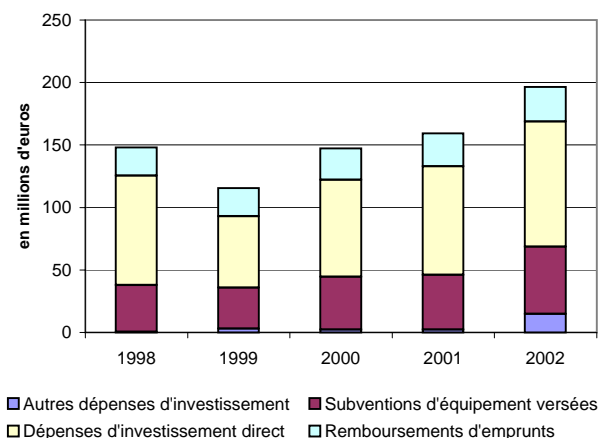
Recettes d'investissement



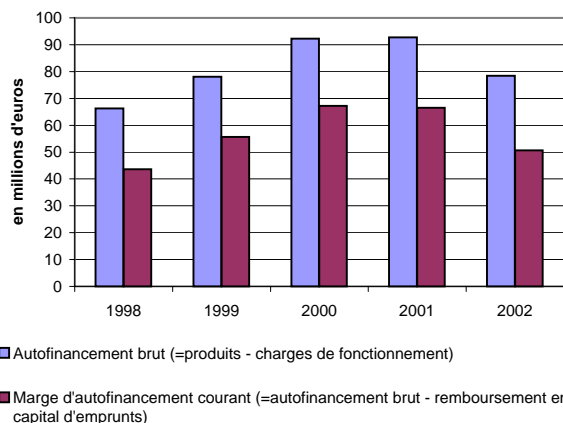
Charges de fonctionnement



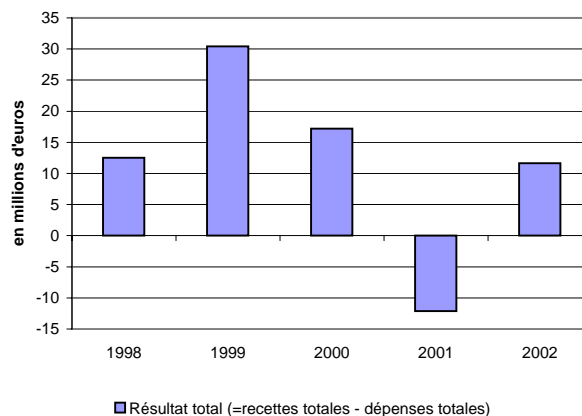
Dépenses d'investissement



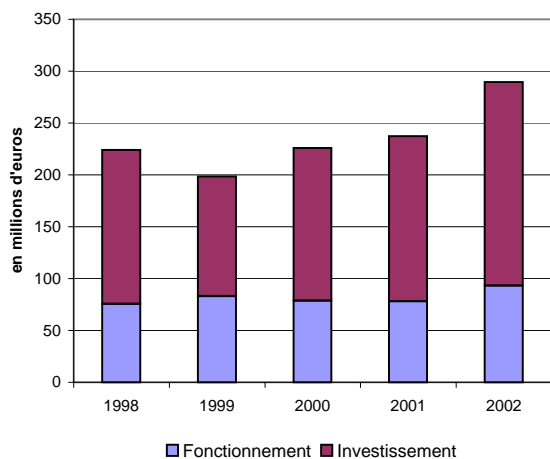
Autofinancement



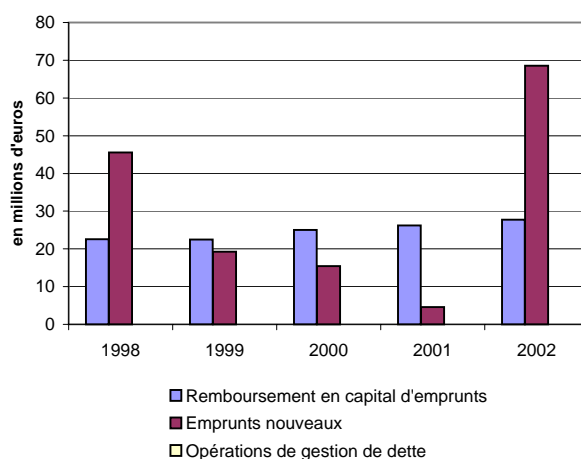
Résultat total



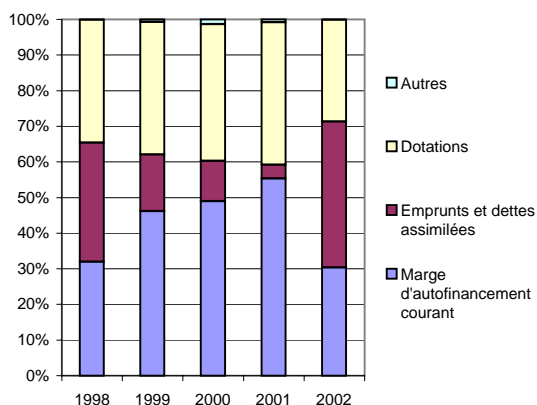
Montant des dépenses par section



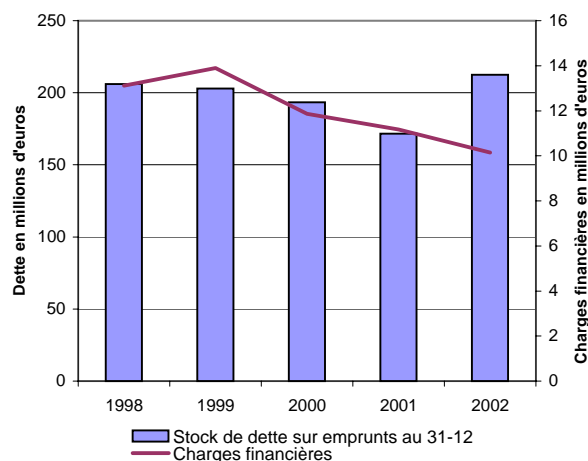
Flux de dette sur emprunts



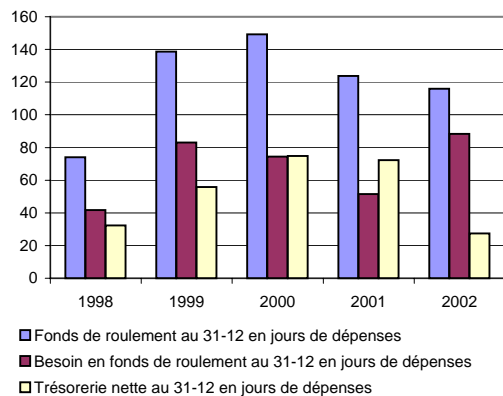
Financement des dépenses définitives d'investissement



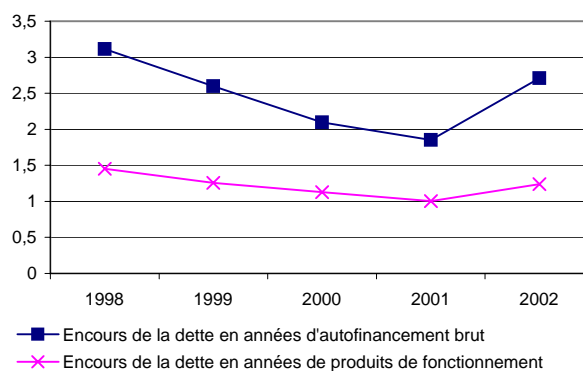
Encours de dette et charges financières



Structure financière en jours de dépenses totales



Poids de la dette sur emprunts rapporté aux ressources



GUYANE

fiche 1/4

DEPENSES

Exercice 2002

Strate de comparaison : Régions d'outre-mer

Population : 157 213 habitants

milliers d'euros	en euros/hab.	moy. strate		ratios de structure	moyenne strate
91 972	585	577	Dépenses totales de l'exercice	en % des dépenses totales	
41 603	265	218	Charges de fonctionnement	45,2	37,8
4 685	30	22	Achats et charges externes	5,1	3,7
4 969	32	34	Charges de personnel	5,4	5,9
26 341	168	139	Contingents-participations et allocations-subventions	28,6	24,1
4 381	28	16	<i>dont participations aux charges des ét. d'enseignement</i>	4,8	2,8
15 419	98	78	<i>dont participation à la formation professionnelle</i>	16,8	13,6
4 078	26	14	Intérêts des emprunts (y c. sur lignes de trésorerie)	4,4	2,4
50 369	320	359	Dépenses réelles d'investissement	54,8	62,2
				en % des dépenses d'inv.	
18 666	119	173	Dépenses d'investissement direct	37,1	48,4
5 031	32	12	<i>dont immobilisations corporelles</i>	10,0	3,4
13 583	86	161	<i>dont immobilisations en cours</i>	27,0	45,0
0	0	29	<i>dont avance à des tiers pour travaux</i>	0,0	8,1
6 962	44	58	<i>dont : investissements directs en matière d'enseignement</i>	13,8	16,2
11 772	75	94	Subventions d'équipement versées (sauf aux ét d'enseignement)	23,4	26,1
1 469	9	12	Subventions d'équipement aux établissements d'enseignement	2,9	3,3
216	1	11	Immobilisations financières	0,4	3,0
17 248	110	67	Remboursement d'emprunts et dettes assimilées	34,2	18,6
Répartition fonctionnelle des dépenses				en %	
41 603	265	218	Charges de fonctionnement	100,0	100,0
2 814	18	23	Interventions économiques générales (dont transports)	6,8	10,4
16 120	103	82	Int. socio-économiques (dont formation professionnelle et apprentissage)	38,7	37,5
3 610	23	18	Enseignement (dont lycées)	8,7	8,4
5 138	33	35	Personnel permanent	12,3	16,3
4 193	27	15	Service financier	10,1	6,6
9 728	62	45	Autres	23,4	20,7
31 907	203	279	Dépenses d'inv. (hors op. sur dettes et créances à long terme)	100,0	100,0
8 878	56	77	Enseignement - Formation	27,8	27,6
6 841	44	93	Transports, postes et télécommunications	21,4	33,5
8 912	57	51	Action économique	27,9	18,4
549	3	17	Développement rural et aménagement de l'espace naturel	1,7	6,0
64	0	10	Développement urbain	0,2	3,5
5 109	32	16	Culture, vie sociale	16,0	5,7
1 554	10	15	Autres	4,9	5,3
Résultats				en % des produits de fonct.	
40 771	259	234	Autofinancement brut	49,5	51,8
23 522	150	168	Marge d'autofinancement courant	28,6	37,0
42 563	271	84	Capacité (besoin si négatif) de financement de la SI*	51,7	18,6
25 099	160	59	Résultat de l'exercice	30,5	13,0
Dettes				en % des produits de fonct.	
41 313	263	226	Dettes sur emprunts au 31 décembre	50,2	49,9
0	0	0	Dettes sans réception de fonds au 31 décembre	0,0	0,0
21 326	136	74	Annuité de la dette totale	25,9	16,4
21 326	136	74	<i>dont annuité de la dette sur emprunts</i>	25,9	16,4
17 248	110	67	<i>dont remboursements en capital d'emprunts</i>	20,9	14,7
4 078	26	14	<i>dont intérêts (y compris sur lignes de trésorerie)</i>	5,0	3,0
0	0	0	<i>dont remboursement de la dette sans réception de fonds</i>	0,0	0,0
Fonds de roulement et trésorerie				en jours de décaissement	
15 895	101	154	Fonds de roulement au 31-12	63,1	97,5
27 786	177	141	Disponibilités au 31-12	110,3	89,3
27 784	177	141	Trésorerie nette au 31-12	110,3	89,2
2,22		2,60	Ratio de trésorerie immédiate (coefficient)		

GUYANE

fiche 2/4

RECETTES

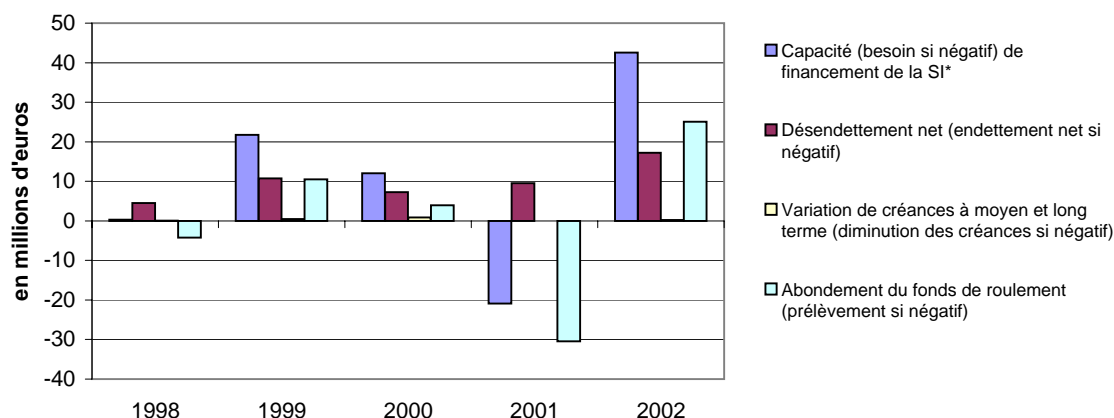
Exercice 2002

Strate de comparaison : Régions d'outre-mer

Population : 157 213 habitants

milliers d'euros	en euros/hab.	moy. strate		ratios de structure	moyenne strate
117 071	745	636	Recettes totales de l'exercice		en % des produits de fonct.
82 374	524	452	Produits de fonctionnement	100,0	100,0
14 690	93	110	Transferts reçus :	17,8	24,3
13 451	86	82	- participations et dotations reçues de l'État	16,3	18,1
7 504	48	67	<i>dont participations</i>	9,1	14,9
1 227	8	9	<i>dont dotation générale de décentralisation</i>	1,5	2,0
1 239	8	28	- autres transferts reçus dont fonds européens	1,5	6,1
6 079	39	28	Impôts locaux	7,4	6,2
1 951	12	20	Attributions fiscales de péréquation-compensation	2,4	4,4
258	2	2	<i>dont compensation au titre de la suppression de la TRADE**</i>	0,3	0,5
59 385	378	292	Impôts indirects et autres taxes	72,1	64,5
169	1	1	- <i>taxe sur les permis de conduire</i>	0,2	0,3
2 257	14	16	- <i>taxe sur les certificats d'immatriculation</i>	2,7	3,6
27 369	174	117	- <i>droit additionnel d'octroi de mer (ROM)</i>	33,2	25,9
29 561	188	151	- <i>taxe sur les carburants (ROM)</i>	35,9	33,3
25	0	2	- <i>autres impôts indirects (Corse et ROM)</i>	0,0	0,5
			Éléments de fiscalité votée	Taux d'imposition :	
				de la région	de la strate
2 528	16	14	Produit foncier bâti	4,02%	2,90%
38	0	0	Produit foncier non bâti	3,06%	1,99%
3 665	23	15	Produit taxe professionnelle	2,20%	1,87%
168	1	1	Permis de conduire (en euros)	53	55
2 592	16	17	Carte grise (en euros/CV)***	30	29
				% dans total voté des impôts locaux	
				40,6	48,5
				0,6	0,5
				58,8	44,9
34 697	221	183	Recettes réelles d'investissement	% des recettes d'inv.	
19 035	121	75	Dotations et fonds divers (1)	54,9	41,1
0	0	9	<i>dont FCTVA</i>	0,0	4,9
13 508	86	63	<i>dont dotation régionale d'équipement scolaire</i>	38,9	34,4
15 644	100	54	Subventions et participations d'équipement reçues (2)	45,1	29,5
16 330	104	83	<i>Dotations, fonds et participations d'État (=sous-ensemble de 1+2)</i>	47,1	45,5
0	0	44	Emprunts et dettes assimilées	0,0	23,9
0	0	8	Cessions d'immobilisations financières	0,0	4,6

Equilibre financier

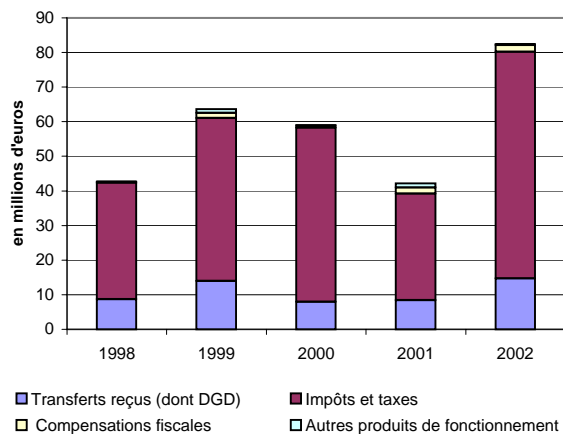


* capacité (besoin si négatif) de financement de la section d'investissement = recettes définitives d'inv. + autofinancement brut - dépenses définitives d'inv.

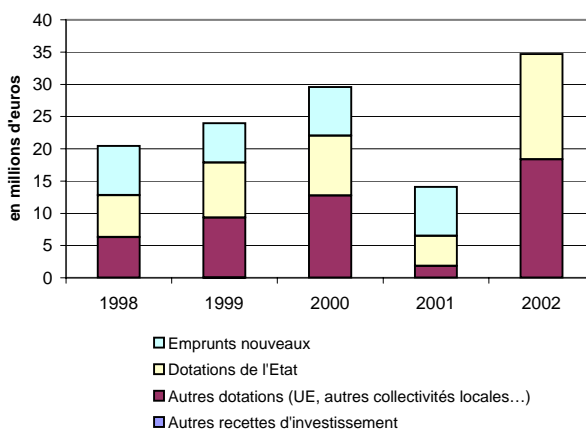
** TRADE : taxe régionale additionnelle aux droits d'enregistrement

*** la tarification indiquée est celle qui est appliquée aux véhicules à propulsion classique

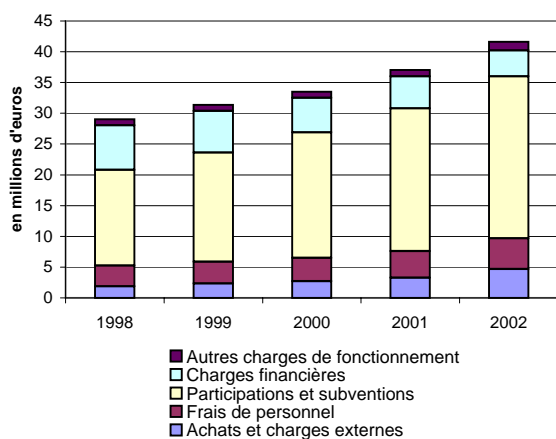
Produits de fonctionnement



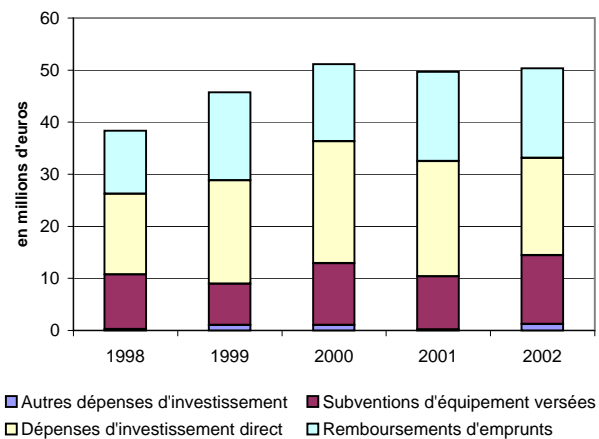
Recettes d'investissement



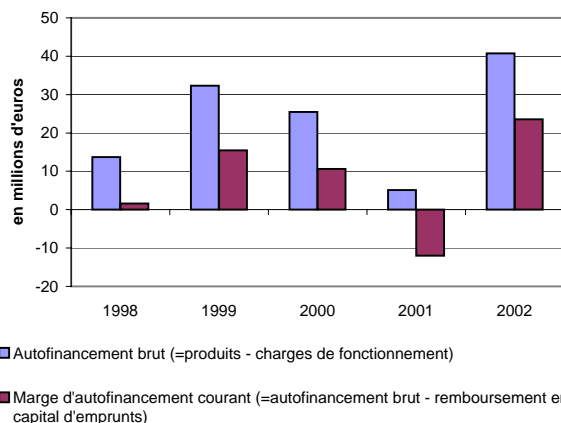
Charges de fonctionnement



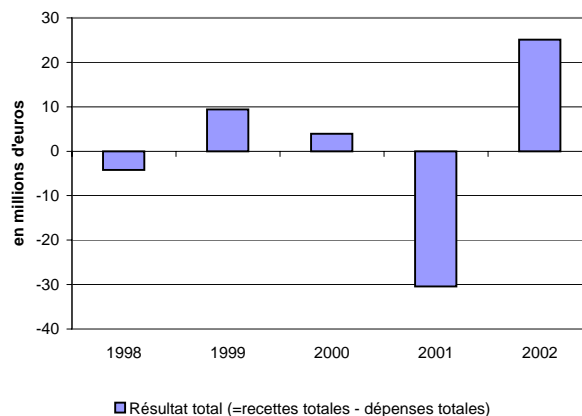
Dépenses d'investissement



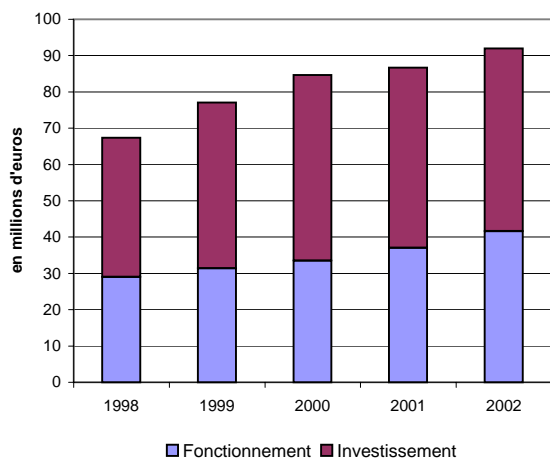
Autofinancement



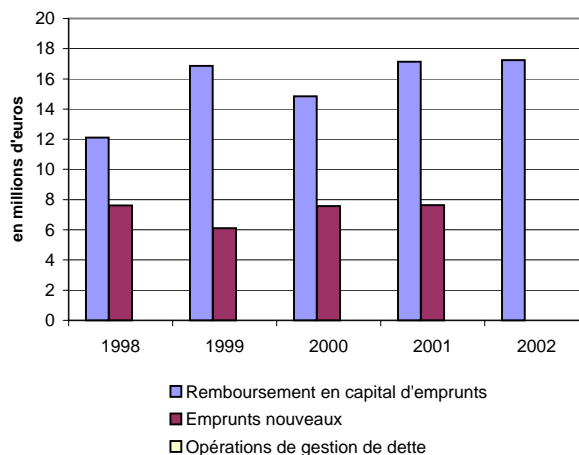
Résultat total



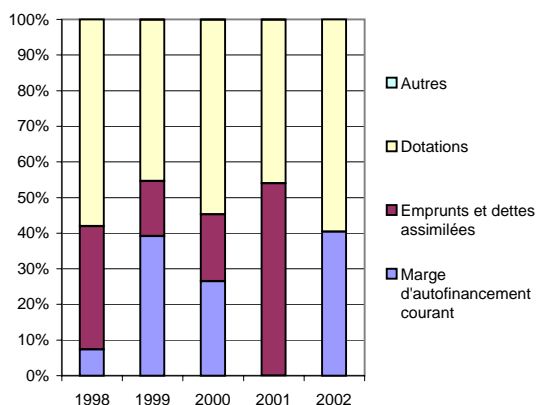
Montant des dépenses par section



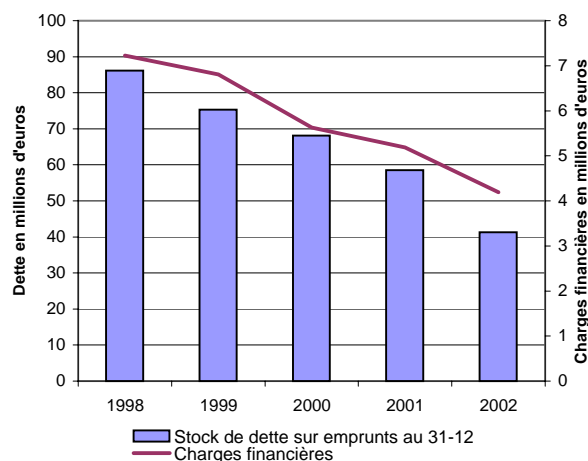
Flux de dette sur emprunts



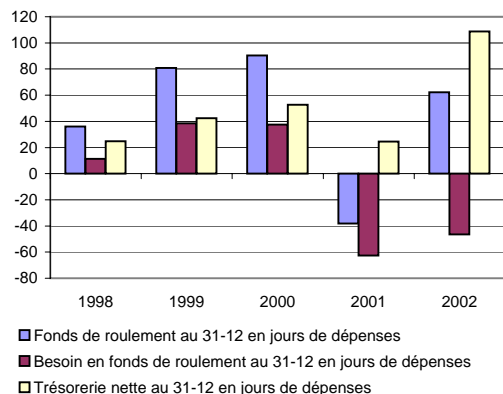
Financement des dépenses définitives d'investissement



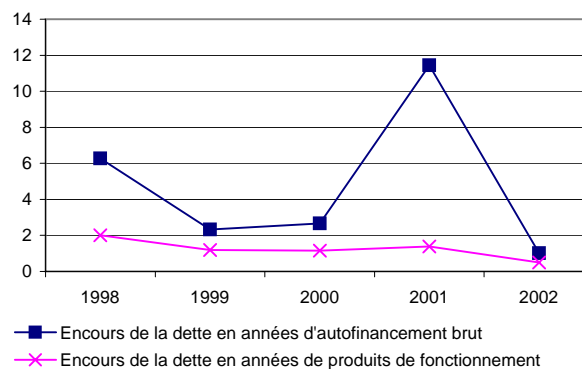
Encours de dette et charges financières



Structure financière en jours de dépenses totales



Poids de la dette sur emprunts rapporté aux ressources



NORMANDIE(HAUTE-)

fiche 1/4

DEPENSES

Exercice 2002

Strate de comparaison : Métropole hors Ile-de-France et Corse

Population : 1 780 192 habitants

milliers d'euros	en euros/hab.	moy. strate		ratios de structure	moyenne strate
434 056	244	236	Dépenses totales de l'exercice	en % des dépenses totales	
220 284	124	124	Charges de fonctionnement	50,8	52,4
19 064	11	9	Achats et charges externes	4,4	3,9
14 270	8	7	Charges de personnel	3,3	3,1
165 101	93	98	Contingents-participations et allocations-subventions	38,0	41,5
25 462	14	14	<i>dont participations aux charges des ét. d'enseignement</i>	5,9	5,8
79 712	45	31	<i>dont participation à la formation professionnelle</i>	18,4	13,0
10 591	6	5	Intérêts des emprunts (y c. sur lignes de trésorerie)	2,4	2,0
213 772	120	113	Dépenses réelles d'investissement	49,2	47,6
				en % des dépenses d'inv.	
77 149	43	34	Dépenses d'investissement direct	36,1	30,1
10 080	6	5	<i>dont immobilisations corporelles</i>	4,7	4,2
66 630	37	29	<i>dont immobilisations en cours</i>	31,2	25,8
27 642	16	12	<i>dont avance à des tiers pour travaux</i>	12,9	10,8
72 321	41	31	<i>dont : investissements directs en matière d'enseignement</i>	33,8	27,5
76 533	43	55	Subventions d'équipement versées (sauf aux ét d'enseignement)	35,8	49,1
4 328	2	3	Subventions d'équipement aux établissements d'enseignement	2,0	2,7
1 226	1	3	Immobilisations financières	0,6	2,7
54 530	31	17	Remboursement d'emprunts et dettes assimilées	25,5	14,7
			Répartition fonctionnelle des dépenses	en %	
220 284	124	124	Charges de fonctionnement	100,0	100,0
40 669	23	40	Interventions économiques générales (dont transports)	18,5	32,3
91 463	51	35	Int. socio-économiques (dont formation professionnelle et apprentissage)	41,5	27,9
37 799	21	18	Enseignement (dont lycées)	17,2	14,1
14 615	8	6	Personnel permanent	6,6	5,2
13 299	7	5	Service financier	6,0	4,2
22 439	13	20	Autres	10,2	16,3
			Dépenses d'inv. (hors op. sur dettes et créances à long terme)	en %	
158 011	89	92	Dépenses d'inv. (hors op. sur dettes et créances à long terme)	100,0	100,0
81 947	46	39	Enseignement - Formation	51,9	42,8
44 617	25	25	Transports, postes et télécommunications	28,2	27,6
14 133	8	11	Action économique	8,9	11,7
1 042	1	7	Développement rural et aménagement de l'espace naturel	0,7	7,8
0	0	2	Développement urbain	0,0	2,3
1 613	1	3	Culture, vie sociale	1,0	3,3
14 659	8	4	Autres	9,3	4,6
			Résultats	en % des produits de fonct.	
165 266	93	73	Autofinancement brut	42,9	37,0
110 735	62	56	Marge d'autofinancement courant	28,7	28,6
41 261	23	-4	Capacité (besoin si négatif) de financement de la SI*	10,7	-2,2
5 597	3	2	Résultat de l'exercice	1,5	1,0
			Dettes	en % des produits de fonct.	
211 041	119	116	Dettes sur emprunts au 31 décembre	54,7	59,2
3 332	2	5	Dettes sans réception de fonds au 31 décembre	0,9	2,5
65 122	37	20	Annuité de la dette totale	16,9	10,3
65 122	37	20	<i>dont annuité de la dette sur emprunts</i>	16,9	10,3
54 530	31	17	<i>dont remboursements en capital d'emprunts</i>	14,1	8,4
10 591	6	5	<i>dont intérêts (y compris sur lignes de trésorerie)</i>	2,7	2,4
0	0	0	<i>dont remboursement de la dette sans réception de fonds</i>	0,0	0,0
			Fonds de roulement et trésorerie	en jours de décaissement	
38 030	21	10	Fonds de roulement au 31-12	32,0	15,4
61 414	34	16	Disponibilités au 31-12	51,6	24,5
56 055	31	14	Trésorerie nette au 31-12	47,1	21,8
1,73		1,59	Ratio de trésorerie immédiate (coefficient)		

NORMANDIE(HAUTE-)

fiche 2/4

RECETTES

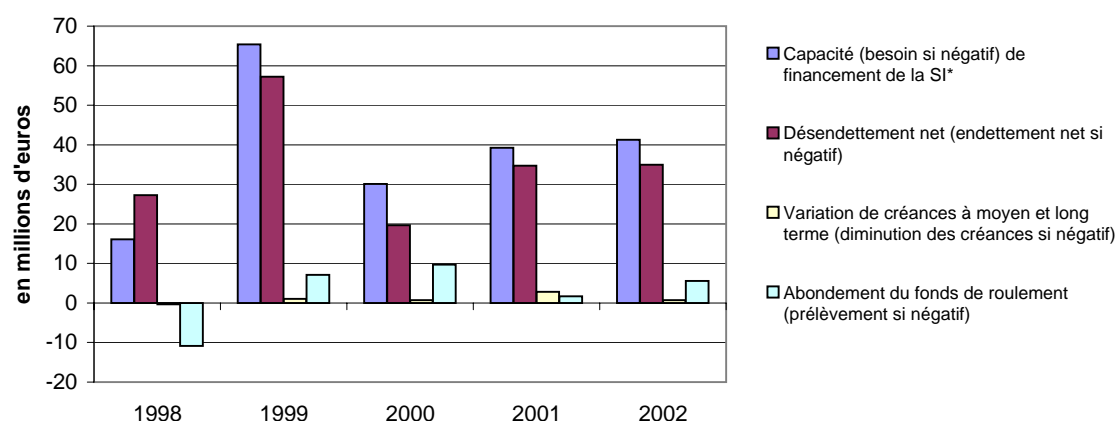
Exercice 2002

Strate de comparaison : Métropole hors Ile-de-France et Corse

Population : 1 780 192 habitants

milliers d'euros	en euros/hab.	moy. strate		ratios de structure	moyenne strate
439 653	247	238	Recettes totales de l'exercice		en % des produits de fonct.
385 550	217	197	Produits de fonctionnement	100,0	100,0
111 142	62	68	Transferts reçus :	28,8	34,8
105 966	60	64	- participations et dotations reçues de l'État	27,5	32,7
50 643	28	22	<i>dont participations</i>	13,1	11,1
55 323	31	42	<i>dont dotation générale de décentralisation</i>	14,3	21,6
5 176	3	4	- autres transferts reçus dont fonds européens	1,3	2,2
145 217	82	55	Impôts locaux	37,7	28,0
83 058	47	46	Attributions fiscales de péréquation-compensation	21,5	23,3
21 032	12	12	<i>dont compensation au titre de la suppression de la TRADE**</i>	5,5	6,3
44 622	25	25	Impôts indirects et autres taxes	11,6	12,9
1 338	1	0	- <i>taxe sur les permis de conduire</i>	0,3	0,2
43 283	24	25	- <i>taxe sur les certificats d'immatriculation</i>	11,2	12,7
0	0	0	- <i>droit additionnel d'octroi de mer (ROM)</i>	0,0	0,0
0	0	0	- <i>taxe sur les carburants (ROM)</i>	0,0	0,0
0	0	0	- <i>autres impôts indirects (Corse et ROM)</i>	0,0	0,0
			Éléments de fiscalité votée	Taux d'imposition :	
				de la région	de la strate
50 966	29	19	Produit foncier bâti	4,02%	2,48%
311	0	0	Produit foncier non bâti	8,36%	6,04%
90 695	51	35	Produit taxe professionnelle	2,27%	2,31%
1 280	1	0	Permis de conduire (en euros)	38	21
34 300	19	24	Carte grise (en euros/CV)***	24	27
				% dans total voté des impôts locaux	
54 103	30	42	Recettes réelles d'investissement	% des recettes d'inv.	
26 994	15	12	Dotations et fonds divers (1)	49,9	29,7
9 215	5	4	<i>dont FCTVA</i>	17,0	10,6
17 779	10	8	<i>dont dotation régionale d'équipement scolaire</i>	32,9	19,1
2 262	1	2	Subventions et participations d'équipement reçues (2)	4,2	5,2
28 093	16	13	<i>Dotations, fonds et participations d'État (=sous-ensemble de 1+2)</i>	51,9	30,9
19 567	11	23	Emprunts et dettes assimilées	36,2	55,6
525	0	3	Cessions d'immobilisations financières	1,0	6,2

Equilibre financier

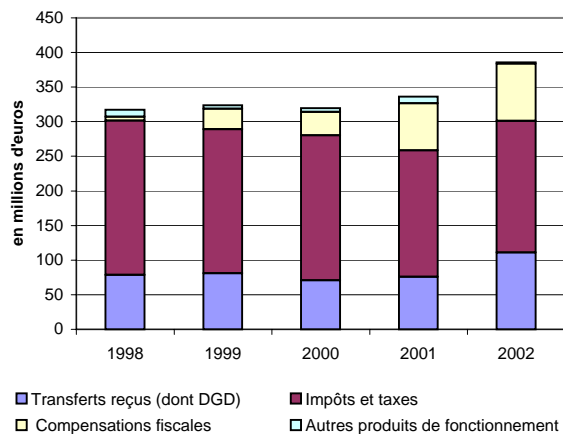


* capacité (besoin si négatif) de financement de la section d'investissement = recettes définitives d'inv. + autofinancement brut - dépenses définitives d'inv.

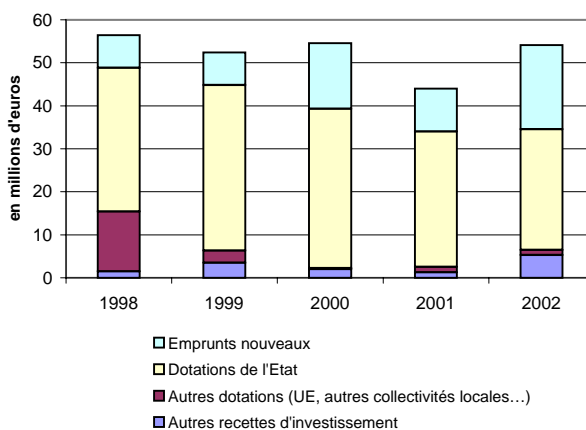
** TRADE : taxe régionale additionnelle aux droits d'enregistrement

*** la tarification indiquée est celle qui est appliquée aux véhicules à propulsion classique

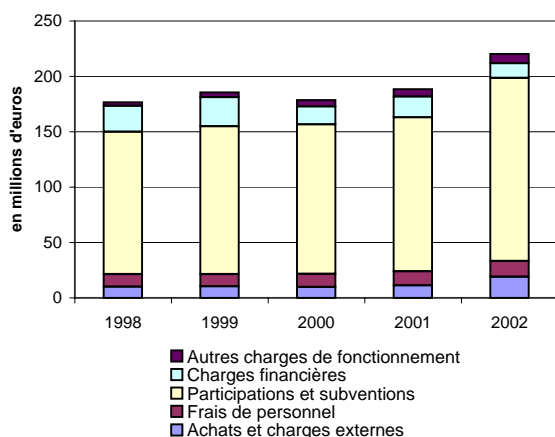
Produits de fonctionnement



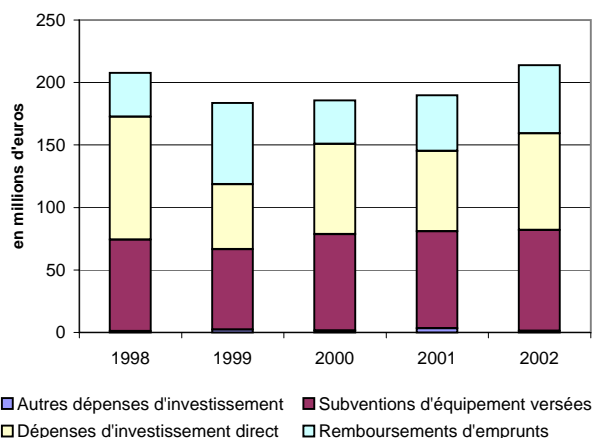
Recettes d'investissement



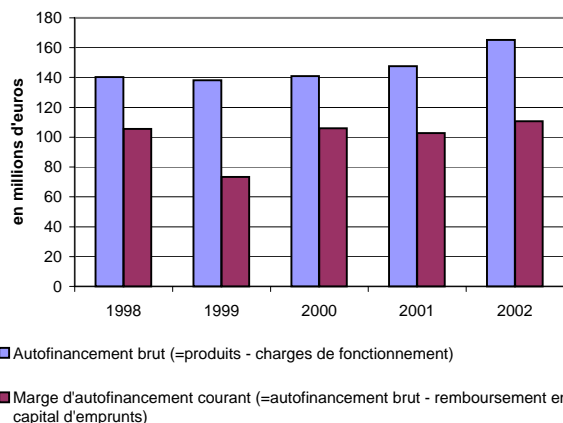
Charges de fonctionnement



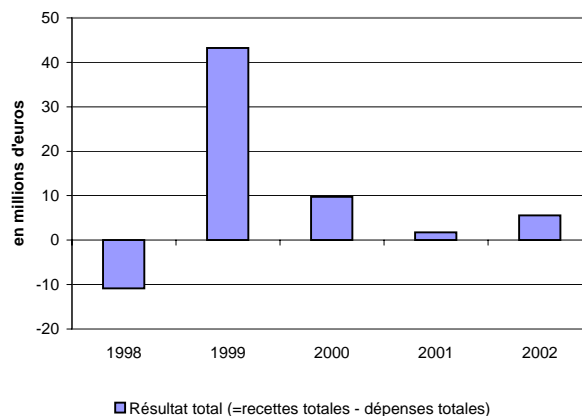
Dépenses d'investissement



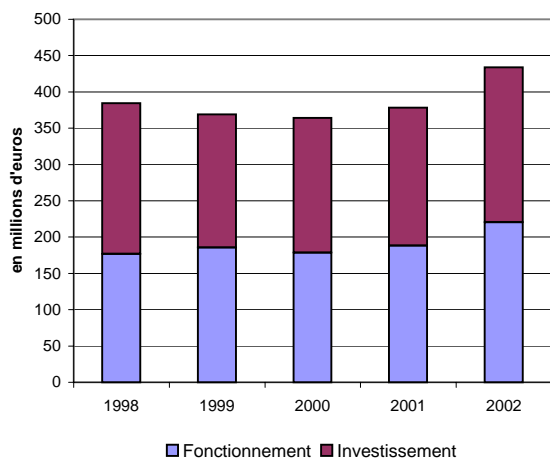
Autofinancement



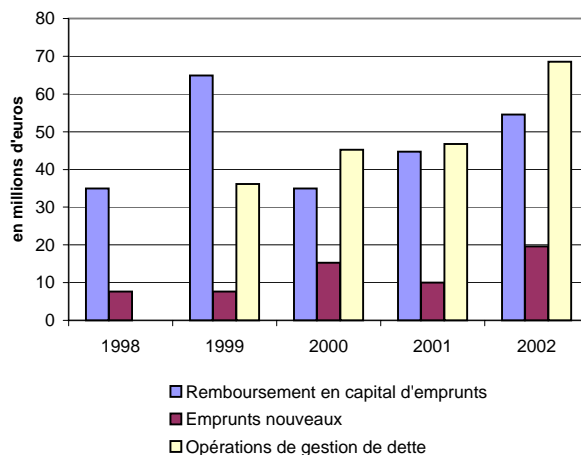
Résultat total



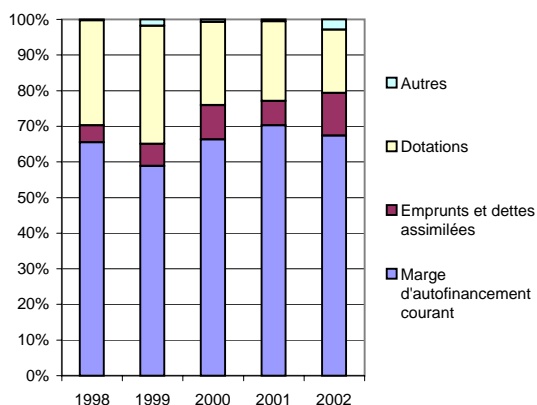
Montant des dépenses par section



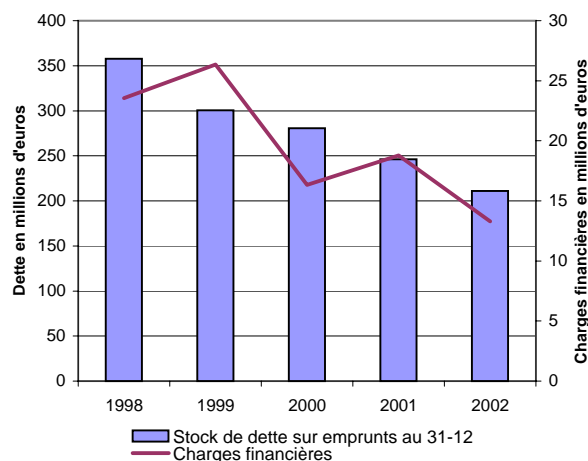
Flux de dette sur emprunts



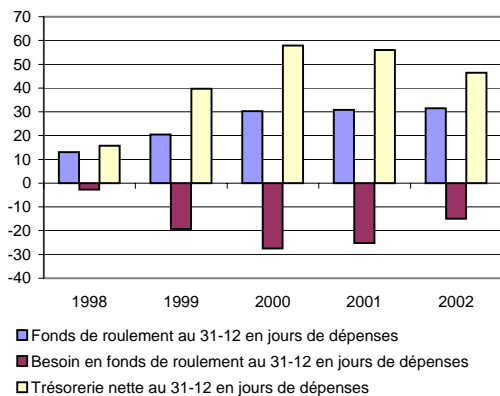
Financement des dépenses définitives d'investissement



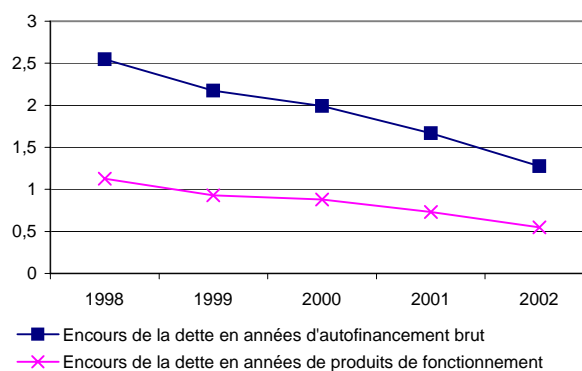
Encours de dette et charges financières



Structure financière en jours de dépenses totales



Poids de la dette sur emprunts rapporté aux ressources



ILE-DE-FRANCE

fiche 1/4

DEPENSES

Exercice 2002

Strate de comparaison : Métropole hors Ile-de-France et Corse

Population : 10 952 011 habitants

milliers d'euros	en euros/hab.	moy. strate		ratios de structure	moyenne strate
2 606 893	238	236	Dépenses totales de l'exercice	en % des dépenses totales	
1 015 240	93	124	Charges de fonctionnement	38,9	52,4
49 165	4	9	Achats et charges externes	1,9	3,9
50 129	5	7	Charges de personnel	1,9	3,1
776 990	71	98	Contingents-participations et allocations-subventions	29,8	41,5
155 893	14	14	<i>dont participations aux charges des ét. d'enseignement</i>	6,0	5,8
309 292	28	31	<i>dont participation à la formation professionnelle</i>	11,9	13,0
87 955	8	5	Intérêts des emprunts (y c. sur lignes de trésorerie)	3,4	2,0
1 591 654	145	113	Dépenses réelles d'investissement	61,1	47,6
				en % des dépenses d'inv.	
343 599	31	34	Dépenses d'investissement direct	21,6	30,1
44 869	4	5	<i>dont immobilisations corporelles</i>	2,8	4,2
296 542	27	29	<i>dont immobilisations en cours</i>	18,6	25,8
110 797	10	12	<i>dont avance à des tiers pour travaux</i>	7,0	10,8
330 227	30	31	<i>dont : investissements directs en matière d'enseignement</i>	20,7	27,5
724 807	66	55	Subventions d'équipement versées (sauf aux ét d'enseignement)	45,5	49,1
100 884	9	3	Subventions d'équipement aux établissements d'enseignement	6,3	2,7
49 304	5	3	Immobilisations financières	3,1	2,7
358 317	33	17	Remboursement d'emprunts et dettes assimilées	22,5	14,7
			Répartition fonctionnelle des dépenses	en %	
1 015 240	93	124	Charges de fonctionnement	100,0	100,0
269 460	25	40	Interventions économiques générales (dont transports)	26,5	32,3
311 702	28	35	Int. socio-économiques (dont formation professionnelle et apprentissage)	30,7	27,9
161 860	15	18	Enseignement (dont lycées)	15,9	14,1
93 100	9	6	Personnel permanent	9,2	5,2
118 726	11	5	Service financier	11,7	4,2
60 391	6	20	Autres	5,9	16,3
			Dépenses d'inv. (hors op. sur dettes et créances à long terme)	en %	
1 169 290	107	92	Dépenses d'inv. (hors op. sur dettes et créances à long terme)	100,0	100,0
445 895	41	39	Enseignement - Formation	38,1	42,8
395 660	36	25	Transports, postes et télécommunications	33,8	27,6
53 749	5	11	Action économique	4,6	11,7
101 105	9	7	Développement rural et aménagement de l'espace naturel	8,6	7,8
45 461	4	2	Développement urbain	3,9	2,3
46 775	4	3	Culture, vie sociale	4,0	3,3
80 644	7	4	Autres	6,9	4,6
			Résultats	en % des produits de fonct.	
831 710	76	73	Autofinancement brut	45,0	37,0
473 394	43	56	Marge d'autofinancement courant	25,6	28,6
161 277	15	-4	Capacité (besoin si négatif) de financement de la SI*	8,7	-2,2
34 543	3	2	Résultat de l'exercice	1,9	1,0
			Dettes	en % des produits de fonct.	
1 616 357	148	116	Dettes sur emprunts au 31 décembre	87,5	59,2
0	0	5	Dettes sans réception de fonds au 31 décembre	0,0	2,5
446 271	41	20	Annuité de la dette totale	24,2	10,3
446 271	41	20	<i>dont annuité de la dette sur emprunts</i>	24,2	10,3
358 317	33	17	<i>dont remboursements en capital d'emprunts</i>	19,4	8,4
87 955	8	5	<i>dont intérêts (y compris sur lignes de trésorerie)</i>	4,8	2,4
0	0	0	<i>dont remboursement de la dette sans réception de fonds</i>	0,0	0,0
			Fonds de roulement et trésorerie	en jours de décaissement	
67 212	6	10	Fonds de roulement au 31-12	9,4	15,4
90 061	8	16	Disponibilités au 31-12	12,6	24,5
89 985	8	14	Trésorerie nette au 31-12	12,6	21,8
1,08		1,59	Ratio de trésorerie immédiate (coefficient)		

ILE-DE-FRANCE

fiche 2/4

RECETTES

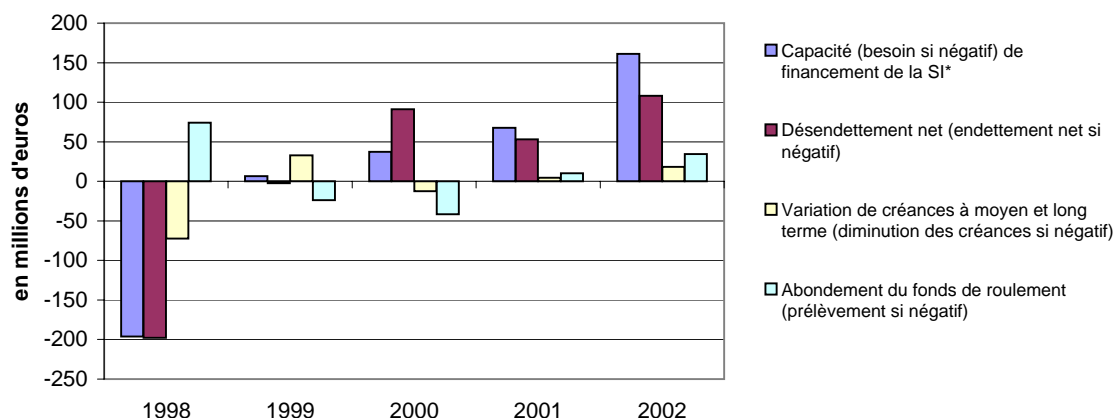
Exercice 2002

Strate de comparaison : Métropole hors Ile-de-France et Corse

Population : 10 952 011 habitants

milliers d'euros	en euros/hab.	moy. strate		ratios de structure	moyenne strate
2 641 436	241	238	Recettes totales de l'exercice		en % des produits de fonct.
1 846 950	169	197	Produits de fonctionnement	100,0	100,0
559 488	51	68	Transferts reçus :	30,3	34,8
550 508	50	64	- participations et dotations reçues de l'État	29,8	32,7
399 826	37	22	<i>dont participations</i>	21,6	11,1
101 789	9	42	<i>dont dotation générale de décentralisation</i>	5,5	21,6
8 980	1	4	- autres transferts reçus dont fonds européens	0,5	2,2
363 347	33	55	Impôts locaux	19,7	28,0
586 102	54	46	Attributions fiscales de péréquation-compensation	31,7	23,3
262 917	24	12	<i>dont compensation au titre de la suppression de la TRADE**</i>	14,2	6,3
291 532	27	25	Impôts indirects et autres taxes	15,8	12,9
0	0	0	- <i>taxe sur les permis de conduire</i>	0,0	0,2
291 532	27	25	- <i>taxe sur les certificats d'immatriculation</i>	15,8	12,7
0	0	0	- <i>droit additionnel d'octroi de mer (ROM)</i>	0,0	0,0
0	0	0	- <i>taxe sur les carburants (ROM)</i>	0,0	0,0
0	0	0	- <i>autres impôts indirects (Corse et ROM)</i>	0,0	0,0
			Éléments de fiscalité votée	Taux d'imposition :	
				de la région	de la strate
144 907	13	19	Produit foncier bâti	0,87%	2,48%
648	0	0	Produit foncier non bâti	1,50%	6,04%
244 632	22	35	Produit taxe professionnelle	1,02%	2,31%
0	0	0	Permis de conduire (en euros)	0	21
305 050	28	24	Carte grise (en euros/CV)***	29	27
				% dans total voté des impôts locaux	
794 486	73	42	Recettes réelles d'investissement	% des recettes d'inv.	
497 503	45	12	Dotations et fonds divers (1)	62,6	29,7
56 262	5	4	<i>dont FCTVA</i>	7,1	10,6
74 719	7	8	<i>dont dotation régionale d'équipement scolaire</i>	9,4	19,1
3 084	0	2	Subventions et participations d'équipement reçues (2)	0,4	5,2
133 278	12	13	<i>Dotations, fonds et participations d'État (=sous-ensemble de 1+2)</i>	16,8	30,9
250 000	23	23	Emprunts et dettes assimilées	31,5	55,6
30 887	3	3	Cessions d'immobilisations financières	3,9	6,2

Equilibre financier

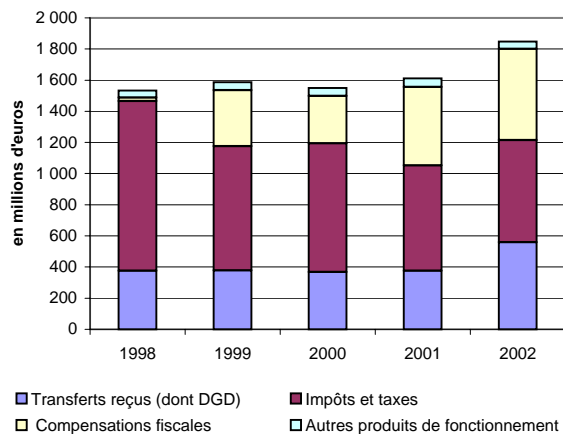


* capacité (besoin si négatif) de financement de la section d'investissement = recettes définitives d'inv. + autofinancement brut - dépenses définitives d'inv.

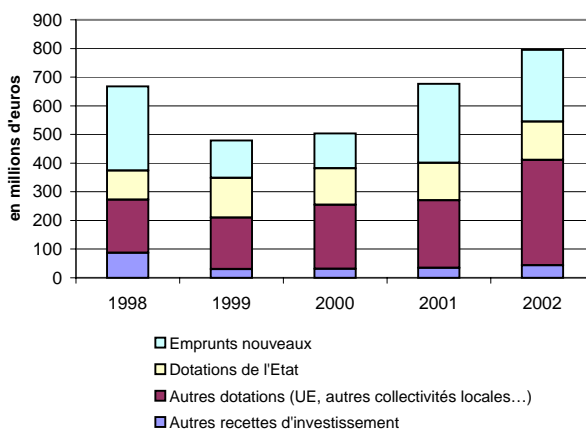
** TRADE : taxe régionale additionnelle aux droits d'enregistrement

*** la tarification indiquée est celle qui est appliquée aux véhicules à propulsion classique

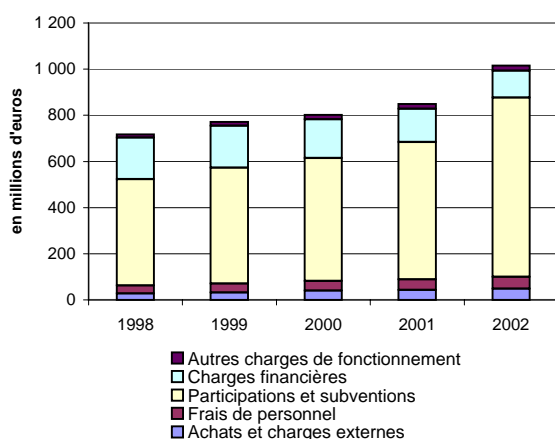
Produits de fonctionnement



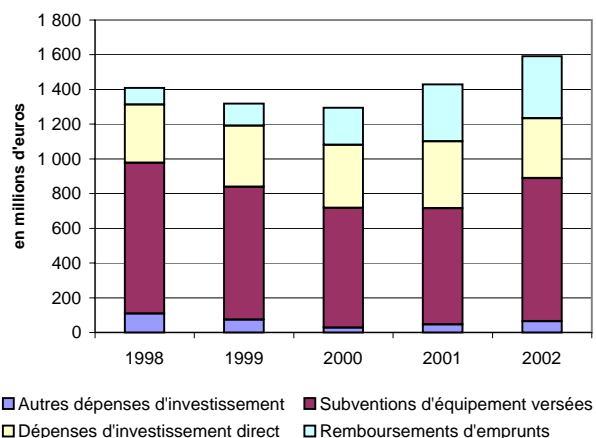
Recettes d'investissement



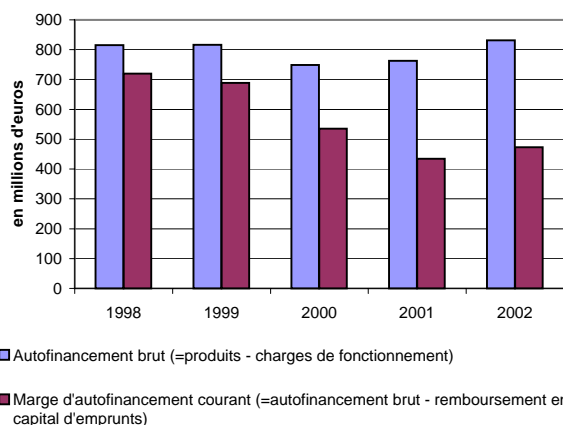
Charges de fonctionnement



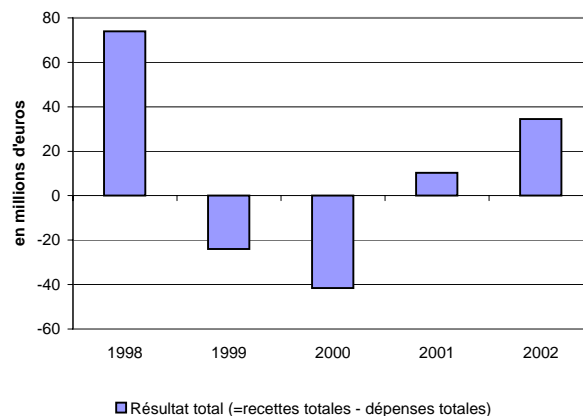
Dépenses d'investissement



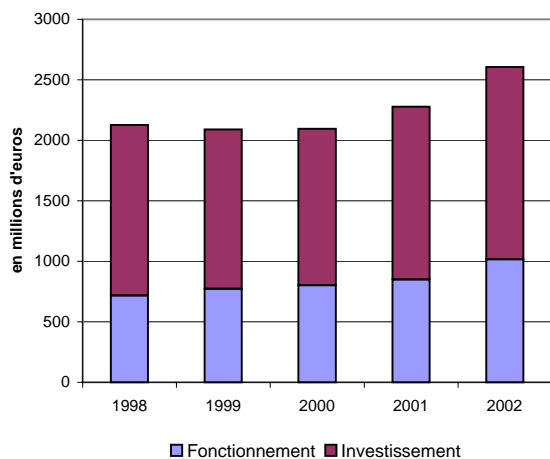
Autofinancement



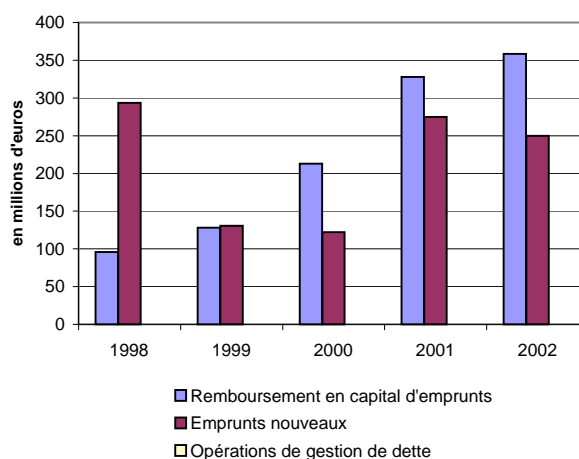
Résultat total



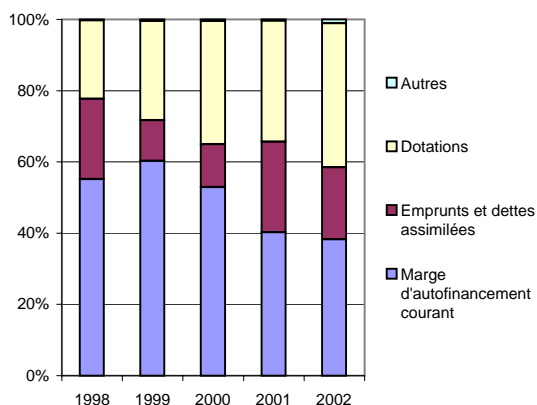
Montant des dépenses par section



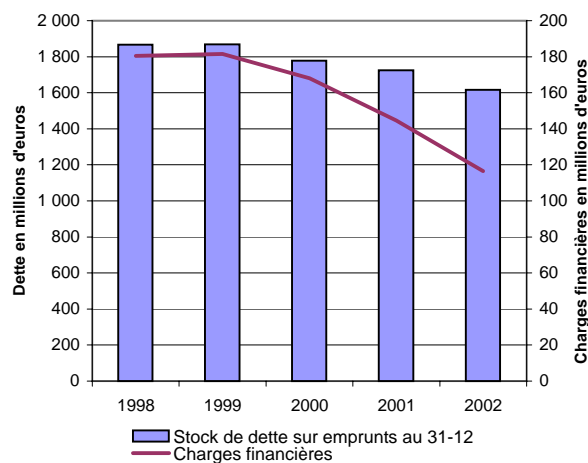
Flux de dette sur emprunts



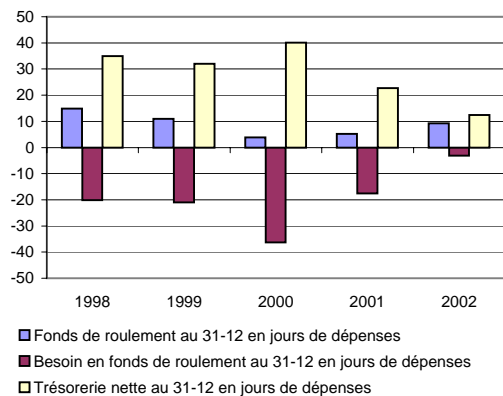
Financement des dépenses définitives d'investissement



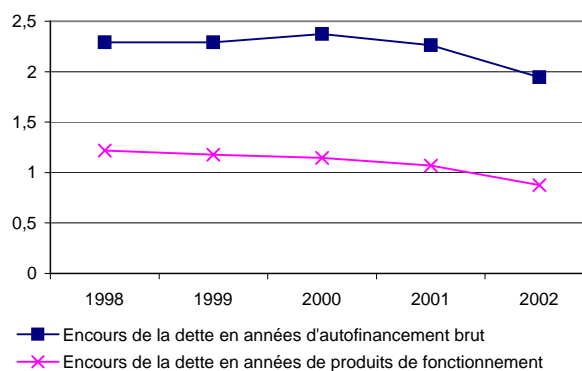
Encours de dette et charges financières



Structure financière en jours de dépenses totales



Poids de la dette sur emprunts rapporté aux ressources



LANGUEDOC-ROUSSILLON

fiche 1/4

DEPENSES

Exercice 2002

Strate de comparaison : Métropole hors Ile-de-France et Corse

Population : 2 295 648 habitants

milliers d'euros	en euros/hab.	moy. strate		ratios de structure	moyenne strate
513 700	224	236	Dépenses totales de l'exercice	en % des dépenses totales	
254 966	111	124	Charges de fonctionnement	49,6	52,4
23 151	10	9	Achats et charges externes	4,5	3,9
15 243	7	7	Charges de personnel	3,0	3,1
193 128	84	98	Contingents-participations et allocations-subventions	37,6	41,5
25 934	11	14	<i>dont participations aux charges des ét. d'enseignement</i>	5,0	5,8
70 098	31	31	<i>dont participation à la formation professionnelle</i>	13,6	13,0
18 713	8	5	Intérêts des emprunts (y c. sur lignes de trésorerie)	3,6	2,0
258 734	113	113	Dépenses réelles d'investissement	50,4	47,6
				en % des dépenses d'inv.	
85 584	37	34	Dépenses d'investissement direct	33,1	30,1
15 515	7	5	<i>dont immobilisations corporelles</i>	6,0	4,2
70 029	31	29	<i>dont immobilisations en cours</i>	27,1	25,8
27 108	12	12	<i>dont avance à des tiers pour travaux</i>	10,5	10,8
72 274	31	31	<i>dont : investissements directs en matière d'enseignement</i>	27,9	27,5
111 040	48	55	Subventions d'équipement versées (sauf aux ét d'enseignement)	42,9	49,1
7 362	3	3	Subventions d'équipement aux établissements d'enseignement	2,8	2,7
4 934	2	3	Immobilisations financières	1,9	2,7
46 676	20	17	Remboursement d'emprunts et dettes assimilées	18,0	14,7
			Répartition fonctionnelle des dépenses	en %	
254 966	111	124	Charges de fonctionnement	100,0	100,0
81 191	35	40	Interventions économiques générales (dont transports)	31,8	32,3
71 634	31	35	Int. socio-économiques (dont formation professionnelle et apprentissage)	28,1	27,9
26 552	12	18	Enseignement (dont lycées)	10,4	14,1
15 184	7	6	Personnel permanent	6,0	5,2
18 715	8	5	Service financier	7,3	4,2
41 689	18	20	Autres	16,4	16,3
203 986	89	92	Dépenses d'inv. (hors op. sur dettes et créances à long terme)	100,0	100,0
87 570	38	39	Enseignement - Formation	42,9	42,8
37 141	16	25	Transports, postes et télécommunications	18,2	27,6
13 494	6	11	Action économique	6,6	11,7
32 825	14	7	Développement rural et aménagement de l'espace naturel	16,1	7,8
21	0	2	Développement urbain	0,0	2,3
7 116	3	3	Culture, vie sociale	3,5	3,3
25 819	11	4	Autres	12,7	4,6
			Résultats	en % des produits de fonct.	
167 717	73	73	Autofinancement brut	39,7	37,0
121 041	53	56	Marge d'autofinancement courant	28,6	28,6
276	0	-4	Capacité (besoin si négatif) de financement de la SI*	0,1	-2,2
-2 713	-1	2	Résultat de l'exercice	-0,6	1,0
			Dettes	en % des produits de fonct.	
375 947	164	116	Dettes sur emprunts au 31 décembre	88,9	59,2
722	0	5	Dettes sans réception de fonds au 31 décembre	0,2	2,5
65 389	28	20	Annuité de la dette totale	15,5	10,3
65 389	28	20	<i>dont annuité de la dette sur emprunts</i>	15,5	10,3
46 676	20	17	<i>dont remboursements en capital d'emprunts</i>	11,0	8,4
18 713	8	5	<i>dont intérêts (y compris sur lignes de trésorerie)</i>	4,4	2,4
0	0	0	<i>dont remboursement de la dette sans réception de fonds</i>	0,0	0,0
			Fonds de roulement et trésorerie	en jours de décaissement	
2 412	1	10	Fonds de roulement au 31-12	1,7	15,4
24 965	11	16	Disponibilités au 31-12	17,7	24,5
-4 382	-2	14	Trésorerie nette au 31-12	-3,1	21,8
0,69		1,59	Ratio de trésorerie immédiate (coefficient)		

LANGUEDOC-ROUSSILLON

fiche 2/4

RECETTES

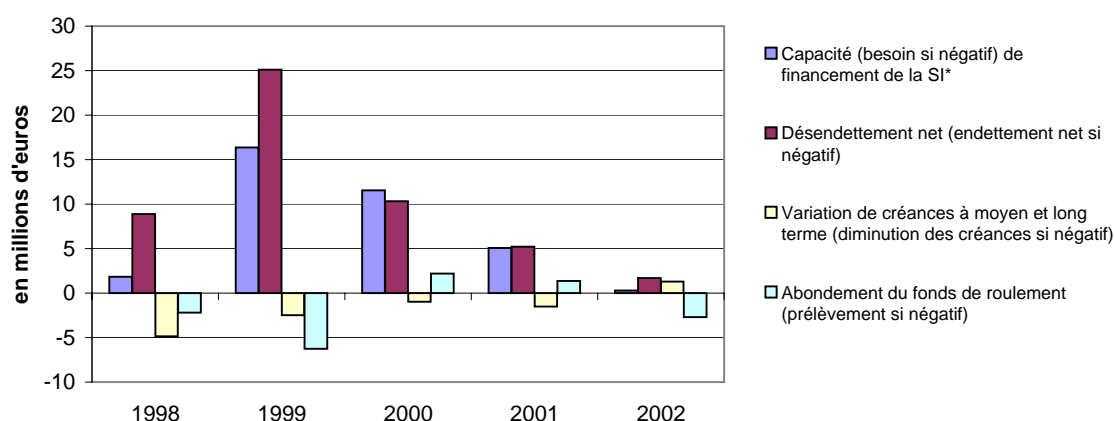
Exercice 2002

Strate de comparaison : Métropole hors Ile-de-France et Corse

Population : 2 295 648 habitants

milliers d'euros	en euros/hab.	moy. strate		ratios de structure	moyenne strate
510 987	223	238	Recettes totales de l'exercice		en % des produits de fonct.
422 682	184	197	Produits de fonctionnement	100,0	100,0
148 587	65	68	Transferts reçus :	35,2	34,8
144 752	63	64	- participations et dotations reçues de l'État	34,2	32,7
56 271	25	22	<i>dont participations</i>	13,3	11,1
82 994	36	42	<i>dont dotation générale de décentralisation</i>	19,6	21,6
3 835	2	4	- autres transferts reçus dont fonds européens	0,9	2,2
102 058	44	55	Impôts locaux	24,1	28,0
109 941	48	46	Attributions fiscales de péréquation-compensation	26,0	23,3
31 102	14	12	<i>dont compensation au titre de la suppression de la TRADE**</i>	7,4	6,3
60 122	26	25	Impôts indirects et autres taxes	14,2	12,9
400	0	0	- <i>taxe sur les permis de conduire</i>	0,1	0,2
59 721	26	25	- <i>taxe sur les certificats d'immatriculation</i>	14,1	12,7
0	0	0	- <i>droit additionnel d'octroi de mer (ROM)</i>	0,0	0,0
0	0	0	- <i>taxe sur les carburants (ROM)</i>	0,0	0,0
0	0	0	- <i>autres impôts indirects (Corse et ROM)</i>	0,0	0,0
			Éléments de fiscalité votée	Taux d'imposition :	
				de la région	de la strate
50 575	22	19	Produit foncier bâti	2,60%	2,48%
511	0	0	Produit foncier non bâti	5,48%	6,04%
49 717	22	35	Produit taxe professionnelle	2,31%	2,31%
0	0	0	Permis de conduire (en euros)	0	21
52 990	23	24	Carte grise (en euros/CV)***	26	27
				% dans total voté des impôts locaux	
88 305	38	42	Recettes réelles d'investissement	% des recettes d'inv.	
21 923	10	12	Dotations et fonds divers (1)	24,8	29,7
7 022	3	4	<i>dont FCTVA</i>	8,0	10,6
14 901	6	8	<i>dont dotation régionale d'équipement scolaire</i>	16,9	19,1
1 328	1	2	Subventions et participations d'équipement reçues (2)	1,5	5,2
22 881	10	13	<i>Dotations, fonds et participations d'État (=sous-ensemble de 1+2)</i>	25,9	30,9
45 000	20	23	Emprunts et dettes assimilées	51,0	55,6
3 622	2	3	Cessions d'immobilisations financières	4,1	6,2

Equilibre financier

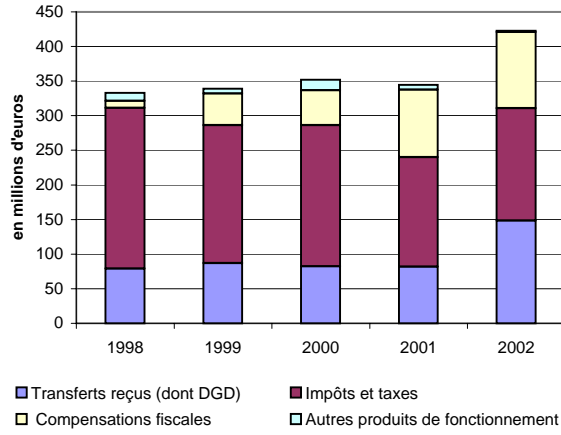


* capacité (besoin si négatif) de financement de la section d'investissement = recettes définitives d'inv. + autofinancement brut - dépenses définitives d'inv.

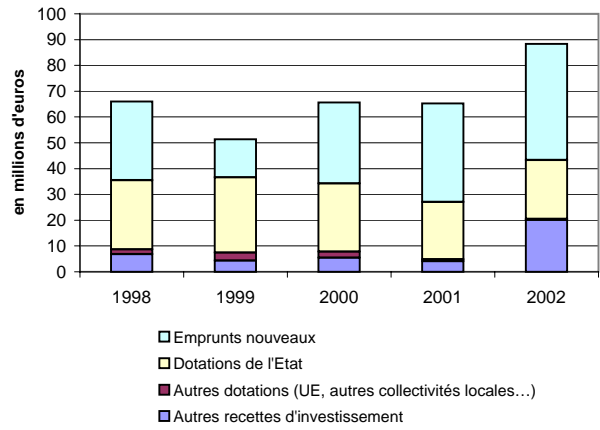
** TRADE : taxe régionale additionnelle aux droits d'enregistrement

*** la tarification indiquée est celle qui est appliquée aux véhicules à propulsion classique

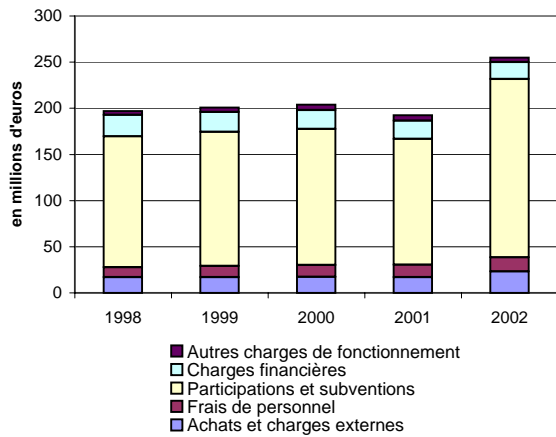
Produits de fonctionnement



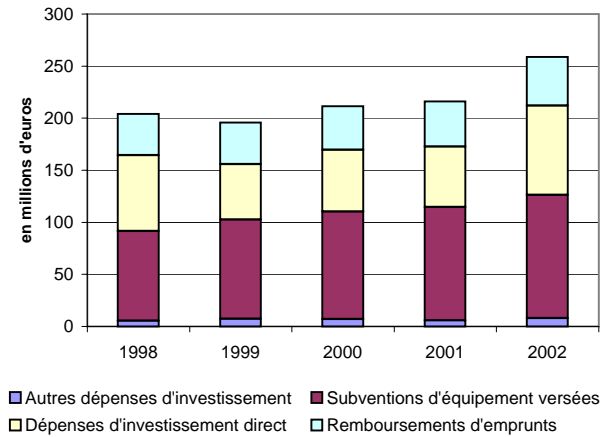
Recettes d'investissement



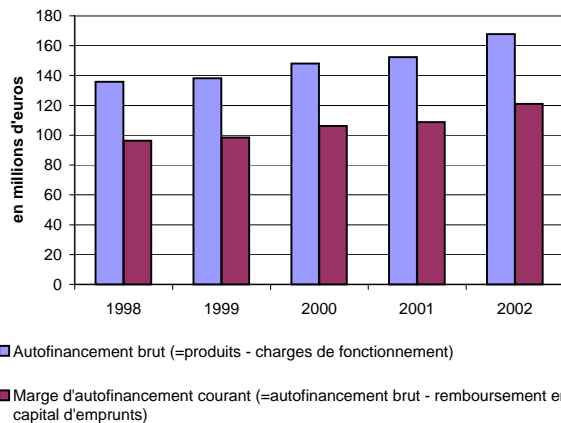
Charges de fonctionnement



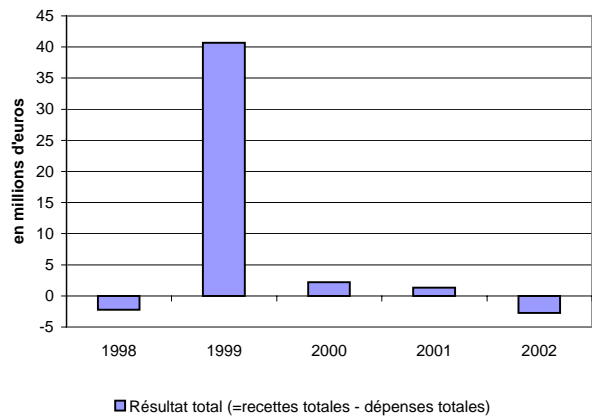
Dépenses d'investissement



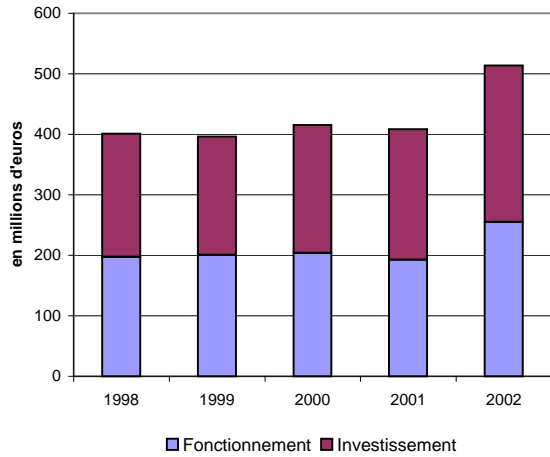
Autofinancement



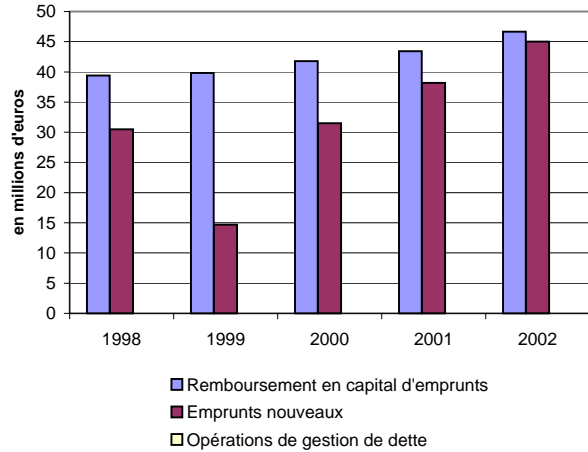
Résultat total



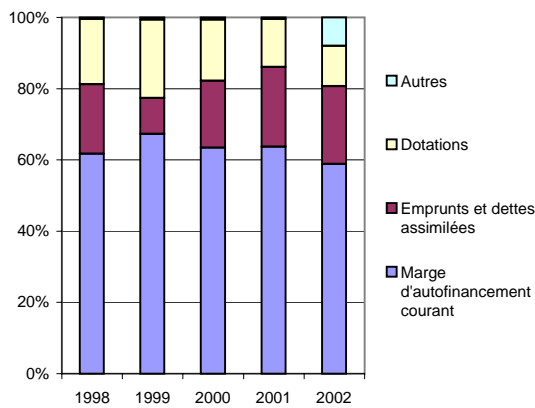
Montant des dépenses par section



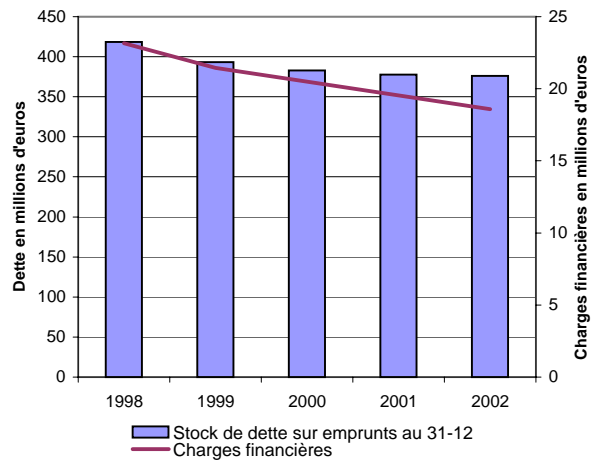
Flux de dette sur emprunts



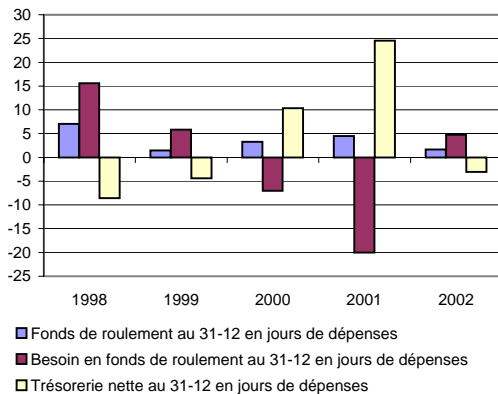
Financement des dépenses définitives d'investissement



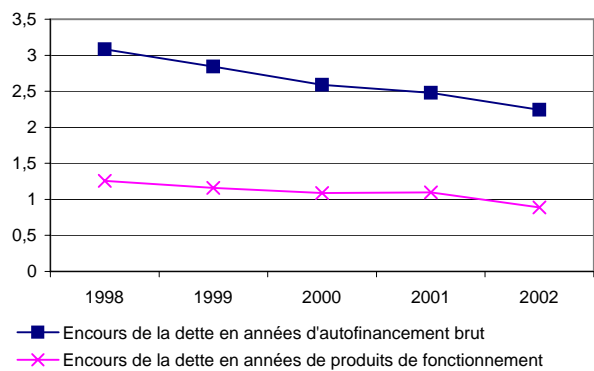
Encours de dette et charges financières



Structure financière en jours de dépenses totales



Poids de la dette sur emprunts rapporté aux ressources



LIMOUSIN

fiche 1/4

DEPENSES

Exercice 2002

Strate de comparaison : Métropole hors Ile-de-France et Corse

Population : 710 939 habitants

milliers d'euros	en euros/hab.	moy. strate		ratios de structure	moyenne strate
210 332	296	236	Dépenses totales de l'exercice	en % des dépenses totales	
127 518	179	124	Charges de fonctionnement	60,6	52,4
8 933	13	9	Achats et charges externes	4,2	3,9
7 376	10	7	Charges de personnel	3,5	3,1
104 484	147	98	Contingents-participations et allocations-subventions	49,7	41,5
11 855	17	14	<i>dont participations aux charges des ét. d'enseignement</i>	5,6	5,8
22 371	31	31	<i>dont participation à la formation professionnelle</i>	10,6	13,0
2 074	3	5	Intérêts des emprunts (y c. sur lignes de trésorerie)	1,0	2,0
82 814	116	113	Dépenses réelles d'investissement	39,4	47,6
				en % des dépenses d'inv.	
20 842	29	34	Dépenses d'investissement direct	25,2	30,1
720	1	5	<i>dont immobilisations corporelles</i>	0,9	4,2
20 036	28	29	<i>dont immobilisations en cours</i>	24,2	25,8
3 861	5	12	<i>dont avance à des tiers pour travaux</i>	4,7	10,8
17 071	24	31	<i>dont : investissements directs en matière d'enseignement</i>	20,6	27,5
46 489	65	55	Subventions d'équipement versées (sauf aux ét d'enseignement)	56,1	49,1
2 653	4	3	Subventions d'équipement aux établissements d'enseignement	3,2	2,7
2 202	3	3	Immobilisations financières	2,7	2,7
9 663	14	17	Remboursement d'emprunts et dettes assimilées	11,7	14,7
			Répartition fonctionnelle des dépenses	en %	
127 518	179	124	Charges de fonctionnement	100,0	100,0
54 796	77	40	Interventions économiques générales (dont transports)	43,0	32,3
24 055	34	35	Int. socio-économiques (dont formation professionnelle et apprentissage)	18,9	27,9
17 591	25	18	Enseignement (dont lycées)	13,8	14,1
7 850	11	6	Personnel permanent	6,2	5,2
2 095	3	5	Service financier	1,6	4,2
21 132	30	20	Autres	16,6	16,3
			Dépenses d'inv. (hors op. sur dettes et créances à long terme)	en %	
69 984	98	92	Dépenses d'inv. (hors op. sur dettes et créances à long terme)	100,0	100,0
22 998	32	39	Enseignement - Formation	32,9	42,8
24 944	35	25	Transports, postes et télécommunications	35,6	27,6
13 697	19	11	Action économique	19,6	11,7
86	0	7	Développement rural et aménagement de l'espace naturel	0,1	7,8
296	0	2	Développement urbain	0,4	2,3
1 194	2	3	Culture, vie sociale	1,7	3,3
6 770	10	4	Autres	9,7	4,6
			Résultats	en % des produits de fonct.	
61 547	87	73	Autofinancement brut	32,6	37,0
51 885	73	56	Marge d'autofinancement courant	27,4	28,6
2 076	3	-4	Capacité (besoin si négatif) de financement de la SI*	1,1	-2,2
-7 759	-11	2	Résultat de l'exercice	-4,1	1,0
			Dettes	en % des produits de fonct.	
41 872	59	116	Dettes sur emprunts au 31 décembre	22,1	59,2
0	0	5	Dettes sans réception de fonds au 31 décembre	0,0	2,5
11 737	17	20	Annuité de la dette totale	6,2	10,3
11 737	17	20	<i>dont annuité de la dette sur emprunts</i>	6,2	10,3
9 663	14	17	<i>dont remboursements en capital d'emprunts</i>	5,1	8,4
2 074	3	5	<i>dont intérêts (y compris sur lignes de trésorerie)</i>	1,1	2,4
0	0	0	<i>dont remboursement de la dette sans réception de fonds</i>	0,0	0,0
			Fonds de roulement et trésorerie	en jours de décaissement	
6 589	9	10	Fonds de roulement au 31-12	11,4	15,4
5 240	7	16	Disponibilités au 31-12	9,1	24,5
5 240	7	14	Trésorerie nette au 31-12	9,1	21,8
0,74		1,59	Ratio de trésorerie immédiate (coefficient)		

LIMOUSIN

fiche 2/4

RECETTES

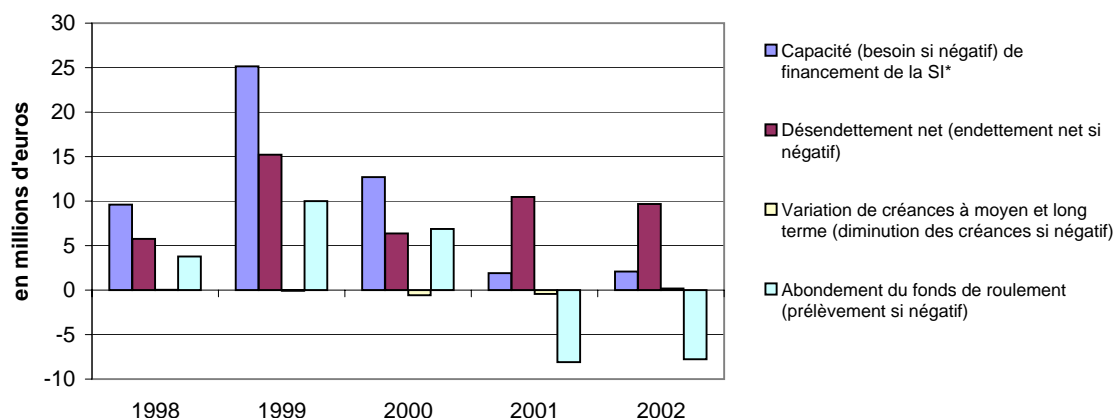
Exercice 2002

Strate de comparaison : Métropole hors Ile-de-France et Corse

Population : 710 939 habitants

milliers d'euros	en euros/hab.	moy. strate		ratios de structure	moyenne strate
202 573	285	238	Recettes totales de l'exercice		en % des produits de fonct.
189 066	266	197	Produits de fonctionnement	100,0	100,0
84 121	118	68	Transferts reçus :	44,5	34,8
79 629	112	64	- participations et dotations reçues de l'État	42,1	32,7
17 755	25	22	<i>dont participations</i>	9,4	11,1
55 957	79	42	<i>dont dotation générale de décentralisation</i>	29,6	21,6
4 492	6	4	- autres transferts reçus dont fonds européens	2,4	2,2
45 477	64	55	Impôts locaux	24,1	28,0
40 368	57	46	Attributions fiscales de péréquation-compensation	21,4	23,3
6 459	9	12	<i>dont compensation au titre de la suppression de la TRADE**</i>	3,4	6,3
16 558	23	25	Impôts indirects et autres taxes	8,8	12,9
493	1	0	- <i>taxe sur les permis de conduire</i>	0,3	0,2
16 065	23	25	- <i>taxe sur les certificats d'immatriculation</i>	8,5	12,7
0	0	0	- <i>droit additionnel d'octroi de mer (ROM)</i>	0,0	0,0
0	0	0	- <i>taxe sur les carburants (ROM)</i>	0,0	0,0
0	0	0	- <i>autres impôts indirects (Corse et ROM)</i>	0,0	0,0
			Éléments de fiscalité votée	Taux d'imposition :	
				de la région	de la strate
17 704	25	19	Produit foncier bâti	3,37%	2,48%
155	0	0	Produit foncier non bâti	13,15%	6,04%
26 898	38	35	Produit taxe professionnelle	3,33%	2,31%
579	1	0	Permis de conduire (en euros)	39	21
14 330	20	24	Carte grise (en euros/CV)***	25	27
				% dans total voté des impôts locaux	
13 508	19	42	Recettes réelles d'investissement	% des recettes d'inv.	
9 576	13	12	Dotations et fonds divers (1)	70,9	29,7
3 499	5	4	<i>dont FCTVA</i>	25,9	10,6
6 077	9	8	<i>dont dotation régionale d'équipement scolaire</i>	45,0	19,1
337	0	2	Subventions et participations d'équipement reçues (2)	2,5	5,2
9 786	14	13	<i>Dotations, fonds et participations d'État (=sous-ensemble de 1+2)</i>	72,4	30,9
0	0	23	Emprunts et dettes assimilées	0,0	55,6
2 030	3	3	Cessions d'immobilisations financières	15,0	6,2

Equilibre financier

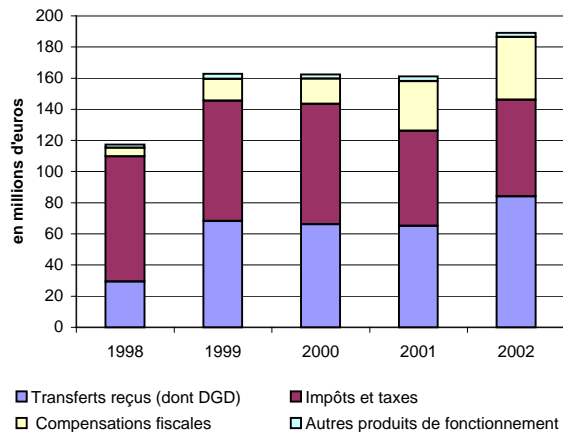


* capacité (besoin si négatif) de financement de la section d'investissement = recettes définitives d'inv. + autofinancement brut - dépenses définitives d'inv.

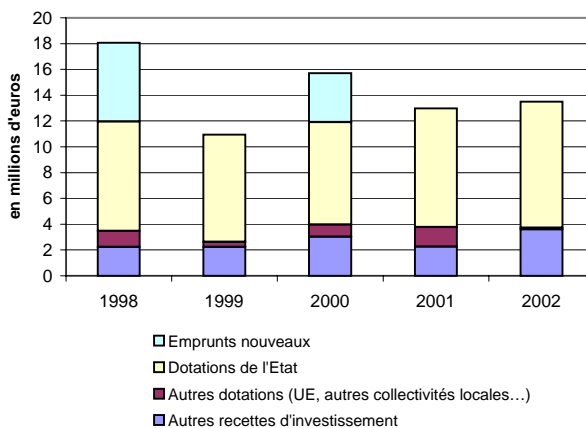
** TRADE : taxe régionale additionnelle aux droits d'enregistrement

*** la tarification indiquée est celle qui est appliquée aux véhicules à propulsion classique

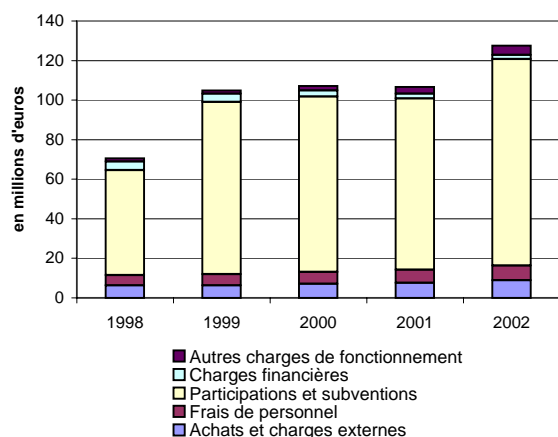
Produits de fonctionnement



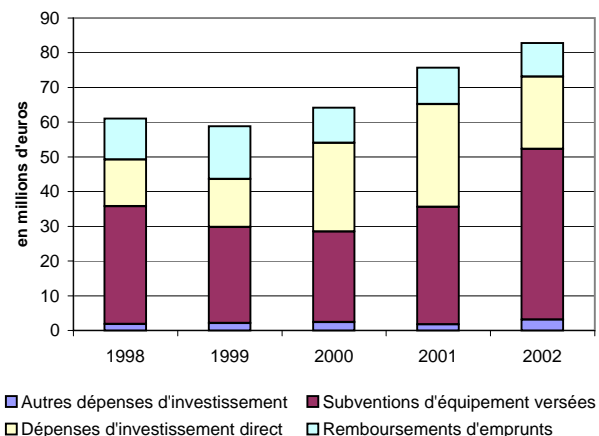
Recettes d'investissement



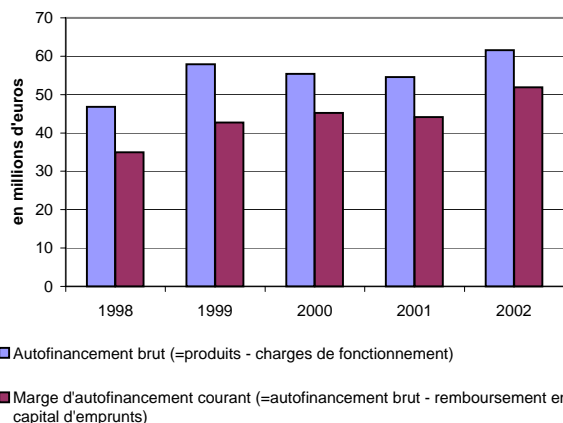
Charges de fonctionnement



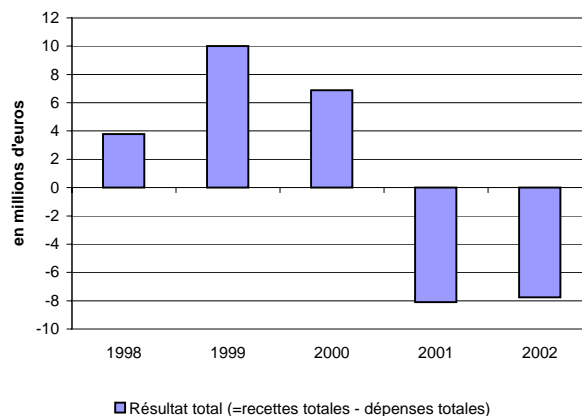
Dépenses d'investissement



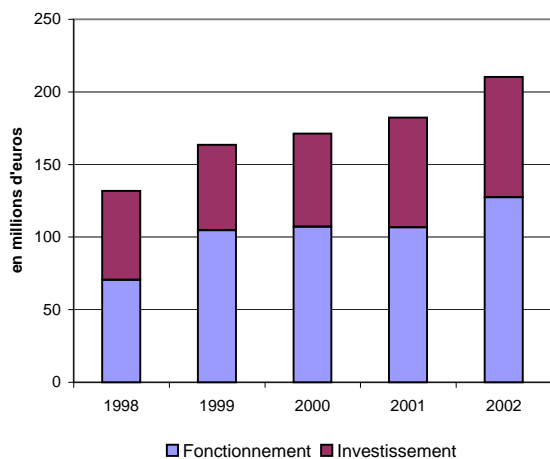
Autofinancement



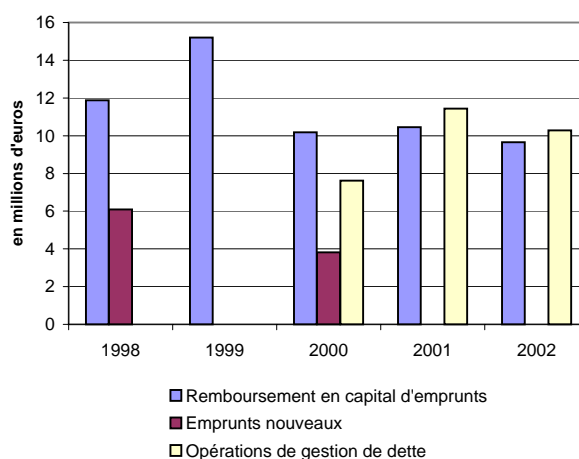
Résultat total



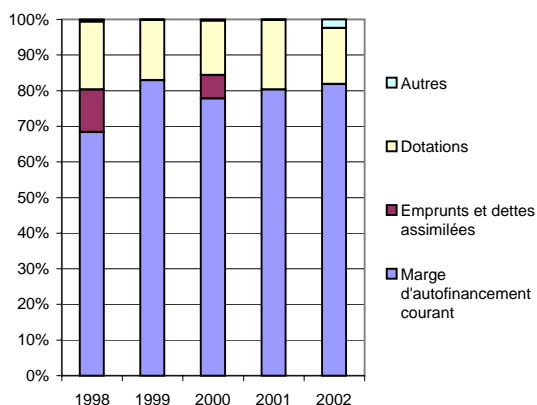
Montant des dépenses par section



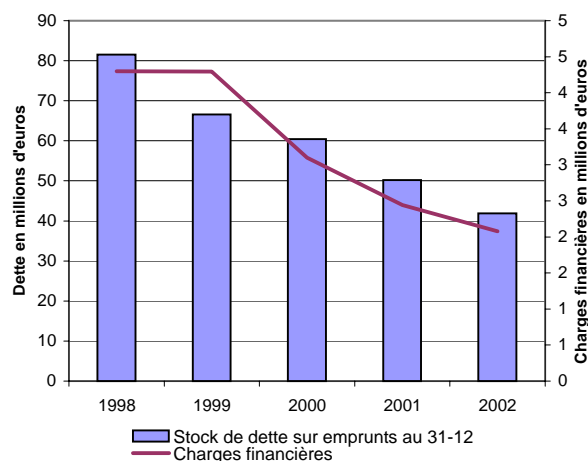
Flux de dette sur emprunts



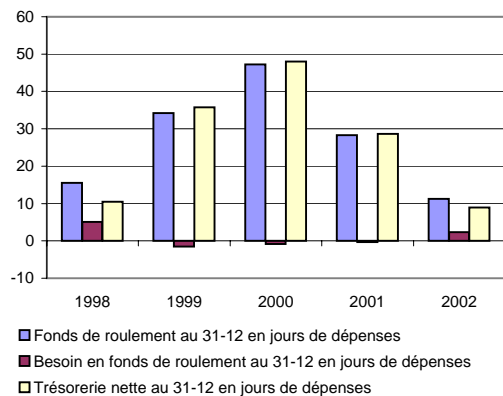
Financement des dépenses définitives d'investissement



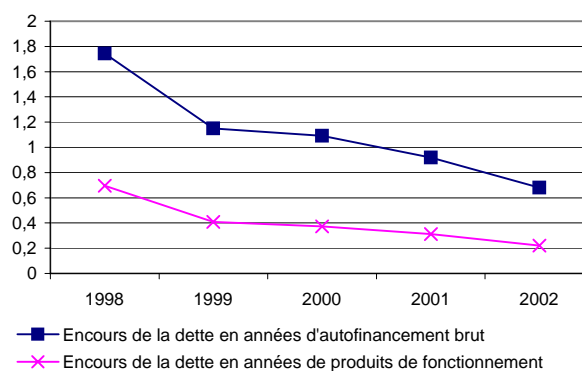
Encours de dette et charges financières



Structure financière en jours de dépenses totales



Poids de la dette sur emprunts rapporté aux ressources



LORRAINE

fiche 1/4

DEPENSES

Exercice 2002

Strate de comparaison : Métropole hors Ile-de-France et Corse

Population : 2 310 376 habitants

milliers d'euros	en euros/hab.	moy. strate		ratios de structure	moyenne strate
466 968	202	236	Dépenses totales de l'exercice	en % des dépenses totales	
246 470	107	124	Charges de fonctionnement	52,8	52,4
15 754	7	9	Achats et charges externes	3,4	3,9
13 537	6	7	Charges de personnel	2,9	3,1
203 883	88	98	Contingents-participations et allocations-subventions	43,7	41,5
30 954	13	14	<i>dont participations aux charges des ét. d'enseignement</i>	6,6	5,8
45 491	20	31	<i>dont participation à la formation professionnelle</i>	9,7	13,0
4 961	2	5	Intérêts des emprunts (y c. sur lignes de trésorerie)	1,1	2,0
220 498	95	113	Dépenses réelles d'investissement	47,2	47,6
				en % des dépenses d'inv.	
49 732	22	34	Dépenses d'investissement direct	22,6	30,1
8 292	4	5	<i>dont immobilisations corporelles</i>	3,8	4,2
41 044	18	29	<i>dont immobilisations en cours</i>	18,6	25,8
15 220	7	12	<i>dont avance à des tiers pour travaux</i>	6,9	10,8
47 579	21	31	<i>dont : investissements directs en matière d'enseignement</i>	21,6	27,5
133 111	58	55	Subventions d'équipement versées (sauf aux ét d'enseignement)	60,4	49,1
7 239	3	3	Subventions d'équipement aux établissements d'enseignement	3,3	2,7
2 769	1	3	Immobilisations financières	1,3	2,7
25 323	11	17	Remboursement d'emprunts et dettes assimilées	11,5	14,7
Répartition fonctionnelle des dépenses				en %	
246 470	107	124	Charges de fonctionnement	100,0	100,0
105 616	46	40	Interventions économiques générales (dont transports)	42,9	32,3
58 913	25	35	Int. socio-économiques (dont formation professionnelle et apprentissage)	23,9	27,9
39 302	17	18	Enseignement (dont lycées)	15,9	14,1
13 737	6	6	Personnel permanent	5,6	5,2
5 363	2	5	Service financier	2,2	4,2
23 540	10	20	Autres	9,6	16,3
190 082	82	92	Dépenses d'inv. (hors op. sur dettes et créances à long terme)	100,0	100,0
62 473	27	39	Enseignement - Formation	32,9	42,8
83 234	36	25	Transports, postes et télécommunications	43,8	27,6
24 552	11	11	Action économique	12,9	11,7
5 110	2	7	Développement rural et aménagement de l'espace naturel	2,7	7,8
7 670	3	2	Développement urbain	4,0	2,3
4 091	2	3	Culture, vie sociale	2,2	3,3
2 952	1	4	Autres	1,6	4,6
Résultats				en % des produits de fonct.	
187 895	81	73	Autofinancement brut	43,3	37,0
162 572	70	56	Marge d'autofinancement courant	37,4	28,6
25 886	11	-4	Capacité (besoin si négatif) de financement de la SI*	6,0	-2,2
6 543	3	2	Résultat de l'exercice	1,5	1,0
Dettes				en % des produits de fonct.	
97 416	42	116	Dettes sur emprunts au 31 décembre	22,4	59,2
0	0	5	Dettes sans réception de fonds au 31 décembre	0,0	2,5
30 284	13	20	Annuité de la dette totale	7,0	10,3
30 284	13	20	<i>dont annuité de la dette sur emprunts</i>	7,0	10,3
25 323	11	17	<i>dont remboursements en capital d'emprunts</i>	5,8	8,4
4 961	2	5	<i>dont intérêts (y compris sur lignes de trésorerie)</i>	1,1	2,4
0	0	0	<i>dont remboursement de la dette sans réception de fonds</i>	0,0	0,0
Fonds de roulement et trésorerie				en jours de décaissement	
25 297	11	10	Fonds de roulement au 31-12	19,8	15,4
52 210	23	16	Disponibilités au 31-12	40,8	24,5
52 206	23	14	Trésorerie nette au 31-12	40,8	21,8
1,84		1,59	Ratio de trésorerie immédiate (coefficient)		

LORRAINE

fiche 2/4

RECETTES

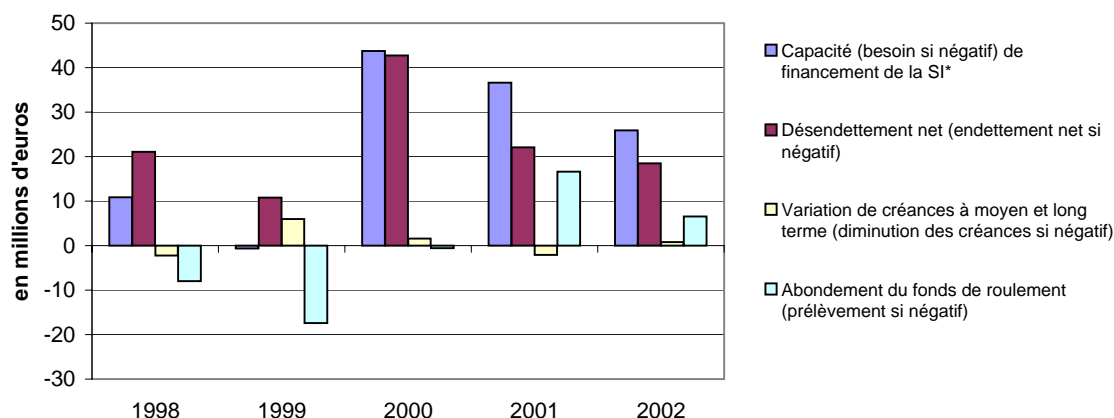
Exercice 2002

Strate de comparaison : Métropole hors Ile-de-France et Corse

Population : 2 310 376 habitants

milliers d'euros	en euros/hab.	moy. strate		ratios de structure	moyenne strate
473 511	205	238	Recettes totales de l'exercice		en % des produits de fonct.
434 365	188	197	Produits de fonctionnement	100,0	100,0
181 288	78	68	Transferts reçus :	41,7	34,8
169 110	73	64	- participations et dotations reçues de l'État	38,9	32,7
48 689	21	22	<i>dont participations</i>	11,2	11,1
120 420	52	42	<i>dont dotation générale de décentralisation</i>	27,7	21,6
12 179	5	4	- autres transferts reçus dont fonds européens	2,8	2,2
108 559	47	55	Impôts locaux	25,0	28,0
82 391	36	46	Attributions fiscales de péréquation-compensation	19,0	23,3
22 520	10	12	<i>dont compensation au titre de la suppression de la TRADE**</i>	5,2	6,3
57 827	25	25	Impôts indirects et autres taxes	13,3	12,9
0	0	0	- <i>taxe sur les permis de conduire</i>	0,0	0,2
57 827	25	25	- <i>taxe sur les certificats d'immatriculation</i>	13,3	12,7
0	0	0	- <i>droit additionnel d'octroi de mer (ROM)</i>	0,0	0,0
0	0	0	- <i>taxe sur les carburants (ROM)</i>	0,0	0,0
0	0	0	- <i>autres impôts indirects (Corse et ROM)</i>	0,0	0,0
			Éléments de fiscalité votée	Taux d'imposition :	
				de la région	de la strate
31 748	14	19	Produit foncier bâti	1,94%	2,48%
275	0	0	Produit foncier non bâti	5,83%	6,04%
74 389	32	35	Produit taxe professionnelle	1,84%	2,31%
0	0	0	Permis de conduire (en euros)	0	21
54 000	23	24	Carte grise (en euros/CV)***	30	27
				% dans total voté des impôts locaux	
39 146	17	42	Recettes réelles d'investissement	% des recettes d'inv.	
28 351	12	12	Dotations et fonds divers (1)	72,4	29,7
7 958	3	4	<i>dont FCTVA</i>	20,3	10,6
20 393	9	8	<i>dont dotation régionale d'équipement scolaire</i>	52,1	19,1
924	0	2	Subventions et participations d'équipement reçues (2)	2,4	5,2
29 267	13	13	<i>Dotations, fonds et participations d'État (=sous-ensemble de 1+2)</i>	74,8	30,9
6 800	3	23	Emprunts et dettes assimilées	17,4	55,6
1 949	1	3	Cessions d'immobilisations financières	5,0	6,2

Equilibre financier

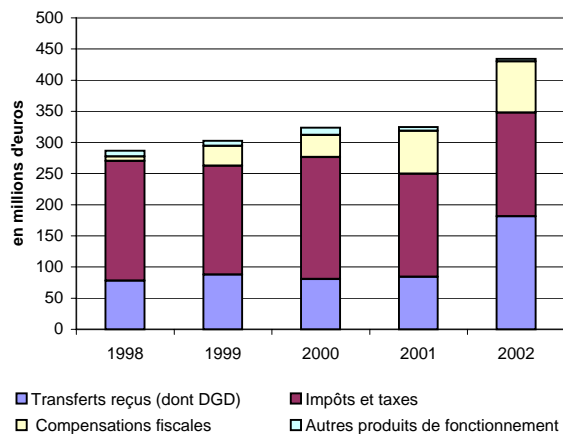


* capacité (besoin si négatif) de financement de la section d'investissement = recettes définitives d'inv. + autofinancement brut - dépenses définitives d'inv.

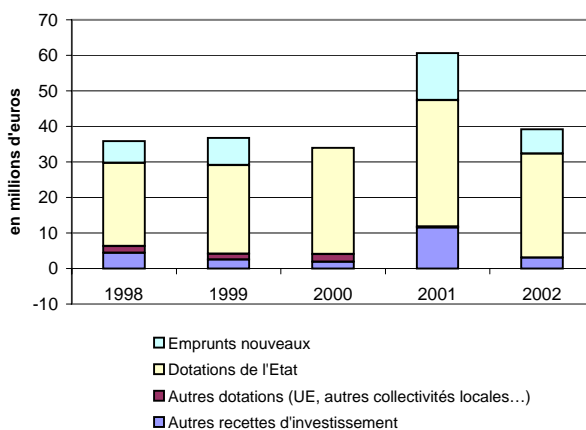
** TRADE : taxe régionale additionnelle aux droits d'enregistrement

*** la tarification indiquée est celle qui est appliquée aux véhicules à propulsion classique

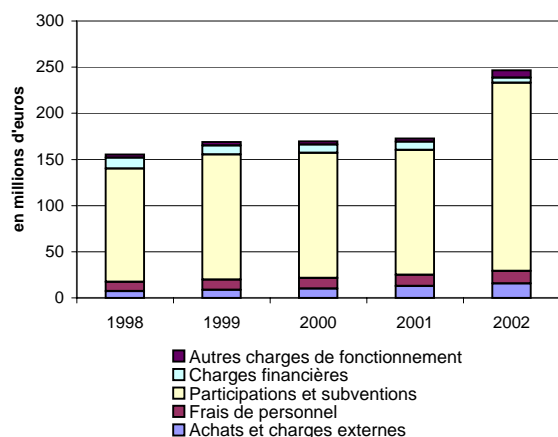
Produits de fonctionnement



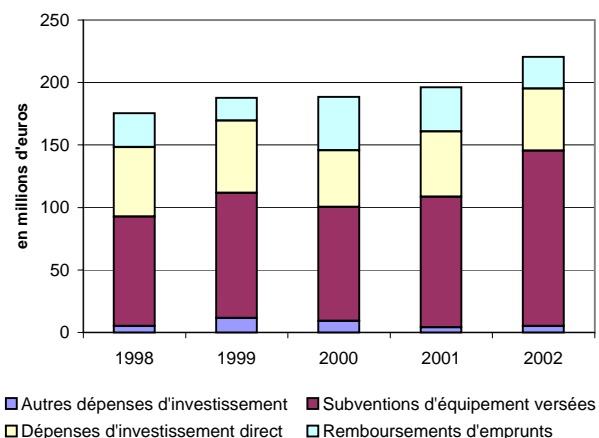
Recettes d'investissement



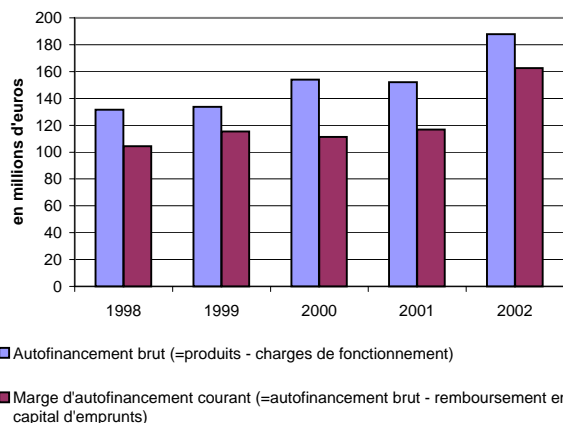
Charges de fonctionnement



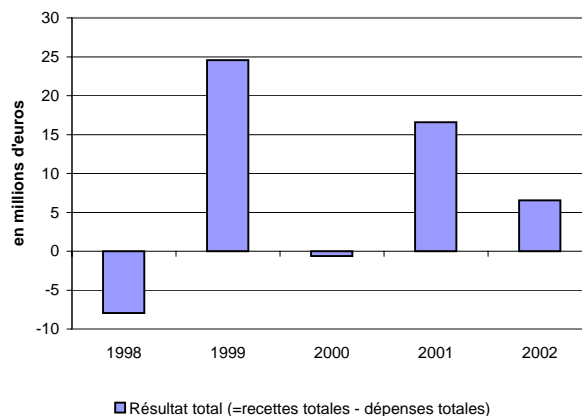
Dépenses d'investissement



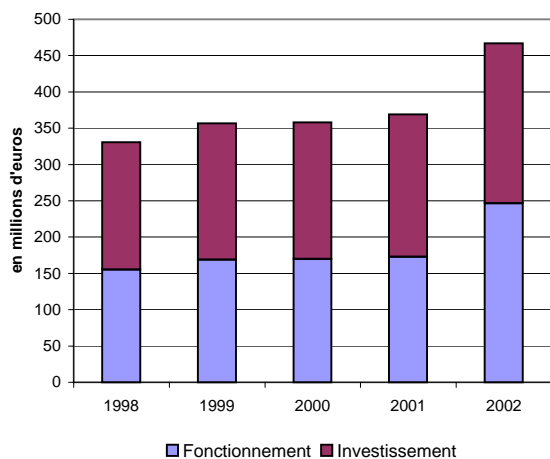
Autofinancement



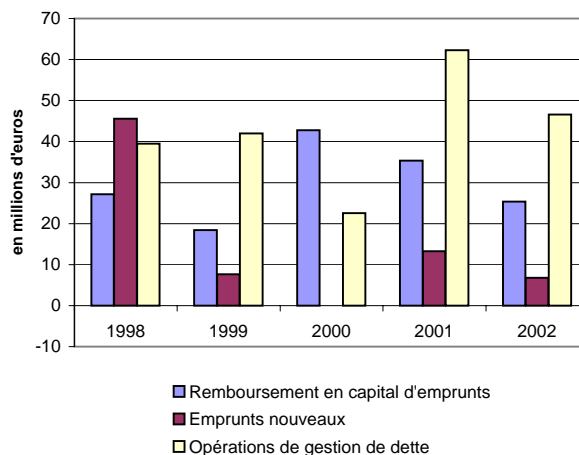
Résultat total



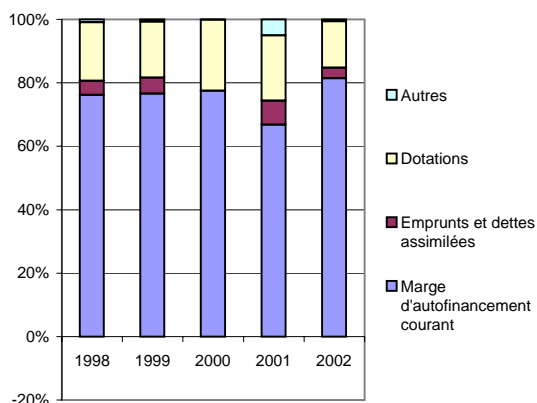
Montant des dépenses par section



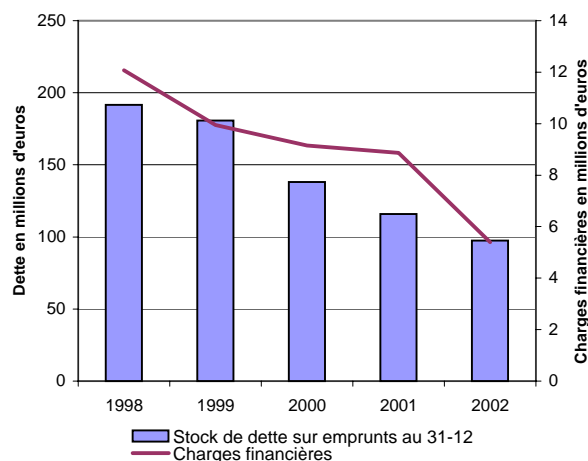
Flux de dette sur emprunts



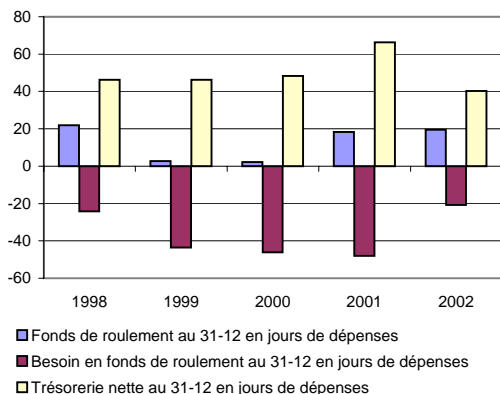
Financement des dépenses définitives d'investissement



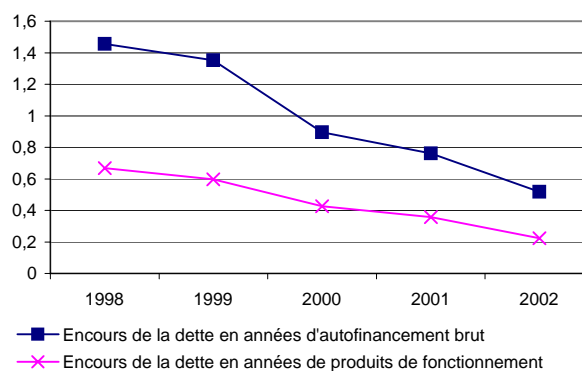
Encours de dette et charges financières



Structure financière en jours de dépenses totales



Poids de la dette sur emprunts rapporté aux ressources



MARTINIQUE

fiche 1/4

DEPENSES

Exercice 2002

Strate de comparaison : Régions d'outre-mer

Population : 381 427 habitants

milliers d'euros	en euros/hab.	moy. strate		ratios de structure	moyenne strate
226 629	594	577	Dépenses totales de l'exercice	en % des dépenses totales	
91 503	240	218	Charges de fonctionnement	40,4	37,8
6 951	18	22	Achats et charges externes	3,1	3,7
12 677	33	34	Charges de personnel	5,6	5,9
65 975	173	139	Contingents-participations et allocations-subventions	29,1	24,1
7 615	20	16	<i>dont participations aux charges des ét. d'enseignement</i>	3,4	2,8
34 617	91	78	<i>dont participation à la formation professionnelle</i>	15,3	13,6
2 259	6	14	Intérêts des emprunts (y c. sur lignes de trésorerie)	1,0	2,4
135 125	354	359	Dépenses réelles d'investissement	59,6	62,2
				en % des dépenses d'inv.	
62 666	164	173	Dépenses d'investissement direct	46,4	48,4
2 066	5	12	<i>dont immobilisations corporelles</i>	1,5	3,4
60 555	159	161	<i>dont immobilisations en cours</i>	44,8	45,0
16 050	42	29	<i>dont avance à des tiers pour travaux</i>	11,9	8,1
25 333	66	58	<i>dont : investissements directs en matière d'enseignement</i>	18,7	16,2
32 480	85	94	Subventions d'équipement versées (sauf aux ét d'enseignement)	24,0	26,1
6 081	16	12	Subventions d'équipement aux établissements d'enseignement	4,5	3,3
2 502	7	11	Immobilisations financières	1,9	3,0
31 132	82	67	Remboursement d'emprunts et dettes assimilées	23,0	18,6
			Répartition fonctionnelle des dépenses	en %	
91 503	240	218	Charges de fonctionnement	100,0	100,0
14 464	38	23	Interventions économiques générales (dont transports)	15,8	10,4
34 724	91	82	Int. socio-économiques (dont formation professionnelle et apprentissage)	37,9	37,5
8 692	23	18	Enseignement (dont lycées)	9,5	8,4
13 212	35	35	Personnel permanent	14,4	16,3
3 257	9	15	Service financier	3,6	6,6
17 155	45	45	Autres	18,7	20,7
101 226	265	279	Dépenses d'inv. (hors op. sur dettes et créances à long terme)	100,0	100,0
32 295	85	77	Enseignement - Formation	31,9	27,6
31 757	83	93	Transports, postes et télécommunications	31,4	33,5
23 586	62	51	Action économique	23,3	18,4
3 145	8	17	Développement rural et aménagement de l'espace naturel	3,1	6,0
268	1	10	Développement urbain	0,3	3,5
444	1	16	Culture, vie sociale	0,4	5,7
9 731	26	15	Autres	9,6	5,3
			Résultats	en % des produits de fonct.	
86 258	226	234	Autofinancement brut	48,5	51,8
55 126	145	168	Marge d'autofinancement courant	31,0	37,0
30 862	81	84	Capacité (besoin si négatif) de financement de la SI*	17,4	18,6
-1 903	-5	59	Résultat de l'exercice	-1,1	13,0
			Dettes	en % des produits de fonct.	
30 731	81	226	Dettes sur emprunts au 31 décembre	17,3	49,9
51	0	0	Dettes sans réception de fonds au 31 décembre	0,0	0,0
33 391	88	74	Annuité de la dette totale	18,8	16,4
33 391	88	74	<i>dont annuité de la dette sur emprunts</i>	18,8	16,4
31 132	82	67	<i>dont remboursements en capital d'emprunts</i>	17,5	14,7
2 259	6	14	<i>dont intérêts (y compris sur lignes de trésorerie)</i>	1,3	3,0
0	0	0	<i>dont remboursement de la dette sans réception de fonds</i>	0,0	0,0
			Fonds de roulement et trésorerie	en jours de décaissement	
53 935	141	154	Fonds de roulement au 31-12	86,9	97,5
86 497	227	141	Disponibilités au 31-12	139,3	89,3
86 153	226	141	Trésorerie nette au 31-12	138,8	89,2
1,76		2,60	Ratio de trésorerie immédiate (coefficient)		

MARTINIQUE

fiche 2/4

RECETTES

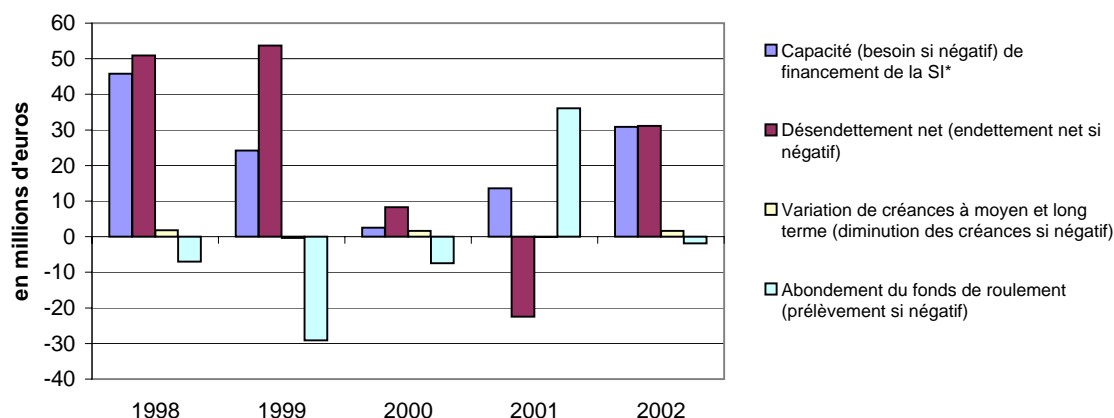
Exercice 2002

Strate de comparaison : Régions d'outre-mer

Population : 381 427 habitants

milliers d'euros	en euros/hab.	moy. strate		ratios de structure	moyenne strate
224 725	589	636	Recettes totales de l'exercice		en % des produits de fonct.
177 762	466	452	Produits de fonctionnement	100,0	100,0
34 469	90	110	Transferts reçus :	19,4	24,3
33 703	88	82	- participations et dotations reçues de l'État	19,0	18,1
28 347	74	67	<i>dont participations</i>	15,9	14,9
4 019	11	9	<i>dont dotation générale de décentralisation</i>	2,3	2,0
766	2	28	- autres transferts reçus dont fonds européens	0,4	6,1
14 351	38	28	Impôts locaux	8,1	6,2
9 497	25	20	Attributions fiscales de péréquation-compensation	5,3	4,4
1 272	3	2	<i>dont compensation au titre de la suppression de la TRADE**</i>	0,7	0,5
118 478	311	292	Impôts indirects et autres taxes	66,7	64,5
496	1	1	- <i>taxe sur les permis de conduire</i>	0,3	0,3
7 692	20	16	- <i>taxe sur les certificats d'immatriculation</i>	4,3	3,6
55 457	145	117	- <i>droit additionnel d'octroi de mer (ROM)</i>	31,2	25,9
50 663	133	151	- <i>taxe sur les carburants (ROM)</i>	28,5	33,3
1 513	4	2	- <i>autres impôts indirects (Corse et ROM)</i>	0,9	0,5
			Éléments de fiscalité votée	Taux d'imposition :	
				de la région	de la strate
7 841	21	14	Produit foncier bâti	3,88%	2,90%
48	0	0	Produit foncier non bâti	3,71%	1,99%
6 164	16	15	Produit taxe professionnelle	1,94%	1,87%
486	1	1	Permis de conduire (en euros)	53	55
7 013	18	17	Carte grise (en euros/CV)***	30	29
				% dans total voté des impôts locaux	
				55,8	48,5
				0,3	0,5
				43,9	44,9
46 964	123	183	Recettes réelles d'investissement	% des recettes d'inv.	
26 406	69	75	Dotations et fonds divers (1)	56,2	41,1
2 685	7	9	<i>dont FCTVA</i>	5,7	4,9
23 721	62	63	<i>dont dotation régionale d'équipement scolaire</i>	50,5	34,4
17 595	46	54	Subventions et participations d'équipement reçues (2)	37,5	29,5
30 013	79	83	<i>Dotations, fonds et participations d'État (=sous-ensemble de 1+2)</i>	63,9	45,5
0	0	44	Emprunts et dettes assimilées	0,0	23,9
869	2	8	Cessions d'immobilisations financières	1,9	4,6

Equilibre financier

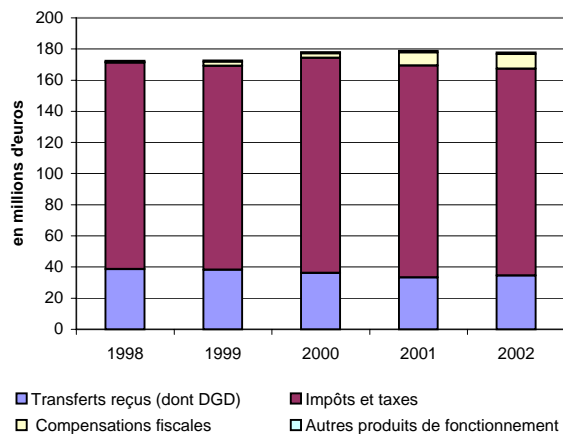


* capacité (besoin si négatif) de financement de la section d'investissement = recettes définitives d'inv. + autofinancement brut - dépenses définitives d'inv.

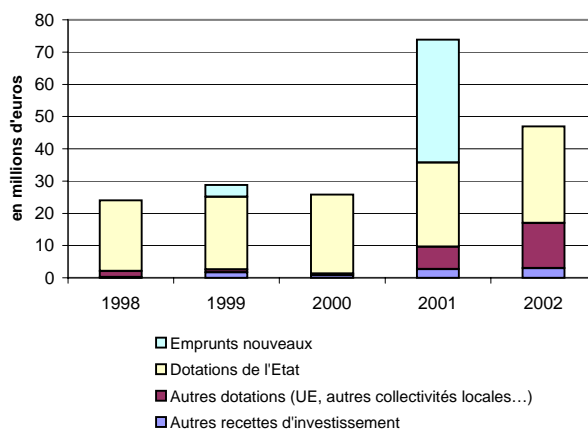
** TRADE : taxe régionale additionnelle aux droits d'enregistrement

*** la tarification indiquée est celle qui est appliquée aux véhicules à propulsion classique

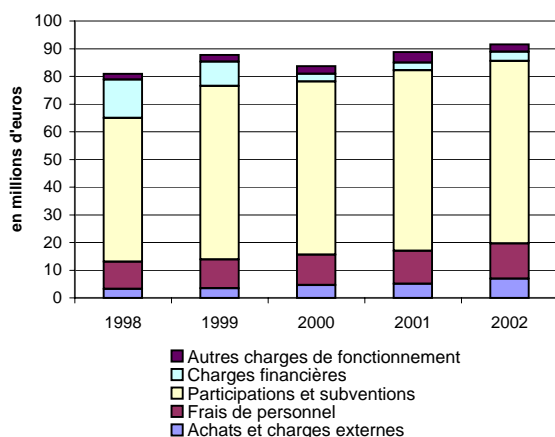
Produits de fonctionnement



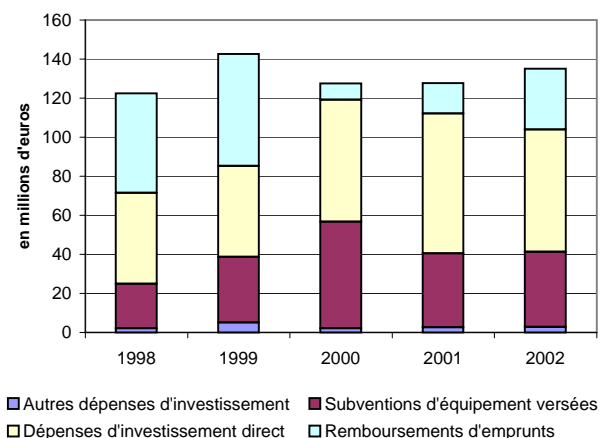
Recettes d'investissement



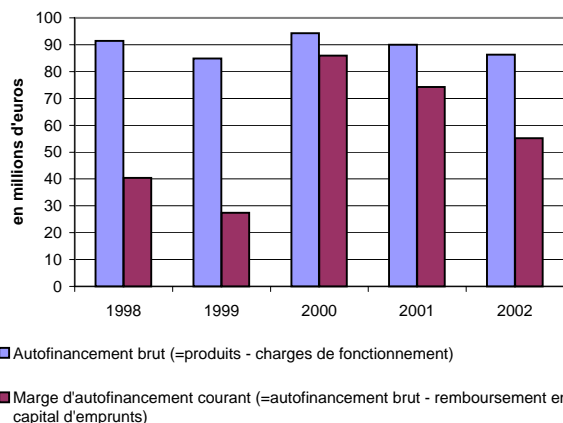
Charges de fonctionnement



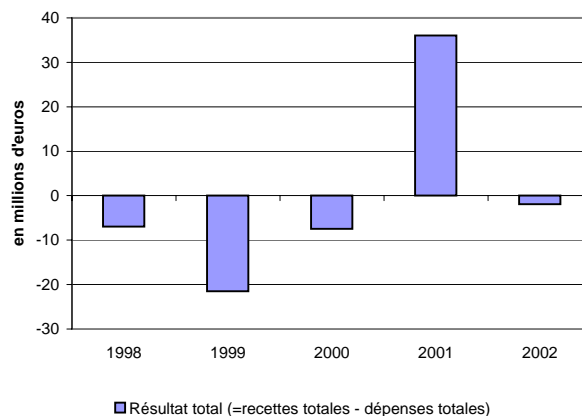
Dépenses d'investissement



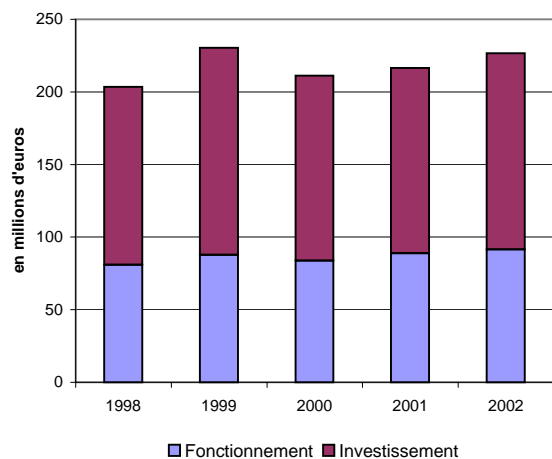
Autofinancement



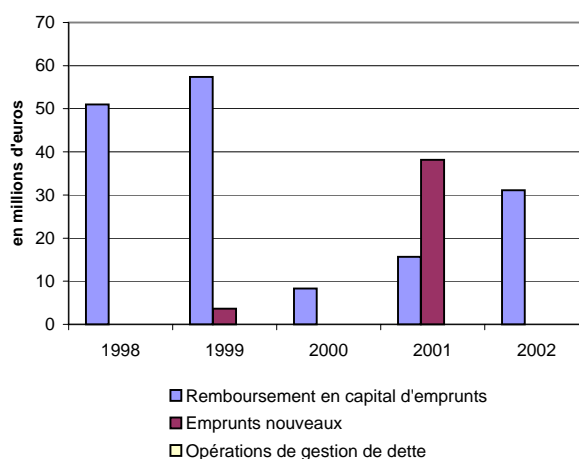
Résultat total



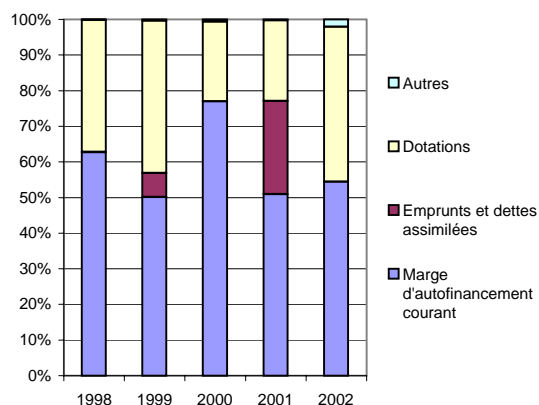
Montant des dépenses par section



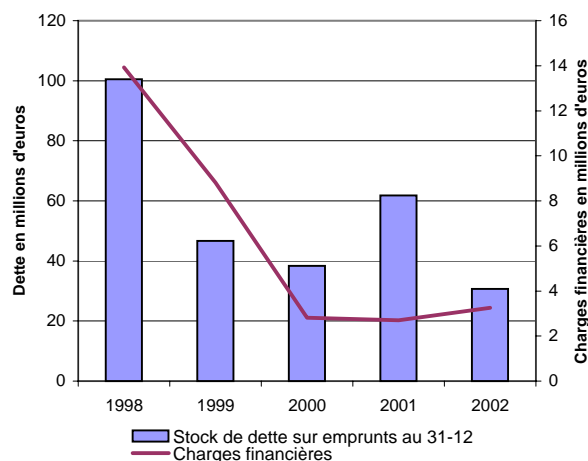
Flux de dette sur emprunts



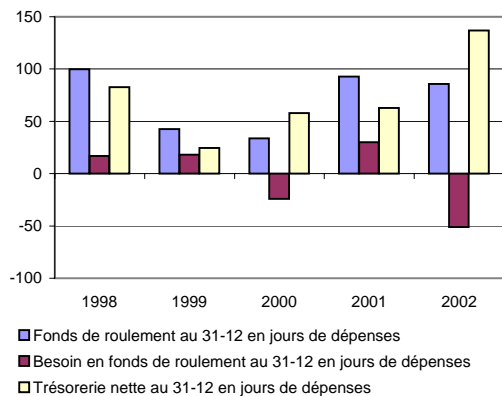
Financement des dépenses définitives d'investissement



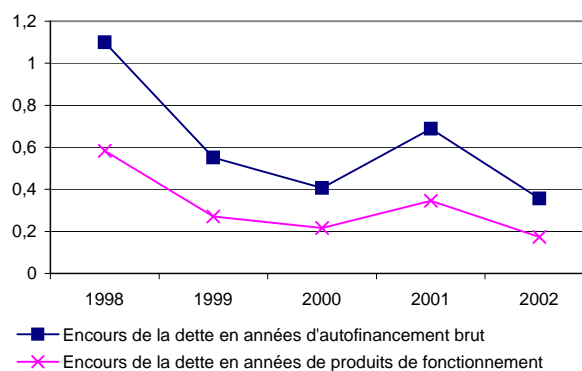
Encours de dette et charges financières



Structure financière en jours de dépenses totales



Poids de la dette sur emprunts rapporté aux ressources



MIDI-PYRENEES

fiche 1/4

DEPENSES

Exercice 2002

Strate de comparaison : Métropole hors Ile-de-France et Corse

Population : 2 551 687 habitants

milliers d'euros	en euros/hab.	moy. strate		ratios de structure	moyenne strate
565 291	222	236	Dépenses totales de l'exercice	en % des dépenses totales	
278 687	109	124	Charges de fonctionnement	49,3	52,4
24 949	10	9	Achats et charges externes	4,4	3,9
23 268	9	7	Charges de personnel	4,1	3,1
218 932	86	98	Contingents-participations et allocations-subventions	38,7	41,5
31 956	13	14	<i>dont participations aux charges des ét. d'enseignement</i>	5,7	5,8
61 340	24	31	<i>dont participation à la formation professionnelle</i>	10,9	13,0
4 031	2	5	Intérêts des emprunts (y c. sur lignes de trésorerie)	0,7	2,0
286 603	112	113	Dépenses réelles d'investissement	50,7	47,6
				en % des dépenses d'inv.	
98 277	39	34	Dépenses d'investissement direct	34,3	30,1
3 569	1	5	<i>dont immobilisations corporelles</i>	1,2	4,2
94 047	37	29	<i>dont immobilisations en cours</i>	32,8	25,8
92 261	36	12	<i>dont avance à des tiers pour travaux</i>	32,2	10,8
95 705	38	31	<i>dont : investissements directs en matière d'enseignement</i>	33,4	27,5
131 386	51	55	Subventions d'équipement versées (sauf aux ét d'enseignement)	45,8	49,1
27 164	11	3	Subventions d'équipement aux établissements d'enseignement	9,5	2,7
2 249	1	3	Immobilisations financières	0,8	2,7
27 047	11	17	Remboursement d'emprunts et dettes assimilées	9,4	14,7
			Répartition fonctionnelle des dépenses	en %	
278 687	109	124	Charges de fonctionnement	100,0	100,0
98 859	39	40	Interventions économiques générales (dont transports)	35,5	32,3
69 687	27	35	Int. socio-économiques (dont formation professionnelle et apprentissage)	25,0	27,9
36 221	14	18	Enseignement (dont lycées)	13,0	14,1
22 385	9	6	Personnel permanent	8,0	5,2
4 052	2	5	Service financier	1,5	4,2
47 483	19	20	Autres	17,0	16,3
256 827	101	92	Dépenses d'inv. (hors op. sur dettes et créances à long terme)	100,0	100,0
130 188	51	39	Enseignement - Formation	50,7	42,8
58 916	23	25	Transports, postes et télécommunications	22,9	27,6
30 300	12	11	Action économique	11,8	11,7
17 191	7	7	Développement rural et aménagement de l'espace naturel	6,7	7,8
8 778	3	2	Développement urbain	3,4	2,3
8 123	3	3	Culture, vie sociale	3,2	3,3
3 331	1	4	Autres	1,3	4,6
			Résultats	en % des produits de fonct.	
249 487	98	73	Autofinancement brut	47,2	37,0
222 440	87	56	Marge d'autofinancement courant	42,1	28,6
37 462	15	-4	Capacité (besoin si négatif) de financement de la SI*	7,1	-2,2
18 226	7	2	Résultat de l'exercice	3,5	1,0
			Dettes	en % des produits de fonct.	
74 612	29	116	Dettes sur emprunts au 31 décembre	14,1	59,2
19 969	8	5	Dettes sans réception de fonds au 31 décembre	3,8	2,5
4 022	2	20	Annuité de la dette totale	0,8	10,3
4 022	2	20	<i>dont annuité de la dette sur emprunts</i>	0,8	10,3
27 047	11	17	<i>dont remboursements en capital d'emprunts</i>	5,1	8,4
4 031	2	5	<i>dont intérêts (y compris sur lignes de trésorerie)</i>	0,8	2,4
0	0	0	<i>dont remboursement de la dette sans réception de fonds</i>	0,0	0,0
			Fonds de roulement et trésorerie	en jours de décaissement	
85 153	33	10	Fonds de roulement au 31-12	55,0	15,4
106 996	42	16	Disponibilités au 31-12	69,1	24,5
103 758	41	14	Trésorerie nette au 31-12	67,0	21,8
2,93		1,59	Ratio de trésorerie immédiate (coefficient)		

MIDI-PYRENEES

fiche 2/4

RECETTES

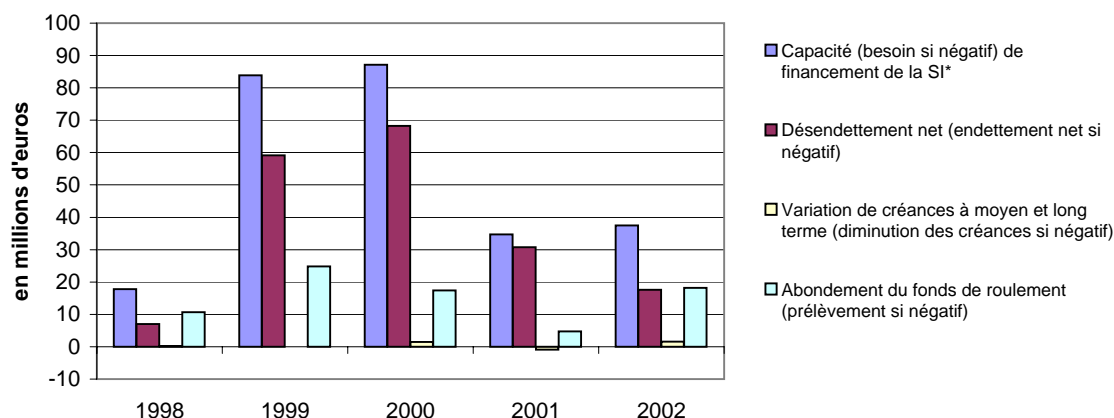
Exercice 2002

Strate de comparaison : Métropole hors Ile-de-France et Corse

Population : 2 551 687 habitants

milliers d'euros	en euros/hab.	moy. strate		ratios de structure	moyenne strate
583 517	229	238	Recettes totales de l'exercice		en % des produits de fonct.
528 174	207	197	Produits de fonctionnement	100,0	100,0
155 096	61	68	Transferts reçus :	29,4	34,8
86 553	34	64	- participations et dotations reçues de l'État	16,4	32,7
53 323	21	22	<i>dont participations</i>	10,1	11,1
78 909	31	42	<i>dont dotation générale de décentralisation</i>	14,9	21,6
68 543	27	4	- autres transferts reçus dont fonds européens	13,0	2,2
174 375	68	55	Impôts locaux	33,0	28,0
119 609	47	46	Attributions fiscales de péréquation-compensation	22,6	23,3
25 628	10	12	<i>dont compensation au titre de la suppression de la TRADE**</i>	4,9	6,3
73 057	29	25	Impôts indirects et autres taxes	13,8	12,9
2 304	1	0	- <i>taxe sur les permis de conduire</i>	0,4	0,2
70 753	28	25	- <i>taxe sur les certificats d'immatriculation</i>	13,4	12,7
0	0	0	- <i>droit additionnel d'octroi de mer (ROM)</i>	0,0	0,0
0	0	0	- <i>taxe sur les carburants (ROM)</i>	0,0	0,0
0	0	0	- <i>autres impôts indirects (Corse et ROM)</i>	0,0	0,0
			Éléments de fiscalité votée	Taux d'imposition :	
				de la région	de la strate
72 848	29	19	Produit foncier bâti	3,66%	2,48%
319	0	0	Produit foncier non bâti	8,69%	6,04%
98 236	38	35	Produit taxe professionnelle	3,12%	2,31%
2 439	1	0	Permis de conduire (en euros)	46	21
64 791	25	24	Carte grise (en euros/CV)***	28	27
				% dans total voté des impôts locaux	
55 342	22	42	Recettes réelles d'investissement	% des recettes d'inv.	
31 040	12	12	Dotations et fonds divers (1)	56,1	29,7
12 886	5	4	<i>dont FCTVA</i>	23,3	10,6
18 154	7	8	<i>dont dotation régionale d'équipement scolaire</i>	32,8	19,1
14 074	6	2	Subventions et participations d'équipement reçues (2)	25,4	5,2
41 392	16	13	<i>Dotations, fonds et participations d'État (=sous-ensemble de 1+2)</i>	74,8	30,9
9 407	4	23	Emprunts et dettes assimilées	17,0	55,6
653	0	3	Cessions d'immobilisations financières	1,2	6,2

Equilibre financier

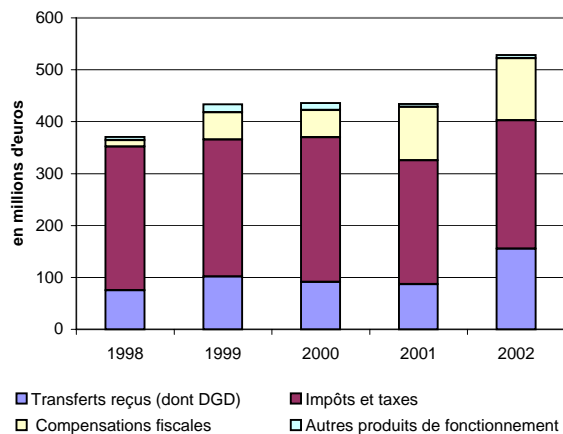


* capacité (besoin si négatif) de financement de la section d'investissement = recettes définitives d'inv. + autofinancement brut - dépenses définitives d'inv.

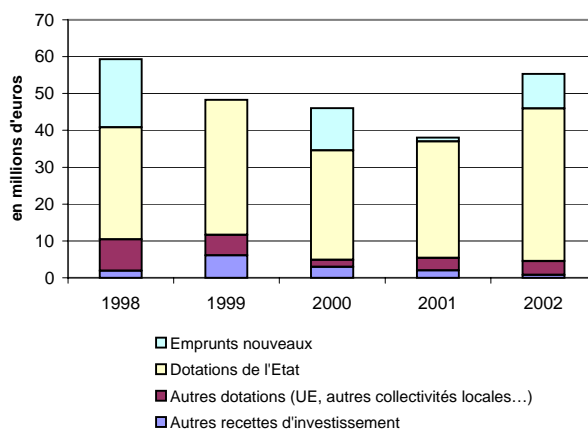
** TRADE : taxe régionale additionnelle aux droits d'enregistrement

*** la tarification indiquée est celle qui est appliquée aux véhicules à propulsion classique

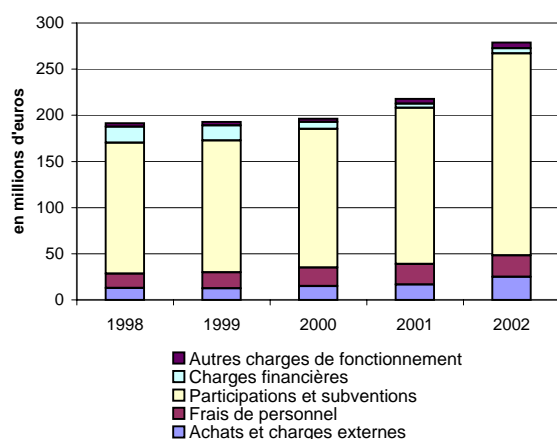
Produits de fonctionnement



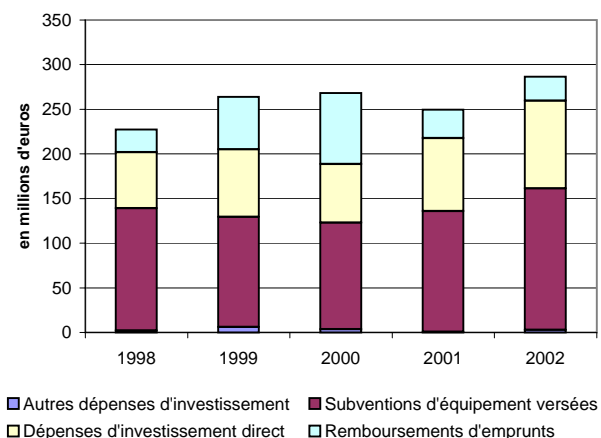
Recettes d'investissement



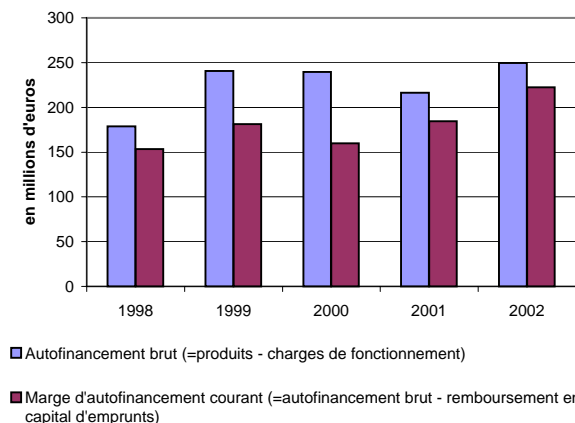
Charges de fonctionnement



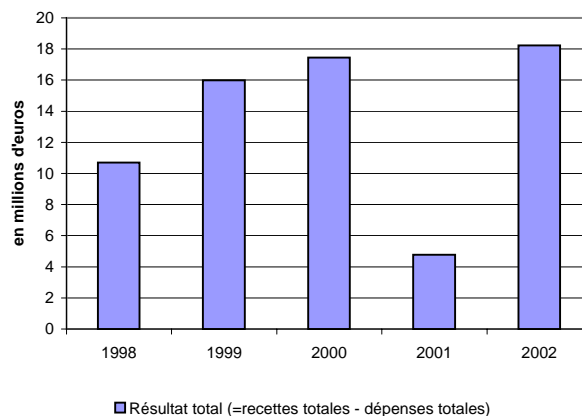
Dépenses d'investissement



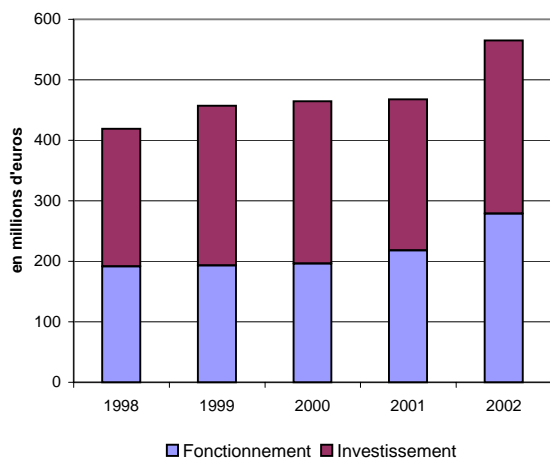
Autofinancement



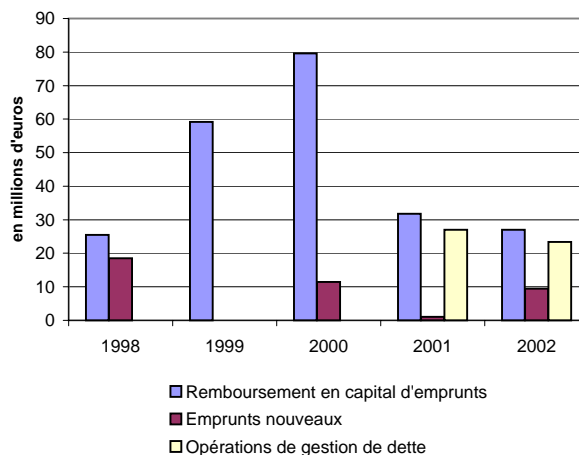
Résultat total



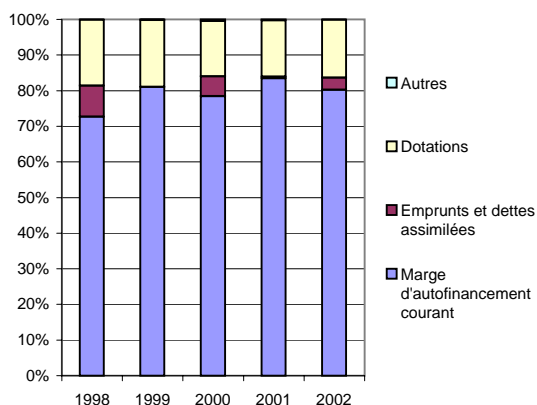
Montant des dépenses par section



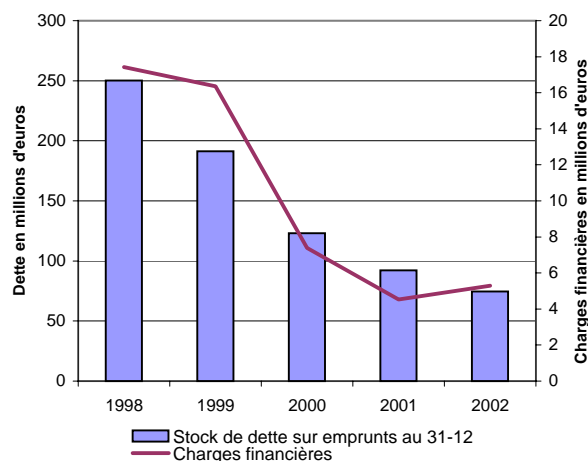
Flux de dette sur emprunts



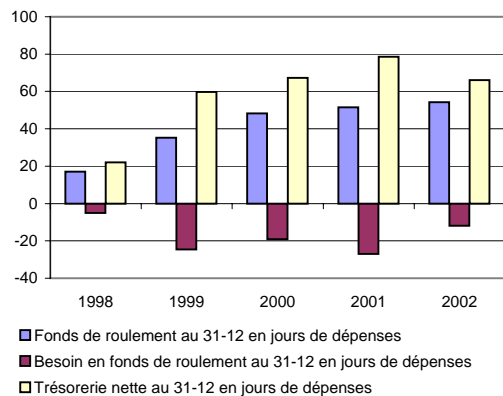
Financement des dépenses définitives d'investissement



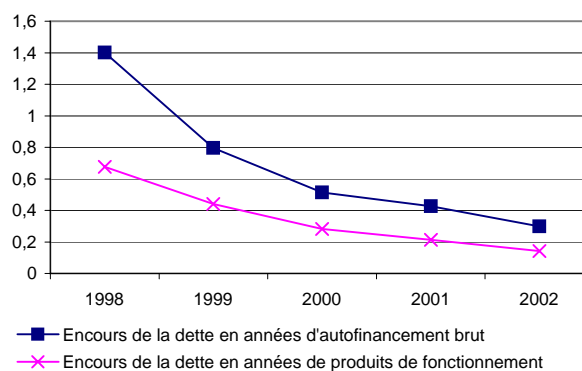
Encours de dette et charges financières



Structure financière en jours de dépenses totales



Poids de la dette sur emprunts rapporté aux ressources



NORD-PAS-DE-CALAIS

fiche 1/4

DEPENSES

Exercice 2002

Strate de comparaison : Métropole hors Ile-de-France et Corse

Population : 3 996 588 habitants

milliers d'euros	en euros/hab.	moy. strate		ratios de structure	moyenne strate
1 015 932	254	236	Dépenses totales de l'exercice	en % des dépenses totales	
568 382	142	124	Charges de fonctionnement	55,9	52,4
47 806	12	9	Achats et charges externes	4,7	3,9
44 422	11	7	Charges de personnel	4,4	3,1
407 216	102	98	Contingents-participations et allocations-subventions	40,1	41,5
61 644	15	14	<i>dont participations aux charges des ét. d'enseignement</i>	6,1	5,8
65 255	16	31	<i>dont participation à la formation professionnelle</i>	6,4	13,0
50 373	13	5	Intérêts des emprunts (y c. sur lignes de trésorerie)	5,0	2,0
447 549	112	113	Dépenses réelles d'investissement	44,1	47,6
				en % des dépenses d'inv.	
168 400	42	34	Dépenses d'investissement direct	37,6	30,1
16 494	4	5	<i>dont immobilisations corporelles</i>	3,7	4,2
151 125	38	29	<i>dont immobilisations en cours</i>	33,8	25,8
32 165	8	12	<i>dont avance à des tiers pour travaux</i>	7,2	10,8
163 003	41	31	<i>dont : investissements directs en matière d'enseignement</i>	36,4	27,5
175 684	44	55	Subventions d'équipement versées (sauf aux ét d'enseignement)	39,3	49,1
7 629	2	3	Subventions d'équipement aux établissements d'enseignement	1,7	2,7
4 324	1	3	Immobilisations financières	1,0	2,7
90 715	23	17	Remboursement d'emprunts et dettes assimilées	20,3	14,7
			Répartition fonctionnelle des dépenses	en %	
568 382	142	124	Charges de fonctionnement	100,0	100,0
163 340	41	60	Interventions économiques générales (dont transports)	28,7	32,3
128 365	32	35	Int. socio-économiques (dont formation professionnelle et apprentissage)	22,6	27,9
74 211	19	18	Enseignement (dont lycées)	13,1	14,1
46 750	12	6	Personnel permanent	8,2	5,2
54 307	14	5	Service financier	9,6	4,2
101 410	25	20	Autres	17,8	16,3
			Dépenses d'inv. (hors op. sur dettes et créances à long terme)	en %	
351 714	88	92	Dépenses d'inv. (hors op. sur dettes et créances à long terme)	100,0	100,0
185 626	46	39	Enseignement - Formation	52,8	42,8
103 597	26	25	Transports, postes et télécommunications	29,5	27,6
29 760	7	11	Action économique	8,5	11,7
3 376	1	7	Développement rural et aménagement de l'espace naturel	1,0	7,8
5 547	1	2	Développement urbain	1,6	2,3
6 367	2	3	Culture, vie sociale	1,8	3,3
17 440	4	4	Autres	5,0	4,6
			Résultats	en % des produits de fonct.	
239 258	60	73	Autofinancement brut	29,6	37,0
148 543	37	56	Marge d'autofinancement courant	18,4	28,6
-40 053	-10	-4	Capacité (besoin si négatif) de financement de la SI*	-5,0	-2,2
3 223	1	2	Résultat de l'exercice	0,4	1,0
			Dettes	en % des produits de fonct.	
972 542	243	116	Dettes sur emprunts au 31 décembre	120,4	59,2
107 578	27	5	Dettes sans réception de fonds au 31 décembre	13,3	2,5
141 088	35	20	Annuité de la dette totale	17,5	10,3
141 088	35	20	<i>dont annuité de la dette sur emprunts</i>	17,5	10,3
90 715	23	17	<i>dont remboursements en capital d'emprunts</i>	11,2	8,4
50 373	13	5	<i>dont intérêts (y compris sur lignes de trésorerie)</i>	6,2	2,4
0	0	0	<i>dont remboursement de la dette sans réception de fonds</i>	0,0	0,0
			Fonds de roulement et trésorerie	en jours de décaissement	
22 876	6	10	Fonds de roulement au 31-12	8,2	15,4
17 671	4	16	Disponibilités au 31-12	6,3	24,5
17 657	4	14	Trésorerie nette au 31-12	6,3	21,8
0,54		1,59	Ratio de trésorerie immédiate (coefficient)		

NORD-PAS-DE-CALAIS

fiche 2/4

RECETTES

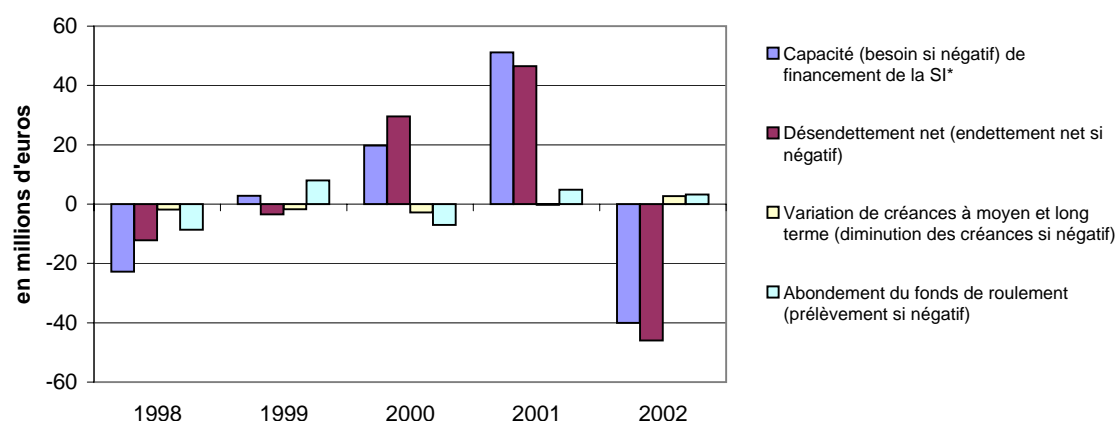
Exercice 2002

Strate de comparaison : Métropole hors Ile-de-France et Corse

Population : 3 996 588 habitants

milliers d'euros	en euros/hab.	moy. strate		ratios de structure	moyenne strate
1 019 155	255	238	Recettes totales de l'exercice		en % des produits de fonct.
807 640	202	197	Produits de fonctionnement	100,0	100,0
278 950	70	68	Transferts reçus :	34,5	34,8
265 944	67	64	- participations et dotations reçues de l'État	32,9	32,7
102 524	26	22	<i>dont participations</i>	12,7	11,1
156 181	39	42	<i>dont dotation générale de décentralisation</i>	19,3	21,6
13 007	3	4	- autres transferts reçus dont fonds européens	1,6	2,2
260 821	65	55	Impôts locaux	32,3	28,0
176 194	44	46	Attributions fiscales de péréquation-compensation	21,8	23,3
39 798	10	12	<i>dont compensation au titre de la suppression de la TRADE**</i>	4,9	6,3
88 243	22	25	Impôts indirects et autres taxes	10,9	12,9
2	0	0	- <i>taxe sur les permis de conduire</i>	0,0	0,2
88 241	22	25	- <i>taxe sur les certificats d'immatriculation</i>	10,9	12,7
0	0	0	- <i>droit additionnel d'octroi de mer (ROM)</i>	0,0	0,0
0	0	0	- <i>taxe sur les carburants (ROM)</i>	0,0	0,0
0	0	0	- <i>autres impôts indirects (Corse et ROM)</i>	0,0	0,0
			Éléments de fiscalité votée	Taux d'imposition :	
				de la région	de la strate
66 676	17	19	Produit foncier bâti	2,98%	2,48%
795	0	0	Produit foncier non bâti	10,12%	6,04%
188 881	47	35	Produit taxe professionnelle	2,89%	2,31%
0	0	0	Permis de conduire (en euros)	0	21
87 201	22	24	Carte grise (en euros/CV)***	30	27
				% dans total voté des impôts locaux	
211 514	53	42	Recettes réelles d'investissement	% des recettes d'inv.	
59 600	15	12	Dotations et fonds divers (1)	28,2	29,7
24 221	6	4	<i>dont FCTVA</i>	11,5	10,6
35 379	9	8	<i>dont dotation régionale d'équipement scolaire</i>	16,7	19,1
10 700	3	2	Subventions et participations d'équipement reçues (2)	5,1	5,2
59 621	15	13	<i>Dotations, fonds et participations d'État (=sous-ensemble de 1+2)</i>	28,2	30,9
136 709	34	23	Emprunts et dettes assimilées	64,6	55,6
1 607	0	3	Cessions d'immobilisations financières	0,8	6,2

Equilibre financier

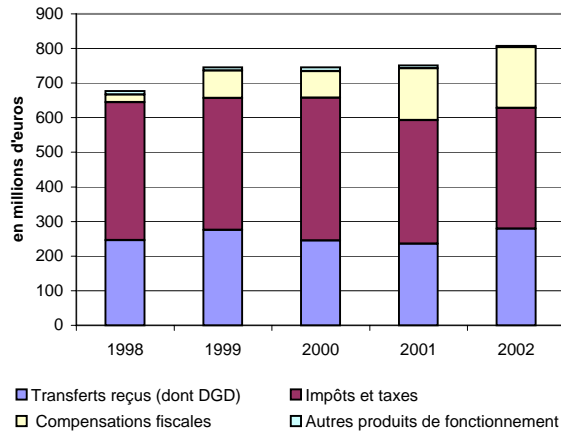


* capacité (besoin si négatif) de financement de la section d'investissement = recettes définitives d'inv. + autofinancement brut - dépenses définitives d'inv.

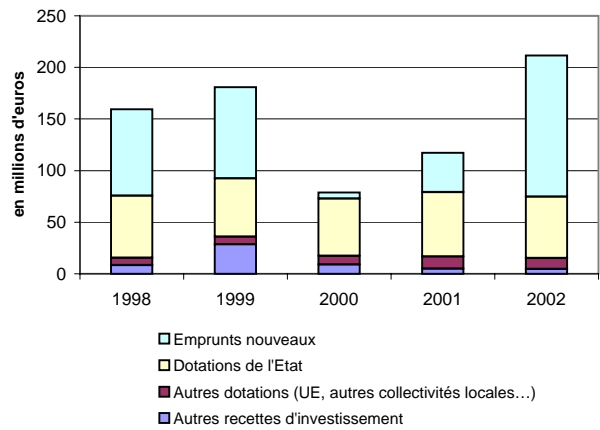
** TRADE : taxe régionale additionnelle aux droits d'enregistrement

*** la tarification indiquée est celle qui est appliquée aux véhicules à propulsion classique

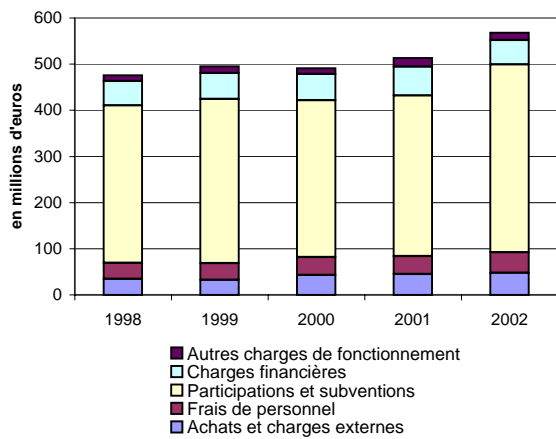
Produits de fonctionnement



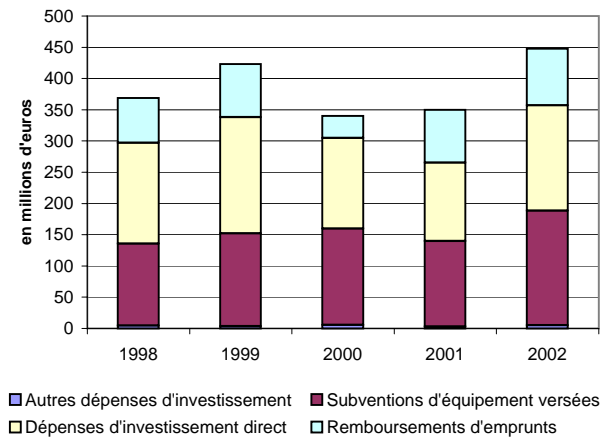
Recettes d'investissement



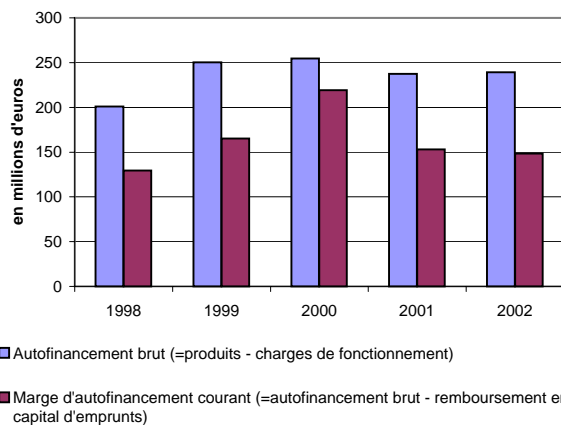
Charges de fonctionnement



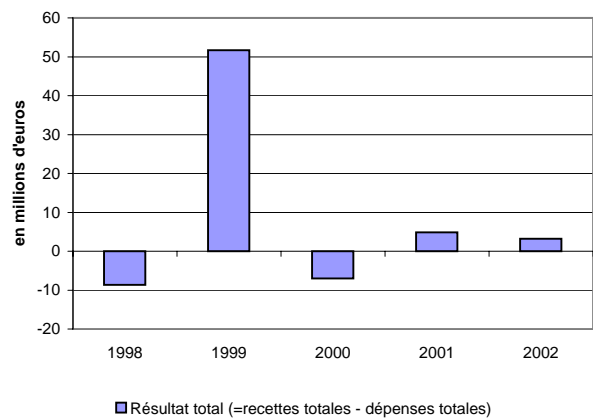
Dépenses d'investissement



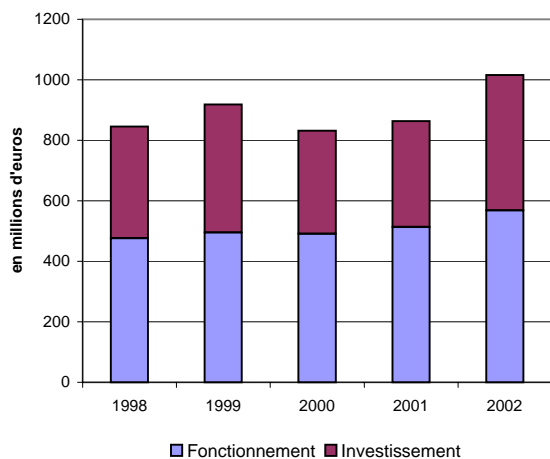
Autofinancement



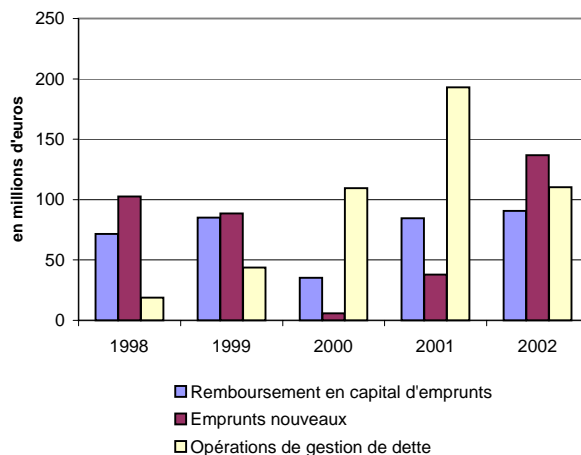
Résultat total



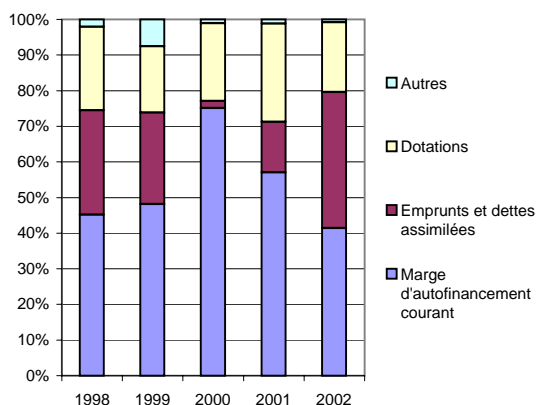
Montant des dépenses par section



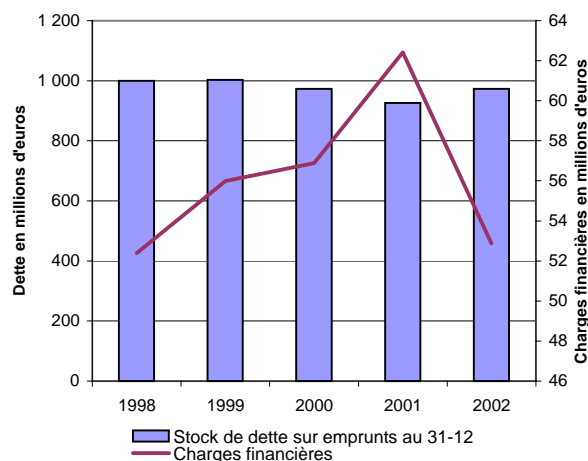
Flux de dette sur emprunts



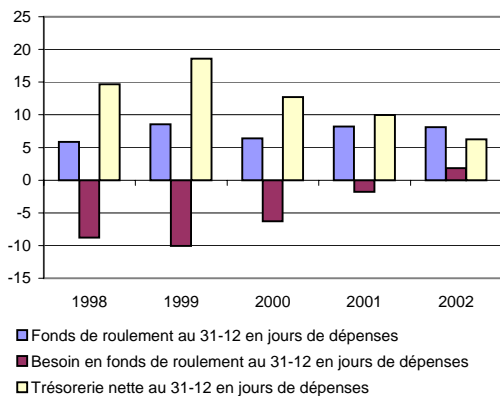
Financement des dépenses définitives d'investissement



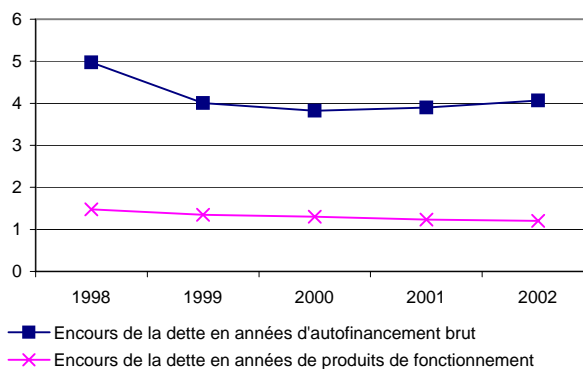
Encours de dette et charges financières



Structure financière en jours de dépenses totales



Poids de la dette sur emprunts rapporté aux ressources



PAYS DE LA LOIRE

fiche 1/4

DEPENSES

Exercice 2002

Strate de comparaison : Métropole hors Ile-de-France et Corse

Population : 3 222 061 habitants

milliers d'euros	en euros/hab.	moy. strate		ratios de structure	moyenne strate
709 235	220	236	Dépenses totales de l'exercice	en % des dépenses totales	
385 890	120	124	Charges de fonctionnement	54,4	52,4
22 693	7	9	Achats et charges externes	3,2	3,9
19 842	6	7	Charges de personnel	2,8	3,1
315 060	98	98	Contingents-participations et allocations-subventions	44,4	41,5
43 290	13	14	<i>dont participations aux charges des ét. d'enseignement</i>	6,1	5,8
147 037	46	31	<i>dont participation à la formation professionnelle</i>	20,7	13,0
11 350	4	5	Intérêts des emprunts (y c. sur lignes de trésorerie)	1,6	2,0
323 345	100	113	Dépenses réelles d'investissement	45,6	47,6
				en % des dépenses d'inv.	
83 438	26	34	Dépenses d'investissement direct	25,8	30,1
14 249	4	5	<i>dont immobilisations corporelles</i>	4,4	4,2
69 010	21	29	<i>dont immobilisations en cours</i>	21,3	25,8
6 109	2	12	<i>dont avance à des tiers pour travaux</i>	1,9	10,8
80 521	25	31	<i>dont : investissements directs en matière d'enseignement</i>	24,9	27,5
187 802	58	55	Subventions d'équipement versées (sauf aux ét d'enseignement)	58,1	49,1
0	0	3	Subventions d'équipement aux établissements d'enseignement	0,0	2,7
15 219	5	3	Immobilisations financières	4,7	2,7
31 711	10	17	Remboursement d'emprunts et dettes assimilées	9,8	14,7
			Répartition fonctionnelle des dépenses	en %	
385 890	120	124	Charges de fonctionnement	100,0	100,0
40 683	25	80	Interventions économiques générales (dont transports)	20,9	32,3
147 222	46	35	Int. socio-économiques (dont formation professionnelle et apprentissage)	38,2	27,9
57 790	18	18	Enseignement (dont lycées)	15,0	14,1
19 568	6	6	Personnel permanent	5,1	5,2
11 861	4	5	Service financier	3,1	4,2
68 767	21	20	Autres	17,8	16,3
			Dépenses d'inv. (hors op. sur dettes et créances à long terme)	en %	
271 240	84	92	Dépenses d'inv. (hors op. sur dettes et créances à long terme)	100,0	100,0
113 437	35	39	Enseignement - Formation	41,8	42,8
73 771	23	25	Transports, postes et télécommunications	27,2	27,6
33 384	10	11	Action économique	12,3	11,7
10 769	3	7	Développement rural et aménagement de l'espace naturel	4,0	7,8
5 525	2	2	Développement urbain	2,0	2,3
23 706	7	3	Culture, vie sociale	8,7	3,3
10 649	3	4	Autres	3,9	4,6
			Résultats	en % des produits de fonct.	
179 792	56	73	Autofinancement brut	31,8	37,0
148 081	46	56	Marge d'autofinancement courant	26,2	28,6
-53 914	-17	-4	Capacité (besoin si négatif) de financement de la SI*	-9,5	-2,2
9 285	3	2	Résultat de l'exercice	1,6	1,0
			Dettes	en % des produits de fonct.	
356 220	111	116	Dettes sur emprunts au 31 décembre	63,0	59,2
0	0	5	Dettes sans réception de fonds au 31 décembre	0,0	2,5
43 061	13	20	Annuité de la dette totale	7,6	10,3
43 061	13	20	<i>dont annuité de la dette sur emprunts</i>	7,6	10,3
31 711	10	17	<i>dont remboursements en capital d'emprunts</i>	5,6	8,4
11 350	4	5	<i>dont intérêts (y compris sur lignes de trésorerie)</i>	2,0	2,4
0	0	0	<i>dont remboursement de la dette sans réception de fonds</i>	0,0	0,0
			Fonds de roulement et trésorerie	en jours de décaissement	
12 497	4	10	Fonds de roulement au 31-12	6,4	15,4
35 958	11	16	Disponibilités au 31-12	18,5	24,5
34 169	11	14	Trésorerie nette au 31-12	17,6	21,8
1,02		1,59	Ratio de trésorerie immédiate (coefficient)		

PAYS DE LA LOIRE

fiche 2/4

RECETTES

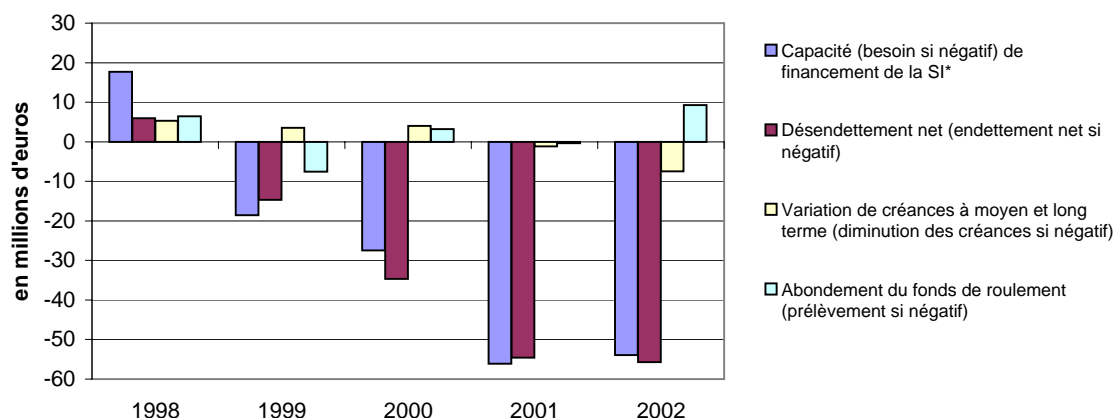
Exercice 2002

Strate de comparaison : Métropole hors Ile-de-France et Corse

Population : 3 222 061 habitants

milliers d'euros	en euros/hab.	moy. strate		ratios de structure	moyenne strate
718 520	223	238	Recettes totales de l'exercice		en % des produits de fonct.
565 681	176	197	Produits de fonctionnement	100,0	100,0
176 947	55	68	Transferts reçus :	31,3	34,8
170 658	53	64	- participations et dotations reçues de l'État	30,2	32,7
66 744	21	22	<i>dont participations</i>	11,8	11,1
98 134	30	42	<i>dont dotation générale de décentralisation</i>	17,3	21,6
6 289	2	4	- autres transferts reçus dont fonds européens	1,1	2,2
151 081	47	55	Impôts locaux	26,7	28,0
156 663	49	46	Attributions fiscales de péréquation-compensation	27,7	23,3
37 402	12	12	<i>dont compensation au titre de la suppression de la TRADE**</i>	6,6	6,3
74 971	23	25	Impôts indirects et autres taxes	13,3	12,9
2 591	1	0	- <i>taxe sur les permis de conduire</i>	0,5	0,2
72 377	22	25	- <i>taxe sur les certificats d'immatriculation</i>	12,8	12,7
0	0	0	- <i>droit additionnel d'octroi de mer (ROM)</i>	0,0	0,0
0	0	0	- <i>taxe sur les carburants (ROM)</i>	0,0	0,0
0	0	0	- <i>autres impôts indirects (Corse et ROM)</i>	0,0	0,0
			Éléments de fiscalité votée	Taux d'imposition :	
				de la région	de la strate
48 757	15	19	Produit foncier bâti	2,23%	2,48%
498	0	0	Produit foncier non bâti	4,26%	6,04%
98 484	31	35	Produit taxe professionnelle	2,26%	2,31%
2 732	1	0	Permis de conduire (en euros)	43	21
75 615	23	24	Carte grise (en euros/CV)***	26	27
				% dans total voté des impôts locaux	
152 839	47	42	Recettes réelles d'investissement	% des recettes d'inv.	
39 380	12	12	Dotations et fonds divers (1)	25,8	29,7
18 539	6	4	<i>dont FCTVA</i>	12,1	10,6
20 841	6	8	<i>dont dotation régionale d'équipement scolaire</i>	13,6	19,1
436	0	2	Subventions et participations d'équipement reçues (2)	0,3	5,2
39 380	12	13	<i>Dotations, fonds et participations d'État (=sous-ensemble de 1+2)</i>	25,8	30,9
87 400	27	23	Emprunts et dettes assimilées	57,2	55,6
22 730	7	3	Cessions d'immobilisations financières	14,9	6,2

Equilibre financier

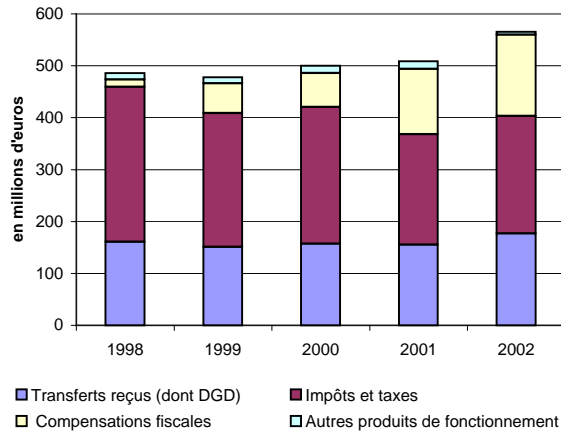


* capacité (besoin si négatif) de financement de la section d'investissement = recettes définitives d'inv. + autofinancement brut - dépenses définitives d'inv.

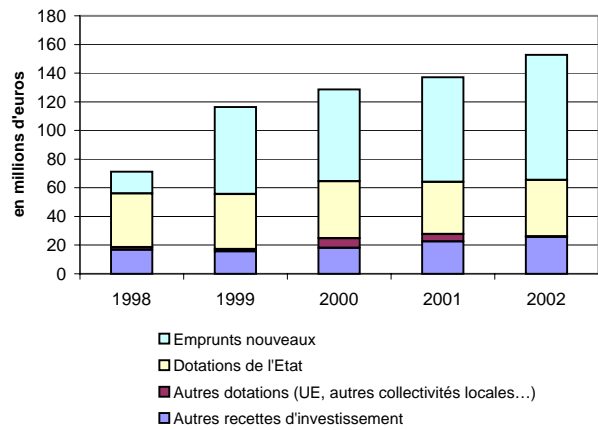
** TRADE : taxe régionale additionnelle aux droits d'enregistrement

*** la tarification indiquée est celle qui est appliquée aux véhicules à propulsion classique

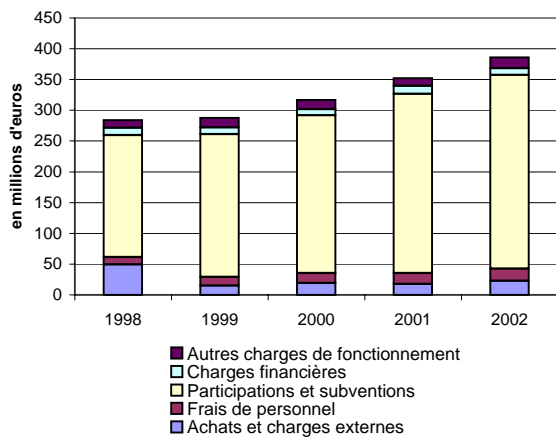
Produits de fonctionnement



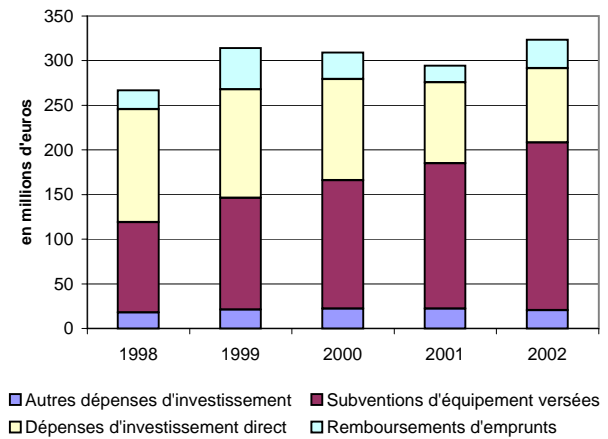
Recettes d'investissement



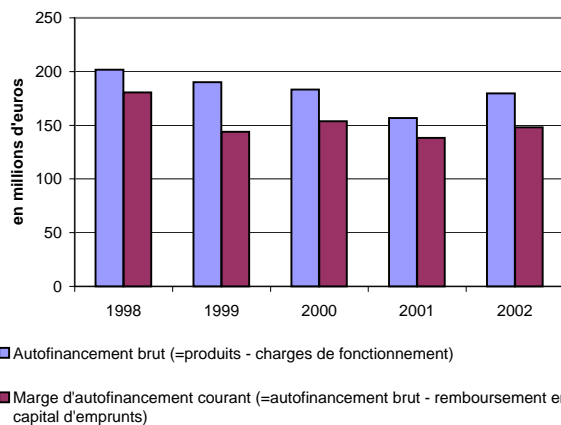
Charges de fonctionnement



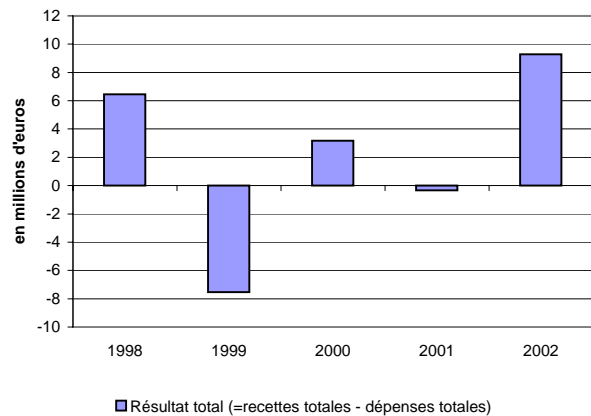
Dépenses d'investissement



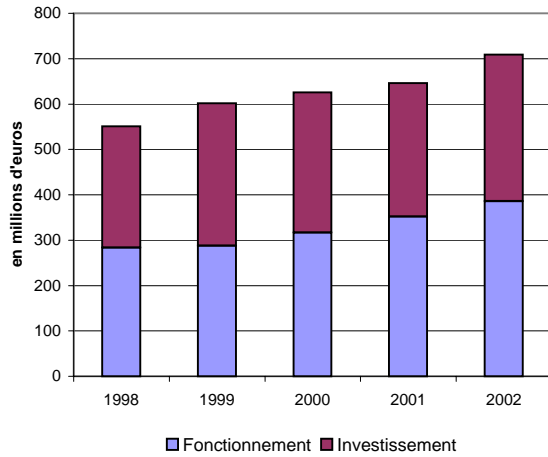
Autofinancement



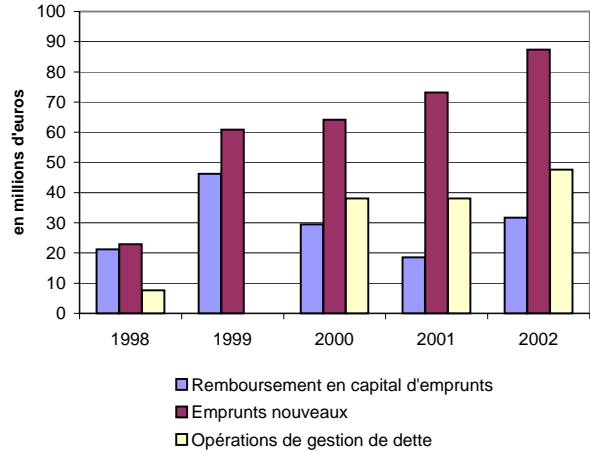
Résultat total



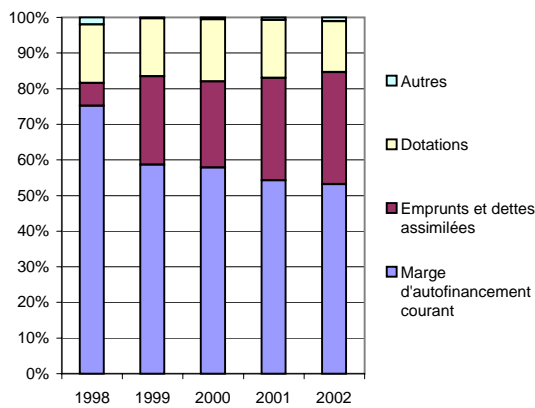
Montant des dépenses par section



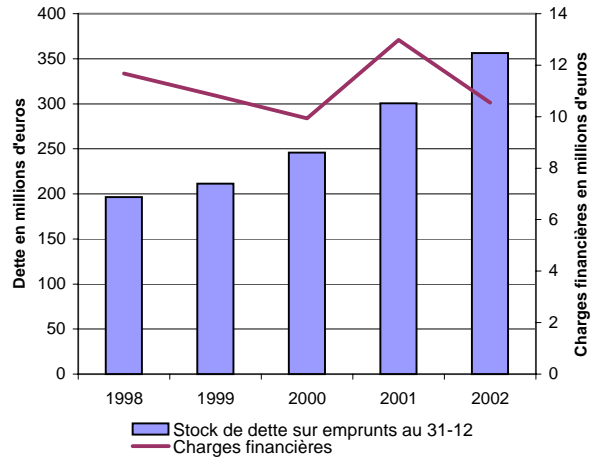
Flux de dette sur emprunts



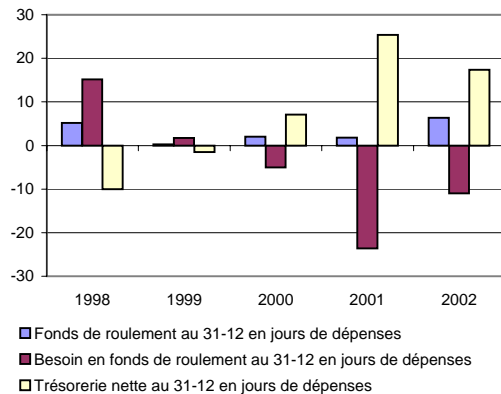
Financement des dépenses définitives d'investissement



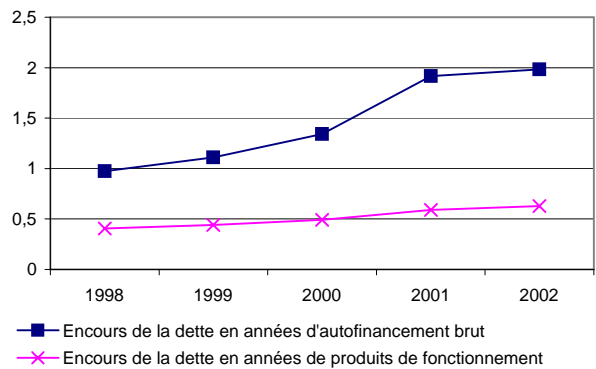
Encours de dette et charges financières



Structure financière en jours de dépenses totales



Poids de la dette sur emprunts rapporté aux ressources



PICARDIE

fiche 1/4

DEPENSES

Exercice 2002

Strate de comparaison : Métropole hors Ile-de-France et Corse

Population : 1 857 834 habitants

milliers d'euros	en euros/hab.	moy. strate		ratios de structure	moyenne strate
502 475	270	236	Dépenses totales de l'exercice	en % des dépenses totales	
273 613	147	124	Charges de fonctionnement	54,5	52,4
13 693	7	9	Achats et charges externes	2,7	3,9
17 259	9	7	Charges de personnel	3,4	3,1
232 885	125	98	Contingents-participations et allocations-subventions	46,3	41,5
25 618	14	14	<i>dont participations aux charges des ét. d'enseignement</i>	5,1	5,8
67 771	36	31	<i>dont participation à la formation professionnelle</i>	13,5	13,0
3 898	2	5	Intérêts des emprunts (y c. sur lignes de trésorerie)	0,8	2,0
228 862	123	113	Dépenses réelles d'investissement	45,5	47,6
				en % des dépenses d'inv.	
50 147	27	34	Dépenses d'investissement direct	21,9	30,1
11 278	6	5	<i>dont immobilisations corporelles</i>	4,9	4,2
38 113	21	29	<i>dont immobilisations en cours</i>	16,7	25,8
0	0	12	<i>dont avance à des tiers pour travaux</i>	0,0	10,8
44 627	24	31	<i>dont : investissements directs en matière d'enseignement</i>	19,5	27,5
119 911	65	55	Subventions d'équipement versées (sauf aux ét d'enseignement)	52,4	49,1
12 702	7	3	Subventions d'équipement aux établissements d'enseignement	5,6	2,7
4 236	2	3	Immobilisations financières	1,9	2,7
41 037	22	17	Remboursement d'emprunts et dettes assimilées	17,9	14,7
			Répartition fonctionnelle des dépenses	en %	
273 613	147	124	Charges de fonctionnement	100,0	100,0
104 105	56	40	Interventions économiques générales (dont transports)	38,0	32,3
69 395	37	35	Int. socio-économiques (dont formation professionnelle et apprentissage)	25,4	27,9
41 476	22	18	Enseignement (dont lycées)	15,2	14,1
17 074	9	6	Personnel permanent	6,2	5,2
4 795	3	5	Service financier	1,8	4,2
36 769	20	20	Autres	13,4	16,3
182 760	98	92	Dépenses d'inv. (hors op. sur dettes et créances à long terme)	100,0	100,0
65 657	35	39	Enseignement - Formation	35,9	42,8
64 535	35	25	Transports, postes et télécommunications	35,3	27,6
8 505	5	11	Action économique	4,7	11,7
28 679	15	7	Développement rural et aménagement de l'espace naturel	15,7	7,8
8 132	4	2	Développement urbain	4,4	2,3
1 148	1	3	Culture, vie sociale	0,6	3,3
6 104	3	4	Autres	3,3	4,6
			Résultats	en % des produits de fonct.	
125 374	67	73	Autofinancement brut	31,4	37,0
84 338	45	56	Marge d'autofinancement courant	21,1	28,6
-29 123	-16	-4	Capacité (besoin si négatif) de financement de la SI*	-7,3	-2,2
-259	0	2	Résultat de l'exercice	-0,1	1,0
			Dettes	en % des produits de fonct.	
133 386	72	116	Dettes sur emprunts au 31 décembre	33,4	59,2
0	0	5	Dettes sans réception de fonds au 31 décembre	0,0	2,5
44 934	24	20	Annuité de la dette totale	11,3	10,3
44 934	24	20	<i>dont annuité de la dette sur emprunts</i>	11,3	10,3
41 037	22	17	<i>dont remboursements en capital d'emprunts</i>	10,3	8,4
3 898	2	5	<i>dont intérêts (y compris sur lignes de trésorerie)</i>	1,0	2,4
0	0	0	<i>dont remboursement de la dette sans réception de fonds</i>	0,0	0,0
			Fonds de roulement et trésorerie	en jours de décaissement	
13 761	7	10	Fonds de roulement au 31-12	10,0	15,4
39 102	21	16	Disponibilités au 31-12	28,4	24,5
35 855	19	14	Trésorerie nette au 31-12	26,0	21,8
1,34		1,59	Ratio de trésorerie immédiate (coefficient)		

PICARDIE

fiche 2/4

RECETTES

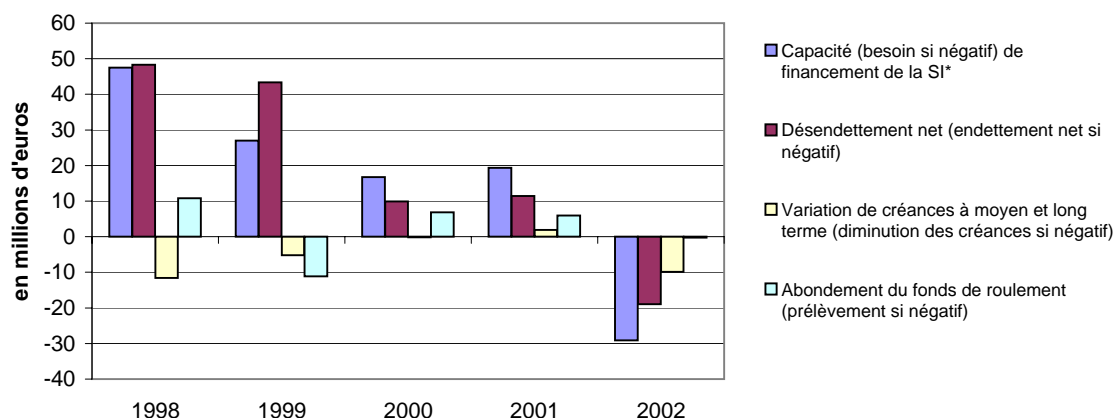
Exercice 2002

Strate de comparaison : Métropole hors Ile-de-France et Corse

Population : 1 857 834 habitants

milliers d'euros	en euros/hab.	moy. strate		ratios de structure	moyenne strate
502 216	270	238	Recettes totales de l'exercice		en % des produits de fonct.
398 987	215	197	Produits de fonctionnement	100,0	100,0
165 826	89	68	Transferts reçus :	41,6	34,8
160 480	86	64	- participations et dotations reçues de l'État	40,2	32,7
42 797	23	22	<i>dont participations</i>	10,7	11,1
117 684	63	42	<i>dont dotation générale de décentralisation</i>	29,5	21,6
5 346	3	4	- autres transferts reçus dont fonds européens	1,3	2,2
100 058	54	55	Impôts locaux	25,1	28,0
91 328	49	46	Attributions fiscales de péréquation-compensation	22,9	23,3
20 555	11	12	<i>dont compensation au titre de la suppression de la TRADE**</i>	5,2	6,3
37 889	20	25	Impôts indirects et autres taxes	9,5	12,9
0	0	0	- <i>taxe sur les permis de conduire</i>	0,0	0,2
37 889	20	25	- <i>taxe sur les certificats d'immatriculation</i>	9,5	12,7
0	0	0	- <i>droit additionnel d'octroi de mer (ROM)</i>	0,0	0,0
0	0	0	- <i>taxe sur les carburants (ROM)</i>	0,0	0,0
0	0	0	- <i>autres impôts indirects (Corse et ROM)</i>	0,0	0,0
			Éléments de fiscalité votée	Taux d'imposition :	
				de la région	de la strate
40 250	22	19	Produit foncier bâti	3,43%	2,48%
271	0	0	Produit foncier non bâti	6,29%	6,04%
64 632	35	35	Produit taxe professionnelle	2,26%	2,31%
0	0	0	Permis de conduire (en euros)	0	21
35 900	19	24	Carte grise (en euros/CV)***	23	27
				% dans total voté des impôts locaux	
103 228	56	42	Recettes réelles d'investissement	% des recettes d'inv.	
26 808	14	12	Dotations et fonds divers (1)	26,0	29,7
4 200	2	4	<i>dont FCTVA</i>	4,1	10,6
22 608	12	8	<i>dont dotation régionale d'équipement scolaire</i>	21,9	19,1
1 420	1	2	Subventions et participations d'équipement reçues (2)	1,4	5,2
26 808	14	13	<i>Dotations, fonds et participations d'État (=sous-ensemble de 1+2)</i>	26,0	30,9
60 000	32	23	Emprunts et dettes assimilées	58,1	55,6
14 136	8	3	Cessions d'immobilisations financières	13,7	6,2

Equilibre financier

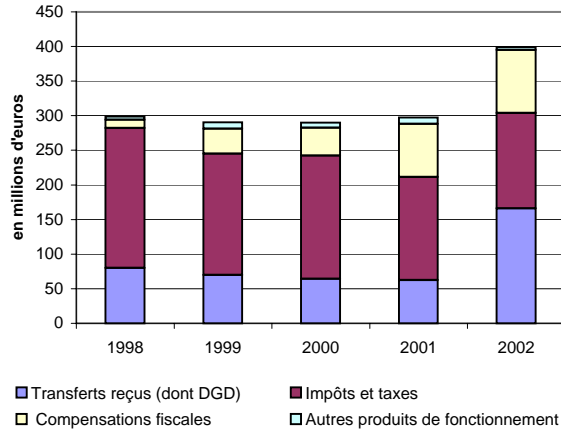


* capacité (besoin si négatif) de financement de la section d'investissement = recettes définitives d'inv. + autofinancement brut - dépenses définitives d'inv.

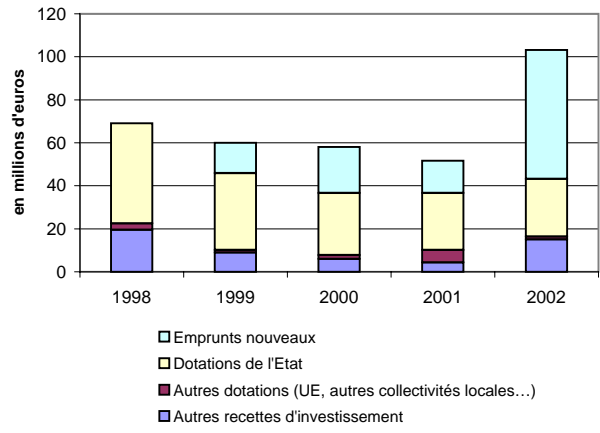
** TRADE : taxe régionale additionnelle aux droits d'enregistrement

*** la tarification indiquée est celle qui est appliquée aux véhicules à propulsion classique

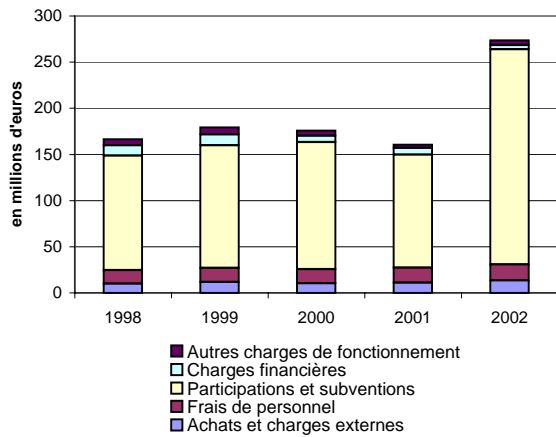
Produits de fonctionnement



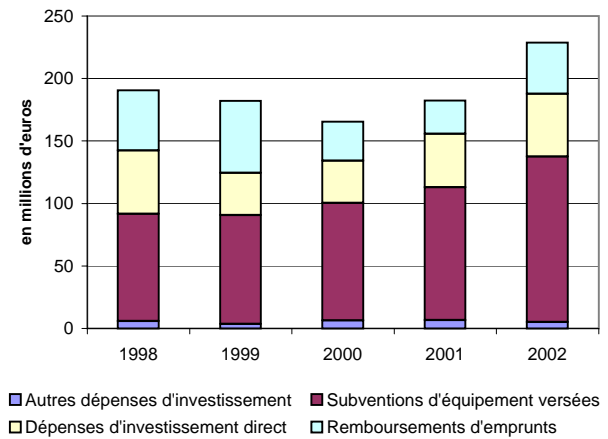
Recettes d'investissement



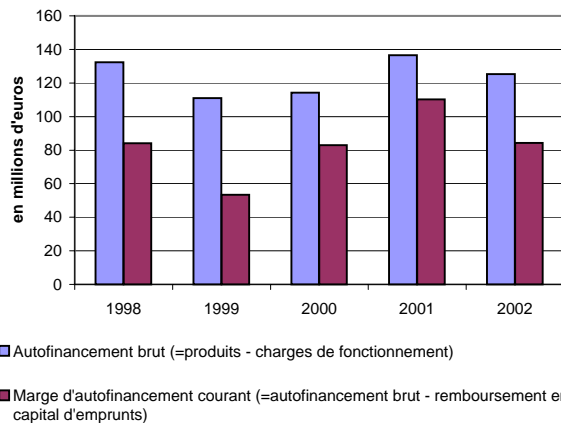
Charges de fonctionnement



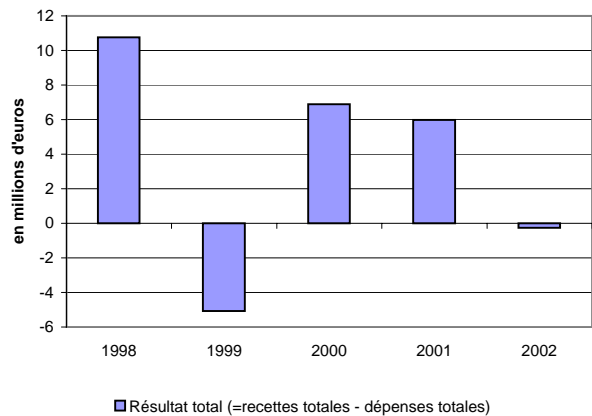
Dépenses d'investissement



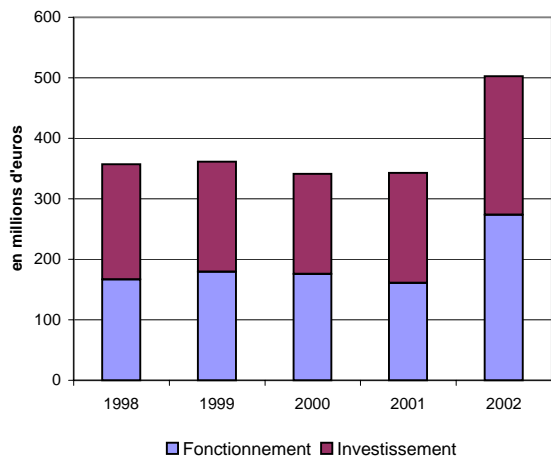
Autofinancement



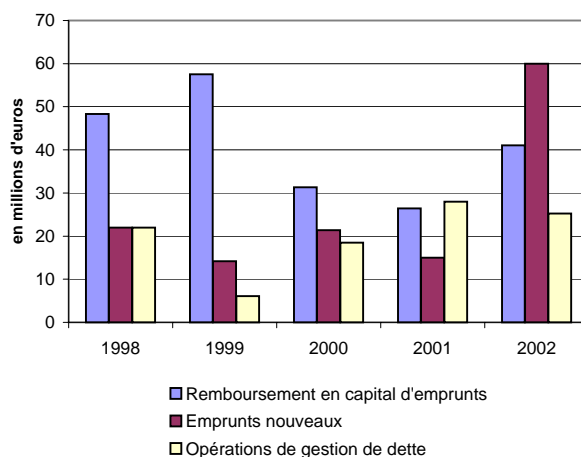
Résultat total



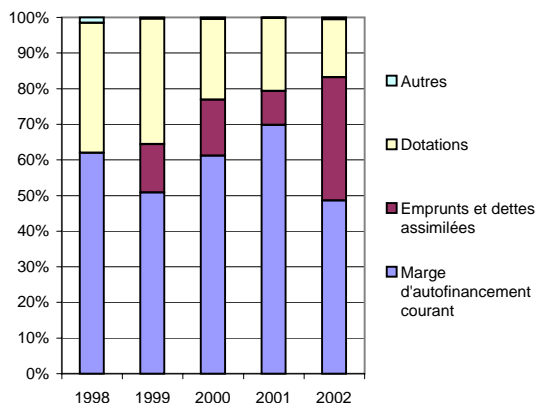
Montant des dépenses par section



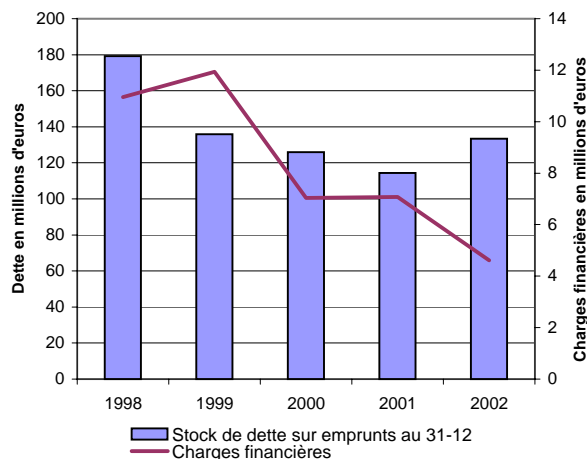
Flux de dette sur emprunts



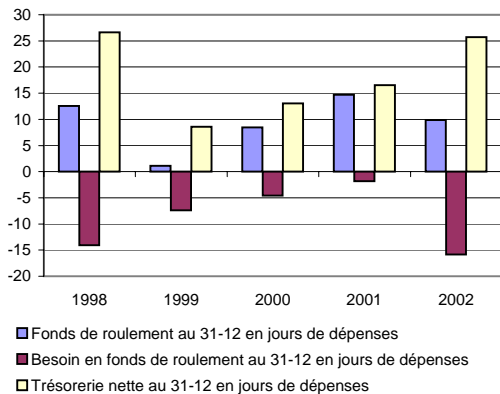
Financement des dépenses définitives d'investissement



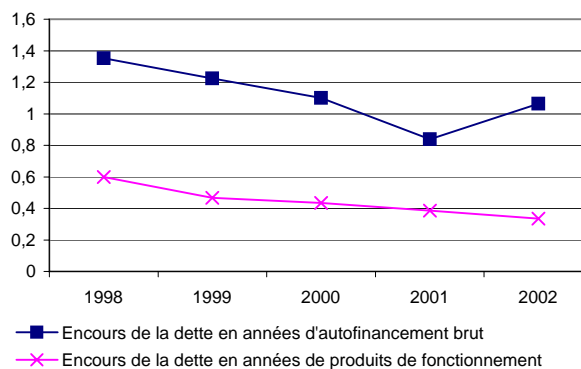
Encours de dette et charges financières



Structure financière en jours de dépenses totales



Poids de la dette sur emprunts rapporté aux ressources



POITOU-CHARENTES

fiche 1/4

DEPENSES

Exercice 2002

Strate de comparaison : Métropole hors Ile-de-France et Corse

Population : 1 640 068 habitants

milliers d'euros	en euros/hab.	moy. strate		ratios de structure	moyenne strate
391 917	239	236	Dépenses totales de l'exercice	en % des dépenses totales	
209 865	128	124	Charges de fonctionnement	53,5	52,4
23 625	14	9	Achats et charges externes	6,0	3,9
10 680	7	7	Charges de personnel	2,7	3,1
167 693	102	98	Contingents-participations et allocations-subventions	42,8	41,5
24 226	15	14	<i>dont participations aux charges des ét. d'enseignement</i>	6,2	5,8
63 408	39	31	<i>dont participation à la formation professionnelle</i>	16,2	13,0
2 604	2	5	Intérêts des emprunts (y c. sur lignes de trésorerie)	0,7	2,0
182 052	111	113	Dépenses réelles d'investissement	46,5	47,6
				en % des dépenses d'inv.	
64 446	39	34	Dépenses d'investissement direct	35,4	30,1
8 847	5	5	<i>dont immobilisations corporelles</i>	4,9	4,2
55 065	34	29	<i>dont immobilisations en cours</i>	30,2	25,8
7 116	4	12	<i>dont avance à des tiers pour travaux</i>	3,9	10,8
56 857	35	31	<i>dont : investissements directs en matière d'enseignement</i>	31,2	27,5
90 894	55	55	Subventions d'équipement versées (sauf aux ét d'enseignement)	49,9	49,1
3 668	2	3	Subventions d'équipement aux établissements d'enseignement	2,0	2,7
12 111	7	3	Immobilisations financières	6,7	2,7
10 893	7	17	Remboursement d'emprunts et dettes assimilées	6,0	14,7
			Répartition fonctionnelle des dépenses	en %	
209 865	128	124	Charges de fonctionnement	100,0	100,0
50 668	31	40	Interventions économiques générales (dont transports)	24,1	32,3
68 103	42	35	Int. socio-économiques (dont formation professionnelle et apprentissage)	32,5	27,9
36 133	22	18	Enseignement (dont lycées)	17,2	14,1
11 672	7	6	Personnel permanent	5,6	5,2
3 306	2	5	Service financier	1,6	4,2
39 983	24	20	Autres	19,1	16,3
159 009	97	92	Dépenses d'inv. (hors op. sur dettes et créances à long terme)	100,0	100,0
65 570	40	39	Enseignement - Formation	41,2	42,8
45 604	28	25	Transports, postes et télécommunications	28,7	27,6
14 296	9	11	Action économique	9,0	11,7
21 308	13	7	Développement rural et aménagement de l'espace naturel	13,4	7,8
2 035	1	2	Développement urbain	1,3	2,3
3 061	2	3	Culture, vie sociale	1,9	3,3
7 136	4	4	Autres	4,5	4,6
			Résultats	en % des produits de fonct.	
87 546	53	73	Autofinancement brut	29,4	37,0
76 653	47	56	Marge d'autofinancement courant	25,8	28,6
-44 327	-27	-4	Capacité (besoin si négatif) de financement de la SI*	-14,9	-2,2
-5 677	-3	2	Résultat de l'exercice	-1,9	1,0
			Dettes	en % des produits de fonct.	
114 050	70	116	Dettes sur emprunts au 31 décembre	38,3	59,2
0	0	5	Dettes sans réception de fonds au 31 décembre	0,0	2,5
13 497	8	20	Annuité de la dette totale	4,5	10,3
13 497	8	20	<i>dont annuité de la dette sur emprunts</i>	4,5	10,3
10 893	7	17	<i>dont remboursements en capital d'emprunts</i>	3,7	8,4
2 604	2	5	<i>dont intérêts (y compris sur lignes de trésorerie)</i>	0,9	2,4
0	0	0	<i>dont remboursement de la dette sans réception de fonds</i>	0,0	0,0
			Fonds de roulement et trésorerie	en jours de décaissement	
3 104	2	10	Fonds de roulement au 31-12	2,9	15,4
33 348	20	16	Disponibilités au 31-12	31,1	24,5
33 146	20	14	Trésorerie nette au 31-12	30,9	21,8
0,92		1,59	Ratio de trésorerie immédiate (coefficient)		

POITOU-CHARENTES

fiche 2/4

RECETTES

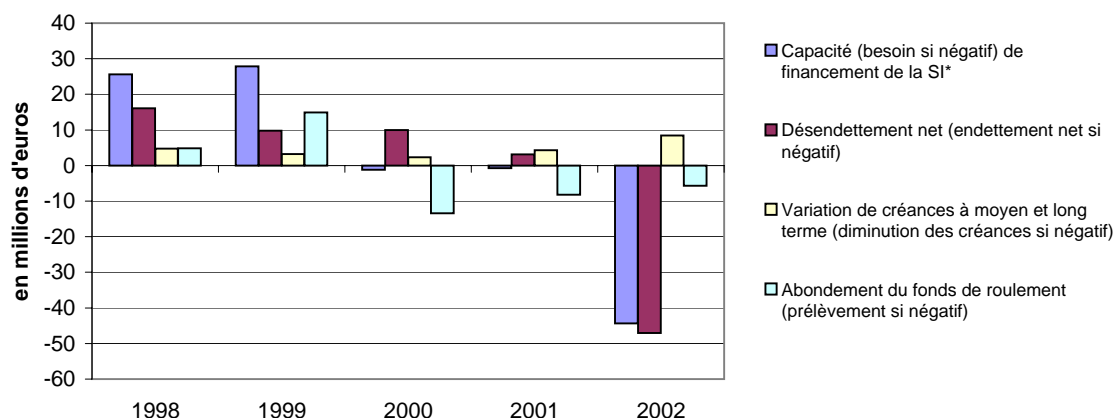
Exercice 2002

Strate de comparaison : Métropole hors Ile-de-France et Corse

Population : 1 640 068 habitants

milliers d'euros	en euros/hab.	moy. strate		ratios de structure	moyenne strate
386 239	236	238	Recettes totales de l'exercice		en % des produits de fonct.
297 411	181	197	Produits de fonctionnement	100,0	100,0
100 342	61	68	Transferts reçus :	33,7	34,8
95 631	58	64	- participations et dotations reçues de l'État	32,2	32,7
40 516	25	22	<i>dont participations</i>	13,6	11,1
49 904	30	42	<i>dont dotation générale de décentralisation</i>	16,8	21,6
4 711	3	4	- autres transferts reçus dont fonds européens	1,6	2,2
78 229	48	55	Impôts locaux	26,3	28,0
76 603	47	46	Attributions fiscales de péréquation-compensation	25,8	23,3
17 777	11	12	<i>dont compensation au titre de la suppression de la TRADE**</i>	6,0	6,3
40 177	24	25	Impôts indirects et autres taxes	13,5	12,9
795	0	0	- <i>taxe sur les permis de conduire</i>	0,3	0,2
39 382	24	25	- <i>taxe sur les certificats d'immatriculation</i>	13,2	12,7
0	0	0	- <i>droit additionnel d'octroi de mer (ROM)</i>	0,0	0,0
0	0	0	- <i>taxe sur les carburants (ROM)</i>	0,0	0,0
0	0	0	- <i>autres impôts indirects (Corse et ROM)</i>	0,0	0,0
			Éléments de fiscalité votée	Taux d'imposition :	
				de la région	de la strate
32 838	20	19	Produit foncier bâti	2,97%	2,48%
292	0	0	Produit foncier non bâti	7,72%	6,04%
43 863	27	35	Produit taxe professionnelle	2,16%	2,31%
734	0	0	Permis de conduire (en euros)	25	21
32 382	20	24	Carte grise (en euros/CV)***	25	27
				% dans total voté des impôts locaux	
				42,7	35,3
				0,4	0,5
				57,0	59,3
88 829	54	42	Recettes réelles d'investissement	% des recettes d'inv.	
21 102	13	12	Dotations et fonds divers (1)	23,8	29,7
6 927	4	4	<i>dont FCTVA</i>	7,8	10,6
14 175	9	8	<i>dont dotation régionale d'équipement scolaire</i>	16,0	19,1
3 280	2	2	Subventions et participations d'équipement reçues (2)	3,7	5,2
21 102	13	13	<i>Dotations, fonds et participations d'État (=sous-ensemble de 1+2)</i>	23,8	30,9
57 951	35	23	Emprunts et dettes assimilées	65,2	55,6
3 703	2	3	Cessions d'immobilisations financières	4,2	6,2

Equilibre financier

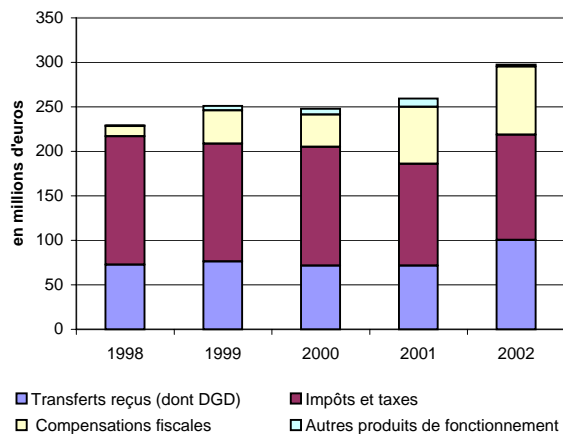


* capacité (besoin si négatif) de financement de la section d'investissement = recettes définitives d'inv. + autofinancement brut - dépenses définitives d'inv.

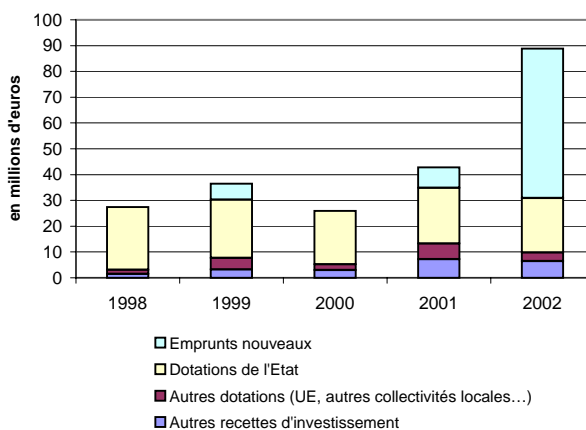
** TRADE : taxe régionale additionnelle aux droits d'enregistrement

*** la tarification indiquée est celle qui est appliquée aux véhicules à propulsion classique

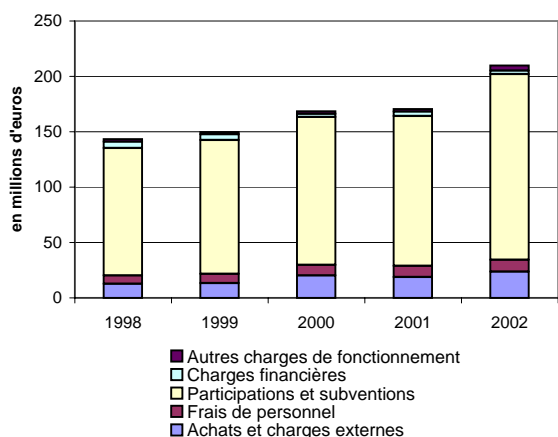
Produits de fonctionnement



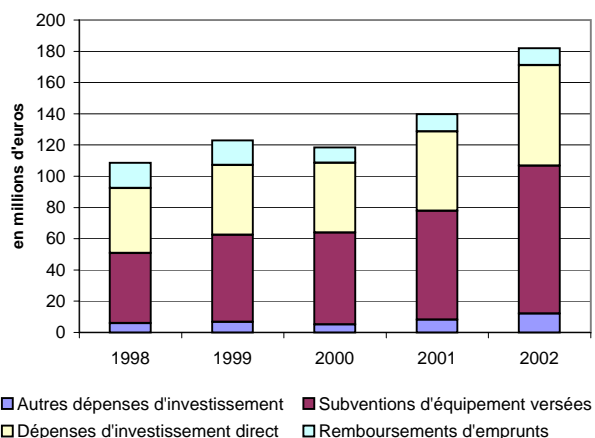
Recettes d'investissement



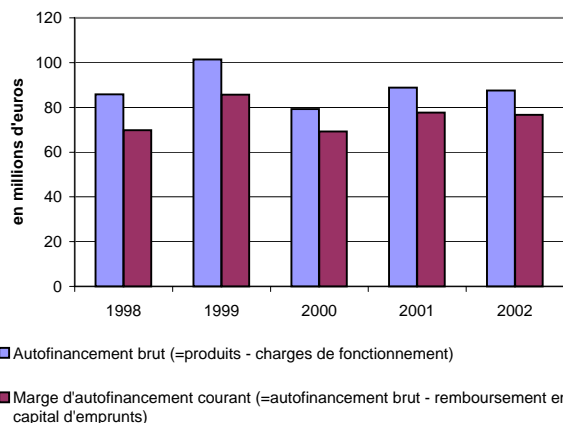
Charges de fonctionnement



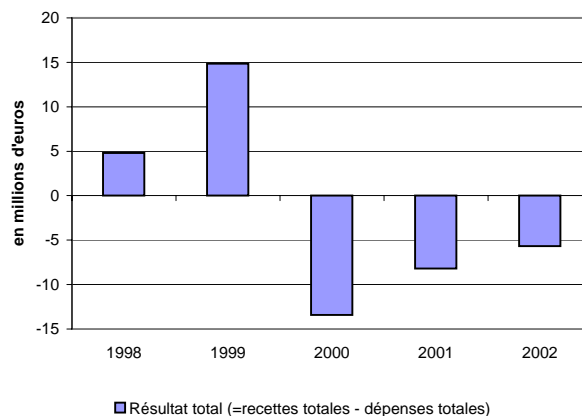
Dépenses d'investissement



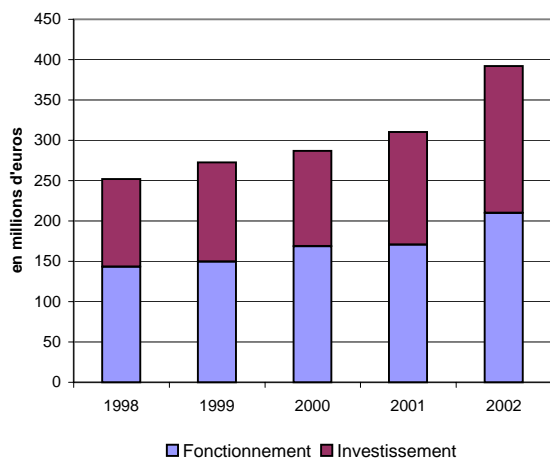
Autofinancement



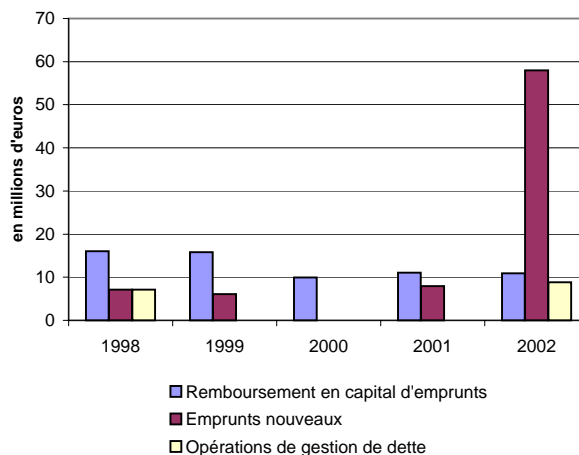
Résultat total



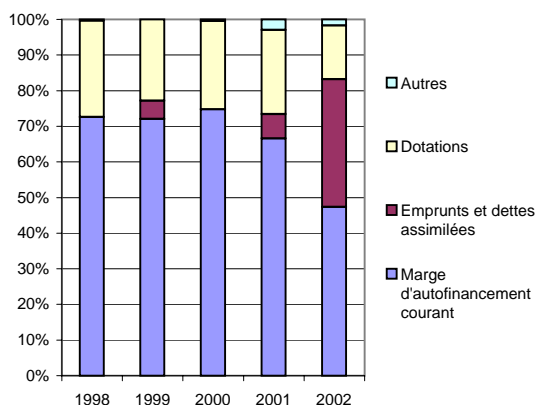
Montant des dépenses par section



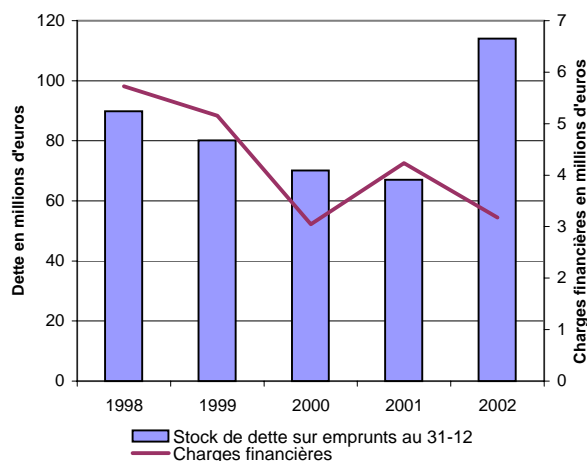
Flux de dette sur emprunts



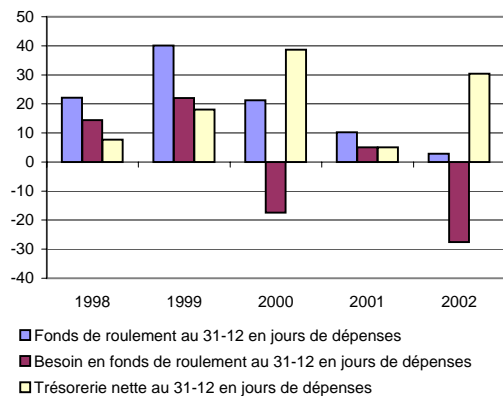
Financement des dépenses définitives d'investissement



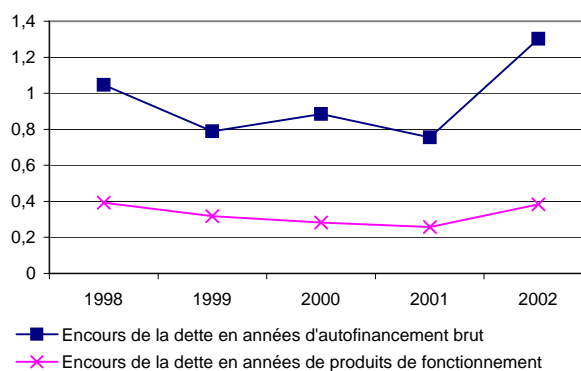
Encours de dette et charges financières



Structure financière en jours de dépenses totales



Poids de la dette sur emprunts rapporté aux ressources



PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR

fiche 1/4

DEPENSES

Exercice 2002

Strate de comparaison : Métropole hors Ile-de-France et Corse

Population : 4 506 151 habitants

milliers d'euros	en euros/hab.	moy. strate		ratios de structure	moyenne strate
919 802	204	236	Dépenses totales de l'exercice	en % des dépenses totales	
568 494	126	124	Charges de fonctionnement	61,8	52,4
42 008	9	9	9 Achats et charges externes	4,6	3,9
45 309	10	7	7 Charges de personnel	4,9	3,1
443 067	98	98	98 Contingents-participations et allocations-subventions	48,2	41,5
58 272	13	14	14 <i>dont participations aux charges des ét. d'enseignement</i>	6,3	5,8
124 647	28	31	31 <i>dont participation à la formation professionnelle</i>	13,6	13,0
27 193	6	5	5 Intérêts des emprunts (y c. sur lignes de trésorerie)	3,0	2,0
351 308	78	113	Dépenses réelles d'investissement	38,2	47,6
				en % des dépenses d'inv.	
108 778	24	34	34 Dépenses d'investissement direct	31,0	30,1
29 351	7	5	5 <i>dont immobilisations corporelles</i>	8,4	4,2
78 566	17	29	29 <i>dont immobilisations en cours</i>	22,4	25,8
2 184	0	12	12 <i>dont avance à des tiers pour travaux</i>	0,6	10,8
98 272	22	31	31 <i>dont : investissements directs en matière d'enseignement</i>	28,0	27,5
211 184	47	55	55 Subventions d'équipement versées (sauf aux ét d'enseignement)	60,1	49,1
6 638	1	3	3 Subventions d'équipement aux établissements d'enseignement	1,9	2,7
365	0	3	3 Immobilisations financières	0,1	2,7
19 121	4	17	17 Remboursement d'emprunts et dettes assimilées	5,4	14,7
			Répartition fonctionnelle des dépenses	en %	
568 494	126	124	Charges de fonctionnement	100,0	100,0
190 035	42	40	40 Interventions économiques générales (dont transports)	33,4	32,3
138 273	31	35	35 Int. socio-économiques (dont formation professionnelle et apprentissage)	24,3	27,9
73 632	16	18	18 Enseignement (dont lycées)	13,0	14,1
0	0	6	6 Personnel permanent	0,0	5,2
30 230	7	5	5 Service financier	5,3	4,2
136 325	30	20	20 Autres	24,0	16,3
			Dépenses d'inv. (hors op. sur dettes et créances à long terme)	en %	
326 601	72	92	Dépenses d'inv. (hors op. sur dettes et créances à long terme)	100,0	100,0
124 955	28	39	39 Enseignement - Formation	38,3	42,8
82 660	18	25	25 Transports, postes et télécommunications	25,3	27,6
29 586	7	11	11 Action économique	9,1	11,7
52 091	12	7	7 Développement rural et aménagement de l'espace naturel	15,9	7,8
9 164	2	2	2 Développement urbain	2,8	2,3
14 950	3	3	3 Culture, vie sociale	4,6	3,3
13 195	3	4	4 Autres	4,0	4,6
			Résultats	en % des produits de fonct.	
291 770	65	73	73 Autofinancement brut	33,9	37,0
272 649	61	56	56 Marge d'autofinancement courant	31,7	28,6
2 257	1	-4	-4 Capacité (besoin si négatif) de financement de la SI*	0,3	-2,2
56 529	13	2	2 Résultat de l'exercice	6,6	1,0
			Dettes	en % des produits de fonct.	
659 653	146	116	116 Dette sur emprunts au 31 décembre	76,7	59,2
85	0	5	5 Dette sans réception de fonds au 31 décembre	0,0	2,5
20 304	5	20	20 Annuité de la dette totale	2,4	10,3
20 304	5	20	20 <i>dont annuité de la dette sur emprunts</i>	2,4	10,3
19 121	4	17	17 <i>dont remboursements en capital d'emprunts</i>	2,2	8,4
27 193	6	5	5 <i>dont intérêts (y compris sur lignes de trésorerie)</i>	3,2	2,4
0	0	0	0 <i>dont remboursement de la dette sans réception de fonds</i>	0,0	0,0
			Fonds de roulement et trésorerie	en jours de décaissement	
34 382	8	10	10 Fonds de roulement au 31-12	13,6	15,4
85 571	19	16	16 Disponibilités au 31-12	34,0	24,5
55 551	12	14	14 Trésorerie nette au 31-12	22,0	21,8
0,78		1,59	Ratio de trésorerie immédiate (coefficient)		

RECETTES

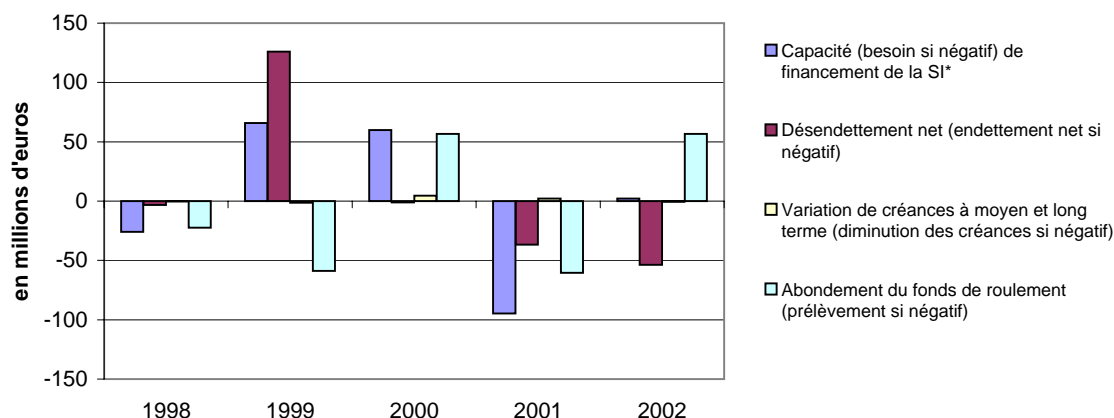
Exercice 2002

Strate de comparaison : Métropole hors Ile-de-France et Corse

Population : 4 506 151 habitants

milliers d'euros	en euros/hab.	moy. strate		ratios de structure		moyenne strate
976 332	217	238	Recettes totales de l'exercice			en % des produits de fonct.
860 264	191	197	Produits de fonctionnement			100,0
261 585	58	68	Transferts reçus :			34,8
246 488	55	64	- participations et dotations reçues de l'État			32,7
101 230	22	22	<i>dont participations</i>			11,1
145 258	32	42	<i>dont dotation générale de décentralisation</i>			21,6
15 096	3	4	- autres transferts reçus dont fonds européens			2,2
210 152	47	55	Impôts locaux			28,0
242 377	54	46	Attributions fiscales de péréquation-compensation			23,3
102 035	23	12	<i>dont compensation au titre de la suppression de la TRADE**</i>			6,3
138 905	31	25	Impôts indirects et autres taxes			12,9
4 824	1	0	- <i>taxe sur les permis de conduire</i>			0,2
134 081	30	25	- <i>taxe sur les certificats d'immatriculation</i>			12,7
0	0	0	- <i>droit additionnel d'octroi de mer (ROM)</i>			0,0
0	0	0	- <i>taxe sur les carburants (ROM)</i>			0,0
0	0	0	- <i>autres impôts indirects (Corse et ROM)</i>			0,0
			Éléments de fiscalité votée			
			Taux d'imposition :		% dans total voté des impôts locaux	
			de la région	de la strate		
68 645	15	19	1,48%	2,48%	33,9	35,3
1 353	0	0	5,57%	6,04%	0,7	0,5
132 682	29	35	2,27%	2,31%	65,5	59,3
4 650	1	0	48	21		
117 000	26	24	28	27		
116 067	26	42	Recettes réelles d'investissement			% des recettes d'inv.
40 221	9	12	Dotations et fonds divers (1)			29,7
11 872	3	4	<i>dont FCTVA</i>			10,6
28 349	6	8	<i>dont dotation régionale d'équipement scolaire</i>			19,1
1 633	0	2	Subventions et participations d'équipement reçues (2)			5,2
40 221	9	13	Dotations, fonds et participations d'État (=sous-ensemble de 1+2)			30,9
72 755	16	23	Emprunts et dettes assimilées			55,6
1 003	0	3	Cessions d'immobilisations financières			6,2

Equilibre financier

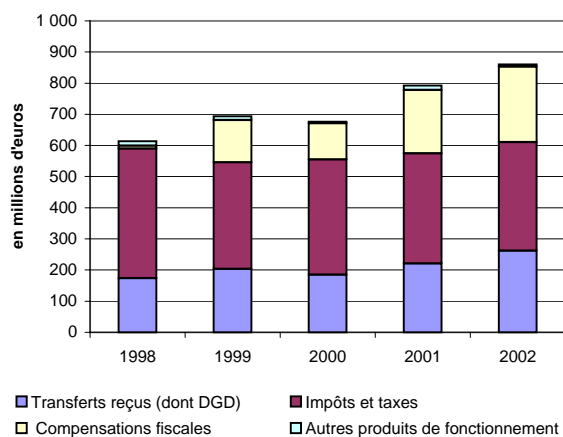


* capacité (besoin si négatif) de financement de la section d'investissement = recettes définitives d'inv. + autofinancement brut - dépenses définitives d'inv.

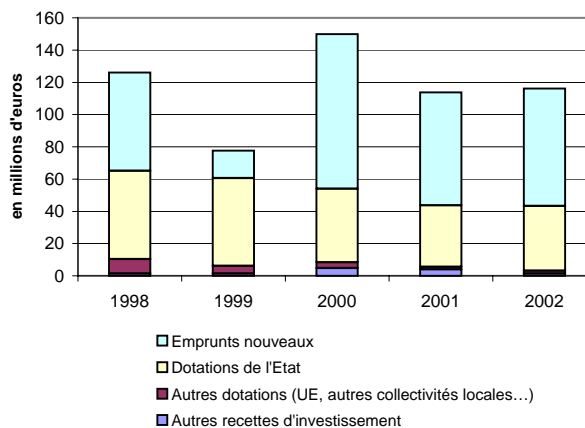
** TRADE : taxe régionale additionnelle aux droits d'enregistrement

*** la tarification indiquée est celle qui est appliquée aux véhicules à propulsion classique

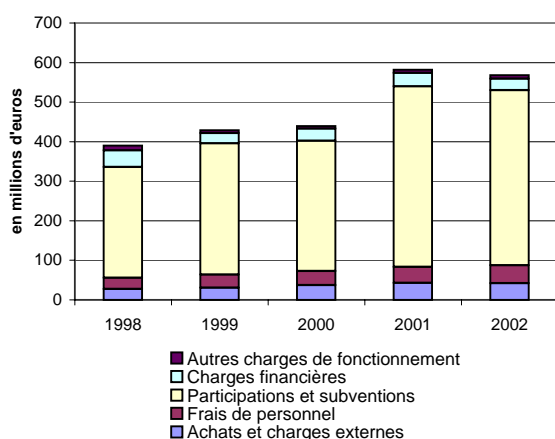
Produits de fonctionnement



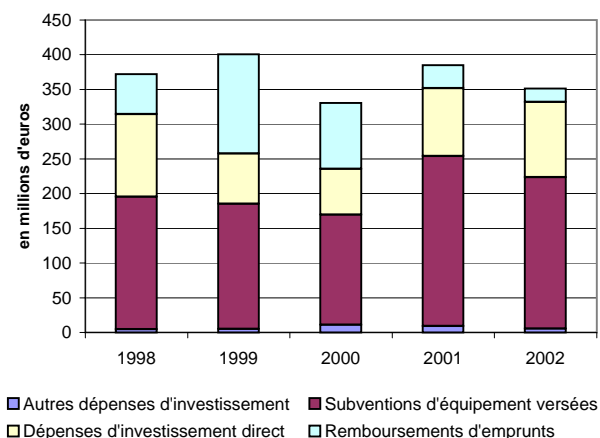
Recettes d'investissement



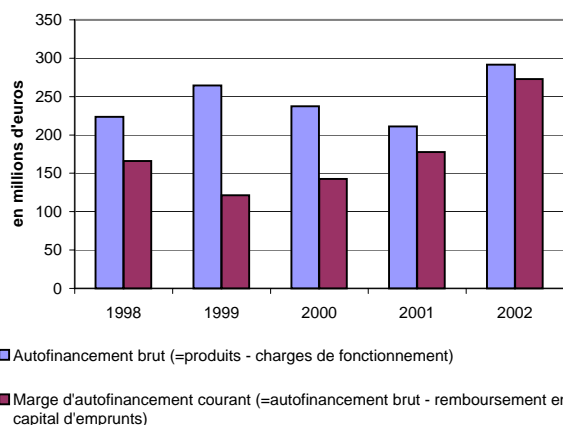
Charges de fonctionnement



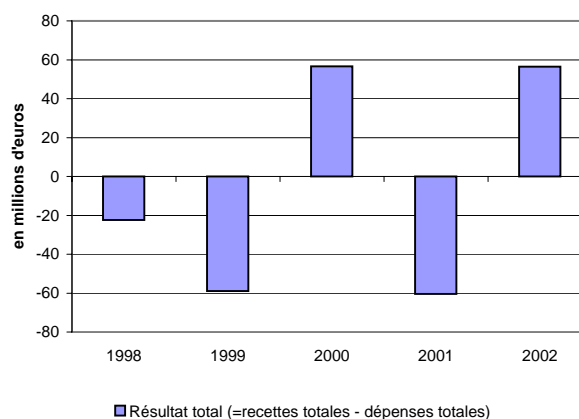
Dépenses d'investissement



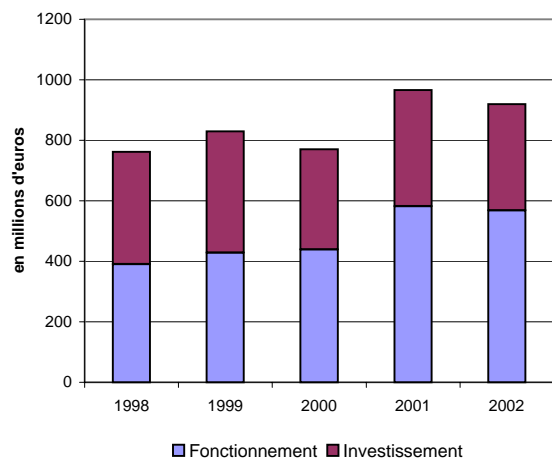
Autofinancement



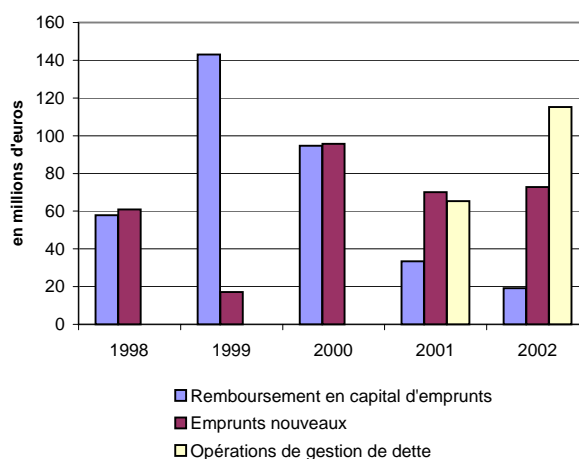
Résultat total



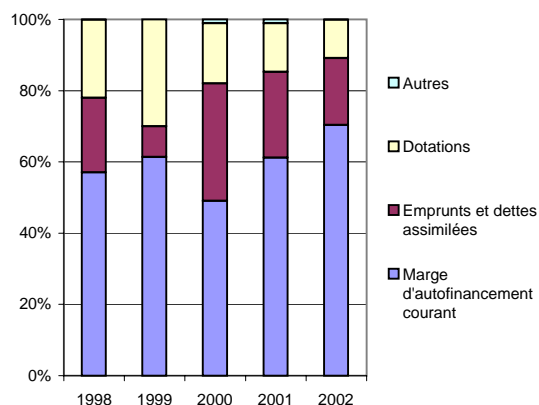
Montant des dépenses par section



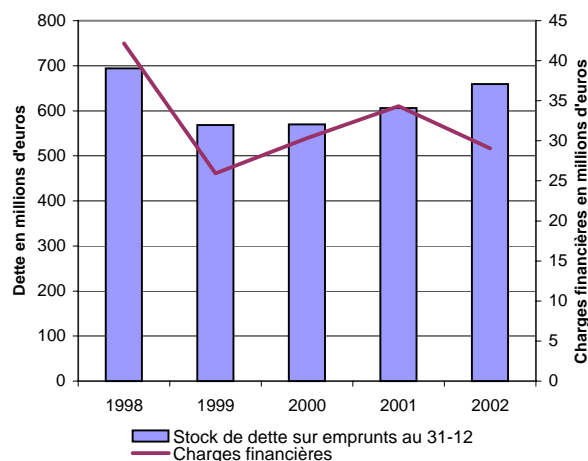
Flux de dette sur emprunts



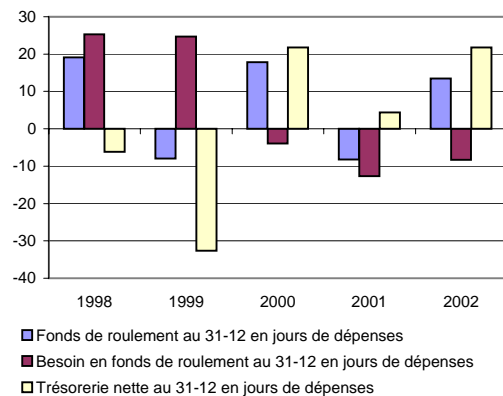
Financement des dépenses définitives d'investissement



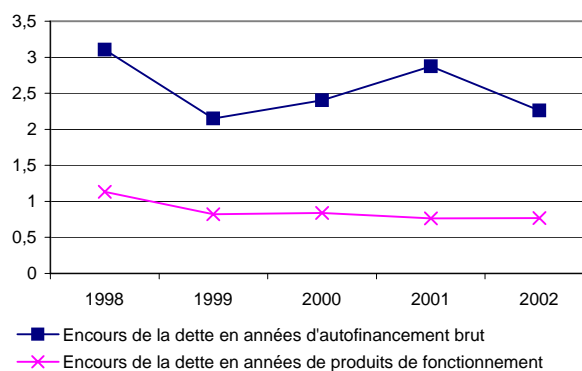
Encours de dette et charges financières



Structure financière en jours de dépenses totales



Poids de la dette sur emprunts rapporté aux ressources



REUNION

fiche 1/4

DEPENSES

Exercice 2002

Strate de comparaison : Régions d'outre-mer

Population : 706 300 habitants

milliers d'euros	en euros/hab.	moy. strate		ratios de structure	moyenne strate
353 657	501	577	Dépenses totales de l'exercice	en % des dépenses totales	
137 633	195	218	Charges de fonctionnement	38,9	37,8
9 644	14	22	Achats et charges externes	2,7	3,7
19 193	27	34	Charges de personnel	5,4	5,9
98 351	139	139	Contingents-participations et allocations-subventions	27,8	24,1
9 164	13	16	<i>dont participations aux charges des ét. d'enseignement</i>	2,6	2,8
57 092	81	78	<i>dont participation à la formation professionnelle</i>	16,1	13,6
6 375	9	14	Intérêts des emprunts (y c. sur lignes de trésorerie)	1,8	2,4
216 025	306	359	Dépenses réelles d'investissement	61,1	62,2
				en % des dépenses d'inv.	
107 712	153	173	Dépenses d'investissement direct	49,9	48,4
3 480	5	12	<i>dont immobilisations corporelles</i>	1,6	3,4
104 130	147	161	<i>dont immobilisations en cours</i>	48,2	45,0
32 457	46	29	<i>dont avance à des tiers pour travaux</i>	15,0	8,1
34 833	49	58	<i>dont : investissements directs en matière d'enseignement</i>	16,1	16,2
58 416	83	94	Subventions d'équipement versées (sauf aux ét d'enseignement)	27,0	26,1
11 935	17	12	Subventions d'équipement aux établissements d'enseignement	5,5	3,3
1 188	2	11	Immobilisations financières	0,5	3,0
34 996	50	67	Remboursement d'emprunts et dettes assimilées	16,2	18,6
			Répartition fonctionnelle des dépenses	en %	
137 633	195	218	Charges de fonctionnement	100,0	100,0
10 338	15	23	Interventions économiques générales (dont transports)	7,5	10,4
57 867	82	82	Int. socio-économiques (dont formation professionnelle et apprentissage)	42,0	37,5
10 650	15	18	Enseignement (dont lycées)	7,7	8,4
19 798	28	35	Personnel permanent	14,4	16,3
6 592	9	15	Service financier	4,8	6,6
32 387	46	45	Autres	23,5	20,7
178 063	252	279	Dépenses d'inv. (hors op. sur dettes et créances à long terme)	100,0	100,0
57 321	81	77	Enseignement - Formation	32,2	27,6
72 187	102	93	Transports, postes et télécommunications	40,5	33,5
18 339	26	51	Action économique	10,3	18,4
11 036	16	17	Développement rural et aménagement de l'espace naturel	6,2	6,0
3 139	4	10	Développement urbain	1,8	3,5
14 442	20	16	Culture, vie sociale	8,1	5,7
1 599	2	15	Autres	0,9	5,3
			Résultats	en % des produits de fonct.	
185 013	262	234	Autofinancement brut	57,3	51,8
150 017	212	168	Marge d'autofinancement courant	46,5	37,0
95 008	135	84	Capacité (besoin si négatif) de financement de la SI*	29,4	18,6
63 288	90	59	Résultat de l'exercice	19,6	13,0
			Dettes	en % des produits de fonct.	
92 273	131	226	Dettes sur emprunts au 31 décembre	28,6	49,9
0	0	0	Dettes sans réception de fonds au 31 décembre	0,0	0,0
41 371	59	74	Annuité de la dette totale	12,8	16,4
41 371	59	74	<i>dont annuité de la dette sur emprunts</i>	12,8	16,4
34 996	50	67	<i>dont remboursements en capital d'emprunts</i>	10,8	14,7
6 375	9	14	<i>dont intérêts (y compris sur lignes de trésorerie)</i>	2,0	3,0
0	0	0	<i>dont remboursement de la dette sans réception de fonds</i>	0,0	0,0
			Fonds de roulement et trésorerie	en jours de décaissement	
93 848	133	154	Fonds de roulement au 31-12	96,9	97,5
98 886	140	141	Disponibilités au 31-12	102,1	89,3
98 886	140	141	Trésorerie nette au 31-12	102,1	89,2
4,34		2,60	Ratio de trésorerie immédiate (coefficient)		

REUNION

fiche 2/4

RECETTES

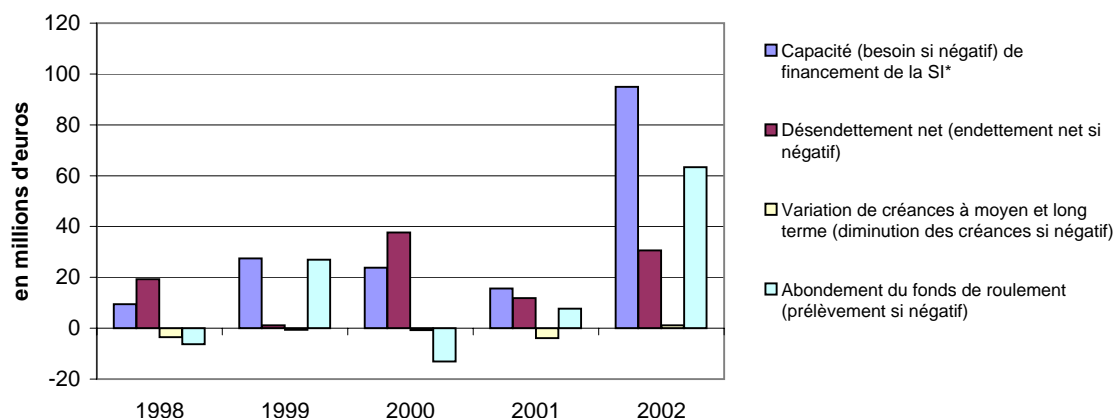
Exercice 2002

Strate de comparaison : Régions d'outre-mer

Population : 706 300 habitants

milliers d'euros	en euros/hab.	moy. strate		ratios de structure	moyenne strate
416 945	590	636	Recettes totales de l'exercice		en % des produits de fonct.
322 645	457	452	Produits de fonctionnement	100,0	100,0
97 468	138	110	Transferts reçus :	30,2	24,3
59 235	84	82	- participations et dotations reçues de l'État	18,4	18,1
50 853	72	67	<i>dont participations</i>	15,8	14,9
6 297	9	9	<i>dont dotation générale de décentralisation</i>	2,0	2,0
38 233	54	28	- autres transferts reçus dont fonds européens	11,8	6,1
19 632	28	28	Impôts locaux	6,1	6,2
14 511	21	20	Attributions fiscales de péréquation-compensation	4,5	4,4
0	0	2	<i>dont compensation au titre de la suppression de la TRADE**</i>	0,0	0,5
187 699	266	292	Impôts indirects et autres taxes	58,2	64,5
1 305	2	1	- <i>taxe sur les permis de conduire</i>	0,4	0,3
12 038	17	16	- <i>taxe sur les certificats d'immatriculation</i>	3,7	3,6
56 822	80	117	- <i>droit additionnel d'octroi de mer (ROM)</i>	17,6	25,9
113 386	161	151	- <i>taxe sur les carburants (ROM)</i>	35,1	33,3
2 250	3	2	- <i>autres impôts indirects (Corse et ROM)</i>	0,7	0,5
			Éléments de fiscalité votée	Taux d'imposition :	
				de la région	de la strate
8 281	12	14	Produit foncier bâti	2,53%	2,90%
27	0	0	Produit foncier non bâti	0,90%	1,99%
10 661	15	15	Produit taxe professionnelle	2,19%	1,87%
1 067	2	1	Permis de conduire (en euros)	69	55
10 702	15	17	Carte grise (en euros/CV)***	25	29
				% dans total voté des impôts locaux	
				43,7	48,5
				0,1	0,5
				56,2	44,9
94 300	134	183	Recettes réelles d'investissement	% des recettes d'inv.	
49 795	71	75	Dotations et fonds divers (1)	52,8	41,1
7 515	11	9	<i>dont FCTVA</i>	8,0	4,9
42 281	60	63	<i>dont dotation régionale d'équipement scolaire</i>	44,8	34,4
39 534	56	54	Subventions et participations d'équipement reçues (2)	41,9	29,5
55 103	78	83	Dotations, fonds et participations d'État (=sous-ensemble de 1+2)	58,4	45,5
4 373	6	44	Emprunts et dettes assimilées	4,6	23,9
91	0	8	Cessions d'immobilisations financières	0,1	4,6

Equilibre financier

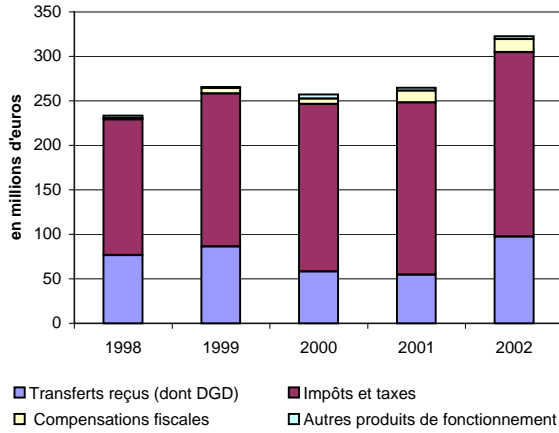


* capacité (besoin si négatif) de financement de la section d'investissement = recettes définitives d'inv. + autofinancement brut - dépenses définitives d'inv.

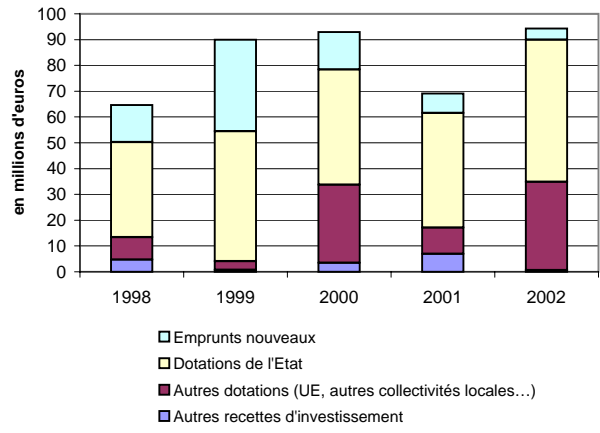
** TRADE : taxe régionale additionnelle aux droits d'enregistrement

*** la tarification indiquée est celle qui est appliquée aux véhicules à propulsion classique

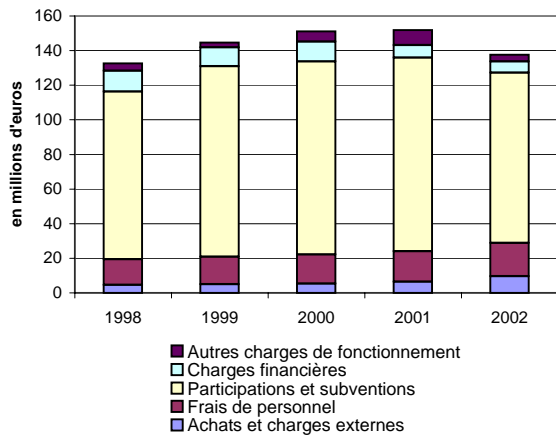
Produits de fonctionnement



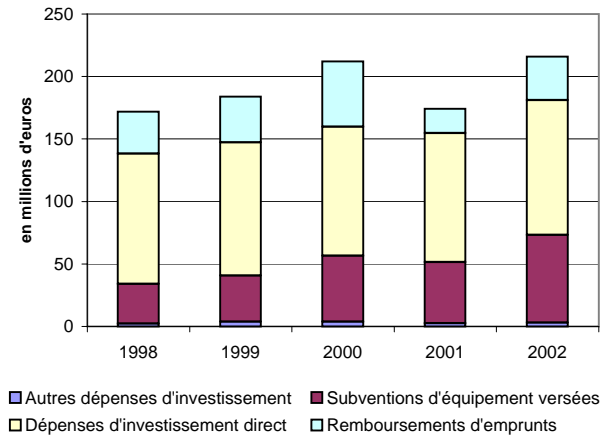
Recettes d'investissement



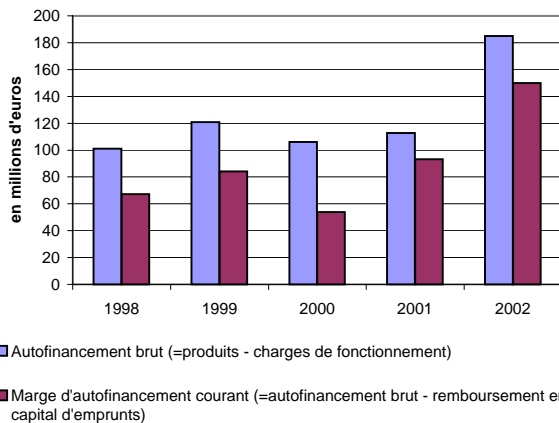
Charges de fonctionnement



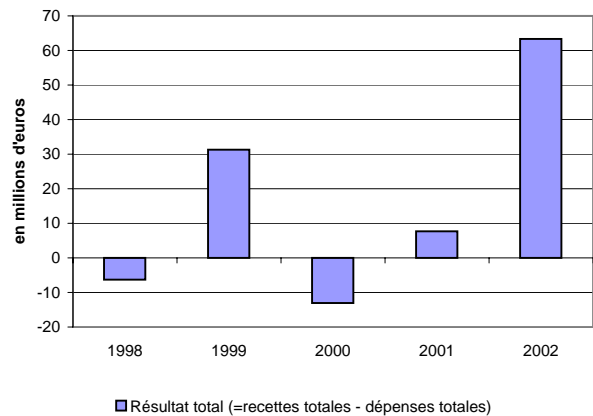
Dépenses d'investissement



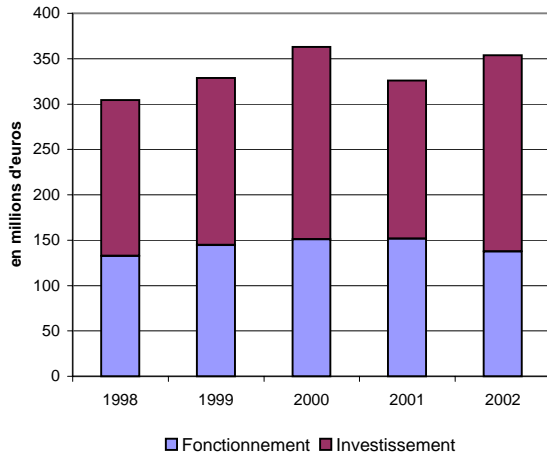
Autofinancement



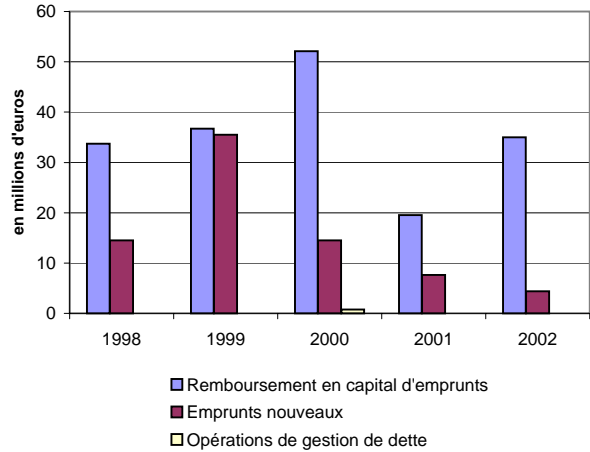
Résultat total



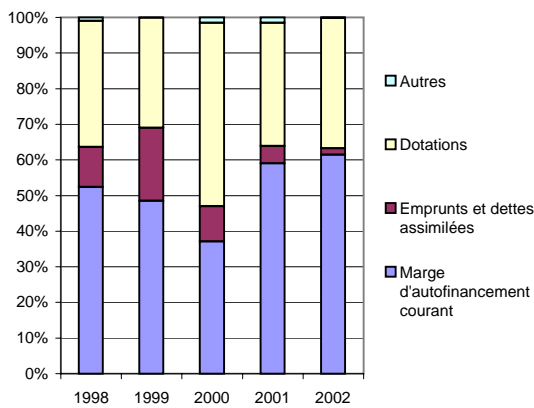
Montant des dépenses par section



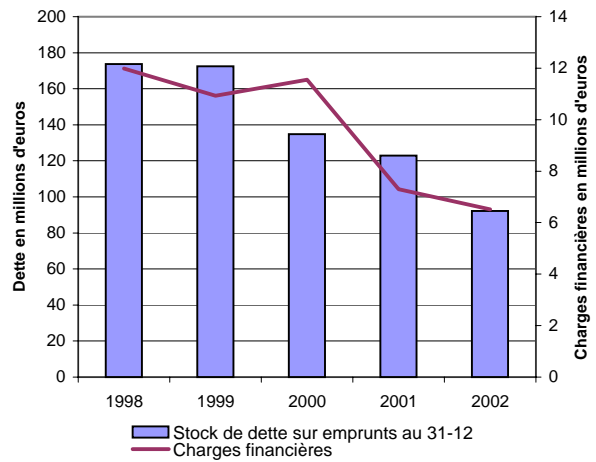
Flux de dette sur emprunts



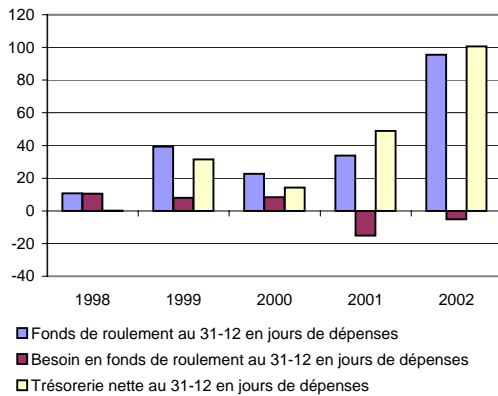
Financement des dépenses définitives d'investissement



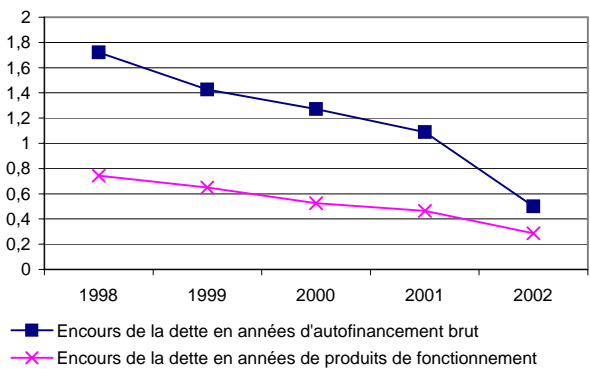
Encours de dette et charges financières



Structure financière en jours de dépenses totales



Poids de la dette sur emprunts rapporté aux ressources



RHONE-ALPES

fiche 1/4

DEPENSES

Exercice 2002

Strate de comparaison : Métropole hors Ile-de-France et Corse

Population : 5 645 407 habitants

milliers d'euros	en euros/hab.	moy. strate		ratios de structure	moyenne strate
1 304 240	231	236	Dépenses totales de l'exercice	en % des dépenses totales	
774 489	137	124	Charges de fonctionnement	59,4	52,4
52 097	9	9	Achats et charges externes	4,0	3,9
31 378	6	7	Charges de personnel	2,4	3,1
626 426	111	98	Contingents-participations et allocations-subventions	48,0	41,5
79 814	14	14	<i>dont participations aux charges des ét. d'enseignement</i>	<i>6,1</i>	<i>5,8</i>
185 940	33	31	<i>dont participation à la formation professionnelle</i>	<i>14,3</i>	<i>13,0</i>
18 900	3	5	Intérêts des emprunts (y c. sur lignes de trésorerie)	1,4	2,0
529 751	94	113	Dépenses réelles d'investissement	40,6	47,6
				en % des dépenses d'inv.	
187 234	33	34	Dépenses d'investissement direct	35,3	30,1
28 838	5	5	<i>dont immobilisations corporelles</i>	<i>5,4</i>	<i>4,2</i>
157 734	28	29	<i>dont immobilisations en cours</i>	<i>29,8</i>	<i>25,8</i>
137 827	24	12	<i>dont avance à des tiers pour travaux</i>	<i>26,0</i>	<i>10,8</i>
182 979	32	31	<i>dont : investissements directs en matière d'enseignement</i>	<i>34,5</i>	<i>27,5</i>
258 447	46	55	Subventions d'équipement versées (sauf aux ét d'enseignement)	48,8	49,1
16 055	3	3	Subventions d'équipement aux établissements d'enseignement	3,0	2,7
5 190	1	3	Immobilisations financières	1,0	2,7
62 825	11	17	Remboursement d'emprunts et dettes assimilées	11,9	14,7
Répartition fonctionnelle des dépenses				en %	
774 489	137	124	Charges de fonctionnement	100,0	100,0
335 745	59	40	Interventions économiques générales (dont transports)	43,4	32,3
191 470	34	35	Int. socio-économiques (dont formation professionnelle et apprentissage)	24,7	27,9
115 128	20	18	Enseignement (dont lycées)	14,9	14,1
32 780	6	6	Personnel permanent	4,2	5,2
19 623	3	5	Service financier	2,5	4,2
79 742	14	20	Autres	10,3	16,3
Dépenses d'inv. (hors op. sur dettes et créances à long terme)				en %	
461 736	82	92	Dépenses d'inv. (hors op. sur dettes et créances à long terme)	100,0	100,0
243 606	43	39	Enseignement - Formation	52,8	42,8
109 357	19	25	Transports, postes et télécommunications	23,7	27,6
36 609	6	11	Action économique	7,9	11,7
24 772	4	7	Développement rural et aménagement de l'espace naturel	5,4	7,8
7 429	1	2	Développement urbain	1,6	2,3
9 813	2	3	Culture, vie sociale	2,1	3,3
30 150	5	4	Autres	6,5	4,6
Résultats				en % des produits de fonct.	
331 818	59	73	Autofinancement brut	30,0	37,0
268 992	48	56	Marge d'autofinancement courant	24,3	28,6
-46 254	-8	-4	Capacité (besoin si négatif) de financement de la SI*	-4,2	-2,2
19 369	3	2	Résultat de l'exercice	1,8	1,0
Dettes				en % des produits de fonct.	
498 466	88	116	Dettes	45,1	59,2
11 730	2	5	Dettes sur emprunts au 31 décembre	1,1	2,5
81 726	14	20	Dettes sans réception de fonds au 31 décembre	7,4	10,3
81 726	14	20	Annuité de la dette totale	7,4	10,3
62 825	11	17	<i>dont annuité de la dette sur emprunts</i>	<i>5,7</i>	<i>8,4</i>
18 900	3	5	<i>dont remboursements en capital d'emprunts</i>	<i>1,7</i>	<i>2,4</i>
0	0	0	<i>dont intérêts (y compris sur lignes de trésorerie)</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>
Fonds de roulement et trésorerie				en jours de décaissement	
37 281	7	10	Fonds de roulement au 31-12	10,4	15,4
57 208	10	16	Disponibilités au 31-12	16,0	24,5
54 867	10	14	Trésorerie nette au 31-12	15,4	21,8
1,03		1,59	Ratio de trésorerie immédiate (coefficient)		

RHONE-ALPES

fiche 2/4

RECETTES

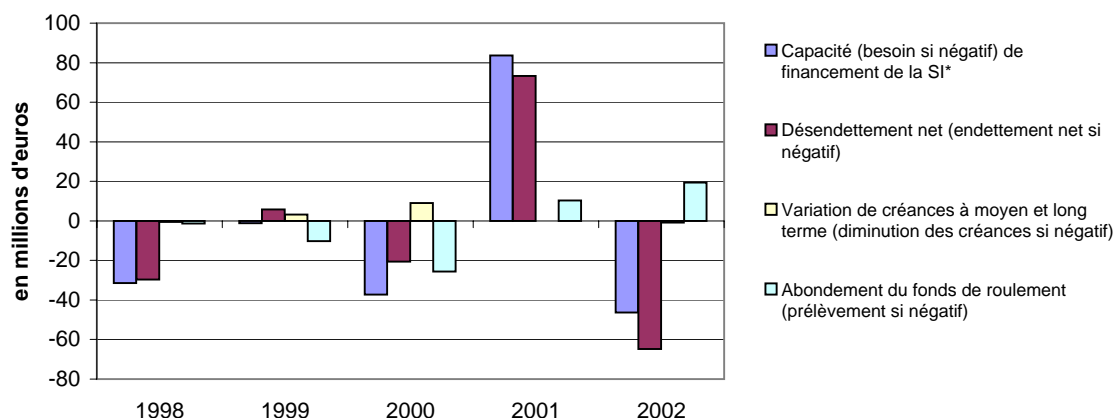
Exercice 2002

Strate de comparaison : Métropole hors Ile-de-France et Corse

Population : 5 645 407 habitants

milliers d'euros	en euros/hab.	moy. strate		ratios de structure	moyenne strate
1 323 610	234	238	Recettes totales de l'exercice		en % des produits de fonct.
1 106 306	196	197	Produits de fonctionnement	100,0	100,0
406 096	72	68	Transferts reçus :	36,7	34,8
399 849	71	64	- participations et dotations reçues de l'État	36,1	32,7
97 789	17	22	<i>dont participations</i>	8,8	11,1
302 060	54	42	<i>dont dotation générale de décentralisation</i>	27,3	21,6
6 247	1	4	- autres transferts reçus dont fonds européens	0,6	2,2
303 435	54	55	Impôts locaux	27,4	28,0
233 360	41	46	Attributions fiscales de péréquation-compensation	21,1	23,3
71 613	13	12	<i>dont compensation au titre de la suppression de la TRADE**</i>	6,5	6,3
150 817	27	25	Impôts indirects et autres taxes	13,6	12,9
0	0	0	- <i>taxe sur les permis de conduire</i>	0,0	0,2
149 893	27	25	- <i>taxe sur les certificats d'immatriculation</i>	13,5	12,7
0	0	0	- <i>droit additionnel d'octroi de mer (ROM)</i>	0,0	0,0
0	0	0	- <i>taxe sur les carburants (ROM)</i>	0,0	0,0
0	0	0	- <i>autres impôts indirects (Corse et ROM)</i>	0,0	0,0
			Éléments de fiscalité votée	Taux d'imposition :	
				de la région	de la strate
91 099	16	19	Produit foncier bâti	1,68%	2,48%
657	0	0	Produit foncier non bâti	4,18%	6,04%
206 892	37	35	Produit taxe professionnelle	1,97%	2,31%
0	0	0	Permis de conduire (en euros)	0	21
148 640	26	24	Carte grise (en euros/CV)***	28	27
				% dans total voté des impôts locaux	
217 303	38	42	Recettes réelles d'investissement	% des recettes d'inv.	
70 537	12	12	Dotations et fonds divers (1)	32,5	29,7
30 649	5	4	<i>dont FCTVA</i>	14,1	10,6
39 889	7	8	<i>dont dotation régionale d'équipement scolaire</i>	18,4	19,1
11 942	2	2	Subventions et participations d'équipement reçues (2)	5,5	5,2
70 952	13	13	<i>Dotations, fonds et participations d'État (=sous-ensemble de 1+2)</i>	32,7	30,9
127 667	23	23	Emprunts et dettes assimilées	58,8	55,6
5 972	1	3	Cessions d'immobilisations financières	2,7	6,2

Equilibre financier

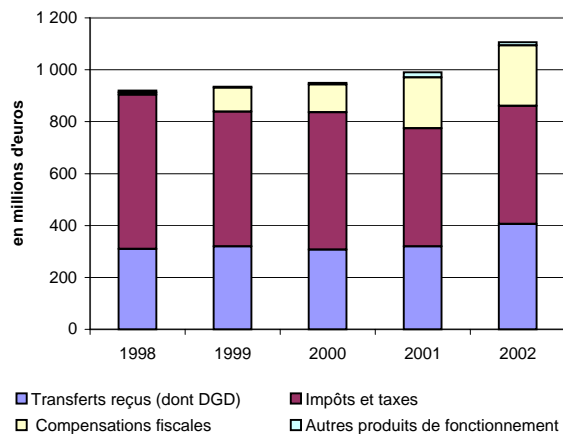


* capacité (besoin si négatif) de financement de la section d'investissement = recettes définitives d'inv. + autofinancement brut - dépenses définitives d'inv.

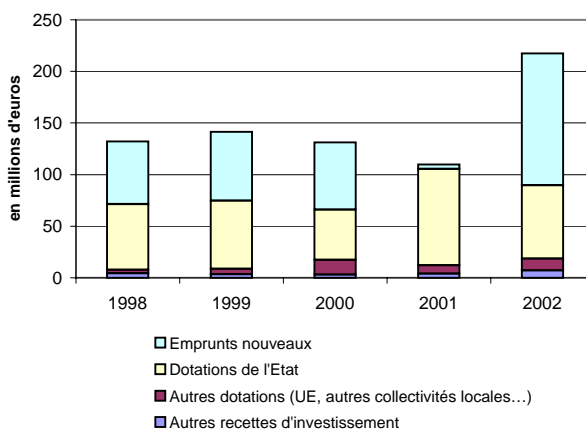
** TRADE : taxe régionale additionnelle aux droits d'enregistrement

*** la tarification indiquée est celle qui est appliquée aux véhicules à propulsion classique

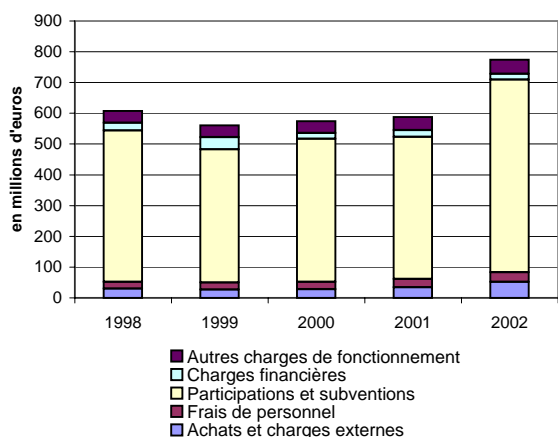
Produits de fonctionnement



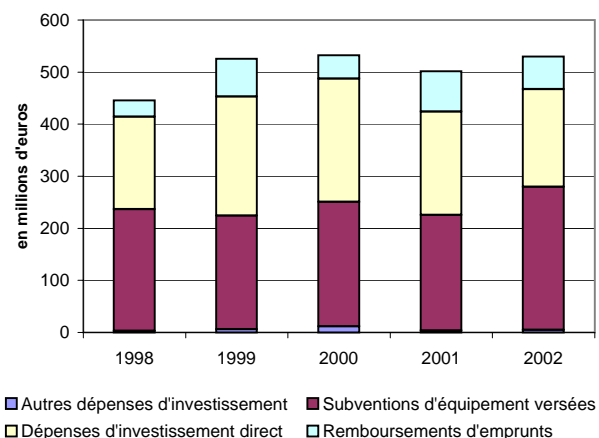
Recettes d'investissement



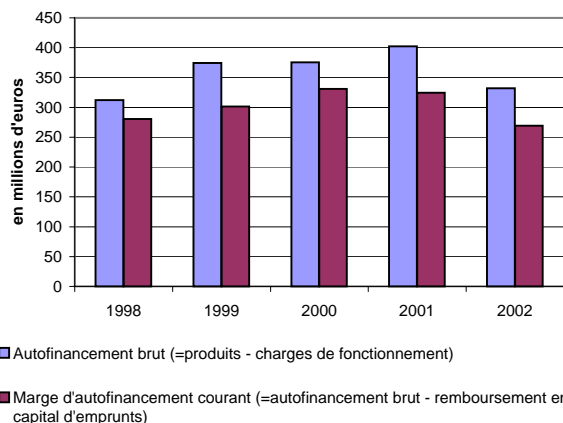
Charges de fonctionnement



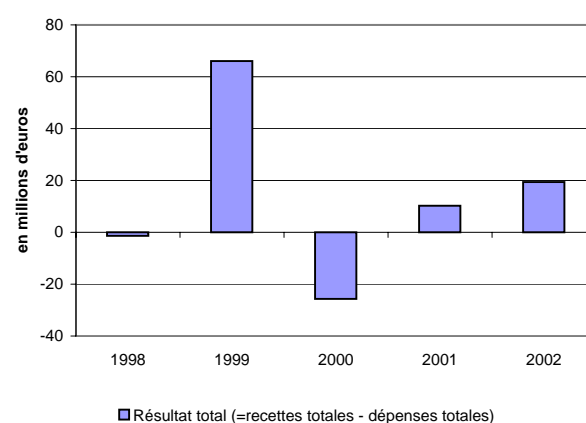
Dépenses d'investissement



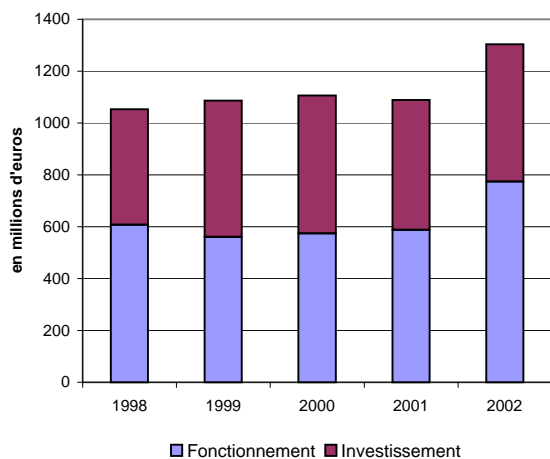
Autofinancement



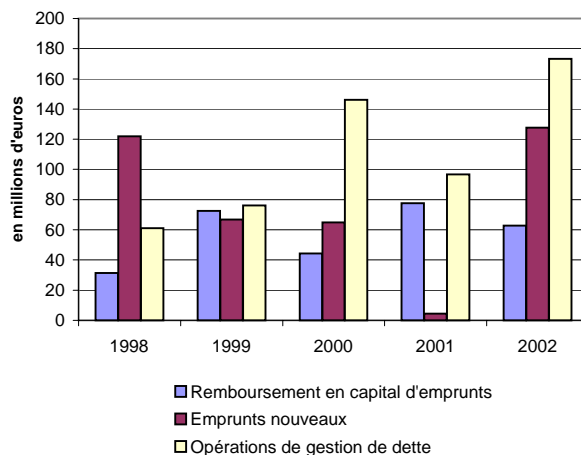
Résultat total



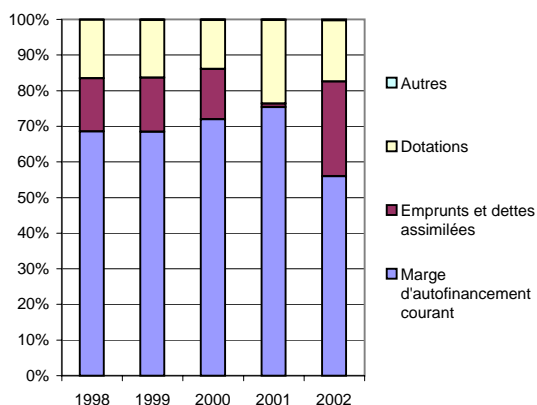
Montant des dépenses par section



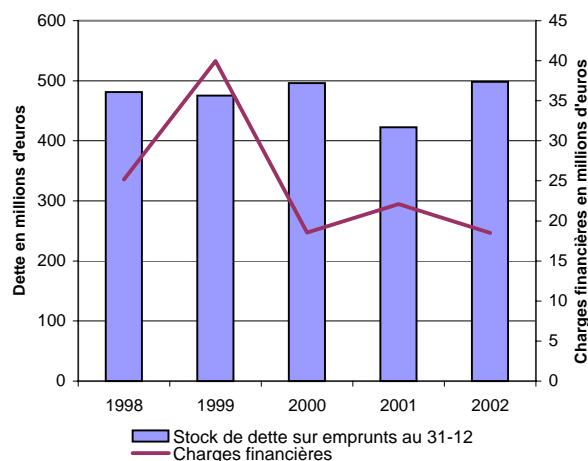
Flux de dette sur emprunts



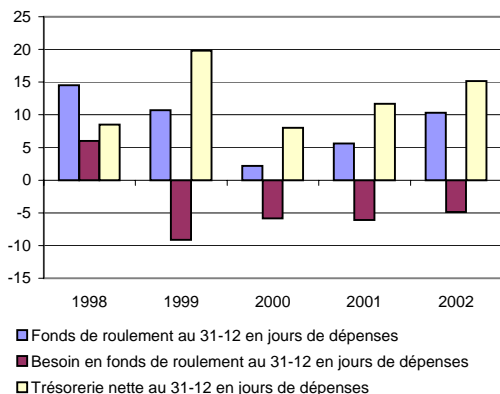
Financement des dépenses définitives d'investissement



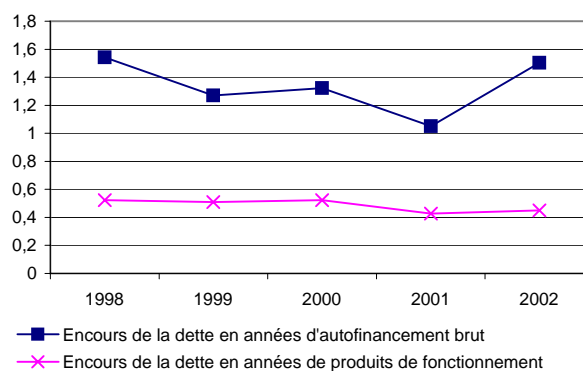
Encours de dette et charges financières



Structure financière en jours de dépenses totales



Poids de la dette sur emprunts rapporté aux ressources



3. Méthodologie et lexique

METHODOLOGIE

Afin d'éviter toute ambiguïté dans l'interprétation à donner aux informations présentées dans ce document, il paraît nécessaire de rappeler brièvement quelques notions essentielles concernant le régime administratif des collectivités territoriales et les documents budgétaires et comptables en usage, et de préciser les concepts de l'analyse financière opérée par la Direction Générale de la Comptabilité publique.

I - LE REGIME ADMINISTRATIF DES COLLECTIVITES LOCALES

On désigne par collectivités territoriales les régions, les départements et les communes. En 1982, le régime administratif des collectivités locales a été modifié par la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions qui supprime toute forme de tutelle *a priori*, sur les décisions des collectivités locales.

Le statut particulier de la Corse a été renforcé par la loi n° 91428 du 13 mai 1991 qui lui confère d'importantes compétences nouvelles et des ressources fiscales indirectes différentes de celles des régions du continent. En réalité, la Corse n'est plus juridiquement une région au sens de collectivité locale, mais une collectivité territoriale à statut unique.

Par ailleurs, succédant au district de la région parisienne, la région Ile-de-France comporte également des spécificités budgétaires.

II - LES DOCUMENTS BUDGETAIRES ET COMPTABLES

Le principe de la séparation des ordonnateurs et des comptables se traduit, dans l'exécution des budgets des collectivités territoriales, par une différenciation entre opérations administratives et opérations comptables et, en conséquence, par la tenue d'une double comptabilité : comptabilité administrative de l'ordonnateur, comptabilité financière du comptable du Trésor.

Ces comptabilités décrivent les opérations réalisées au cours d'un exercice. A la clôture de celui-ci, les opérations sont regroupées dans un compte administratif pour l'ordonnateur, dans un compte de gestion pour le comptable.

A la différence du compte administratif qui se limite à la transcription de la seule exécution budgétaire, le compte de gestion présente une comptabilité en partie double, comprenant des comptes de tiers et financiers, ainsi qu'un bilan de fin d'exercice. Il offre ainsi une vision exhaustive de la situation financière de la collectivité.

Les budgets locaux s'exécutent en gestion, c'est-à-dire que les comptes doivent décrire les opérations réalisées au cours d'une seule année dont toutefois le 31 décembre est prolongé fictivement jusqu'au 31 janvier de l'année suivante pour les opérations de fonctionnement, de manière à permettre le rattachement à la gestion des opérations déjà engagées.

• **La section de fonctionnement** retrace toutes les opérations concernant l'exploitation, autrement dit la gestion courante des services.

Sont inscrits notamment :

1) *en produits* : les impôts directs et indirects, les dotations versées par l'Etat, les ressources d'exploitation et du domaine, les produits financiers ;

2) *en charges* : les achats de fournitures et de services, les frais de personnel, les allocations et subventions versées, les frais financiers (intérêts de la dette notamment).

Les budgets locaux doivent être votés en équilibre. Les produits de fonctionnement doivent donc être égaux ou supérieurs aux charges de fonctionnement. La section de fonctionnement fait ainsi apparaître un solde qui permet le financement d'une fraction des dépenses d'équipement. Il figure, à ce titre, dans la section d'investissement qui inclut également d'autres recettes, telles que les subventions et les emprunts.

• **La section d'investissement** retrace toutes les opérations en capital, autrement dit les opérations de dépenses ou de recettes qui accroissent ou diminuent la valeur du patrimoine.

Figurent :

1) *En recettes* :

- d'une part, "l'autofinancement brut" dégagé par la section de fonctionnement (cf. lexique) ;

- d'autre part, des recettes constituées pour l'essentiel par des "subventions" et des "emprunts".

2) *En dépenses* :

- les dépenses directes d'investissement (acquisitions mobilières et immobilières, travaux neufs, grosses réparations) ;

- les dépenses indirectes d'investissement (remboursements de la dette en capital, subventions versées...).

La différence entre les recettes d'investissement et les dépenses d'investissement augmente ou diminue le fonds de roulement selon les résultats de l'année.

Ainsi, les comptes de fonctionnement et d'investissement retracent, après élimination de toutes les opérations comptables d'ordre, les flux réels de dépenses et de recettes au cours d'une année.

Les données chiffrées concernant les emprunts nouveaux et les remboursements en capital d'emprunts sont déflatés des opérations de refinancement de dette et des

opérations d'allers et retours sur le compte 16 liées à la gestion de trésorerie dans le cadre d'emprunts avec option de tirage sur ligne de trésorerie.

III -LES CONCEPTS DE L'ANALYSE FINANCIERE OPEREE PAR LA DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE

L'analyse financière ne peut être rapprochée sans précaution des données de la Comptabilité économique nationale.

En effet, le champ d'application des travaux de la Direction Générale de la Comptabilité publique n'est pas identique à celui retenu par la Comptabilité économique nationale.

Par ailleurs, les concepts sur lesquels s'appuie l'analyse financière opérée par la Direction Générale de la Comptabilité publique méritent d'être précisés pour éviter toute erreur d'interprétation.

- **En ce qui concerne le champ d'application**, la définition des collectivités locales retenue par la Comptabilité économique nationale est, à la fois, restrictive puisqu'elle ne comporte pas les collectivités à vocation spécialisée (leurs opérations sont retracées dans le compte des entreprises non financières) et spécifique puisqu'elle ne coïncide pas avec la définition administrative traditionnelle des collectivités locales. Elle comporte des organismes tels que les chambres de Commerce, de Métiers et d'Agriculture.

- **En ce qui concerne les concepts**, l'analyse retracée dans le présent volume, qui résulte d'une synthèse exhaustive des comptabilités traitées individuellement et non d'une extrapolation à partir d'échantillons, permet :

- de mesurer les flux des dépenses et des recettes de chaque exercice ;
- de suivre l'évolution des principales rubriques des comptes de fonctionnement et d'investissement ;
- de dégager certains éléments tels que l'autofinancement, l'annuité de la dette, l'équipement net.

Cette analyse est effectuée après élimination des opérations comptables d'ordre qui ne correspondent ni à des recettes, ni à des dépenses effectives, mais précèdent seulement à certains transferts d'un compte à un autre sans modifier le montant global des recettes et dépenses.

Elle porte donc sur les flux réels de dépenses et de recettes des exercices considérés. Ainsi, par exemple, les dotations pour amortissement n'apparaissent pas dans les charges de fonctionnement et viennent, dès lors, accroître le montant de l'autofinancement tel qu'il est ensuite repris au compte d'investissement. Est ainsi dégagée une notion d'"autofinancement brut", qui permet de mesurer la capacité réelle des collectivités locales à couvrir une partie de leurs dépenses d'investissement à l'aide de leurs ressources réelles propres.

Cet autofinancement brut ne doit pas être confondu avec l'épargne brute définie par la Comptabilité économique nationale. Celle-ci est le solde du compte "d'affectation" dont les ressources comprennent notamment les subventions d'équipement. Elle diffère, ne serait-ce que par ce mode de calcul des subventions, de l'excédent d'exploitation ordinaire des comptabilités locales.

A cet égard, il faut également souligner que les dépenses d'investissement de la section d'investissement des collectivités locales ne recouvrent pas les mêmes données que celles figurant au compte de capital des agents économiques, c'est-à-dire la "formation brute de capital fixe" et les achats de terrains et d'immeubles. La section d'investissement des collectivités locales reprend ces éléments mais elle y ajoute des opérations financières (remboursements d'emprunts, prêts, avances accordées...) qui apparaissent seulement dans les comptes financiers des agents de la Comptabilité nationale.

Mais, quels que soient les écarts qui apparaissent entre les analyses ci-après et les résultats du compte du sous-agent "collectivités locales" de la Comptabilité économique nationale, il reste que les deux séries de travaux sont établies grâce à l'exploitation exhaustive des comptes individuels de gestion tenus par les comptables du Trésor.

LEXIQUE

Annuité de la dette

L'annuité de la dette est composée du montant des intérêts des emprunts qui constituent une des charges de la section de fonctionnement, et du montant du remboursement du capital qui figure parmi les dépenses indirectes d'investissement. L'addition de ces deux montants, et éventuellement du montant des règlements effectués au titre des engagements de paiement par annuités, permet de mesurer le poids exact de la dette à long et moyen terme pour les collectivités.

Autofinancement brut

L'autofinancement brut est égal à l'excédent des produits réels de fonctionnement de l'exercice sur les charges réelles de fonctionnement de l'exercice. Les charges réelles excluent les dotations pour amortissements et provisions et le prélèvement sur la section de fonctionnement mais non les travaux réalisés par la collectivité pour elle-même. L'autofinancement brut constitue la capacité d'autofinancement des investissements, capacité qui a pu n'être que partiellement utilisée au cours de l'exercice.

Besoin/ capacité de financement

Le besoin de financement se mesure par l'excédent des dépenses "définitives" réalisées au cours de l'exercice sur les recettes "définitives" augmentées de l'autofinancement brut. Négatif, ce solde est une **capacité de financement**.

Concours financiers de l'Etat

L'Etat verse des concours financiers importants aux collectivités locales. D'après la loi de finances ces concours sont les suivants :

a) Prélèvements sur les recettes de l'Etat :

- dotation globale de fonctionnement (DGF)
- fonds de compensation de la TVA (FCTVA)
- autres prélèvements.

b) Subventions de fonctionnement :

- dotation générale de décentralisation (DGD),
- remboursement de l'exonération temporaire de taxe foncière sur les propriétés bâties,
- autres subventions.

c) Subventions d'équipement :

- dotation globale d'équipement (D.G.E.),
- dotation régionale d'équipement des lycées (DRES)
- subventions spécifiques.

(Les principales rubriques sont définies dans le présent lexique).

Définitives (opérations)

Les opérations définitives sont celles qui ne feront pas l'objet d'un remboursement ultérieur ou qui ne sont pas elles-mêmes le remboursement d'un versement antérieur. Elles excluent tous les flux qui font varier dans un sens ou un autre, la dette : emprunts, créances, remboursements du capital, versements correspondant à des engagements inscrits au passif de l'organisme, mouvements de trésorerie ...

Dette à long et moyen terme en fin d'exercice

Cette dette correspond au capital restant dû au 31 décembre de l'année considérée sur le montant des emprunts contractés pour une durée supérieure à deux ans et sur les dettes à long et moyen terme contractées sans réception préalable de fonds (engagement de verser des subventions par annuités).

Dotation générale de décentralisation (DGD)

L'article 102 de la loi du 2 mars 1982 a prévu que l'accroissement des charges résultant du transfert de compétences de l'Etat aux collectivités locales sera compensé par un transfert de ressources.

La loi du 7 janvier 1983 a précisé que ce transfert simultané de ressources serait effectué, pour moitié au moins, par transfert d'impôts d'Etat et pour le solde par le versement d'une dotation budgétaire : celle-ci constitue la dotation générale de décentralisation.

Dotation globale de fonctionnement (DGF)

La dotation globale de fonctionnement, instituée par la loi du 3 janvier 1979, est un prélèvement opéré sur le budget de l'Etat et distribué aux collectivités locales pour la première fois en 1979.

Elle a succédé au versement représentatif de la taxe sur les salaires (VRTS) versé par l'Etat aux collectivités locales jusqu'en 1977, en remplacement de la taxe locale supprimée en 1968.

Son montant est prélevé avec une garantie de progression minimale sur les recettes de TVA, selon un mode de prélèvement et de répartition fixé chaque année par la loi de finances.

Elle n'est pas versée aux régions sauf pour la région Ile-de-France du fait de ses spécificités statutaire et budgétaire.

Dotation globale d'équipement (DGE)

La dotation globale d'équipement a été créée par l'article 103 de la loi du 2 mars 1982.

Ce versement libre d'emploi, est effectué chaque année par l'Etat aux communes, départements, et à leurs regroupements, ainsi qu'à la région Ile-de-France qui bénéficie d'une dotation pour les lycées en agglomérations nouvelles.

Dotation régionale d'équipement scolaire (DRES)

Dotation départementale d'équipement des collèges (DDEC)

A compter du 1er janvier 1986, les dépenses d'investissement et de fonctionnement (hors dépenses pédagogiques et de personnel restant de la compétence de l'Etat) des établissements scolaires du second degré sont prises en charge par la région pour les lycées et établissements de niveau équivalent, par le département pour les collèges.

Si le transfert de compétences en matière de fonctionnement est financé dans le cadre de la DGD versée aux collectivités locales, en matière d'investissement il entraîne, conformément aux articles 16 et 17 de la loi du 22 juillet 1983 modifiée, la création :

- d'une dotation régionale d'équipement scolaire attribuée aux régions en fonction de critères objectifs reflétant la capacité d'accueil des établissements (lycées) et l'évolution de la population scolarisable ;

- d'une dotation départementale d'équipement des collèges attribuée aux départements à partir d'enveloppes régionales définies selon les mêmes critères que ci-dessus, par l'intermédiaire de la conférence des présidents de conseils généraux ou, à défaut d'accord, par le préfet de région.

Emprunts

Les emprunts correspondent au volume global des emprunts à plus de deux ans contractés pendant l'exercice.

Fiscalité directe

Pour éviter des confusions entre des termes voisins mais qui recouvrent des réalités légèrement différentes, les notions d'impôts directs, de contributions directes et d'impositions directes sont précisées ici.

Ces différentes rubriques s'articulent de la façon suivante :

		{	Impositions directes
	{ Contributions directes	{	
Impôts directs	{	{	Contributions directes
	{	{	autres que les im-
	{	{	sitions directes
	{	{	
	{	{	
	{ Impôts directs autres que contributions directes.		

Les impôts directs regroupent l'ensemble de la fiscalité directe ; ils sont comptabilisés aux comptes 76 et 77 des cadres comptables réglementaires des collectivités locales.

Les contributions directes (qui constituent la totalité des impôts directs des régions) figurent au compte 77.

Les impositions directes (qui correspondent aux « impôts locaux ») sont retracées au sous-compte 777. Elles constituent l'essentiel de la fiscalité directe locale :

- la taxe foncière sur les propriétés bâties
- la taxe foncière sur les propriétés non bâties
- la taxe d'habitation (dont la part régionale a été supprimée en 2001 par la loi de finances rectificative du 13 juillet 2000)
- la taxe professionnelle

Les subventions fiscales, les attributions des fonds de péréquation et de solidarité, ainsi que les dotations de compensation au titre des taxes foncières et de la taxe professionnelle, sont enregistrées dans la rubrique "attributions fiscales, péréquation et autres compensations".

Fiscalité indirecte

Cette rubrique, appelée aussi impôts indirects, voit ses produits comptabilisés au compte 75.

Les impôts indirects occupent une place importante dans la fiscalité des collectivités territoriales.

Parmi eux, on peut citer :

- la taxe sur les permis de conduire ;
- la taxe additionnelle aux droits de mutation ;
- la taxe sur les cartes grises ;
- l'octroi de mer ;
- taxes indirectes spécifiques à la Corse et aux départements d'outre-mer : taxes sur le tabac, sur les carburants et sur le rhum.

L'article 39 de la loi de finances initiale pour 1999 a supprimé la taxe additionnelle régionale aux droits de mutation. Cette suppression est compensée par une dotation versée par l'État.

Fonds de compensation pour la TVA (FCTVA)

Le fonds de compensation pour la TVA a pour objet la compensation par l'Etat aux collectivités locales, à leurs groupements et à leurs services, de la TVA acquittée sur leurs investissements.

Pour le calcul des attributions au titre du FCTVA sont prises en compte les dépenses d'équipement (acquisitions et travaux) des organismes locaux durant l'avant-dernière année (hors achats de terrains et subventions spécifiques de l'Etat perçues), pour lesquelles la TVA n'a pas pu être récupérée d'une autre manière. Mise en oeuvre progressivement, cette compensation est quasi intégrale depuis 1981.

Les ressources de ce fonds sont constituées par un prélèvement sur recettes de l'Etat.

Les organismes locaux bénéficiaires sont les collectivités locales, leurs groupements et leurs services, mais aussi les organismes aménageurs ayant passé convention avec elles et ne récupérant pas directement la TVA.

Fonds de roulement en fin d'exercice

Le fonds de roulement en fin d'exercice résulte de l'excédent des valeurs réalisables et disponibles sur les dettes à court terme figurant au bilan de clôture de l'exercice. Il correspond au résultat global et cumulé des opérations budgétaires de l'exercice.

Le coefficient de fonds de roulement indique la durée théorique du fonds de roulement rapporté aux dépenses budgétaires réelles.

Immobilisations financières

Il s'agit des prêts, avances et créances à long et moyen terme. Cette rubrique retrace les créances dont la date d'exigibilité est postérieure à l'exercice d'origine du prêt.

Intérêts des emprunts

Les intérêts des emprunts sont les intérêts de la dette à long terme et ceux de la dette à moins de deux ans, qui fait partie, non des capitaux permanents, mais des opérations de trésorerie et qui peut également donner lieu à des paiements d'intérêts.

Investissement (dépenses)

Les dépenses définitives d'investissement s'entendent hors remboursements d'emprunts et immobilisations financières (voir plus haut la définition des *opérations définitives*)

Les dépenses réelles d'investissement intègrent les remboursements d'emprunts et les immobilisations financières

Investissement (recettes)

Les recettes définitives d'investissement s'entendent hors emprunts et remboursements de prêts et avances (voir plus haut la définition des *opérations définitives*)

Les recettes réelles d'investissement intègrent les remboursements d'emprunts et les immobilisations financières.

Les recettes totales d'investissement sont les recettes réelles d'investissement augmentées de l'autofinancement brut.

Marge d'autofinancement courant (MAC)

Autofinancement brut diminué des remboursements de dettes en capital. La marge d'autofinancement courant mesure la capacité de la collectivité à financer

ses dépenses d'investissements grâce à ses ressources propres, une fois acquittée la charge obligatoire de la dette.

Ce ratio doit être analysé avec précaution, car il peut être affecté dans une large mesure par des mouvements de renégociation d'emprunts se traduisant par un gonflement artificiel des masses enregistrées en emprunts et en remboursements en capital.

Subventions en annuités (versées)

Les subventions en annuités correspondent à l'engagement pris par une collectivité de procéder à un versement régulier, au cours de plusieurs exercices, de subventions à une autre collectivité.

Trésorerie

Disponibilités : solde débiteur du compte 568

Créances à court terme : soldes débiteurs des comptes des classes 4 et 5 (sauf 568).

Dettes à court terme : soldes créditeurs des comptes des classes 4 et 5